



En Europe, le débat sur le « travailler plus » resurgit

► Le décrochage économique de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis s'expliquerait par le fait que les Américains travaillent plus que les Européens

► Ainsi, au risque de poser un mauvais diagnostic, de nombreux pays de l'Union pensent avoir trouvé la solution : il faut travailler davantage

► Des économistes sont en désaccord, estimant que c'est le manque d'investissements dans les nouvelles technologies qui explique le retard de l'Europe

► En Allemagne, le débat porte sur le « retour au travail », tandis qu'en Suède on mise sur les effets d'un durcissement de l'assurance-chômage

► A contre-courant, l'Espagne vise à réduire le temps de travail pour le porter à 37,5 heures par semaine en 2025

PAGES 14-15

EN ISRAËL, LES UNIVERSITÉS FACE À LA MENACE DE BOYCOTT

► Des établissements européens envisagent de revoir leurs accords de collaboration

► Intenses débats au sein des facultés et centres de recherche de l'Etat hébreu

PAGE 4



Sur le campus du mont Scopus de l'Université hébraïque de Jérusalem, le 22 mai. VIRGINIE NGUYEN HOANG/HUMA POUR « LE MONDE »

Etudes universitaires L'open data révèle les secrets de Mon master

QUELQUE 200 000 candidats devaient scruter, ce mardi, la plateforme Mon master pour savoir où ils poursuivront leurs études à l'université. Avec l'aide du concepteur du site SupTracker, *Le Monde* a analysé les données de la première campagne de sélection, en 2023. Premier enseignement : les candidats ont nettement plus de chances de se voir proposer une place en mas-

ter au sein de l'université où ils ont obtenu leur diplôme de licence. Autre constat : psychologie et sciences cognitives est le secteur disciplinaire le plus tendu. A l'inverse, l'accès le plus facile concerne les sciences de l'éducation. A noter, en Ile-de-France, le grand succès des sciences juridiques et des sciences de gestion et de l'informatique.

PAGES 8-9

Inde Narendra Modi remporte une victoire mesurée

Avec ses alliés, le premier ministre, au pouvoir depuis dix ans, obtient un peu plus que la majorité simple, fixée à 272 sièges. Ce scrutin risque fort de compliquer sa longue marche pour transformer l'Inde en une nation hindoue

PAGE 2

Pologne Un « bouclier » sur le flanc oriental de l'OTAN

Ce sera « la plus grande opération » visant à renforcer les frontières russe et biélorusse depuis 1945, a assuré le ministre polonais de la défense. Coût de ces centaines de kilomètres de fortifications : 2,3 milliards d'euros

PAGE 6

Politique
Stéphane Séjourné chef de parti en marge des européennes

PAGE 11

Tribune
« Il est devenu difficile pour la presse judiciaire de faire son travail »

PAGE 29

Bonnes feuilles
« La cérémonie d'ouverture des Jeux est bien une affaire d'Etat »

PAGE 19

D-Day Les sites du Débarquement menacés par l'érosion

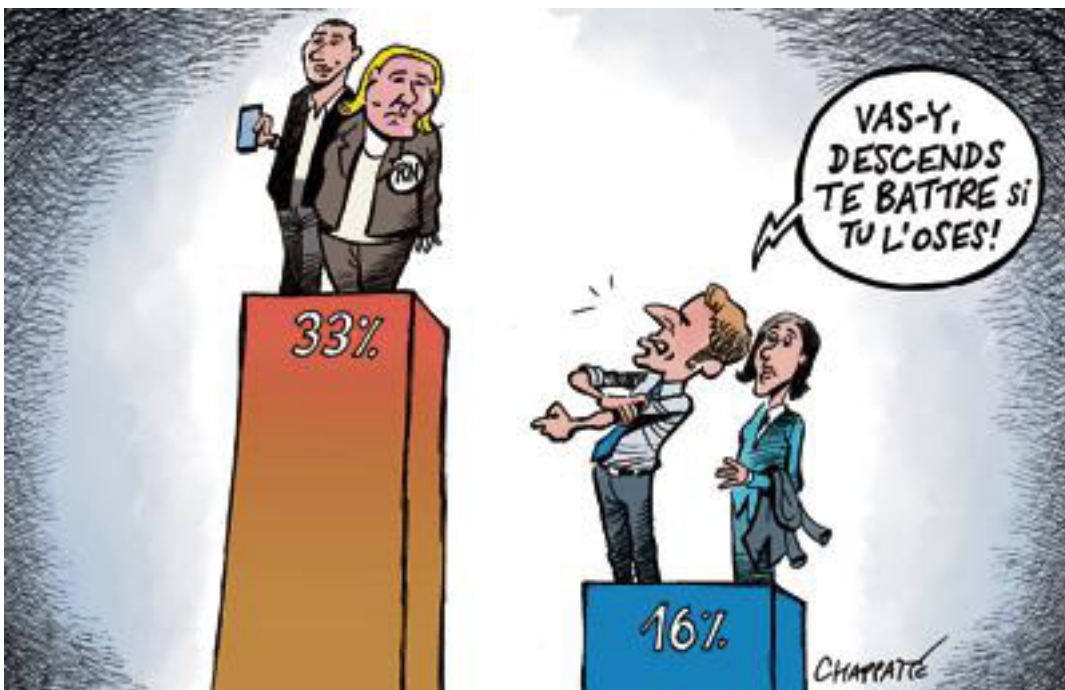
Des parois de la pointe du Hoc aux vestiges sous-marins d'Arromanches, certains sites historiques subissent les effets du réchauffement climatique. Comment éviter de perdre les traces des champs de bataille du 6 juin 1944

PAGE 7

ÉDITORIAL
UN NOUVEAU PALIER DANS L'AIDE OCCIDENTALE À KIEV
P. 31 ET INTERNATIONAL P. 3

VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



M 00147 - 005 - F - 3,60 €



Des partisans du Bharatiya Janata Party célèbrent la victoire de Narendra Modi, mardi 4 juin, à New Delhi. MONEY SHARMA/AFP

En Inde, une victoire sans triomphe pour Modi

Le premier ministre devrait rester aux commandes du pays, mais avec une majorité moins forte qu'attendu

NEW DELHI - correspondante

Narendra Modi, 73 ans, devrait rester aux commandes de l'Inde, mais avec un sérieux avertissement des électeurs. Le premier ministre sortant, après dix ans de pouvoir ininterrompus, a emporté, mardi 4 juin, les élections législatives, avec une courte majorité, à l'issue d'un marathon de six semaines. Les résultats sont en cours de consolidation. Quelque 642 millions d'Indiens se sont déplacés, bravant la canicule qui s'est abattue sur le pays.

Il égale son illustre prédécesseur, Jawaharlal Nehru, le premier ministre de l'indépendance, élu à trois reprises. Mais sa victoire n'est pas à la hauteur de ses espérances. Narendra Modi avait demandé aux Indiens de lui accorder 370 sièges, 400 avec sa coalition, soit la majorité des deux tiers de la Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement, requise pour modifier la Constitution. Il a échoué, obtenant avec ses alliés, autour de 290 sièges, à peine plus que la majorité simple, fixée à 272 sièges, malgré la puissance de feu déployée par son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), sur le terrain et les réseaux sociaux, et en dépit de son investissement personnel. Le premier ministre, omniprésent, a tenu 206 meetings publics et donné 80 interviews au cours des six semaines de campagne. Les défenseurs de la démocratie et de la laïcité peuvent souffler, Modi n'aura pas les moyens d'opérer de grands changements constitutionnels.

L'état de l'Uttar Pradesh, le plus peuplé d'Inde et le plus stratégique avec 80 députés, illustre le basculement de l'opinion et la cristallisation de la colère. Modi avait compté sur la construction du temple de Ram, à Ayodhya, pour l'emporter haut la main. Mais, mardi matin, l'opposition pointait en tête, semblant proche de mettre en échec le BJP, représenté par le moine fanatique, Yogi Aditya-

Modi a obtenu, avec ses alliés, autour de 290 sièges, à peine plus que la majorité simple fixée à 272 sièges

nath. Le BJP reflue dans ses bastions de la ceinture hindiphone, dans le nord et l'ouest du pays, et parvient à peine à percer dans le Sud, citadelle imprenable jusque-là, et dans l'Est. Les gains obtenus dans ces régions ne compensent pas les pertes ailleurs.

Bousculé dans sa circonscription
De nombreux foyers de mécontentement s'étaient fait entendre ces dernières semaines sur le terrain, il suffisait de tendre l'oreille : les agriculteurs, les jeunes sans emploi, les pauvres assommés par l'inflation, les musulmans stigmatisés par Modi, les relégués de la croissance, les Lakhis en grève de la faim, tous livraient leur déception à l'égard du premier ministre. La magie Modi est passée. Un signe : dans sa circonscription de Bénarès, il l'emporte avec une marge réduite.

Pour l'opposition et le Congrès, c'est peut-être le début de la reconquête, si elle sait rester collective. Pour la première fois depuis 2014, le parti des Nehru-Gandhi qui a gouverné le pays pendant un quart de siècle, avant de sombrer, a réussi à regrouper autour de lui une grande coalition d'une trentaine des partis, même s'il restait une centaine de circonscriptions où les candidats étaient en concurrence. L'homme fort du Parti du Congrès, Rahul Gandhi, a enfin investi les habits de leader, tout en évitant le piège de l'arrogance à l'égard de ses partenaires, le Congrès n'avait pas désigné de candidat au poste de premier ministre.

Enfin, l'opposition avait choisi des thèmes de campagne résonnant avec les préoccupations des pauvres et des modestes : la justice sociale et égalitaire.

Narendra Modi, sentant le danger, avait usé de différentes manœuvres avant l'ouverture des urnes, achetant des candidats du Congrès, gelant les comptes du principal parti d'opposition et faisant arrêter Arvind Kejriwal, le responsable du Parti de l'homme ordinaire. Libéré par la Cour suprême le temps de la campagne, le chef du gouvernement de Delhi est retourné, le 2 juin, en prison. Tout un symbole.

La campagne électorale a été d'une extrême violence, comme en 2019. Narendra Modi a très rapidement versé dans une islamophobie épouvantable, qualifiant les musulmans « d'infiltrés », leur reprochant un taux de natalité plus élevé, accusant l'opposition de vouloir le privilégier au détriment des hindous pourtant sept fois plus nombreux.

L'opposition craignait une fraude, d'autant que la Commission électorale, une instance indépendante, est passée sous le contrôle du gouvernement. La presse a relevé de nombreuses irrégularités : ici et là, des électeurs musulmans, supposés favorables à l'opposition, ont été rayés des listes électorales, d'autres battus par des policiers pour les empêcher d'aller voter. Ailleurs, un membre du BJP s'est filmé en train de voter huit fois d'affilée. Dans certaines circonscriptions des candidats de l'opposition se sont retirés au profit du BJP, tandis que des bureaux de vote supposés favorables à l'opposition avaient été dotés d'une seule machine électronique pour créer d'insupportables files d'attente et décourager les électeurs.

Finalement, la vérité est sortie des urnes : les Indiens semblent commencer à se lasser de Modi. Le scrutin va compliquer sa longue marche pour transformer l'Inde, en une nation hindoue. Elevé dès

son plus jeune âge au RSS, l'Association des volontaires de la nation, l'une des organisations majeures du nationalisme hindou, le premier ministre indien est le porteur de l'idéologie de cette organisation dénommée hindutva née à la fin du XIX^e siècle et popularisée au début du XX^e sous la plume de Savarkar pour qui l'Inde est une nation hindoue. Depuis 2014, Modi a exécuté les grandes lignes de forces du programme du RSS, fin de la semi-autonomie du Cachemire, abrogation de dispositions particulières du code civil musulman, édification du temple de Ram à Ayodhya.

Pour parvenir à ses fins, Modi use de la religion comme d'une arme suprême de séduction des hindous très largement majoritairement, afin de les rassembler au-delà de la fracture du système des castes. Il a effacé toutes les frontières entre le religieux et le politique, s'offrant en spectacle à travers des grandes prières cathodiques. La cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment du Parlement le 28 mai 2023, restera gravée dans les mémoires de la défunte république laïque avec l'image de Modi allongé de tout son long au sol en position de prière devant une trentaine de prêtres et d'anachorètes à demi nus, le visage badigeonné de cendres, les cheveux en dreadlocks enroulés sur le dessus de la tête, offrant leur bénédiction et répétant des mantras en sanskrit.

Depuis son accession au pouvoir, Narendra Modi donne l'im-

pression de s'être approprié le pays, d'effacer des pans entiers de son histoire, d'en remodeler les contours. L'Inde n'a plus guère de ressemblance avec la république néhruvienne bâtie par le grand dirigeant socialiste sur les principes d'inclusion et de laïcité. Le pays a d'ailleurs été rebaptisé par Modi « Bharat », nom issu du sanskrit d'une Inde fantasmée par les partisans de l'hindutva.

Pouvoir autoritaire

Depuis dix ans, M. Modi, épaulé par son ministre de l'intérieur, Amit Shah, pour instaurer un pouvoir autoritaire, affaiblit les institutions fédérales et réprime la dissidence, stigmatise la minorité musulmane. Pour le chercheur Asim Ali, les événements en Inde ne sont que la « fascisation constante du régime », soutenue par les élites, classes supérieures et entreprises, avec une « répression violente des mouvements démocratiques, la persécution des minorités ethniques ou religieuses, la sacralisation de la politique par une religion politisée ».

Jusqu'à présent, Narendra Modi avait résisté à tous ses échecs : aux conséquences catastrophiques de la démonétisation des billets en 2016, à la gestion calamiteuse du Covid-19, qui causa près de 5 millions de morts, au chômage croissant. Tout semblait glisser sur Modi comme sur les plumes d'un canard, aidé par un écosystème médiatique servile. Durant les deux jours précédant les résultats, ces médias ont martelé, à coups de sondages sortis des urnes, la victoire écrasante de Modi à qui ils attribuaient 400 sièges.

Les lendemains seront-ils meilleurs en Inde ? « Le risque, confie Gilles Verniers, professeur de sciences politiques à Amherst College (Massachusetts), c'est la tentation du pouvoir vers plus d'autoritarisme pour compenser la perte de pouvoir politique ». ■

SOPHIE LANDRIN

LES DATES

17 SEPTEMBRE 1950

Naissance de Narendra Damodardas Modi, à Vadnagar (Gujarat).

7 OCTOBRE 2001

Modi devient chef du gouvernement du Gujarat où, un an plus tard, éclateront des pogroms antimusulmans.

MAI 2014

La coalition de Modi, à la tête du Bharatiya Janata Party (BJP), remporte 38,9 % des suffrages, 336 sièges ; il devient premier ministre.

MAI 2019

Narendra Modi est réélu. Sa coalition obtient 45,5 % des suffrages et 353 sièges.

DÉCEMBRE 2019

Réforme du code de la citoyenneté, première loi introduisant un critère religieux dans l'attribution de la naturalisation des migrants, excluant les musulmans.

4 JUIN 2024

Troisième victoire d'affilée du BJP.

Depuis dix ans, le premier ministre affaiblit les institutions fédérales et réprime la dissidence

La guerre en Ukraine domine les célébrations du D-Day

Contrairement au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le Russe Vladimir Poutine n'a pas été convié aux cérémonies

WASHINGTON - correspondant

Les deux cents derniers vétérans du D-Day et le premier des résistants ukrainiens. Volodymyr Zelensky devrait être très entouré lors des cérémonies du 80^e anniversaire du débarquement allié sur les côtes normandes, en 1944. Tandis que la Russie progresse en Ukraine, le président ukrainien doit, sauf grave contretemps, être présent jeudi 6 juin à Omaha Beach, au côté d'Emmanuel Macron, en compagnie d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Joe Biden sera là aussi, ainsi que les dirigeants allemand, Olaf Scholz, britannique, Rishi Sunak, et canadien, Justin Trudeau.

Avant d'accueillir ses invités, Emmanuel Macron doit lancer, dès le 5 juin, les commémorations en Bretagne, à Plumelec (Morbihan), où ont été largués, dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, une vingtaine de parachutistes français pour empêcher, avec les résistants locaux, les Allemands de rejoindre la Normandie. Le chef de l'Etat clôturera la séquence vendredi matin à Bayeux (Calvados), sur les traces du général de Gaulle. Les cérémonies organisées, trois jours durant, en hommage à la libération de la France, de villes bombardées (Saint-Lô, Caen) en cimetières militaires (Ver-sur-Mer, Colleville-sur-Mer), ne peuvent occulter le conflit meurtrier qui déchire de nouveau le continent et ébranle sa sécurité, bien au-delà des champs de bataille ukrainiens.

A la différence des festivités des 70 ans, la Russie n'a pas été invitée, précisément en raison de la guerre qui se prolonge en Ukraine. En 2014, Vladimir Poutine avait été accueilli en France quelques mois après avoir annexé illégalement la Crimée ukrainienne, alors que son pays faisait l'objet de premières sanctions occidentales.

François Hollande et Angela Merkel avaient conditionné la venue du dirigeant russe à une rencon-

tre – glaciale – avec le président ukrainien, Petro Porochenko, le 6 juin. Le maître du Kremlin n'avait pas encore reconnu celui qui venait d'être élu dans la foulée de la révolution pro-européenne de Maidan, à Kiev, et de la chute du président prorusse Viktor Ianoukovitch. Les séparatistes du Donbass, aidés par des supplétifs russes, combattaient déjà dans l'est de l'Ukraine. Le « format Normandie », alors inauguré pour tenter une inédite médiation franco-allemande entre Moscou et Kiev, et les accords de Minsk, signés en 2015, n'ont pas suffi à empêcher l'invasion à grande échelle du 24 février 2022.

Course contre la montre

Après plus de deux ans de combats, la célébration de la paix orchestrée sur les plages normandes est largement éclipsée par l'enlèvement de la guerre aux portes de l'Europe. Dès lors, il s'agit plutôt pour les alliés occidentaux d'afficher leur cohésion, et la poursuite de leur soutien à l'Ukraine.

La Maison Blanche voit cette visite en France comme une rencontre bienvenue entre l'histoire et le présent, entre le récit du Débarquement – focalisé sur l'engagement des appelés américains – et la lutte contemporaine contre les régimes autocratiques. Pourtant, Joe Biden avait largement délaissé cette approche binaire, qui crispe les pays du Sud global, au cours de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre 2021.

« Il n'y a pas de changement, a assuré le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, au Monde lundi. *Le président a été très constant au sujet du pouvoir de la démocratie et ce qu'il signifie. Cela ne signifie pas, en politique étrangère, qu'on ne doit pas travailler avec des pays non démocratiques. Cela ne changera pas.* » Selon John Kirby, Joe Biden veut défendre l'idée d'un « point d'inflexion dans l'histoire, où les autocraties veulent prendre la



De gauche à droite : le premier ministre belge, Alexander De Croo, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et la ministre belge de la défense, Ludwina Dedonder, sur la base militaire de Melsbroek (Belgique), le 28 mai. ÉRIC LALMAND/AFP

main », avec des objectifs parfois contraires aux intérêts américains – référence claire à la Russie.

Voici un an, les Occidentaux cherchaient à convaincre Vladimir Poutine que le temps ne jouait pas en sa faveur. Mais c'est le sentiment inverse qui s'est imposé au fil des mois. Le blocage de l'aide américaine au Congrès, surmonté in extremis par l'administration Biden, ainsi que la perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche après les élections de novembre ont montré les limites du soutien occidental. Et redonné l'initiative au Kremlin. Après l'échec de la contre-offensive ukrainienne à l'été 2023, les Occidentaux sont désormais contraints à une sorte de course contre la montre pour consolider, tant qu'il est encore temps, le front et les lignes défensives ukrainiens.

Juste avant les festivités de Normandie, les alliés ont ainsi autorisé l'Ukraine à frapper le territoire russe avec les armes, notamment les missiles, qu'ils lui livrent. Après d'insistantes demandes de Volodymyr Zelensky, il s'agit d'enrayer les frappes sur Kharkiv et sa région menées depuis des bases militaires situées de l'autre côté de la frontière. Les capitales occidentales tentent par ailleurs, non sans difficulté, de muscler leurs livraisons, dans le domaine de l'artillerie, des munitions et de la défense antiaérienne. Le sujet doit être abordé lors de la visite d'Etat de Joe Biden à Paris, samedi 8 juin, dans la foulée des festivités du D-Day.

Emmanuel Macron, qui doit aussi s'entretenir en tête-à-tête, le 7 juin, avec Volodymyr Zelensky, devrait annoncer de nouvelles

aides militaires. Il pourrait dévoiler la formation d'une coalition, sans doute modeste, de pays volontaires pour envoyer des instructeurs militaires sur le terrain. D'ultimes réunions préparatoires doivent avoir lieu d'ici là.

Le contexte n'est pas plus favorable sur le front diplomatique, comme le montrent les laborieux efforts déployés par les Ukrainiens eux-mêmes. Avec le soutien de la Suisse, Kiev organise une « conférence sur la paix », les 15 et 16 juin, près de Lucerne. La Russie a fait savoir très vite qu'elle ne participerait pas à la rencontre. Si Emmanuel Macron compte s'y rendre, les Etats-Unis seront représentés par leur vice-présidente, Kamala Harris, secondée par le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan. Joe Biden a décliné l'invitation du président ukrainien. « *Son absence, ce serait comme applaudir Poutine* », avait jugé M. Zelensky pour tenter de convaincre son homologue américain de faire une apparition en Suisse.

Zelensky, critique de Pékin

S'ils plaident en faveur d'une « sortie de crise » négociée (sans parler de guerre), la Chine et de nombreux pays du Sud global ne devraient pas non plus être présents. Pour ces Etats, le plan de paix ukrainien, en exigeant au préalable le retrait des forces d'occupation, n'est pas en mesure de convaincre une Russie désormais en position de force. Pour la première fois, M. Zelensky a d'ailleurs critiqué l'attitude de Pékin : « *Malheureusement, la Chine s'efforce aujourd'hui d'empêcher des pays de venir au sommet de la paix* », a-

Il s'agit, pour les alliés occidentaux, d'afficher leur cohésion et la poursuite de leur soutien à Kiev

t-il lâché, le 2 juin, à Singapour, en marge d'une visite destinée – de même qu'un passage aux Philippines – à rallier des soutiens à sa conférence. Des accusations que Pékin s'est empressé de démentir. Par ailleurs, les appels d'Emmanuel Macron en vue d'une « *trêve olympique* » à l'occasion des Jeux olympiques de Paris, du 26 juillet au 11 août, sont jusqu'ici restés lettre morte, bien que le président chinois, Xi Jinping, s'y soit joint lors de sa récente visite en France, le 6 mai.

Ni Vladimir Poutine ni Volodymyr Zelensky ne veulent arrêter les combats. Le premier entend pousser son avantage, tandis que le second ne veut pas sacrifier les territoires occupés – quelque 18 % de son pays – sur l'autel d'un cessez-le-feu. « *La paix n'est pas la capitulation* », a martelé le président français lors de sa visite d'Etat en Allemagne. Dans son entourage, on n'en pense pas moins qu'il faut tenter d'entrouvrir une fenêtre diplomatique pour amorcer des discussions, dès lors que les Ukrainiens le voudront.

Pour les Occidentaux, les célébrations normandes ne seront

pas la seule occasion de serrer les rangs autour de Kiev. Le sort de l'Ukraine devrait être au cœur du sommet du G7, du 13 au 15 juin, qui doit se tenir dans les Pouilles, en Italie. Les Etats-Unis militent pour un nouveau plan d'aide financière, mais les modalités de leur financement – avec l'aide des intérêts sur les avoirs russes gelés – ne sont pas du goût de la France et de l'Allemagne. Volodymyr Zelensky devrait, là encore, participer à une partie des discussions, au moins à distance.

De surcroît, d'ici à la fin juin, le chef de l'Etat ukrainien espère une décision positive de la part des Vingt-Sept en vue de lancer les négociations d'adhésion de son pays à l'Union européenne. A condition que la Hongrie ne fasse pas obstruction, ce qui n'est pas garanti.

En revanche, il va devoir patienter encore en ce qui concerne son ambition d'intégrer au plus vite l'OTAN. A un peu plus d'un mois du sommet de Washington, du 9 au 11 juillet, les Etats-Unis comme l'Allemagne restent opposés à toute invitation formelle de Kiev, par souci d'éviter une nouvelle escalade avec la Russie. Antony Blinken, le secrétaire d'Etat américain, parle plutôt d'aménager un « pont » afin de préparer, sur le long terme, l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance atlantique. A défaut d'un engagement formel, le président ukrainien a donc bien besoin des marques de soutien, même symboliques, qui lui seront manifestées sur les côtes normandes, puis à Paris. ■

PHILIPPE RICARD (À PARIS)
ET PIOTR SMOLAR

UE-Etats-Unis : désaccords autour des intérêts des avoirs russes gelés

Les Américains aimeraient utiliser les 2,7 milliards d'euros dégagés, chaque année, par ces sommes détenues dans des banques européennes

BRUXELLES - bureau européen

Le sujet devrait s'inviter au menu de la visite d'Etat de Joe Biden à Paris, dans la foulée des 80 ans du Débarquement. Après avoir descendu ensemble les Champs-Élysées, samedi 8 juin, le président américain et Emmanuel Macron devraient discuter de nouveaux moyens de soutenir l'Ukraine. Un point au cœur de négociations tendues entre Washington, Paris et Berlin, à deux semaines du sommet du G7, du 13 au 15 juin en Italie.

L'administration Biden espère un compromis d'ici au sommet des sept démocraties les plus riches de la planète. Dès cet été, elle compte proposer une nouvelle

enveloppe de prêts en faveur de Kiev – de l'ordre de 50 milliards de dollars (46 milliards d'euros) –, sans attendre le résultat de l'élection présidentielle américaine de novembre et la possible victoire de Donald Trump. Mais le projet suscite de vifs débats sur la meilleure façon d'utiliser les intérêts générés par les avoirs russes gelés par les sanctions occidentales depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Pour Washington, ces prêts américains pourraient être en partie gagés sur les revenus de ces avoirs sous sanctions occidentales. Les Etats-Unis estiment que cette idée doit être « explorée », afin que la Russie « rende encore davantage de comptes pour ce

qu'elle a fait à l'Ukraine, ainsi qu'en pensant à la reconstruction à long terme » du pays. Toutefois, comme le reconnaît John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, ils ne peuvent « faire cela de façon unilatérale », car il s'agit d'un « effort vraiment international », nécessitant en particulier « la coopération et le soutien » des Européens, et donc une « forme de consensus ».

« Éviter toute forme de blocage »

Une récente réunion des ministres des finances du G7, à Stresa (Italie), du 23 au 25 mai, n'a pas permis de trouver un compromis, bien que le Royaume-Uni et le Canada se soient rangés du côté des Etats-Unis.

En face, Paris et Berlin s'opposent à un tel usage, sous prétexte que les intérêts en question sont d'ores et déjà destinés à financer la Facilité européenne pour la paix (FEP), l'instrument communautaire qui permet de financer les livraisons d'armes à Kiev. Pour eux, les quelque 2,7 milliards d'euros d'intérêts attendus cha-

Une récente réunion des ministres des finances du G7 n'a pas abouti à un compromis

que année permettront l'achat d'armements et de munitions à destination de l'Ukraine, tout comme la modernisation de son industrie de défense.

Les Européens se savent d'autant plus incontournables sur la question que l'essentiel des avoirs russes gelés est déposé dans des banques continentales. Le 27 mai, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, annonçait que « 90 % des bénéfices exceptionnels [provenant des avoirs russes gelés] seront alloués par l'intermédiaire de la FEP ». « Nous devons éviter toute forme de blocage pour utiliser ces nouvelles ressources », ajoutait-il. Cette dernière précision est d'importance, car la Hongrie a bloqué, fin mai, sept textes juridiques

nécessaires au paiement par la FEP de quelque 6,6 milliards d'euros de financement pour rembourser des Etats membres.

Nombre de diplomates s'attendent à ce que Budapest fasse de même quand il s'agira de valider le texte juridique autorisant le transfert de ces bénéfices exceptionnels à la FEP. Officiellement, la Hongrie n'a pas dévoilé ses intentions, mais le service diplomatique de M. Borrell travaille pour trouver, d'ici à la mi-juin, un mécanisme qui puisse éviter tout veto hongrois. Dans le cas contraire, nul doute que les Etats-Unis accroîtront leur pression pour tenter de capter ces revenus. ■

PHILIPPE JACQUÉ
ET P. RI. (À PARIS)

En Israël, les universités menacées de boycott

Plusieurs facultés occidentales ont suspendu leurs relations avec leurs homologues de l'Etat hébreu

JÉRUSALEM - correspondance

Le 17 mai, en réaction aux massacres de civils en cours dans la bande de Gaza, le conseil d'administration de la Conférence des recteurs et rectrices des universités espagnoles s'est engagé, dans un communiqué, à « réviser et, le cas échéant, à suspendre les accords de collaboration avec les universités et centres de recherche israéliens qui n'ont pas exprimé un engagement ferme en faveur de la paix et du respect du droit international humanitaire ». L'organe espagnol rassemble cinquante universités publiques et vingt-six établissements privés.

A Jérusalem, Tamir Sheaffer, recteur de l'Université hébraïque, s'inquiète : « Les menaces de boycott étaient latentes depuis le 7 octobre 2023. Mais, depuis deux semaines, c'est un tsunami. Par des lettres ou des informations que nous recevons, je ne compte plus les relations académiques qui sont suspendues, voire rompues. »

Le coup est rude pour le secteur universitaire israélien, considéré comme l'un des joyaux de l'Etat hébreu. Les établissements d'enseignement supérieur du pays sont classés parmi les meilleurs au monde, tant pour les sciences dures que pour les sciences humaines et sociales. Ils contribuent à faire d'Israël l'une des économies les plus dynamiques de la planète.

Programmes fragilisés

Les universités israéliennes pourraient peut-être se passer de coopérations avec leurs homologues espagnoles, en raison des liens étroits qu'elles entretiennent avec les institutions américaines, britanniques ou encore allemandes. Mais l'Espagne et Israël sont intégrés aux programmes de recherche et d'innovation européens les plus importants, comme Horizon 2020 et Horizon Europe. L'Etat hébreu participe à ces plates-formes depuis 1996, et a reçu 360 millions d'euros de plus que sa contribution pour Horizon 2020, sur la période 2014-2020. Il a rejoint le nouveau programme, Horizon Europe, qui devrait distribuer quelque 95 milliards d'euros sous forme de bourses de 2021 à 2027.

Or, l'université de Grenade a annoncé suspendre ses relations avec ses homologues israéliennes, le 17 mai, aussi bien en bilatéral qu'au sein de ces programmes européens. L'université de Barcelone a pour sa part appelé à empêcher les établissements israéliens à participer à ces projets. D'autres institutions européennes ont elle aussi déclaré vouloir cesser leurs collaborations avec Israël, comme en Norvège. Si le monde académique européen, dans sa grande majorité, n'a pas annoncé de boycott, ces initiatives, même isolées, risquent de fragiliser ces programmes, ainsi que l'espace européen de la recherche, une sorte de marché commun scientifique à l'échelle du continent.

Le forum des présidents d'université d'Israël a réagi, le 21 mai, dans une déclaration au ton ferme et inquiet. Il note l'engagement de ces établissements dans la lutte contre le projet de réforme judiciaire, engagé par le gouvernement de Benjamin Netanyahu, et rappelle que selon l'Academic Freedom Index, le niveau de liberté académique israélien est considéré comme l'un des plus élevés au monde.

Reste que les universités d'Israël sont accusées de contribuer à l'occupation et à la colonisation de la Palestine. Maya Wind, anthropologue israélienne à l'université canadienne British Columbia, qui a écrit un ouvrage de référence sur la participation académique au « projet colonial israélien »,



Sur le campus du mont Scopus, à l'Université hébraïque de Jérusalem, le 22 mai. PHOTOS : VIRGINIE NGUYEN HOANG/HUMA POUR « LE MONDE »



Tamir Sheaffer, recteur de l'Université hébraïque de Jérusalem, dans les locaux de l'université, le 21 mai.

Towers of Ivory and Steel (« tours d'ivoire et d'acier », Verso Books, 288 pages, 23 euros, non traduit), a écrit dans le média d'extrême gauche américain *Jacobin* que « Rafael et Israeli Aerospace Industries, deux des plus grands producteurs d'armes israéliens, se sont développés à partir de l'infrastructure mise en place par l'Institut Weizmann et le Technion ». Ce dernier, plus ancien établissement d'enseignement supérieur d'Israël, est considéré comme l'un des plus performants au monde en ce qui concerne la recherche sur l'intelligence artificielle, notamment utilisée par l'armée pour produire des banques de cibles en masse.

« Bien sûr, toutes sortes d'idées sont développées dans les universités, et certaines sont utilisées par l'armée. Mais la science, c'est la science. On ne fait pas de politique. Nous tenons de façon très claire et très forte à notre liberté académique. Un boycott nuirait à Israël, mais nuirait aussi à la science globale et aux valeurs que nous partageons. Mettre de la pression sur les universités ne va pas mettre de la pression sur le monde politique »,

affirme au *Monde* Arie Zaban, président de l'université Bar-Ilan, considérée comme plutôt conservatrice, et directeur du forum des présidents d'université d'Israël.

En Europe, la British Society for Middle Eastern Studies (BriSMES), l'une des plus importantes associations académiques d'études du Moyen-Orient, a adopté, en 2019, une résolution pour soutenir l'appel au boycott des institutions universitaires israéliennes. Le juriste israélien Neve Gordon, vice-président du BriSMES, qui enseigne le droit international à l'université Queen-Mary de

Londres, justifie l'initiative : « Des disciplines enseignées dans les universités, comme l'arabe et le farsi, sont par exemple utilisées pour le renseignement. Dans l'archéologie, des chercheurs se concentrent sur la recherche de traces de l'Israël biblique, ignorant des siècles de présence musulmane. Des juristes justifient le bombardement des bâtiments palestiniens, appartements, hôpitaux, écoles, universités. Il existe tout un appareil qui joue un rôle majeur dans le soutien à la colonisation, tandis que les sciences dures mènent des recherches pour l'industrie militaire. »

« Valeurs démocratiques »

Ces arguments ont le don d'irriter Tamir Shaefer. « Boycotter l'académie est une erreur et un acte injuste, dit-il. Les universités sont indépendantes du gouvernement. Nous sommes des îlots de bon sens, des bastions de valeurs démocratiques. Parmi les 24 000 étudiants de l'Université hébraïque, il y a 16 % d'étudiants arabes, dont la moitié vient de Jérusalem-Est. On a des programmes préparatoires gratuits pour eux. Palestiniens et Juifs peuvent interagir sur ce campus. Ils vivent ensemble dans les dortoirs. Et même alors que la guerre faisait rage dehors, le campus était calme. » Neve Gordon tient à rappeler que le boycott universitaire est un outil au service d'une cause, pas une fin en soi : « Il faut l'utiliser pour qu'Israël change ses politiques abusives vis-à-vis des Palestiniens. Une fois que cela aura pris fin, le boycott prendra également fin. »

Suspendre les relations universitaires avec Israël est une idée ancienne. Elle remonte au lancement de la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel, en 2004. Elle a ouvert la voie à la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions, l'année suivante.

Aux Etats-Unis, la question émerge dans la foulée de la guerre

Le monde académique israélien est pris en étau entre les pressions internationales et les ultranationalistes au pouvoir

entre Israël et le Hamas, à l'été 2014. « C'est un point de rupture, dans le monde académique américain, même si le processus est graduel », explique Matthieu Rey, directeur des études contemporaines à l'Institut français du Proche-Orient. « Cette année-là, la Middle East Studies Association, qui regroupe 3 500 membres, vote une résolution contre le fait de s'en prendre à des universitaires qui soutiennent le boycott académique. Et, en 2022, elle approuve l'appel au boycott contre Israël. Avec les manifestations actuelles sur les campus aux Etats-Unis, c'est la première fois que la Palestine intègre l'histoire américaine, analyse-t-il. Plusieurs scénarios de boycott se posent aujourd'hui, entre ceux qui militent pour rompre avec les institutions et d'autres uniquement avec les individus. En Afrique du Sud, les militants anti-apartheid dans les grandes universités libérales appelaient à un boycott intégral. »

« Lieux de production critique »

Aux Etats-Unis, l'université d'Etat de Sonoma est la première – et la seule à ce stade – à avoir adopté ce type de sanction contre Israël. Le président de Sonoma a été aussitôt mis en congé par le conseil d'administration.

Le politiste israélien Denis Charbit, enseignant à l'Open University d'Israël, regrette l'absence de débat : « Entre le pour et le contre, on devrait admettre une position intermédiaire : le cas par cas. Que des projets de recherche franco-israéliens ayant des applications technologiques directes sur l'armement soient remis en cause, je peux le comprendre. Mais pour quoi décréter un boycott général d'institutions universitaires qui sont des lieux de production critique sur Israël ou le sionisme ? Personne ne conteste l'impact des nouveaux historiens sur la prise de conscience de la Nakba [« catastrophe » en arabe, en référence à l'exode forcé de 700 000 Palesti-

niens lors de la création d'Israël, en 1948]. Le boycott sélectif est audible du côté israélien, et ça donnerait l'occasion de débats sur les liens entre les sciences pures et les sciences appliquées... »

Si le système universitaire israélien a pu participer à la construction idéologique du sionisme, il a pu aussi contribuer à le déconstruire, en formant des chercheurs parmi les plus en pointe sur les études postcoloniales. C'est à l'Université hébraïque que Yotam Rotfeld, étudiant en droit, a commencé à voir les Palestiniens autrement : « Regardez notre vie : à 18 ans, on fait l'armée. J'étais sniper chez les parachutistes. J'ai fait des choses terribles. Puis on voyage. Puis on étudie, enfin. J'avais besoin de comprendre. Et l'université me donne ces outils de compréhension. Le boycott est un outil légitime. Mais, pour moi, il devrait être évité parce qu'il n'apporte pas les résultats attendus, c'est-à-dire la fin de l'occupation et de l'apartheid. »

L'Université hébraïque, perchée sur un éperon rocheux dominant Jérusalem, le mont Scopus, semble loin de ces réflexions. Sur ce campus à l'américaine, à la fois vaste et sécurisant, ponctué d'espaces verts, les portraits des otages détenus par le Hamas sont partout. Des proches du personnel et des étudiants ont été tués dans l'attaque du 7 octobre 2023, puis à Gaza dans la guerre qui s'ensuit depuis.

Violente polémique

L'université a été prise dans une violente polémique concernant l'une de ses professeurs, de renommée mondiale, Nadera Shalhoub-Kevorkian. Palestinienne de citoyenneté israélienne, originaire d'Haïfa, cette juriste féministe axe ses recherches sur le trauma, les crimes d'Etat et les études des génocides, et passait pour un modèle de réussite en Israël. Dès les jours qui ont suivi l'attaque du Hamas, elle a signé une pétition qui dénonçait un « génocide israélien soutenu par l'Occident à Gaza » et argué qu'Israël utilisait « les corps des femmes comme armes politiques ».

Les sanctions infligées à la chercheuse, durement attaquée par sa hiérarchie, puis arrêtée par la police, ont abîmé la réputation de l'université, connue pour défendre jalousement sa liberté académique. Tamir Sheaffer se défend : « [M^{me} Shalhoub-Kevorkian] n'a été suspendue que trois jours. Elle a clarifié sa position et a été réintégrée. Puis elle a été arrêtée par la police parce qu'on vit sous un gouvernement d'extrême droite ! » Mais le mal est fait. « Si l'université n'avait pas causé un tel esclandre, l'attention de la police n'aurait pas été attirée. Avec de tels agissements, nous ne devrions pas être surpris d'être boycottés », commente un membre de l'université réquerant l'anonymat.

Le monde académique israélien est lui aussi pris en étau entre les pressions internationales et le gouvernement ultranationaliste de Benjamin Netanyahu, qui laisse les opinions les plus radicales s'exprimer. Quand le 22 mai, 1 400 universitaires israéliens ont appelé, dans une pétition, à cesser la guerre et à assurer le retour des otages, le syndicat national des étudiants israéliens a immédiatement riposté. Il a proposé une loi qui obligerait les universités à licencier tous les universitaires s'exprimant contre « l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique », y compris les professeurs titulaires. Les établissements qui ne s'y conformeraient pas perdraient leur financement public. Le projet recueillait la majorité des voix à la Knesset. Il n'a pas encore été déposé. ■

SAMUEL FOREY

Nouvelle Golf eHybrid

On rêve tous
d'autonomie.

Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique.*



Golf. C'est pour la vie.

**À découvrir lors des Journées Portes
(Vraiment) Ouvertes du 13 au 17 juin.****

Modèle présenté : Nouvelle Golf GTE, certains équipements sont en option. Plus d'informations sur volkswagen.fr
*Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100% électrique combiné WLTP pour une Nouvelle Golf Style eHybrid, 204 ch.
L'autonomie, réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse. Plus d'informations auprès de votre Partenaire. ** Selon autorisation préfectorale.

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Golf eHybrid (l/100 km) WLTP : 0,3 - 0,4. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP : 7 - 8.
Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.
Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.

A 8 g CO₂/km



Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

En Géorgie, la « loi russe » rattrape les opposants de Poutine

Le texte sur l’« influence étrangère », inspiré de la législation russe, est vu comme « un pas vers la dictature » par des exilés qui en ont subi les effets

BATOUMI ET TBILISSI -
envoyée spéciale

Pour les opposants russes exilés en Géorgie, tout cela a comme un air de déjà-vu. Depuis deux mois, ce pays du Caucase est secoué par des manifestations massives contre la loi sur « l’influence étrangère ». Le texte, promulgué lundi 3 juin, est calqué sur une loi russe de 2012. Sous couvert de « transparence », il vise à réduire au silence la société civile et les médias indépendants dans cette ex-république soviétique. « En Russie, ça a commencé comme ça, se souvient l’activiste russe Anastasia Bourakova, fondatrice de l’ONG Kovcheg, qui vient en aide à ses compatriotes ayant fui après l’invasion de l’Ukraine, en 2022. Au début, seules les ONG étaient visées. La loi a ensuite été élargie aux médias, puis aux individus. Les militants de la société civile, les journalistes et défenseurs des droits humains ont été pris pour cible. » En quelques années, le texte est devenu un outil de répression politique au service du Kremlin pour faire taire toute voix critique.

Le même sort menace la Géorgie, où la société civile et les médias indépendants constituent le dernier rempart contre les dérives autoritaires de l’homme fort du pays, Bidzina Ivanichvili, face à une opposition affaiblie et une présidente aux pouvoirs limités. « Cette loi est très inquiétante, c’est un pas vers la dictature, avertit M^{me} Bourakova. Celle-ci n’arrive jamais d’un coup, mais étape par étape : d’abord, c’est un groupe qui est ciblé, puis un autre, à la fin, il suffit d’avoir publié un message sur Facebook pour être incriminé. »

« Un ennemi commun, Poutine »
La défenseuse des droits humains, en exil à Tbilissi depuis 2021, a elle-même été étiquetée « agent de l’étranger » en Russie en décembre 2023 pour avoir donné des interviews à des médias extranationaux au nom de son organisation. « Aujourd’hui, en Russie, vous n’avez pas besoin d’avoir des revenus de l’étranger pour être qualifié comme tel, il suffit d’avoir une “influence étrangère” sous n’importe quelle forme. Ce label vise à vous stigmatiser en vous désignant comme un ennemi de l’Etat. » Anastasia Bourakova doit, selon la loi russe, écrire qu’elle est un « agent de l’étranger » à chaque fois qu’elle publie un message sur ses réseaux sociaux. « Même si je fais un commentaire sur un tchat », dit-elle en levant les yeux au ciel. L’opposante s’y refuse, au risque de faire l’objet de poursuites pénales, voire d’une demande d’extradition.

Avec l’adoption de la loi sur l’« influence étrangère » en Géorgie, elle pourrait désormais, ici aussi, être étiquetée comme « poursuivant les intérêts d’une puissance étrangère », son organisation recevant plus de 20 % de ses financements d’autres pays. Cette situation la fait presque sourire : « Je serais deux fois agent de l’étranger, en Russie et en Géorgie. »

Comme la plupart des Géorgiens, les opposants russes exilés dans le pays sont convaincus que le Kremlin est à la manœuvre der-

rière cette loi. Ils pointent la concoctance de l’adoption, en avril, d’une loi similaire au Kirghizistan, et les tentatives de l’imposer aussi dans la région séparatiste géorgienne prorusse d’Abkhazie. Ils soulignent également que le parti au pouvoir, Rêve géorgien, n’avait aucun intérêt à passer cette loi controversée à cinq mois des élections législatives, alors qu’il était en bonne position après que le pays a obtenu, en décembre 2023, le statut de candidat officiel à l’Union européenne.

« C’est sûr à 100 % que cette loi est une demande de Moscou », affirme l’analyste russe Egor Kouroptev, responsable de l’ONG Free Russia Foundation à Tbilissi, qui vient en aide aux exilés politiques russes. Selon lui, « cela s’inscrit dans une perspective plus globale : on voit que, hélas, la Russie ne perd pas en Ukraine. Le gouvernement géorgien, qui a peur du Kremlin, pense donc qu’il vaut mieux avoir de bonnes relations avec lui qu’avec les Occidentaux. » De son côté, poursuit l’analyste, « la Russie veut avoir un contrôle politique total en Géorgie. Elle ne veut plus de pays qui oscillent entre la Russie et l’Occident, mais des esclaves, comme c’est le cas avec la Biélorussie », un pays quasi annexé par Moscou depuis l’invasion de l’Ukraine.

L’adoption de la loi sur l’« influence étrangère » est le signe le plus spectaculaire de la mainmise croissante de la Russie sur la Géorgie, dont 20 % du territoire est occupé par les troupes de Vladimir Poutine depuis la guerre de 2008. Après l’offensive russe en Ukraine, Tbilissi avait déjà refusé de se joindre aux sanctions internationales. Et si le pays de 3,7 mil-

« La Russie veut avoir un contrôle politique total en Géorgie »

EGOR KOUROPTEV
responsable de l’ONG Free Russia Foundation à Tbilissi

lions d’habitants a accueilli plus de 100 000 Russes fuyant la mobilisation, il a refusé l’entrée sur son territoire à certains opposants du Kremlin.

Mila, elle, a quitté la Russie dès 2020. « Je me sentais mal face à la répression croissante », se souvient cette psychologue de 42 ans, qui avait manifesté contre l’annexion de la Crimée en 2014. Comme des milliers de Russes exilés en Géorgie, Mila, qui ne souhaite pas divulguer son nom de famille, vit désormais à Batoumi, principale station balnéaire dans l’ouest du pays. La quadragénaire se souvient de son « immense surprise » à son arrivée : « On pouvait s’exprimer librement, c’était très nouveau pour moi. » Aujourd’hui, elle se dit « très inquiète » pour son pays d’adoption : « Ça va se passer comme chez nous. Ils modifieront la loi comme ils veulent, quand ils veulent. Plus personne ne sera en sécurité. » Les opposants politiques russes ne sont pas non plus à l’abri en cas de collaboration plus poussée entre Tbilissi et Moscou. Certains s’apprêtent déjà à quitter le pays.

Si une grande partie des exilés russes, non politisés, restent prudemment à l’écart, les plus actifs se

montrent solidaires avec les Géorgiens. Des centaines d’entre eux se joignent aux manifestations contre la loi sur l’« influence étrangère », malgré la peur des représailles et le risque d’être renvoyés en Russie. « On se bat pour les mêmes valeurs et l’on a un ennemi commun, Vladimir Poutine », explique Mila, qui participe régulièrement à ces rassemblements.

A Tbilissi, Artiom Lebedev, 34 ans, est, lui aussi, de toutes les manifestations. Cet opposant russe, arrêté et battu plusieurs fois dans son pays pour avoir protesté contre le chef du Kremlin, apporte ici son aide aux manifestants blessés. « Ce sont exactement les mêmes méthodes qu’en Russie : un chef de la police désigne aux autres qui il faut cibler, observe l’activiste, arrivé en novembre 2022 pour fuir la mobilisation et désormais membre de la Free Russia Foundation. Je ne veux pas trop intervenir, car c’est une lutte géorgienne, mais je donne des conseils aux gens sur la façon de se comporter en cas d’arrestation, ou de s’équiper face à la répression – en portant de vrais masques à gaz, par exemple, pas juste des masques chirurgicaux. »

Pour le jeune homme, meurtri d’avoir « perdu [son] pays », « c’est l’occasion de faire ici ce que je n’ai pas pu faire là-bas : défendre la liberté et les droits humains ». Il s’interrompt, ému. Son voisin de table, lui aussi exilé russe, le prend dans les bras. « Lutter contre la loi sur l’“influence étrangère”, c’est aussi lutter contre Poutine, reprend Artiom. Pour moi, c’est un honneur d’aider les Géorgiens à se battre pour une Géorgie libre. » ■

FAUSTINE VINCENT

Pologne : un « bouclier oriental » aux frontières biélorusse et russe

Le gouvernement va investir 2,3 milliards d’euros pour rendre la frontière « impossible à franchir à un ennemi potentiel »

VARSOVIE - correspondance

Le ton était grave mais posé, le 27 mai au siège de l’état-major polonais, à l’heure où le ministre de la défense, Władysław Kosiniak-Kamysz, annonçait les détails du « bouclier oriental ». Cet investissement militaire dissuasif d’environ 10 milliards de zlotys (2,3 milliards d’euros), n’est autre que « la plus grande opération visant à renforcer la frontière orientale de la Pologne et le flanc oriental de l’OTAN depuis 1945 », assure-t-il. Des propos qui font écho à ceux du premier ministre, Donald Tusk, qui le 18 mai, promettait de rendre la frontière « impossible à franchir à un ennemi potentiel ».

Sur l’écran, à Varsovie, les diapositives s’enchaînent pour dévoiler les fortifications prévues sur 400-500 kilomètres de long d’ici à 2028 aux frontières russe (232 kilomètres avec l’exclave de Kaliningrad), comme biélorusse (418 kilomètres). Hérissons en béton armé, fossés, tours de surveillance, bunkers, entrepôts, renforcement des ponts et des routes... Un espace a même été marqué pour d’éventuelles mines. « Nos actions visent la défense (...) du moindre centimètre de territoire de notre république », souligne le ministre.

Le bouclier repose avant tout sur l’amélioration du système de détection existant (par le biais d’un système antidrones et des centres opérationnels de l’armée à la frontière...). Son deuxième objectif : entraver la mobilité de l’ennemi. Enfin, il viendra renforcer la sécurité des forces armées et des civils et faciliter la mobilité des troupes polonaises par l’amélioration locale des routes et des ponts. La structure, qui sera présentée à l’OTAN et l’Union européenne, doit également être connectée à la ligne de défense balte en cours de construction.

Faillie historique

« C’est une bonne idée », juge Tomasz Pawluszko, professeur ad joint de relations internationales à l’université d’Opole, et chercheur à l’Institut Sobieski, un groupe de réflexion. Ce spécialiste de la sécurité internationale estime qu’il s’agit « d’adresser un message, à la veille du sommet de l’OTAN à Washington, à la Russie mais également aux partenaires de l’OTAN : la Pologne et les pays baltes envisagent toute sorte de scénarios. »

Voilà qui vient également réparer une faille historique dans la défense polonaise. Durant la guerre froide, la plupart des unités militaires se sont concentrées à l’ouest du pays. Le déséquilibre n’a pas été complètement contrebalancé depuis, alors que le danger venu de l’est ne cesse de s’accroître.

Si une attaque militaire de la Pologne par la Russie, trop occupée en Ukraine, ne semble pas à l’ordre du jour, elle ne saurait être exclue à l’horizon de la prochaine décen-

nie. « Si les Russes décident d’annexer la Biélorussie d’ici à 2030, la Pologne aura une frontière directe avec la Russie. De même, si l’Ukraine ne l’emportait pas, il faudrait être prêts, car la Russie se dirige vers une nouvelle guerre froide », affirme Tomasz Pawluszko.

Le lancement du bouclier oriental a lieu – ce n’est sans doute pas un hasard – au cœur d’une campagne électorale européenne, qui en Pologne, s’est concentrée sur « l’influence russe ». Les pro-européens au pouvoir depuis décembre 2023 accusent les nationaux conservateurs du PiS (Droit et justice), au gouvernement entre 2015 et 2023, d’avoir servi les intérêts de Moscou. Et vice-versa. Une mystérieuse fuite, début mai, vers la Biélorussie d’un juge polonais ayant eu accès à des données sensibles, et désormais poursuivi pour espionnage par la Pologne, avait enflammé le début public.

Pression migratoire

Depuis, le Kremlin se rappelle régulièrement aux bons souvenirs des Polonais. En avril et mai, plusieurs citoyens polonais et étrangers accusés d’une série d’incendies probablement commandités par le GRU (le renseignement militaire russe) sur le territoire polonais ont été arrêtés. Piraté le 31 mai, le site Internet de l’agence de presse polonaise a publié une fausse dépêche annonçant la mobilisation partielle, au 1^{er} juillet, de « 200 000 citoyens polonais ». Une cyberattaque imputable à la Russie d’après les services spéciaux polonais. Des photos générées avec l’intelligence artificielle, et autres informations erronées, s’avèrent redoutablement efficaces pour déstabiliser les opinions.

La pression migratoire à la frontière polono-biélorusse est également à son apogée depuis l’année 2021, alors qu’Alexandre Loukachenko, le dictateur biélorusse, y avait inauguré une nouvelle route migratoire à travers les forêts. Plusieurs soldats polonais ont été blessés ces derniers jours par des migrants le long de la barrière de 180 km à la frontière polono-biélorusse. Achievé sous les nationaux conservateurs du PiS en 2022, et renforcé par des caméras et capteurs l’année suivante, ce dispositif décrié par Donald Tusk lorsqu’il était dans l’opposition pourrait bien être flanqué d’une deuxième clôture. « Nous n’avons pas affaire à des demandeurs d’asile (...), mais à une action organisée (...) pour briser la frontière et tenter de déstabiliser notre Etat », a dénoncé le chef de l’exécutif le 29 mai.

Comme sous le PiS en 2021, une interdiction d’accéder au pourtour frontalier est en passe d’être décrétée. Elle devait se restreindre à 200 m de largeur, mais les habitants redoutent qu’elle ne s’étire sur plusieurs kilomètres, compliquant à nouveau les sauvetages de migrants en détresse. ■

HÉLÈNE BIENVENU

« Je serais deux fois agent de l’étranger, en Russie et en Géorgie »

ANASTASIA BOURAKOVA
fondatrice de l’ONG Kovcheg

MEXIQUE

Assassinat d’une maire

Peu après l’élection de Claudia Sheinbaum, à la présidence du pays, la maire de Cotija (Etat du Michoacan), a été mortellement attaquée, lundi 3 juin, en pleine rue, par des civils à bord d’un van, selon des médias locaux. En septembre 2023, l’édile avait été enlevée brièvement par des hommes soupçonnés d’être membres du Cartel Jalisco Nueva Generacion, l’un des plus violents du pays. – (AFP)

CAMBODGE

Visite de Lloyd Austin à Phnom Penh

Le secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, a rencontré, mardi, le premier ministre cambodgien, Hun Manet. La visite visait à contrer l’emprise de la Chine dans le pays. Les Etats-Unis voient d’un mauvais œil le rapprochement entre Phnom Penh et Pékin qui investit des milliards de dollars dans le royaume, dans le cadre des « nouvelles routes de la soie ». – (AFP)

Les sites du Débarquement menacés par l'érosion

Pour lutter contre les effets du changement climatique, un inventaire et des travaux sont en cours

La mer est si vorace que, sur la brochure pourtant récente de la pointe du Hoc (Calvados), la photo semble périmée. L'éperon rocheux séparé de la falaise est dorénavant plus pointu, donnant au décor un air d'Étretat. Sur ce même livret est inscrit la promesse de l'American Battle Monuments Commission (ABMC), l'organisme chargé de la gestion des monuments dédiés aux militaires américains dans le monde, dont la pointe du Hoc : « *Le temps ne ternira pas la gloire de leurs actions.* » L'érosion, accélérée par le changement climatique, semble ici partie pour emporter le souvenir des combats. Le 6 juin 1944, lorsqu'un commando de 225 rangers a escaladé le promontoire rocheux pour neutraliser une batterie d'artillerie allemande, la roche formait un seul bloc. L'eau a depuis fait reculer la falaise d'une dizaine de mètres.

« *Il y a plus de tempêtes, et elles sont plus intenses. On pense que, d'ici cinq à sept ans, la dent [pointe] va disparaître* », alerte Scott Desjardins, en slalomant entre les cratères d'obus et les panneaux interdisant l'accès au sentier trop proche du bord. En poste depuis 2017, le superintendant de l'ABMC pour la pointe du Hoc a dû réaménager le lieu, devant la succession d'éboulements. En novembre 2023, le bunker dit « de Rudder », du nom du colonel qui a mené l'assaut, a été fermé au public. Or, « *la vue est très importante* », souligne Scott Desjardins. C'est celle qu'avait Rudder depuis son poste de commandement. « *C'est un endroit sacré. Si on n'a pas de site, l'histoire des rangers va disparaître* », alerte le superintendant.

Volontarisme américain
« Avec l'effet combiné de l'élévation du niveau des mers et de tempêtes plus fortes, le trait de côte va reculer partout à l'intérieur des terres », prévient Benoît Laignel, coprésident du GIEC normand, le groupe d'experts chargé de préparer la région aux conséquences du dérèglement climatique. Selon le Réseau d'observation du littoral de Normandie et des Hauts-de-France, groupement d'intérêt public qui associe les deux régions, l'Etat et le Conservatoire du littoral, le recul est jusqu'ici modéré le long des 80 kilomètres des plages du Débarquement. Mais il faut y ajouter des submersions



La stèle en hommage aux rangers située à la pointe du Hoc (Calvados), le 5 mai 2022. MARTIN ROCHE / « OUEST-FRANCE »/PHOTOPQR/MAXPPP

« **Fixer les dunes, on y arrive difficilement. C'est un sujet sans fin** »

HUBERT DEJEAN DE LA BATIE
vice-président de la région Normandie

plus fréquentes et plus intenses du fait de la montée des eaux. D'ici à 2100, la mer devrait s'élever de près d'un mètre et recouvrir les côtes basses, donc les plages du Débarquement.

Jean-Pierre Olard ne reconnaît déjà plus les plages de son enfance. Il a vécu toute sa vie à Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), dans le secteur d'Omaha. Le jour du Débarquement, il avait 9 ans. Il est l'un des derniers à « *garder la mémoire* » de la côte et de ses blockhaus. « *Sur une plage voisine, il en est tombé un* », dit-il. Un proces-

sus d'inventaire des vestiges de la seconde guerre mondiale en Normandie a été lancé en 2015 par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC). Il s'achève cette année, et devrait permettre « *rapidement de connaître les sites en train d'être détruits par la mer* », espère Cyrille Billard, qui coordonne les recherches.

Dans la Manche et le Calvados, l'archéologue et son équipe ont recensé 91 vestiges attaqués par les flots. Il s'agit pour la plupart de petites positions défensives côtières du mur de l'Atlantique. A Montmartin-sur-Mer (Manche), l'ouvrage en béton a d'ores et déjà été englouti. « *Ce sont avant tout les Allemands qui ont fortifié le paysage. Il y a très peu de vestiges des Alliés* », souligne M. Billard.

La DRAC insiste sur le « *besoin urgent de gestion de ce patrimoine* », aujourd'hui morcelée. Les sites du Débarquement couvrent deux départements et sept intercommunalités. Dans ce millefeuille d'acteurs, chacun avec sa vision,

l'ABMC de Scott Desjardins se distingue par son volontarisme.

Dès 2010, des pierres et du béton ont servi à renforcer le pied de la falaise qui soutient le bunker d'observation, désormais en première ligne à la pointe du Hoc, pour un coût de près de 5 millions d'euros, financés par les Etats-Unis. Le béton a été refait en août 2023. Sur ce secteur, l'eau n'avance plus, mais rogne tout autour. Scott Desjardins préfère en sourire : « *Dans quarante-cinq ans, on aura besoin d'une passerelle pour se rendre ici* » Des travaux d'un montant annoncé de 16 millions de dollars (14,7 millions d'euros) sont prévus en 2025 pour réaménager le parcours touristique et déplacer la stèle en hommage aux rangers.

Un autre horizon se dessine pour la batterie de Longues-sur-Mer (Calvados), située au sommet d'une falaise touchée par l'érosion. Le poste de commandement de tir, rendu célèbre par le film *Le Jour le plus long*, est presque en surplomb. « *Il faut accepter qu'il y*

ait un effondrement. On prend acte que le patrimoine historique subit le même sort que le littoral », détaille Régis Leymarie, délégué adjoint Normandie au Conservatoire du littoral, l'établissement public propriétaire de la batterie de Longues et de sites emblématiques du Débarquement.

« *Si le poste de tir disparaît, on va avoir une perte de qualité patrimoniale monstrueuse* », s'inquiète Cyrille Billard. L'archéologue regrette le manque de moyens des gestionnaires. Il plaide pour un déplacement du bunker plus à l'intérieur des terres « *avec un autre problème, la perte d'authenticité* ».

La région Normandie porte depuis 2008 une candidature d'inscription des plages du Débarquement au Patrimoine mondial de l'Unesco pour fédérer leur gestion. Sans pour autant mettre les sites « *sous cloche* », prévient Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région chargé de la transition environnementale. « *Fixer les dunes, on y arrive diffi-*

lement. C'est un sujet sans fin. » Le label Unesco n'est cependant pas assorti d'un soutien financier. « *Ce qui va compter, c'est que le récit du Débarquement subsiste indépendamment de l'état des plages et des vestiges* », estime l' élu.

« *Il faut se préparer à la double disparition des témoins du 6 juin et des champs de bataille* », abonde Marc Laurenceau, historien spécialiste du Débarquement, qui dramatise l'effacement des vestiges : « *Le Débarquement a été raconté en long, en large et en travers depuis quatre-vingts ans. On a toutes les ressources pour l'expliquer. Ça va être plus compliqué pour le tourisme de mémoire, qui va devoir s'adapter.* »

« Compliqué financièrement »

Depuis son bureau, Frédéric Sommier, le directeur du Musée du Débarquement d'Arromanches (Calvados), a une vue imprenable sur les derniers caissons de béton de l'ancien port artificiel, installé ici pour approvisionner les troupes débarquées. Mais il n'y aura peut-être plus rien à voir d'ici une trentaine d'années. L'accentuation de phénomènes naturels, comme la houle ou les tempêtes, précipite la disparition de l'immense champ de vestiges sous-marins laissé par la plus grande opération aéronavale de l'histoire.

« *Le jour où le musée n'a plus la capacité d'expliquer ce qu'il s'est passé sur le site, ça peut devenir très compliqué financièrement pour l'établissement comme pour Arromanches* », confie Frédéric Sommier. Le directeur du musée a placé ses espoirs dans la réalité augmentée : des images projetées sur les baies vitrées donnant sur la mer doivent reconstituer le port artificiel de 1944. De son propre aveu, le résultat n'est pas encore satisfaisant.

En contrebas, les vagues qui lèchent la digue rappellent que les musées non plus n'échappent pas à la progression de l'eau. A 40 kilomètres de là, celui d'Utah Beach en est le symbole. Construit à l'endroit où 23 000 soldats américains ont débarqué le 6 juin 1944, le bâtiment est menacé par le recul de la dune. Des rechargements de sable ont un moment éloigné le spectre de sa submersion. Mais cette réponse reste temporaire, et une solution plus pérenne est à l'étude : la relocalisation du musée. ■

NATHAN LAPORTE

Paris 2024 face à sa promesse de « Jeux plus responsables »

Le comité d'organisation des JO a publié un rapport sur les premiers résultats de sa stratégie contre les émissions de gaz à effets de serre

Depuis bientôt dix ans qu'il porte sur ses épaules d'ancien champion de canoë les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, Tony Estanguet n'a de cesse de répéter qu'ils seront « *historiques pour le climat* ». Le Comité d'organisation d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cjopj) s'est ainsi engagé à diviser par deux les émissions de gaz à effets de serre par rapport à la moyenne des éditions de Londres (2012) et de Rio (2016), Tokyo s'étant déroulé sans spectateurs en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

A moins de deux mois de la cérémonie d'ouverture, le président du Cjopj assure que cet « *objectif ambitieux* » est en « *en bonne voie pour être atteint* ». Pour le vérifier, il faudra attendre la publication fin octobre du rapport final d'évaluation, mais dans un exercice de transparence inédit, Paris 2024 a publié, lundi 3 juin, un rapport d'étape. Paris s'est fixé un « budget carbone » total de 1,5 million de

tonnes équivalent CO₂, à ne pas dépasser, soit une baisse de 55 % par rapport à la moyenne de Rio et de Londres. Les émissions liées à la préparation des Jeux sont mesurées depuis 2018. Entre 2018 et 2023, 476 000 tonnes de CO₂ ont été « consommées » selon le rapport, dont près de la moitié sur la seule année 2023.

La grande majorité (73 %) résulte de la construction des infrastructures : principalement le village des athlètes et des médias ainsi que le centre aquatique. L'utilisation d'ossatures en bois, de béton « bas carbone » et de matériaux recyclés a permis de réduire de plus de 30 % les émissions de GES au mètre carré par rapport à un chantier classique, indique Solideo, le maître d'ouvrage.

Les autres 27 % de ce bilan carbone sont dus aux activités liées à la préparation des Jeux : achats de biens (matériel informatique, textiles, restauration) et de services (conseil, ingénierie) pour le fonctionnement de l'organisation et la

« livraison » de l'événement (déplacements des collaborateurs, événements autour des JO...).

Mais, comme le reconnaît Georgina Grenon, la directrice excellence environnementale de Paris 2024, le « *gros morceau* » reste à venir : les cinq premiers mois de l'année 2024 comprenant le copieux parcours de la flamme olympique et les Jeux eux-mêmes. Avec une inconnue de taille : les modes de transport que choisiront les millions de spectateurs attendus, et en particulier les visiteurs étrangers.

Electricité 100 % renouvelable

Dans leur « empreinte carbone cible », les organisateurs ont prévu que les déplacements représenteraient environ un tiers du total des émissions. Le rapport mentionne des « *encouragements des athlètes et des spectateurs à venir en France par des moyens moins carbonés* », sans plus de détail. « *Traiter le sujet du transport international des spectateurs, l'un des plus gros pos-*

Reste une inconnue de taille : les modes de transport que choisiront les millions de spectateurs

tes d'émissions de gaz à effet de serre de l'événement, sur la base d'« encouragements » à utiliser des modes de transport bas carbone est insuffisant », commente César Dugast, cofondateur d'Eclaircies, structure indépendante à but non lucratif regroupant des spécialistes de la transition avec laquelle Le Monde avait déjà passé au crible la « stratégie climat » de Paris 2024.

« *Comment traiter en profondeur les deux problèmes fondamentaux de ce type de méga-événements, le gigantisme et le tout-avion ? C'est la question qui devra occuper le*

Comité international olympique pour les futures éditions des Jeux », estime César Dugast, coauteur d'un rapport (« Viser le vert ») sur le sujet en avril.

En ce qui concerne les déplacements in situ, le Cjopj met en avant une diminution de 37 % de la flotte de véhicules pour les personnes accréditées par rapport à Londres 2012 et souligne que les trois quarts des sites en Ile-de-France sont situés à moins de 500 mètres d'un arrêt de transports en commun. Paris 2024 a en revanche renoncé à sa promesse de gratuité des transports en commun pour les détenteurs de billets (mise en place à Londres en 2012), en raison du coût estimé à 45 millions d'euros. Du 20 juillet au 8 septembre, le ticket de métro vendu à l'unité passera même à 4 euros (2,15 euros actuellement).

Le dernier tiers de l'empreinte carbone des Jeux relève de tout ce qui est opérationnel. En termes d'énergie, des panneaux solaires ont été installés sur la toiture du

centre aquatique et du village des athlètes, et tous les sites doivent être raccordés au réseau pour être alimenté en électricité 100 % renouvelable (solaire et éolien) pendant les Jeux.

Même si la restauration ne devrait représenter que 1 % du bilan carbone final des Jeux, Paris 2024 met également en avant les efforts pour diviser par deux l'impact carbone des treize millions de repas qui seront servis en proposant deux fois plus de plats végétariens, ou pour diviser par deux la quantité de plastique à usage unique grâce à l'installation de sept cents fontaines à eaux et l'emploi d'emballages consignés. « *Nous avons fait beaucoup d'efforts pour rendre ces Jeux plus responsables* », résume Georgina Grenon. *Maintenant, il faudra que le public prenne sa part.* » Une campagne de communication est prévue pour inciter les futurs spectateurs à « *adopter les bons gestes* ». ■

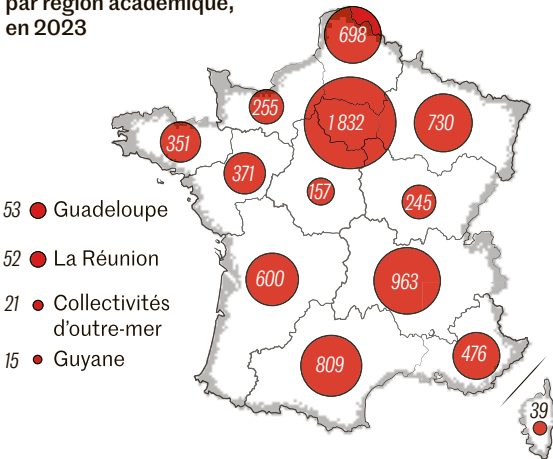
STÉPHANE MANDARD

Mon master : ce que révèle l'open data

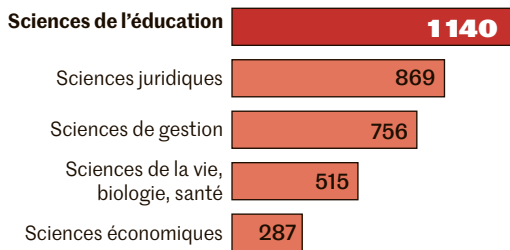
Prime à la proximité et diversité des taux d'accès ont caractérisé la première édition de la plate-forme, en 2023

Une offre de formations répartie de manière inégale en France

Nombre de formations de diplôme national de master, par région académique, en 2023



Les cinq premiers secteurs disciplinaires, en nombre de formations proposées, en 2023

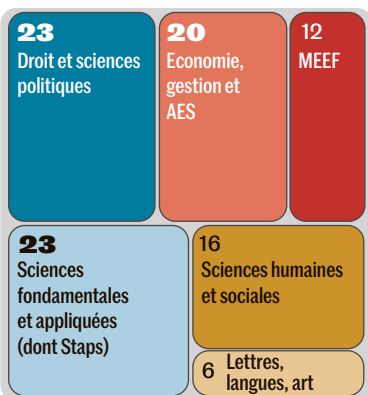


Note : Une mention de master peut proposer plusieurs parcours, ou un seul. Les 7 667 formations étudiées sont des masters, distingués au niveau fin de chaque parcours proposé, ayant reçu au moins une candidature. La Martinique et Mayotte n'étaient pas incluses dans les données de Mon master 2023.

* Le taux d'accès pondéré est le rapport entre le rang du dernier admis et le nombre de candidats, selon la taille de la formation. Un taux d'accès de 100 % signifie que l'intégralité des candidats avaient un classement leur permettant d'y être admis.

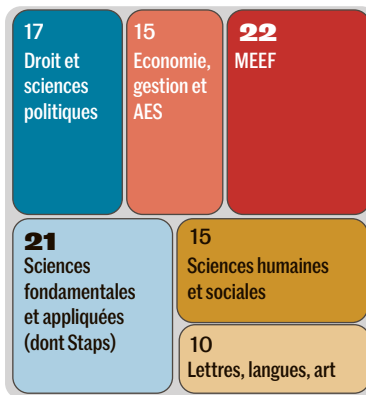
Les cursus en lettres, en langues et en art sont les moins plébiscités par les étudiants

La répartition des candidatures, par grandes disciplines, en 2023, en %

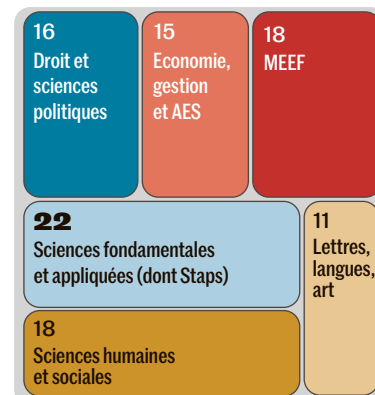


AES : administration économique et sociale
MEEF : métiers de l'enseignement et de la formation
Staps : sciences et techniques des activités physiques et sportives

La répartition des propositions envoyées

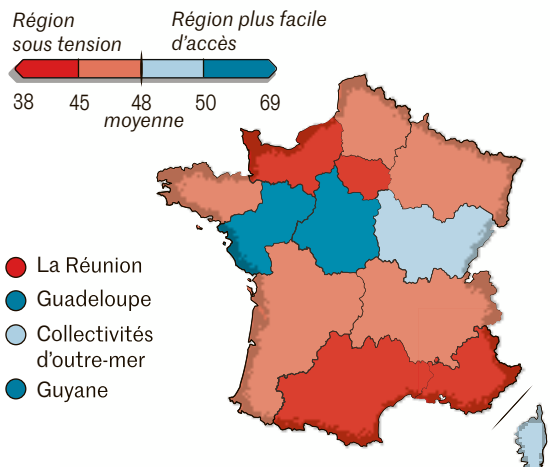


La répartition des propositions acceptées



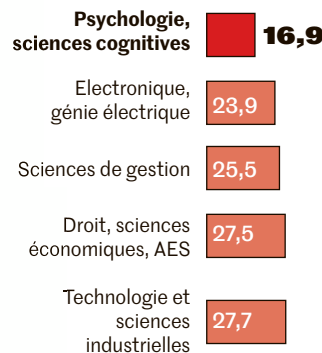
Des formations plus sélectives selon les régions et les disciplines

Taux d'accès moyen pondéré* par la capacité de chaque formation, par région académique, en 2023, en %



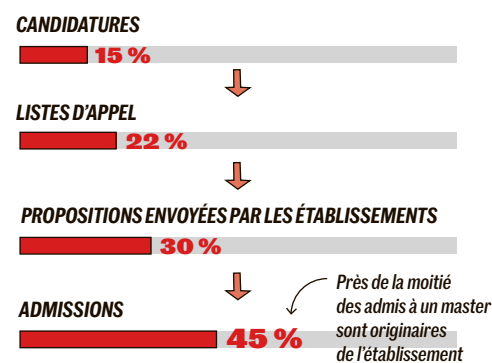
Les cinq secteurs disciplinaires les plus sous tension, selon le taux d'accès moyen pondéré*, en 2023, en %

La formation est d'autant plus sélective que le taux d'accès est proche de 0.



Une prime à la proximité

Part des « candidats maison** » à chaque étape du processus d'admission à un master, en 2023



** Un « candidat maison » est un étudiant qui postule dans un master dans l'établissement où il effectue sa licence.

Infographie Le Monde
Sources : Mon master 2023 ; SupTracker

Quelque 200 000 candidats vont scruter la plate-forme Mon master, mardi 4 juin, au moment où leur parviendront les premiers résultats d'admission pour une poursuite d'études en master à l'université. Pendant vingt jours, ces diplômés de licence devront accepter ou décliner chaque proposition et surveiller leurs classements sur les listes des formations qu'ils convoiteraient encore. Pour les déçus, entre le 25 juin et le 31 juillet, un nouveau dépôt de candidature sera possible là où les établissements disposeront de places vacantes.

En 2023, lors de la première campagne Mon master, près de 122 000 candidats avaient accepté une proposition en phase principale (58 %). Quelque 9 800 de plus l'avaient fait lors des recrutements complémentaires, ce qui porte la part de candidats ayant accepté une proposition d'admission à 63 %, selon le bilan dressé en janvier par le service statistiques du ministère de l'enseignement supérieur. Les masters de « sciences fondamentales et appliquées » (dont les sciences et techniques des activités physiques et sportives, Staps) rassemblaient le plus de candidats ayant accepté une proposition à l'issue de la phase principale (26 400), suivis par les masters en « sciences humaines et sociales » (SHS, 22 200) et les masters « métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation » (MEEF, 21 600).

Au-delà de ces grandes lignes, qui devraient peu fluctuer cette année, le bilan qui découle de la première campagne de recrutement n'éclairera encore qu'imparfaitement les futurs postulants pour mesurer leurs propres chances d'obtenir une place dans tel ou tel master. Pourtant, la masse d'informations dont dispose depuis un an le ministère est substantielle : les kilomètres de données, désormais publiées en open data, racontent à leur manière, via des tableaux Excel, les choix des 200 000 candidats et le traitement qui en a résulté de la part des formations.

Ces données sont « une mine d'or autant qu'une page blanche », explique le chercheur

Nagui Bechichi. En parallèle d'une carrière dans l'administration publique, il poursuit un doctorat à la Paris School of Economics sur les inégalités d'orientation dans l'enseignement supérieur. Avec Antoine Prévotat, étudiant à l'Ecole normale supérieure de Paris et en master de mathématiques à l'université d'Aix-Marseille, il est à l'initiative du site SupTracker, qui traduit dans des graphiques simples d'accès les résultats de Mon master, mais aussi de Parcoursup. « Avec notre expertise, nous avons sans doute un rôle à jouer en tant qu'intermédiaires », explique Nagui Bechichi.

Pour Le Monde, le chercheur a proposé une sélection de données pour une présentation dynamique des résultats d'admission par région, par établissement et par famille de disciplines à trois moments différents : la candidature, le classement qui en résulte et l'acceptation d'une proposition, par un postulant dont le profil peut varier entre les titulaires d'une licence générale (71 % des admis), d'une licence professionnelle (3 %), d'un master autre (4 %) et les « reprises d'études » (17 %). « La granularité peut être très fine, jusqu'aux 7 700 parcours de master », détaille-t-il.

« INERTIE GÉOGRAPHIQUE »

Principal enseignement : les candidats ont nettement plus de chances de se voir proposer une place en master au sein de l'université où ils ont obtenu leur diplôme de licence. Cette catégorie ne représente en moyenne que 15 % des candidats à une formation, mais elle en constitue ensuite, toujours en moyenne, 45 % des admis.

« J'observe une prime très importante aux candidats qui proviennent de l'établissement d'origine, ce qui génère par ailleurs une inertie géographique », souligne M. Bechichi, qui rappelle qu'il n'y a aucun quota sur Mon master comme il en existe sur Parcoursup, où les recteurs fixent la proportion maximale de personnes arrivant d'une autre académie. En moyenne, en 2023, 64 % des candidats en master ne venaient pas de la région de l'université où ils avaient postulé. Ils représenteront finalement 38 % des admis.

SI SEULS 15 %
DES CANDIDATS À UN
MASTER ONT OBTENU
LEUR LICENCE AU
SEIN DE LA MÊME
UNIVERSITÉ, ILS
REPRÉSENTENT 45 %
DES ADMIS

Dix domaines de formations représentent 63 % de l'offre, avec en tête les sciences de l'éducation, les sciences juridiques, les sciences de gestion puis les sciences de la vie. Cette offre est très mal répartie sur le territoire. Par exemple, il y a trois fois plus de masters en Ile-de-France (1800) qu'en Nouvelle Aquitaine (600), deux fois plus dans le Grand Est (730) qu'en Bretagne (350), six fois plus en Auvergne-Rhône-Alpes (960) qu'en Centre-Val de Loire (150).

L'INCONNUE DU TAUX DE BOURSIERS

Autre conclusion éclairante : en 2023, en moyenne, seulement 48 % des candidats ont été classés dans les « listes d'appel » établies par les formations – un classement de tous les postulants qui va au-delà du nombre de places offertes – à un rang qui pouvait leur permettre d'y être admis. Ce taux d'accès (défini comme le rapport entre le rang du dernier admis et le nombre de candidats) est un marqueur important de la tension et de la sélectivité d'un master. « Le secteur disciplinaire le plus tendu est "psychologie et sciences cognitives", avec 17 % de taux d'accès en moyenne, contre 71 % en "sciences de l'éducation" », analyse M. Bechichi.

A nouveau, on observe des variations entre régions : l'accès en master est plus aisé dans les Pays de la Loire et en Centre-Val de Loire, en Guadeloupe et en Guyane (entre 50 % et 69 % de taux d'accès). Il l'est beaucoup moins (entre 38 % et 45 %) en Ile-de-France, en Normandie, en Occitanie, en Provence-Alpes-Côte d'Azur et à La Réunion, où les formations sont « en tension », avec un important différentiel entre le nombre de postulants et les capacités d'accueil.

Tout particulièrement convoitées, les formations en psychologie et sciences cognitives, qui sont très peu nombreuses, avec 225 cursus en France, obtiennent la palme de la difficulté d'accès, avec un taux d'accès de 17 %. Electronique et génie électrique, les sciences de gestion, le droit et les sciences économiques ainsi que technologie et sciences industrielles suivent dans le peloton, avec moins de 30 % de taux d'accès.

De l'autre côté du spectre, la théologie catholique est la discipline qui recense le moins de candidats : 82 pour un total de sept formations en France, qui ont accueilli vingt-six étudiants en 2023, dont 43 % venaient d'une licence dans l'établissement d'origine.

Les sciences juridiques, avec près de 400 000 candidats, et les sciences de gestion, avec 260 000, sont les deux secteurs disciplinaires attirant le plus de postulants. Dans ces deux secteurs, autour de 45 % des admis étaient des « locaux », alors qu'ils ne représentaient qu'un peu plus de 15 % des candidats. Les masters MEEF sont le secteur disciplinaire qui recrute au plus proche, avec seulement 26 % d'admis originaires d'une autre région. En revanche, dans les masters de langues et de littérature étrangère, près de 60 % des admis étaient des candidats hors région.

Un focus local permet de constater qu'en Ile-de-France, région qui concentre le plus de formations, 20 % des candidatures ont concerné les sciences juridiques, suivies des sciences de gestion (17 %) et de l'informatique (6 %). S'agissant ensuite des propositions d'admission faites par les formations, le trio de tête était formé des sciences juridiques, qui sont à l'origine de 18 % d'entre elles, des sciences de l'éducation (15 %) et des sciences de gestion (8 %). Finalement, les sciences juridiques ont représenté 16 % des propositions acceptées par les postulants en Ile-de-France, puis apparaissent les sciences de l'éducation (11 %) et les sciences de gestion (7 %).

Une donnée manque cependant à l'appel : le statut de boursier. Impossible donc de savoir la proportion de boursiers ayant candidaté dans chaque master, ayant été classés, et ayant accepté une proposition d'admission. Un manque considérable, selon l'équipe de SupTracker. Mais qui a une justification, répond le service statistiques du ministère : « optionnelle », cette information s'en trouve donc « sous-déclarée », ce qui « ne permet pas de déterminer un taux de boursiers avec les données de la plate-forme ».

SOAZIG LE NEVÉ

Des formations bousculées par l’afflux de candidatures

Alors que les premiers résultats de Mon master 2024 étaient attendus mardi, des doyens de faculté analysent l’impact de la création de la plate-forme

Quand il lance la plate-forme Mon master, début 2023, le ministère de l’enseignement supérieur nourrit l’espoir d’en tirer une cartographie de l’offre universitaire de formations visant l’insertion professionnelle des étudiants. Cet outil, qui centralise les candidatures, a mis fin aux recrutements directs que pratiquaient les soixante-quatorze universités françaises. Ce mardi 4 juin, ils devaient être encore 200 000, fraîchement diplômés de licence ou en reprise d’études, à découvrir les premiers résultats 2024 sur la plate-forme.

Selon la ministre de l’enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, le bataillon de plusieurs milliers d’étudiants qui chaque été demeuraient « sans master » faute d’avoir été acceptés dans une formation aurait résulté d’un mauvais aiguillage. Depuis le vote, en 2016, de la loi prévoyant un « droit à la poursuite d’études » – qui garantit l’entrée en master à tout diplômé de licence –, le nombre de ces formations est resté stable, autour de 3 500 masters (qui se déclinent en près de 8 000 parcours de formation). La population étudiante, elle, a bondi de 11,3 %, avec 295 000 étudiants de plus.

La ligne de conduite du gouvernement est pourtant restée intangible : pas question d’ouvrir de nouvelles formations malgré la « tension » rencontrée dans des filières comme le droit, la psychologie et l’économie-gestion. Quelque 185 000 places sont offertes aux 200 000 candidats, argumente le ministère, et si « les mas-

ters de droit sont en tension, certaines universités, comme Brest, loin d’être saturées, ne remplissent pas toutes les places offertes », avait pointé M^{me} Retailleau au Sénat, le 20 juillet 2022, avant de prévenir : « Ouvrir des places ailleurs serait gaspiller l’argent public ! »

Quel bilan peut-on tirer des premiers pas de Mon master ? D’abord, que les formations ont dans l’ensemble fait face à un afflux de candidatures en 2023, permis par la simplicité technique offerte par la plate-forme. Une tendance qui devrait se renouveler en 2024, selon les premières remontées des universités.

« Phases complémentaires »
Grâce à un calendrier unifié entre établissements, les candidatures s’effectuent de manière plus fluide, dans la limite de quinze demandes dans des masters classiques et quinze dans des masters en alternance, ce qui a poussé certains à tenter leur chance un peu partout. Jusqu’à entraîner, parfois, « une forme de fuite des bons étudiants vers de plus grandes universités » dans des disciplines comme la physique et la chimie, observe Mickaël Derivaz, directeur de la faculté des sciences et techniques à l’université de Haute-Alsace, qui a constaté de Mulhouse une échappée vers Strasbourg. « C’est plus simple pour eux, puisqu’il suffit d’un clic pour être candidat ».

« Nous avons observé parfois plus de 50 % supplémentaires, comme en sciences de l’information et de la communication », relate Marie Ledentu, présidente de la conférence des directions de facultés d’arts,

lettres, langues et sciences humaines et sociales. En sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps), certaines facultés ont enregistré 30 % à 50 % de dossiers supplémentaires, rapporte Armel Crétual, directeur de cette unité à l’université Rennes-II.

Pour gérer au mieux ces candidatures, les responsables de master doivent retenir un nombre de postulants supérieur au nombre de places offertes. Il faut avoir le réflexe de ne pas compter uniquement sur les excellents dossiers, la probabilité étant importante de les voir disparaître des listes lorsque les choix définitifs des candidats admissibles seront connus.

« Une minorité de responsables de formation n’ont pas suivi la consigne et ont épuisé leurs listes très vite, pointe M^{me} Ledentu. Il leur a fallu prévoir deux, voire trois phases complémentaires de recrutement pour constituer leurs effectifs. » Pour cette professeure de littérature latine à Jean Moulin-Lyon-III, la plate-forme n’a « rien révolutionné ». Des filières n’ont pas atteint leurs capacités d’accueil, et « il demeure encore un écart entre l’acceptation d’une place en master et la présence confirmée de l’étudiant à la rentrée ».

En droit et science politique, la « forte volumétrie » des candidatures a pris de court des examinateurs. « Quelque 150 à 200 très bons étudiants ont fait leurs vœux dans toute la France et ont un peu artificiellement gonflé le nombre de candidatures dans les listes », analyse Jean-Christophe Saint-Pau, à la tête de la conférence des doyens de ces filières.



ANNA WANDA GOGUSEY

**LA FLUIDITÉ
DU PROCESSUS
A POUSSÉ
CERTAINS ÉTUDIANTS
À TENTER LEUR CHANCE
UN PEU PARTOUT**

Tirant leçon de cette première expérience où les 220 candidats retenus dans le classement en 2023 n’avaient initialement pas permis de pourvoir aux vingt-huit places offertes dans le master de droit pénal approfondi qu’il dirige à l’université de Bordeaux, M. Saint-Pau a décidé cette année de « classer du premier jusqu’au 1 800^e candidat, à l’exception des dossiers incomplets ou ne présentant pas tous les prérequis ». En outre, après avoir été « aveuglé par les candidatures venues de toute la France », il mise sur un recrutement à 60 % d’étudiants bordelais.

Saisines des recteurs

Entre souci d’attractivité à l’échelle nationale et pragmatisme dans la gestion des flux de candidatures, les doyens cherchent encore la marche à suivre. D’autant que chaque session de recrutement peut varier, rendant malaisé tout pronostic. Le vœu d’un appariement parfait entre l’offre de formation et la demande des étudiants reste « un objectif dans un monde idéal », estime M^{me} Ledentu : même si « quand on candidate en master, les profils sont beaucoup plus larges que le vif du territoire », la mobilité ne se trouve pas réellement stimulée par la plate-forme. « Certains n’ont

pas les moyens de partir loin de chez eux, cela reste un vrai frein ».

En 2023, à nouveau, des étudiants se sont retrouvés « sans master », et près de 5 000 ont saisi les recteurs d’académie, comme la loi les y invite en cas de défaut d’affectation. Selon le ministère, la moitié ont reçu une proposition pour intégrer une formation plus ou moins proche de leur souhait initial. Une proposition acceptée par seulement 1 300 candidats.

Le nombre de recours devant les tribunaux administratifs n’a pas faibli, au motif que les capacités d’accueil d’un master ou les critères de sélection n’ont pas été validés en conseil d’administration et communiqués aux étudiants. « Avec la régulation permise par la plate-forme, je pensais arrêter ces contentieux, confie Florent Verdier, qui a porté, en 2023,

soixante dossiers, deux fois plus qu’en 2022. Mais des étudiants déçus se disent que sur leurs quinze candidatures, il y aura bien une procédure qui pourra aboutir. »

Du côté des facultés d’économie-gestion, Morgane Chevé, professeure à l’université Le Havre Normandie, pointe les données d’insertion professionnelle mises en ligne sur Mon master : « Nous sommes vent debout contre la nouvelle méthode de calcul du ministère, qui ne reflète pas la réalité de l’insertion des étudiants. » Ce jeu de données intitulé InserSup cible un nombre limité de diplômés, puisqu’ils doivent avoir le statut de salarié et exercer leur activité sur le territoire national. « Les candidats ne devraient pas tenir compte des taux indiqués sur la plate-forme ».

Un autre phénomène semble émerger : le changement d’orientation entre la première et la deuxième année de master. Dans celui de droit pénal approfondi de M. Saint-Pau, une dizaine des vingt-huit étudiants va rejoindre un autre master en deuxième année. Ces étudiants recherchent une « double validation » et ont la volonté de « se déspecialiser », poursuit le doyen : « Cela nous interroge sur la façon dont nous avons construit notre offre. » ■

SOAZIG LE NEVÉ

Dans les cursus les plus courus, les critères de sélection rehaussés

En 2023, les cinq masters les plus demandés étaient des parcours de droit, de psychologie et de relations internationales

Laurence Badel soupire. Encore un mois d’avril qui rime avec dossiers, tri, sélection, pression. En 2023, le prestigieux master relations internationales et action à l’étranger de Paris-I-Panthéon-Sorbonne a « explosé tous les records », selon sa directrice : 3 449 candidatures pour environ 38 places. « C’est très difficilement gérable », confie-t-elle. La tendance ne devrait pas s’inverser cette année. En 2024, 3 000 candidatures sont enregistrées sur Mon master.

Pourtant, l’équipe pédagogique de Laurence Badel, composée d’une quinzaine d’enseignants, avait l’habitude de gérer l’afflux de demandes. Entre 1 400 et 1 800 en moyenne. Jusqu’à la mise en place de la plate-forme en 2023. Avant, les étudiants devaient déposer un dossier dans chaque université où ils postulaient. Un seul suffit désormais pour toutes les candidatures. Il devient donc possible d’envoyer, en un geste, sa demande à des masters situés aux quatre coins de la France. « La plate-forme a plus que doublé les candidatures en relations internationa-

les, constate M^{me} Badel, on n’en avait pas besoin. »

Le master relations internationales de Paris-I a fait partie des cinq formations les plus demandées en 2023, d’après les données publiées en avril en open data par le ministère de l’enseignement supérieur. Les quatre autres sont des parcours de droit et de psychologie : droit pénal et sciences criminelles à l’université de Poitiers, la psychologie clinique et psychopathologie en thérapie comportementale, cognitive et émotionnelle à l’université de Nîmes, le droit notarial à Lyon-III-Jean-Moulin et la psychologie du développement à Paris-Nanterre.

Diverses raisons expliquent l’attractivité. « Nous sommes une filière d’élite juridique », expose par exemple Sylvie Ferré-André, directrice du parcours lyonnais de droit notarial interne, qui a reçu 1 500 candidatures pour 20 places en 2023. Certaines formations sont très sollicitées car elles proposent une plaquette de cours originale. C’est le cas du diplôme de droit pénal et sciences criminelles de l’université de Poitiers (27 06 candidatures pour

**SYLVIE FERRÉ-ANDRÉ,
DIRECTRICE DU
PARCOURS LYONNAIS
DE DROIT NOTARIAL
INTERNE, A REÇU 1 500
CANDIDATURES POUR
20 PLACES EN 2023**

39 places en 2023). Le parcours criminologie-victimologie, accessible en deuxième année, a une double particularité, d’après sa responsable, Laurence Leturmy : « Nos cours ne sont pas disciplinaires, ils sont organisés selon des thématiques au croisement des disciplines qui composent la criminologie. » Les étudiants suivent par exemple un cours de « transgression et passage à l’acte », dispensé par un juriste et un psychologue lors de cours à double voie, l’autre particularité de la formation.

La forte attractivité de ces cinq masters rend le recrutement compliqué. « C’est la rançon de la

gloire », estime Laurence Leturmy. Cette tendance très élevée est une constante depuis quelques années. Dans certains parcours, elle a précédé la mise en place de la plate-forme Mon master, en 2023.

A l’inverse de Parcoursup, Mon master ne possède pas d’algorithme permettant de trier les dossiers. Les enseignants s’en chargent manuellement. Première étape : les notes. Récupérées par le biais des bulletins, puis rentrées dans un tableau de la plate-forme. Deuxième étape : la lettre de motivation et le projet professionnel, dont l’analyse fait bouger les lignes du classement. « Le deuxième critère après l’excellence académique, c’est la motivation », affirme Sylvie Ferré-André. Troisième étape, facultative selon les formations : l’entretien oral.

« Désinhibition des étudiants »

Ce travail prend des jours, voire des semaines. « A moi toute seule, je m’occupe de 250 dossiers en trois semaines, sur les 3 500 reçus », soupire Laurence Badel. Sylvie Ferré-André s’occupe toute seule des 1 500 candidatures. « Cela me prend énormément de temps, il

faut tout trier. » La notaire nuance : « Je râle mais je préfère avoir le choix. » « Ce système est une usine à gaz », déplore Hervé Segond, responsable du parcours psychologie du développement et des apprentissages à l’université de Strasbourg. Cette année, il a reçu 1 300 dossiers pour 25 places.

L’un des objectifs de Mon master, était de soulager les formations sursollicitées. Une légère baisse est observée en ce sens dans deux des cinq masters du top 5 : en psychologie clinique à Nîmes et en sciences criminelles à Poitiers. Pour les autres, la plate-forme n’a pas aidé.

La hausse en 2023 s’explique par une « désinhibition des étudiants » grâce à Mon master, d’après Annabelle Allouch et Delphine Espagno-Abadie, sociologues et autrices de *Contester Parcoursup* (Presses de Sciences Po, 280 pages, 23 euros). « C’est l’effet propre de la plate-forme, poursuit M^{me} Allouch, ça multiplie les dossiers, notamment pour les masters qui sont déjà très demandés car ils ont une bonne réputation. »

Pour gérer l’afflux, des universités choisissent de créer leur

propre algorithme. Ce qui signifie rehausser les critères de sélection. « Nous recrutons au niveau mention bien en licence », précise M^{me} Badel. Un minimum de 13 sur 20 est attendu en sciences criminelles à Poitiers. « Mais on se concentre surtout sur les notes obtenues dans les matières fondamentales pour le master », complète M^{me} Leturmy. « Les premières 100 personnes qu’on sélectionne pour la psychologie clinique ont souvent des moyennes à partir 15, 16 ou 17 », constate Pierluigi Graziani, directeur du master nîmois.

Ce long processus de sélection permet aux masters les plus sollicités de recruter les meilleurs profils depuis quelques années. « Beaucoup de nos étudiants nous viennent de classes préparatoires aux grandes écoles », note par exemple M^{me} Badel. Les directeurs et directrices de master interrogés sont unanimes : ils n’imaginent pas le nombre de candidatures baisser drastiquement à l’avenir. Le droit et la psychologie continueront d’être très attractifs, surtout depuis que la procédure pour postuler a été facilitée. ■

JEANNE TOUTAIN

Vautrin temporise sur la fin de l’allocation de solidarité spécifique

La ministre du travail indique que le projet, auquel départements et associations s’opposent, n’est pas « un sujet d’actualité immédiat »

L’exécutif temporise sur l’allocation de solidarité spécifique (ASS). La ministre du travail, Catherine Vautrin, a reçu, lundi 3 juin, une quinzaine d’associations de solidarité, pour leur présenter les priorités du gouvernement. Lors de cette réunion, elle a laissé entendre, selon ses interlocuteurs, que la suppression de l’ASS n’était plus à l’ordre du jour.

Le premier ministre, Gabriel Attal, avait annoncé la bascule de cette prestation créée en 1984 vers le revenu de solidarité active (RSA), lors de sa déclaration de politique générale au Parlement en janvier. Mais le sujet n’a plus été abordé depuis. Si le projet n’est plus d’actualité à court terme, le gouvernement assure qu’il n’est pas enterré pour autant. « *La ministre a (uniquement) indiqué qu’au moment où le gouvernement fait la réforme de l’assurance-chômage, ce n’est pas un sujet d’actualité immédiat* », a rapidement précisé le cabinet de M^{me} Vautrin.

L’ASS, qui est financée par l’Etat – pour un coût estimé à 1,65 milliard d’euros en 2024 –, est accordée, sous certaines conditions, aux demandeurs d’emploi ayant épuisé tous leurs droits à l’assurance-chômage. Si elle était supprimée, les chômeurs en fin de droits devraient demander le RSA qui est, lui, pris en charge par les départements. Ces derniers, comme la gauche, les syndicats et les associations de lutte contre la pauvreté, sont fermement opposés au projet du gouvernement.

« *On peut se réjouir de cette décision* », a réagi Noam Leandri, le

président du collectif Alerte, qui rassemble trente-quatre associations de lutte contre la pauvreté, lors d’une conférence de presse organisée après la réunion au ministère. Les déclarations de Catherine Vautrin confirment une volonté de ne pas faire de ce chantier une priorité, puisqu’elle avait déjà tenu ce genre de propos lors d’une réunion avec les députés de la majorité. « *Je pense que le projet est abandonné car il entraînerait une hausse des bénéficiaires du RSA, et je suppose que les départements sont montés au créneau pour s’y opposer* », devine un député Renaissance spécialiste de ces sujets.

« **Hostilité aux plus pauvres** »

Les responsables d’associations, qui ont participé à la rencontre de lundi, ont noté deux autres points positifs. Selon Noam Leandri, « *Catherine Vautrin nous a dit se battre pour que l’an prochain, il y ait plus de contrats d’engagement jeunes* », un dispositif qui prévoit pour les 18-25 ans un accompagnement de quinze à vingt heures d’activité hebdomadaire en contrepartie d’une allocation mensuelle de 528 euros.

La ministre s’est aussi engagée, a-t-il indiqué, à ce qu’il n’y ait pas de contrôles de police à proximité des points de distribution d’aide alimentaire à l’approche des Jeux olympiques et paralympiques, une des inquiétudes exprimées par le collectif d’associations Le Revers de la médaille. Celui-ci dénonce, dans un rapport publié lundi, un nettoyage social en vue des Jeux, décomptant 12 545 personnes expulsées de leurs campements, squats ou bidonvilles entre

Cette aide aux chômeurs en fin de droits, financée par l’Etat, pourrait être transférée vers le RSA, financé par les départements

avril 2023 et mai 2024, soit « *une augmentation de 38,5 % par rapport à la période 2021-2022* ».

Mais les responsables d’associations n’ont pas caché leur déception à l’issue de cette rencontre, la première organisée depuis la nomination de la ministre, le 11 janvier, et rappelé que Gabriel Attal ne les avait pas encore reçus. S’ils ont jugé Catherine Vautrin « *à l’écoute* » et « *bien au fait de ses dossiers* », ils ont regretté l’absence de données sur les politiques d’ores et déjà commencées et le manque d’engagements concrets.

Lors de la présentation du pacte des solidarités 2023-2027, en septembre 2023, Elisabeth Borne, alors première ministre, avait annoncé « *une augmentation de 50 % des crédits dédiés à la lutte contre la pauvreté* » par rapport au plan précédent, lancé en 2018 et alors doté de 8 milliards d’euros sur quatre ans. Deux mois plus tard, l’Institut national de la statistique et des études économiques révélait que 550 000 personnes avaient basculé dans la pauvreté en 2021, tan-

dis que le niveau de vie des ménages les plus aisés avait augmenté.

« *Malgré tout cela, les sommes allouées à la lutte contre la pauvreté n’ont pas été revues à la hausse en 2024, et aucune accélération n’est annoncée pour 2025* », constate Noam Leandri. Au contraire, « *les discours et les mesures hostiles aux plus pauvres progressent* », indique Jean Merckaert, directeur du plaidoyer au Secours catholique. Les associations citent notamment la loi sur l’immigration, la loi Kasbarian-Bergé (qui facilite les expulsions locatives), l’abandon du chèque alimentaire (une promesse d’Emmanuel Macron), la nouvelle réforme annoncée de l’assurance-chômage et le projet de loi sur le logement abordable, qui réduit les objectifs de production de logements sociaux et ouvre la voie à une augmentation des loyers HLM.

Elles s’inquiètent aussi de la réforme qui conditionne le versement du RSA à au moins quinze heures d’activité hebdomadaires, expérimentée dans quarante-sept territoires depuis fin février – dont dix-huit depuis le printemps 2023. Une obligation qui doit être généralisée à l’ensemble du pays en 2025. « *Nous avons demandé une évaluation du RSA conditionné* », explique Marie-Aleth Grard, présidente d’ATD Quart Monde. Selon elle, il y aurait « *beaucoup de radiations dans certains départements* » laissant ces personnes sans aucun revenu.

« *Catherine Vautrin a redit qu’elle ne voulait pas que les gens n’aient rien, mais ce n’est pas la réalité du terrain* », alerte M^{me} Grard. ■

CLAIRE ANÉ ET THIBAUD MÉTAIS

Cercueils à la tour Eiffel : un lien établi avec l’affaire des « mains rouges »

L’un des trois hommes impliqués était en contact avec un suspect ayant réalisé les pochoirs sur le Mémorial de la Shoah

Deux opérations présumées d’ingérence, et un point commun : les trois hommes qui ont déposé, samedi 1^{er} juin, des cercueils remplis de plâtre près de la tour Eiffel, à Paris, étaient en lien avec un homme soupçonné d’avoir fait partie du groupe qui avait tagué, à la mi-mai, des pochoirs représentant des mains rouges dans la capitale, selon une note de la direction de la sécurité de proximité de l’agglomération parisienne, que *Le Monde* a pu consulter.

Samedi matin, cinq cercueils avaient été découverts au pied de la tour Eiffel, remplis de plâtre et recouverts d’un drapeau français, avec la mention « *soldats français de l’Ukraine* ». Trois hommes ont été interpellés dans la journée : le chauffeur de la camionnette utilisée pour transporter les cercueils, arrêté à proximité du monument, puis, dans l’après-midi, deux autres hommes qui s’apprêtaient à prendre un bus pour Berlin.

Le conducteur de la camionnette a déclaré aux policiers qu’il avait été payé pour déposer les individus et la cargaison, et qu’il était arrivé de Bulgarie la veille ; les deux autres hommes, un Ukrainien et un Allemand, ont reconnu avoir touché 400 euros pour déposer les cercueils. Après leur garde à vue, ils ont été placés sous le statut de témoin assisté par le juge d’instruction et restent libres à ce stade, selon un communiqué diffusé par le parquet de Paris lundi soir.

Déstabilisation

Toujours selon les informations du *Monde*, le contenu du téléphone d’un des suspects et les déclarations en garde à vue des trois hommes ont permis aux enquêteurs d’identifier qu’ils étaient en contact avec un homme déjà suspecté d’avoir participé à une autre opération présumée d’ingérence : la dégradation, avec des pochoirs de mains rouges, du Mur des Justes du Mémorial de la Shoah à Paris, dans la nuit du 13 au 14 mai.

Cet homme, Georgi F., un ressortissant bulgare de 34 ans, est soupçonné d’avoir fait partie d’un groupe de trois hommes qui avaient tagué le monument. Tous trois logeaient dans un hôtel du 20^e arrondissement de Paris qui avait été réservé de Bulgarie. Ils ont tenté de fuir pour Bruxelles dès la fin de l’opération en empruntant un Flixbus.

La principale piste des enquêteurs mène à une opération pilotée par les services de sécurité russes du FSB

Ces dégradations avaient suscité une vive indignation ; l’enquête privilégie la piste d’une opération de déstabilisation coordonnée depuis l’étranger. Si les commanditaires de cette opération n’ont pas été identifiés, plusieurs indices désignent la Russie : quelques jours après la découverte des tags de mains rouges, des photos des dégradations avaient été diffusées en ligne par des comptes X appartenant à l’infrastructure technique de Doppelgänger, un vaste appareil de désinformation russe en ligne géré par des entreprises de marketing russes. Surtout, le mode opératoire de ces dégradations était un copier-coller, ou presque, de l’affaire dite « des étoiles de David », dans laquelle des tags avaient été peints dans plusieurs quartiers de Paris.

Dans cette affaire, la principale piste des enquêteurs mène à une opération pilotée par le FSB, le service fédéral de sécurité russe. Des photos des dégradations avaient, là encore, été diffusées par le réseau de faux comptes de Doppelgänger. Dans ces deux dossiers, les enquêteurs ont établi que les tagueurs étaient accompagnés d’une personne chargée de filmer ou de photographier les pochoirs réalisés.

Les faux cercueils français ont été déposés quelques jours après de vives critiques de la part du Kremlin portant sur l’envoi, discuté entre Paris et Kiev, d’instruteurs militaires français en Ukraine. Vendredi, l’agence de presse publique polonaise avait été victime d’un piratage, attribué par Varsovie à la Russie : deux articles annonçant à tort une « *mobilisation partielle* » des Polonais pour aller combattre en Ukraine avaient été brièvement mis en ligne par les pirates. ■

ANTOINE ALBERTINI,
DAMIEN LELOUP
ET FLORIAN REYNAUD

La classe « prépa-2^{de} », expérimentée à la rentrée, pose de nombreuses questions

Le dispositif doit concerner, à terme, tous les élèves admis au lycée mais recalés au brevet

A quoi ressemblera la nouvelle classe « prépa-2^{de} » ? Ce dispositif, annoncé en décembre 2023 comme l’un des volets du « choc des savoirs » par Gabriel Attal quand il était ministre de l’éducation, doit être expérimenté à la rentrée dans au moins un lycée de chaque département. Il est la suite logique d’une transformation du diplôme national du brevet, voulue par celui qui est désormais premier ministre : il s’agira d’un examen « couperet », qui conditionnera le passage au lycée.

Tout élève non reçu au brevet alors qu’il était admis en 2^{de} (générale et technologique ou professionnelle) sera orienté vers cette classe de remise à niveau, constituée de vingt heures d’enseignements généraux et de sept heures d’activités supplémentaires (tutorat et méthodologie pour les élèves de la voie générale, découverte des métiers pour ceux du lycée professionnel).

Alors que l’expérimentation doit être généralisée dès 2025, le dispositif pose, sur le terrain, de nombreuses questions. D’abord sur les effectifs des élèves : pour 2024, l’admission se fait sur la base du volontariat, mais selon les projections de la direction de l’évaluation, de la prospective et de la performance, ces dispositifs pourraient compter 12 500 lycéens en filière générale et technologique à la rentrée 2025, et

34 800 en professionnel. C’est, certes, moins que les 90 000 élèves recalés chaque année du brevet, car une partie choisissent le CAP, qui n’est pas concerné. Mais la réforme du brevet voulue par M. Attal dans le cadre du « choc des savoirs » prévoit aussi la fin des « correctifs académiques », qui permettent de remonter la moyenne générale obtenue par tous les élèves à l’examen. Les résultats pourraient plonger par endroits, provoquant une forte hausse du nombre de non-admis.

« *Dans des académies, on anticipe un différentiel de dix points* », s’inquiète Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, qui craint un « *nouveau palier de tri des élèves* » à l’entrée du lycée.

Cette année de préparation au lycée, pensée pour lutter contre le décrochage des plus fragiles, les rassemblera, en effet, au même endroit, alors que les équipes ont l’habitude de répartir les jeunes les plus fragiles dans les classes, pour jouer sur l’effet d’émulation. « *Le débat reste entier de savoir s’il va s’agir de classes de relégation ou non*, juge M^{me} Vénétitay. Pour l’instant, le ministère se montre très optimiste, en nous disant que les familles sont demandeuses et que la demande pourrait excéder l’offre par endroits [cette année]. »

Le dispositif pose des questions spécifiques aux enseignants des lycées professionnels, alors que

l’éducation nationale prévoit qu’à terme les trois quarts de l’effectif seront dans cette voie. S’agit-il d’un retour au bac en quatre ans, dont les enseignants de la voie pro avaient dénoncé la suppression ?

Plus académique que pratique

« *On a essayé de nous le faire croire, mais c’est faux*, assure Axel Benoist, cosecrétaire général du SNUEP-FSU. *Il y a moins d’heures de cours, et il n’est pas prévu de sessions régulières en atelier pour entrer dans les savoirs professionnels*. » Les contenus des vingt-sept heures sont principalement académiques, dont sept heures qui pourront, dans le cadre du lycée professionnel, être passés dans des ateliers ou au travers d’autres activités de découverte des métiers.

Pour lui, la prépa-2^{de} revient à nier le travail de la voie professionnelle, qui cherche à « *raccrocher* » des élèves aux parcours difficiles. « *On va dire à ceux les plus en difficulté de rester une année de plus au lycée, sans pour autant entrer dans des apprentissages qui nous permettent justement d’intéresser les jeunes les plus éloignés de l’école* », s’inquiète-t-il. A l’issue de la prépa-2^{de}, l’élève retrouvera, de droit, l’affectation obtenue à la fin de la troisième – sauf s’il fait une nouvelle demande d’affectation.

Si, d’après les échos entendus côté des syndicats, les familles seraient « *en demande* » d’un tel dis-

positif – l’éducation nationale n’a pas voulu s’avancer auprès du *Monde* sur des prédictions chiffrées –, des établissements se sont également portés candidats. Parmi la liste de ceux qui expérimenteront le dispositif à la rentrée, on trouve le lycée polyvalent Jean-Moulin, à Béziers (Hérault).

« *Ce sont les enseignants du pro qui se sont manifestés* », assure son proviseur, Pierre Fournier, qui prévoit d’accueillir à parts égales des élèves destinés à la voie générale et à la voie professionnelle, avec une équipe panachée entre enseignants des deux voies.

« *Comme j’ai un gros lycée pro et un gros lycée général, cela nous a semblé pertinent. On peut prendre des élèves affectés dans les deux voies et voir comment on les accueille* », détaille le proviseur. Il révèle néanmoins une « *petite difficulté* » logistique, puisque le nombre total d’élèves à accueillir ne sera connu qu’à l’issue des résultats du brevet. « *J’ai demandé que l’effectif soit bloqué autour de 25 à 30 élèves. Mais si on a dix volontaires, ça sera déjà bien*. »

Les syndicats, eux, font valoir que l’expérimentation sur la base du volontariat ne permettra pas de juger de la réussite du dispositif lors de sa mise en charge, quand les élèves, qu’ils le souhaitent ou non, seront orientés en prépa-2^{de} – où ils seront, du reste, forcément plus nombreux. ■

VIOLAINE MORIN

JUSTICE
Relaxe du sauveteur de la SNSM dans l’affaire du naufrage du « Breiz »

Le tribunal maritime du Havre (Seine-Maritime) a prononcé, mardi 4 juin, la relaxe de Philippe Capdeville, sauveteur de la Société nationale de sauvetage en mer, poursuivi pour une succession de négligences lors du remorquage d’un chalutier, le *Breiz*, qui avait coulé, en janvier 2021, dans la Manche, entraînant la mort de trois jeunes marins. Le procureur avait requis contre lui, le 5 avril, un an de prison avec sursis, assorti à deux ans d’interdiction de naviguer. Seul le coarmateur du chalutier, qui avait vendu la moitié des parts de ce bateau vétuste au marin pêcheur Quentin Varin, mort dans le naufrage, a été jugé coupable d’« *homicides involontaires* » et condamné à dix-huit mois d’emprisonnement avec sursis.

IMMIGRATION
Migrants morts dans la Manche : deux hommes recherchés par la France arrêtés au Royaume-Uni

La police britannique a annoncé, lundi 3 juin, l’arrestation de deux hommes recherchés par les autorités françaises après la mort, fin avril, d’une petite fille de sept ans et de quatre autres migrants tombés d’une embarcation en tentant de traverser la Manche. Les deux hommes, « *des ressortissants soudanais âgés de 19 et 24 ans, ont été arrêtés jeudi 30 mai* » à Londres, a indiqué l’Agence nationale anticriminalité. Cette dernière les soupçonne d’être responsables de la mort de la fillette. Une procédure d’extradition « *est en cours* », a précisé la police, ajoutant que les deux hommes, présents à un juge samedi, comparaîtraient de nouveau vendredi. – (AFP)

Séjourné, chef de parti en marge des européennes

Le chef de la diplomatie française, à la tête du groupe Renew jusqu'en janvier, se fait discret dans la campagne

Cela n'a pas entraîné. A peine sorti du bureau du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à Kiev, le 13 janvier, le téléphone de Stéphane Séjourné, nommé l'avant-veille ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sonne. «*Alors, qu'est-ce qu'il t'a dit ?*», s'enquiert Emmanuel Macron depuis l'Elysée. Ombre portée du président français sur la scène internationale, ce fils d'expatriés, qui a passé sa jeunesse entre Mexique, Espagne et Argentine, «*a la place dont il a toujours rêvé*», dit en souriant une ministre. Un peu écrasante toutefois. Quand il traverse la galerie des portraits du ministère, les figures de deux de ses prédécesseurs, Léon Blum et Pierre Mendès France, l'impressionnent plus que tout autre. En inscrivant son nom dans cette lignée, il se doit d'«*être à la hauteur*», confie au Monde le plus jeune ministre des affaires étrangères de la V^e République, 38 ans le jour de sa nomination.

Ironie du destin, celui qui voulait être pilote à 16 ans – il détient son brevet – passe une grande partie de son temps dans les Falcon de la République, car dit-il, «*il faut savoir sauter dans un avion, de manière très opportuniste*». Et de citer son homologue américain, le secrétaire d'Etat Antony Blinken, comme un «*expert*» en la matière. Entre ministres des affaires étrangères, «*on communique directement sur messagerie, sans note diplomatique ou intermédiaire*», se vante Stéphane Séjourné.

Discret dans la campagne des européennes, le ministre et chef du parti présidentiel s'intéresse surtout à la distribution des postes à Bruxelles après le 9 juin. Il travaille à la construction du futur Meccano institutionnel, afin de proposer au chef de l'Etat un certain nombre de scénarios pour les «*top jobs*». Pour passer des «*deals*» dans les capitales étrangères, il a la confiance d'Emmanuel Macron, qui dit de lui qu'il est «*transactionnel*». «*Pour lui, la politique, c'est de la stratégie*», approuve un ancien député de La République en marche. Tandis que Clément Beaune, ancien ministre délégué à l'Europe, le définit comme «*un macroniste qui aime les appareils*». Un cas rare.

Mal à l'aise en public, le nouveau chef de la diplomatie française fuit les mondanités. Invité au dîner d'Etat donné en l'honneur de la France au palais royal de Stockholm, fin janvier, par le

Il y a toutefois une «énigme Séjourné»: c'est lui qui aurait, naturellement, dû conduire la liste du camp présidentiel au scrutin du 9 juin

roi et la reine de Suède, où la queue-de-pie et le nœud papillon étaient de rigueur, l'ancien syndicaliste étudiant a décliné, alors que d'autres ministres se poussaient du col. «*T'es marrant !, s'est étonné Emmanuel Macron, qui le connaît pourtant depuis dix ans. Les autres se précipitent, et toi non... ?*» «*Stéphane est un ambitieux timide*, confie l'un de ses anciens camarades. *Il a peur de la lumière, mais elle l'attire.*»

Mépris de classe

A son arrivée au Quai d'Orsay, «*le malheureux Séjourné*», comme l'appelle l'un de ses prédécesseurs, issu de la classe moyenne, relégué au neuvième rang dans l'ordre protocolaire et desservi par un problème de dyslexie, a été pris de haut par les diplomates, habitués à être dirigés par d'anciens premiers ministres. «*Macron leur a envoyé son collaborateur pour les humilier*», commente à l'époque Olivier Marleix, le président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale. Un mépris de classe dont Stéphane Séjourné ne s'est pas formalisé. «*Je ne travaille pas pour mon administration, je travaille pour le pays*», balaie-t-il. Les fonctionnaires ont, depuis, compris qu'il est préférable d'avoir un ministre qui a l'oreille du chef de l'Etat, alors que la politique étrangère relève du domaine réservé du président de la République. «*Il y a un certain snobisme au Quai, c'est une caste*, observe l'ancien ambassadeur Gérard Araud. *Mais Stéphane Séjourné est malin, il a compris qu'il ne faut pas se laisser avaler par la machine.*»

Il y a toutefois une «énigme Séjourné». Président du groupe Renew au Parlement européen de 2021 jusqu'à sa nomination au Quai d'Orsay, celui qui a «*développé un attachement réel* [pour cette assemblée]», selon Clément Beaune, aurait naturellement dû



Stéphane Séjourné, à Paris, le 1^{er} mars. KAMIL ZIHNIOGLU POUR «LE MONDE»

conduire la liste du camp présidentiel au scrutin du 9 juin. Avant lui, d'illustres chefs de parti ont mené la bataille des européennes: Michel Rocard en 1994, ou Nicolas Sarkozy et François Hollande en 1999. «*J'étais en train de me préparer à être tête de liste, je savais que ça allait être difficile*», assure aujourd'hui l'intéressé.

En l'exfiltrant par le haut, aux affaires étrangères, à la surprise générale, Emmanuel Macron abandonne pourtant cette option. Comme s'il craignait que son ancien collaborateur, dont parfois «*les mots s'inversent*» à l'oral, «*quand il y a un moment de fatigue ou de stress important*», ne fasse pas le poids face à la tête de liste du Rassemblement national (RN), Jor-

dan Bardella, en duel télévisé. Plus à l'aise dans les seconds rôles, le secrétaire général de Renaissance se serait bien vu numéro deux sur la liste de Valérie Hayer. Histoire d'avoir un point de chute lorsqu'il quittera le Quai d'Orsay. Il figure en 80^e position, non éligible, au motif qu'«*il a déjà été servi*», selon une l'une des expressions favorites d'Emmanuel Macron.

Activisme en coulisse

Une nouvelle échéance délicate se profile déjà pour Stéphane Séjourné: le congrès du parti Renaissance doit se tenir à l'automne, au cours duquel son mandat sera remis en jeu. Un rendez-vous qui agite déjà la majorité. A dix-huit mois des élections

municipales et à deux ans et demi de la présidentielle, ce poste-clé pourrait être convoité par de plus capés. Le nom de l'ancienne première ministre Elisabeth Borne, qui entend bien jouer un rôle politique d'ici à 2027 et regrette parfois l'absence de travail sur les idées au sein du mouvement, revient régulièrement. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, qui veut elle aussi s'impliquer davantage dans la vie politique, affirme que «*le parti a un rôle essentiel à jouer pour porter la question du dépassement des clivages*».

Alors qu'un collège de huit cents personnes est censé choisir le futur secrétaire général de Renaissance, «*le chef de l'Etat pèsera*

sur [cette] désignation», prévient un conseiller d'Emmanuel Macron. Ce dernier, qui ne s'est jamais beaucoup intéressé au parti, voudra, dit-on, en garder le contrôle au moins jusqu'en 2027. «*Car si Marine Le Pen gagne, il sera le seul à l'avoir battue*», observe un de ses proches, convaincu qu'il aurait alors l'intention de «*revenir*».

Reste que les critiques se multiplient au sein de la majorité à l'encontre d'un Stéphane Séjourné pris par l'agenda international, qui «*ne pourra pas continuer à s'occuper de Renaissance tout en étant aux quatre coins du monde*». L'intéressé fait remarquer que «*sept ou huit ministres des affaires étrangères sont en même temps chefs de parti en Europe*», et affirme qu'il se positionnera «*après l'été*».

Stéphane Séjourné a su, défend l'entourage d'Emmanuel Macron, «*garantir l'unité de la famille*», occuper une position «*centrale*» entre l'aile gauche et l'aile droite du parti. Ce qui n'était pas écrit d'avance. L'ancien leader de la «*bande de Poitiers*», qui a eu pour premier fait d'armes, en 2006, le blocage de la fac de droit pour protester contre le contrat première embauche, est d'abord «*un très bon cambadéliste*», dit en souriant le communicant Gaspard Gantzer, en référence au socialiste Jean-Christophe Cambadélis, qui a formé Stéphane Séjourné et ses copains, montés à Paris au début des années 2010.

Une photo du jeune Séjourné, manifestant avec le keffieh palestinien autour du cou, a surgi sur les réseaux sociaux à la faveur de la guerre à Gaza. Le député (écologiste) du Val-d'Oise Aurélien Taché, ancien de la «*bande de Poitiers*» lui aussi, se souvient d'un «*vrai militant internationaliste*».

Les macronistes n'ont pas oublié l'activisme en coulisse de l'euro-député Séjourné pour affaiblir le premier ministre Edouard Philippe en 2020, ni son désaccord avec Emmanuel Macron lorsque ce dernier, en mai 2023, recadrerait sévèrement Elisabeth Borne, coupable d'avoir qualifié le RN d'«*héritier de Pétain*». Rares manifestations d'un ethos de gauche depuis son entrée en Macronie. «*Ça va le social-traître ?*», le taquinait, en 2014, son ami Gabriel Attal – à l'époque conseiller municipal (socialiste) de Vanves, dans les Hauts-de-Seine –, alors que Stéphane Séjourné venait de rejoindre à Bercy le cabinet d'Emmanuel Macron. ■

NATHALIE SEGAUNES

Macron occupe la scène médiatique, à quelques jours du scrutin

Le chef de l'Etat célèbre les 80 ans du Débarquement et s'exprimera jeudi sur TF1 et France 2, un «hasard du calendrier», selon l'Elysée

La droite s'étouffe, la gauche s'indigne: Emmanuel Macron parle. Beaucoup. Au point de biaiser l'élection européenne qui doit se tenir le 9 juin? A l'approche du sprint final d'un scrutin cher à la Macronie, le président de la République, déjà prolix sur le sujet européen, compte occuper la scène médiatique.

Les 5, 6 et 7 juin, l'Elysée orchestre une grande séquence de commémoration pour les 80 ans du Débarquement. Le président américain, Joe Biden, et celui d'une Ukraine en guerre, Volodymyr Zelensky, sont attendus, jeudi, à Omaha Beach (Calvados), le lieu du «D-Day», en Normandie, aux côtés du chef de l'Etat. En complément de cette prestigieuse photo, Emmanuel Macron s'invite au journal télévisé de 20 heures, dans une séquence diffusée ce soir-là sur TF1 et France 2. «*Hasard du calendrier*», assure l'Elysée, qui parle d'un événement «*historique*» où «*la France accueille le monde*».

Scandale!, hurlent les oppositions qui dénoncent une distorsion démocratique et une propagande électorale à bas bruit.

Ulcérés, Manon Aubry, tête de liste de La France insoumise, comme François-Xavier Bellamy, candidat des Républicains (LR) ont annoncé saisir l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, pour que l'intervention du chef de l'Etat, à une heure de grande écoute, soit décomptée du temps de parole de la liste du camp présidentiel. Raphaël Glucksmann, tête de liste de la gauche modérée, fera de même, annonce son équipe de campagne. «*A trois jours du scrutin ! Dans quel pays européen ça pourrait se passer comme ça ?*», s'étrangle le concurrent de Valérie Hayer, candidate Renaissance-MoDem-Horizons, sur France Inter, lundi 3 juin.

La colère des opposants se comprend: l'Elysée dispose d'une force de frappe incomparable à celle de candidats en campagne.

Aimé ou détesté, le chef de l'Etat, connu de tous les Français, attire la lumière. Et si son entourage déplore une polémique «*pas à la hauteur de partis qui prétendent gouverner*», assurant que la «*mémoire est faite pour unir, pas pour diviser. Pour la polis et pas pour la politiquer*», les conseillers élyséens ne cachent pas l'envie dévorante qu'a Emmanuel Macron de prendre part à la bataille électorale.

«Mélange des genres»

Le chef de l'Etat imagine pouvoir convaincre, quelques jours avant l'isoloir, les hésitants et les abstentionnistes pro-européens, de se rallier à sa cause pour limiter la débâcle annoncée par les sondages. Le Rassemblement national (RN), eurosceptique, fait la course en tête? La mémoire doit aider à dramatiser l'enjeu du 9 juin et ramener le parti d'extrême droite à son passé honteux, prédit le camp présidentiel. «*Que le président de la République dise ce qu'est l'impor-*

L'Elysée dispose d'une force de frappe incomparable à celle de candidats en campagne

tance du scrutin européen, comme chef de l'Etat garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité des territoires et du respect des traités, c'est quasiment un devoir!», s'emballe-t-on à l'Elysée. En 2019, rappelle-t-on souvent au palais présidentiel, les scores ont bougé dans la dernière ligne droite.

Sans craindre d'humilier la candidate officielle, Valérie Hayer, réduite à un rôle de figuration, Emmanuel Macron profite de son titre pour occuper l'espace. Gabriel Attal fait de même, au sens

propre. Ne figurant nulle part sur la liste des européennes, le chef du gouvernement a fait irruption, lundi 3 juin, sur le plateau de Franceinfo, en pleine interview de Valérie Hayer, pour porter un «*message aux jeunes générations*» et leur rappeler l'enjeu des élections. «*Il faut se mobiliser pour des listes pro-européennes*», justifie le chef de la majorité, coupant, de facto, le micro de la candidate, alors que la journaliste s'inquiète: «*Il reste peu de temps à Valérie Hayer.*» «*Jamais on a eu un mélange des genres aussi poussé*», grince le chef de file de LR, Eric Ciotti. «*On atteint le sommet de l'indécence*», s'étrangle Eric Andrieu, directeur de campagne de Raphaël Glucksmann.

Les procès de ce genre sont récurrents sous la V^e République. En mai 1979, pour la première élection des députés européens au suffrage universel, François Mitterrand, tête de liste du Parti socialiste, accuse déjà le pouvoir en place d'un «*matraquage*»

médiatique au profit de la liste de Simone Veil (UDF), parlant d'un «*viol des suffrages*». Jacques Chirac, qui fait campagne pour le RPR, dénonce «*un débat démocratique scandaleusement faussé*». En 2009, Nicolas Sarkozy, qui avait accueilli le 6 juin, veille du scrutin, le président américain Barack Obama, avait récolté les mêmes critiques. En 1979 comme en 2009, le camp du chef de l'Etat avait raflé la mise. Il est peu probable, cette fois-ci, que la liste de Valérie Hayer parvienne, en dépit de la force de frappe de l'Elysée et de Matignon, à rattraper son retard. Pour preuve, le RN, sûr de son triomphe, axé sur le sentiment anti-Macron, ne s'inquiète nullement de voir le président de la République à l'avant-scène. Reste qu'une fois de plus, les électeurs auront le sentiment que le débat politique se résume à un face-à-face entre Emmanuel Macron et l'extrême droite. ■

CLAIRE GATINOIS

« Tout d'un coup, l'Europe est devenue concrète »

A Plœuc-L'Hermitage, des habitants bénéficient d'un programme de développement rural, qui participe à une Europe de proximité

REPORTAGE

PLŒUC-L'HERMITAGE (CÔTES-D'ARMOR) - envoyée spéciale

Qui imaginerait que l'Europe s'invente aussi là ? Pas à Bruxelles ni à Strasbourg, dans ces institutions lointaines que d'aucuns jugent « technocratiques », mais dans un bourg breton, Plœuc-L'Hermitage, 4 200 habitants, non loin de Saint-Brieuc. L'Europe, ou plus précisément les bureaux de l'association française des programmes Leader – pour « Liaison entre actions de développement de l'économie rurale » – et ceux de l'association européenne qui fédère les territoires participants (Elard, pour « European Leader Association for Rural Development »). Derrière ces acronymes, un programme de développement rural ancien et méconnu du grand public, qui participe à une Europe de proximité.

Bus-restaurant dans l'Aisne, musée du blues dans le Loir-et-Cher, ateliers d'aide au numérique dans les Alpes-de-Haute-Provence, maison médicale dans le Puy-de-Dôme, écomusée du sel à Mayotte... Ce sont quelques-uns des 30 000 projets cofinancés et accompagnés par Leader pendant la période 2014-2022 – par le biais du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), rattaché à la politique agricole commune (PAC). Enveloppe totale : 850 millions d'euros.

Contredire l'idée d'une Europe à deux vitesses qui favoriserait les métropoles et délaisserait les campagnes : c'est le plaidoyer de Thibaut Guignard, maire (divers droite) de Plœuc-L'Hermitage, président de Leader France et de la commission Europe de l'Association des maires de France.

« Leader est l'une des rares démarches qui structurent démocratiquement le projet européen ; elle assure depuis 1993 la présence de l'UE dans chaque village. »

Un engouement partagé par les six jeunes chargés de mission venus y travailler. Leurs bureaux sont installés dans l'ancien supermarché Maxishop. Diplômée de Sciences Po Rennes et chargée de mission Europe pour la mairie – un poste rare –, Elyse Lebreuil, 27 ans, dit avoir trouvé ici son « dream job », le métier de ses rêves : « Je veux montrer que l'Europe se fait même dans le plus petit patelin. »

Echanges Erasmus+

Par ici, l'UE s'incarne à travers des projets financés par les fonds Leader, mais aussi par le Fonds européen de développement régional : dans les trois Zoe électriques en autopartage pour les habitants (un euro de l'heure et pas de frais d'essence), dans le jardin « ludique et sensoriel » de l'Ehpad, ainsi que dans les rails de transfert pour soulever les patients, dans le soutien à l'installation d'un torréfacteur, l'espace jeune au Fœil, le café-théâtre à Lamballe ou encore la fête triennale de la pomme de terre – 35 000 personnes et des délégations européennes... C'est d'ici aussi que partent des projets de coopération culturelle et des études comparées.

« Au début, je n'étais pas convaincu du fonctionnement de l'UE », concède Patrick Henriot, chef de la caserne de pompiers de Plœuc-L'Hermitage, où son fils est également volontaire. C'était avant de participer à des échanges Erasmus+ (qui ont lieu hors cadre universitaire) avec des homologues polonais et roumains. « Tout d'un coup, l'Europe est devenue concrète.



Laurence Bruère, devant son café, Le Laëtitia, à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), le 30 mai. LOUISE QUIGNON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Ça nous a ouvert l'esprit. Certains de nos jeunes n'avaient jamais voyagé. » « Ça redonne du souffle sur le métier ! », abonde Blandine Desbois, directrice de l'Ehpad, qui a également participé à des échanges Erasmus+, avec l'infirmière coordinatrice.

Devant l'espace France Services, l'une des voitures Zoe démarre en trombe. Sur son coffre : le drapeau européen et celui du programme Leader – aux côtés des autres financeurs. La conductrice, Marion Cœurdaçier, n'y avait jamais prêté attention. Elle est patronne d'une cordonnerie, ce service de location la dépanne depuis que la voiture de son compagnon les a lâchés. Au point qu'ils n'en rachèteront pas de deuxième. « Une seule, c'est plus économique, vu qu'on a la chance d'avoir accès à tous les services sur place, dans cette commune. »

L'Europe ? Pour cette petite-fille d'un rescapé d'un camp de concentration, « c'est avant tout la garantie d'être protégé de la guerre à nos portes ». « Sortir de l'Europe serait une énorme erreur face aux blocs qui se constituent », considère-t-elle, évoquant la guerre en Ukraine, le Brexit et la montée des nationalismes.

« L'Europe a fait beaucoup de mal sur tout, notamment aux agriculteurs », dit, quant à elle, Géraldine (qui a souhaité conserver l'anonymat), mère divorcée de six enfants et ouvrière avicole ayant « toujours travaillé sans attendre des

aides » – elle insiste là-dessus. « Les Anglais se sont retirés de tout ça, ils n'ont peut-être pas tort... Mais est-ce qu'on s'en serait mieux sortis sans l'Europe ? Pas sûr non plus. »

Au bar-tabac Le Laëtitia, où l'on vient gratter des Maxi Blackjack ou régler la cantine, l'UE inspire des sentiments mitigés. Plus que de la colère, l'impression de « ne plus avoir prise ». Qu'importe la culture europhile de la commune. Aux élections européennes de 2019, Plœuc-L'Hermitage avait, à l'image du pays, placé le Rassemblement national (RN) en tête, avec presque trois points de moins que la moyenne. D'aucuns n'ont toujours pas digéré le référendum de 2005 sur la Constitution européenne, l'impression que leur non a été négligé.

« C'est trop loin »

« Depuis que l'Europe est là, je ne vois pas les gens plus heureux ni plus riches, explique la bistrotière Laurence Bruère, 60 ans, ancienne sage-femme. C'est peut-être plein de bonne volonté, mais ça tombe à côté. C'est trop loin, ça nous échappe, on se sent dépassés : les subventions, qui y a droit ? Déjà qu'en France c'est compliqué. » Elle évoque ses « soixante-dix heures par semaine » et les divers services publics qu'assurent les ruralistes, « à la place des guichets » – impôts, factures du quotidien...

« Faut reconnaître qu'il y a plein de projets qui n'auraient pas vu le

Par ici, l'UE s'incarne, entre autres, dans les trois Zoe électriques en autopartage pour les habitants

jour si on était restés en local », pondère Christophe Gouray, 50 ans, au comptoir. Lui est responsable de production dans une laiterie qui, précise-t-il, bénéficie d'aides européennes. « Le problème, c'est qu'à notre niveau on ne perçoit pas vraiment les effets de l'Europe, c'est abstrait. »

Signe d'une campagne électorale poussive et peu lisible : les électeurs rencontrés ont du mal à citer d'autres candidats que celui du RN. Ce n'est pas pour autant que Laurence Bruère lui donnera son vote : « Les solutions ne sont pas dans les extrêmes », dit celle qui n'a jamais cru aux hommes providentiels.

Des ressentis qui vont dans le sens de la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde, menée du 19 au 24 avril, dans laquelle 54 % des sondés estiment

que les décisions prises au niveau européen ont un impact « plutôt négatif » sur la situation du pays.

« Les européennes, c'est de la politique, difficile de faire des liens avec nos actions. D'autant que le scrutin s'est nationalisé », ajoute M. Guignard, ancien collaborateur du député Les Républicains Marc Le Fur. Il veut toutefois croire que la perception de ceux ayant pris part à des programmes a pu changer. Pour espérer ramener un peu d'Europe dans les campagnes, il milite pour une simplification administrative : « En France, on sur-transpose les exigences européennes. Ça nourrit le sentiment d'une Europe techno, alors que le problème vient de la lourdeur de notre circuit. Conséquences : de petites communes et de petites associations qui n'ont pas l'ingénierie se détournent des fonds européens. »

Autre plaidoyer : que le programme Leader-Feader soit mieux doté au sein de la PAC, alors que l'essentiel des financements va vers le volet agricole ou qu'il bénéficie d'autres fonds. Car, ici, on en est convaincu : face à la montée des nationalismes, « il faut casser l'idée d'une Europe urbaine et pro-européenne qui résiste, opposée à une Europe rurale conservatrice et eurosceptique qui se sent délaissée ». Ce d'autant que les campagnes ont un rôle majeur à jouer dans les transitions écologique et énergétique. ■

CAMILLE BORDENET

La Bretagne, territoire stratégique pour le scrutin du 9 juin

Les têtes de liste ont défilé dans cette région dont les électeurs sont traditionnellement plus europhiles et mobilisés que les autres

RENNES - correspondant

Marie Toussaint (Europe Ecologie-Les Verts, EELV) en avril, François-Xavier Bellamy (Les Républicains, LR) à la mi-mai, Raphaël Glucksmann (Parti socialiste-Place publique, PS-PP) fin mai, Valérie Hayer (Renaissance) le 5 juin... Les têtes de liste à l'élection européenne se succèdent en Bretagne, comme un passage obligé. Tous se souviennent qu'ici, en 1992, les électeurs avaient plus massivement qu'ailleurs soutenu le traité de Maastricht. Même exception en 2005, lorsque l'Ouest se distinguait par son vote en faveur de la Constitution européenne.

Au-delà du symbole, la Bretagne s'impose comme un territoire stratégique qui se mobilise, avec une participation de cinq points supérieurs à la moyenne nationale aux européennes de 2019. Il y a donc des voix à prendre dans la péninsule, d'autant que le duel longtemps annoncé entre la liste

La péninsule se distingue comme le territoire qui soutient le moins l'extrême droite, bien que le vote RN y progresse

Renaissance et celle du Rassemblement national (RN) y semble moins clair qu'ailleurs.

En Bretagne, là où ses adversaires peinent à mobiliser, Raphaël Glucksmann rassemble, comme lors de son meeting à Brest samedi 25 mai. Y compris la gauche régionale, qui s'était divisée en 2022 lors de la création de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Nathalie Appéré, maire de Rennes, évoque ce meeting brestoïse comme « le retour de la gauche bretonne humaniste » : « Il se passe quelque chose autour de Raphaël.

Ça fait du bien de ressentir un tel enthousiasme après des années de campagnes par vents contraires. »

Raphaël Glucksmann aimante au-delà de l'historique famille socialiste bretonne. Sur le terrain, les militants d'EELV redoutent une hémorragie vers la liste du fondateur de Place publique. Eux qui réussissent d'habitude à mobiliser localement sur les enjeux européens (16,21 % en 2019, presque 3 points de plus que la moyenne nationale) peinent à donner du souffle à la campagne de Marie Toussaint.

« Lien distendu »

Raphaël Glucksmann lorgne aussi la frange sociale-démocrate qui avait quitté le PS pour soutenir Emmanuel Macron en 2017. Cet électoralat avait constitué le socle de la réussite du président de la République en Bretagne, une région où il réalise ses meilleurs scores aussi bien en 2017 qu'en 2022 (32,79 % au premier tour de l'élection présidentielle de 2022).

Au fil des années, le chef de l'Etat a perdu la confiance de ses soutiens de la première heure. La loi sur l'immigration, promulguée fin janvier 2024, a été un point de non-retour pour nombre d'anciens socialistes. Dans l'Ouest, Jean-Yves Le Drian officie comme ultime caution de l'aile gauche du macronisme. Ministre de la défense de François Hollande puis de l'Europe et des affaires étrangères d'Emmanuel Macron, il a refusé de sortir de sa retraite pour prendre la tête de la campagne européenne. A 76 ans, l'ancien président de la région Bretagne dirige le comité de soutien de Valérie Hayer. Quand il anime des meetings dans sa région, tous ou presque se déroulent dans des bastions de droite, devenus les principaux viviers de voix d'Emmanuel Macron.

« Le lien avec nos concitoyens s'est distendu. La Bretagne est pourtant la région qui mobilise le mieux les aides européennes. Nous ne devons pas laisser la droite et

l'extrême droite instrumentaliser les colères », martèle Marie-Pierre Vedrenne, eurodéputée (Modem) confirmée en troisième position sur la liste Renaissance.

L'élue bretonne assume de concentrer ses efforts de campagne sur sa droite et se réjouit du soutien de l'ancien secrétaire général de l'UMP Pierre Méhaignerie, plusieurs fois ministre entre 1976 et 1995 mais aussi maire de Vitré (Ille-et-Vilaine) de 1977 à 2020. Cette annonce ressemble à un caillou dans la chaussure d'Isabelle Le Callennec, actuelle maire (LR) de Vitré, censée être l'atout breton de François-Xavier Bellamy, dont la campagne patine localement.

Surtout, la péninsule se distingue comme le territoire qui soutient le moins l'extrême droite, bien que le vote RN y progresse, notamment en milieu rural. Au premier tour de la présidentielle de 2022, la candidature de Marine Le Pen avait rassemblé 19,53 % des suffrages bretons, soit

4 points de moins que la moyenne nationale. Difficile donc de jauger l'engouement autour du projet de la tête de liste RN, Jordan Bardella, qui s'est déplacé en coup de vent en Bretagne, en janvier...

Conseiller régional de Bretagne et directeur général du parti, Gilles Pennelle se charge de faire exister, sur ses terres, les idées de la liste sur laquelle il figure en quinzième position. Il promet de « protéger » l'agriculture, l'agroalimentaire et la pêche bretonne, des secteurs en crise fortement dépendants de Bruxelles et dans lesquels la voix du RN porte. La mobilisation de cet électoralat, le 9 juin, reste néanmoins très incertaine. Lors des élections régionales de 2021, M. Pennelle, qui promettait de conquérir la Bretagne, avait convaincu seulement 14,27 % des votants au premier tour, et terminé en cinquième position. « Autre élection, autre contexte », rétorque-t-on au RN. ■

BENJAMIN KELTZ

Rejet des motions de censure à l'Assemblée

Les oppositions ont attaqué l'exécutif sur les comptes publics à l'approche des européennes

Les 33^e et 34^e motions de censure déposées sous cette législature ont connu, lundi 3 juin, le même sort que les précédentes : un échec prévisible sans le soutien des députés Les Républicains (LR). Celle portée par La France insoumise (LFI), les communistes et une dizaine d'écologistes a recueilli 222 voix sur les 289 requises. La seconde, défendue par le Rassemblement national (RN), n'a obtenu que 89 voix, soit la quasi-totalité du groupe d'extrême droite et deux députés non inscrits.

Les élus de gauche et du RN avaient déposé, vendredi 31 mai, leur motion pour contester le choix du gouvernement de ne pas déposer de projet de loi de financement rectificatif après le dérapage du déficit public, établi à 5,5 % du PIB pour 2023 au lieu des 4,9 % escomptés. Ces élus d'opposition dénoncent ainsi un supposé « *plan caché du gouvernement* », prêt à mener, selon eux, « *une politique d'austérité* » une fois passées les élections européennes.

Un acte de défiance parlementaire qui a pris une autre dimension avec la décision, vendredi soir, de l'agence de notation américaine Standard & Poor's d'abaisser la note souveraine française de AA à AA-, une première depuis 2013. A une semaine du scrutin des européennes du 9 juin, les oppositions ont saisi l'opportunité d'attaquer l'exécutif sur sa compétence économique.

«Est-on encore en démocratie quand vous faites passer l'ensemble des budgets par 49,3, quand vous refusez même un budget rectificatif pour corriger votre faillite ? Car ce n'est pas la France qui est en faillite, mais le macronisme», a martelé le député «in-soumis» de Loire-Atlantique Matthias Tavel. «[J'ai] face à moi l'équipe de France de la loose de l'économie», a vitupéré le vice-président RN de l'Assemblée nationale, Sébastien Chenu, s'en prenant à la «gestion lamentable des finances publiques».

« Vous serez battus à Bruxelles »

Dès la fin février, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, avait dû annoncer au pied levé un décret d'annulation de 10 milliards d'euros de crédits, suscitant l'ire des oppositions. Durant le week-end précédant le débat sur ces deux motions, le locataire de Bercy s'est employé dans *Le Parisien*, sur BFM-TV puis sur LCI, à réhabiliter sa politique économique tout en minimisant l'impact de la dégradation de Standard & Poor's. « Si, aujourd'hui, nous avons un niveau de dette élevé, c'est pourquoi ? C'est parce que j'ai sauvé l'économie française », a-t-il lancé, brava- che, samedi sur BFM-TV, en référence aux dépenses massives liées à la crise du Covid-19 depuis 2020 et au bouclier tarifaire sur l'énergie. Lundi, le ministre de l'économie a fait une fugace apparition sur les bancs de l'Assemblée, sans prendre la parole devant la représentation nationale.

C'est le premier ministre, Gabriel Attal, qui est monté à la tribune, assurant que « la France n'a[va]it aucune difficulté à se financer » sur les marchés financiers, et maintenant l'objectif de 3 % de déficit public d'ici 2027. Chahuté par les deux bouts de l'Hémicycle, le locataire de Matignon a pointé du doigt le poids de « l'instabilité politique » dans la décision de l'agence de notation américaine, alors que le gouvernement peine à mener ses réformes structurelles au Parlement, faute de majorité absolue depuis juin 2022.

Dans une diatribe contre «*la Nupes* [Nouvelle Union populaire écologique et sociale] et le RN», qualifiés de «*pompiers pyromanes de la démocratie et des finances publiques*», le premier ministre s'est évertué à défendre «*le bilan de la majorité*» sur le front de l'emploi et du pouvoir d'achat, comme celui de la transition écologique ou de la réindustrialisation: «*Vous exécrez l'Europe! Vous voulez rompre avec les traités, sortir du marché européen!*» leur a lancé M. Attal, se disant «*fier d'être de la seule famille politique à la défendre haut et fort*». Des propos hués par les députés du RN et de la gauche, où ces derniers ont mis en cause la responsabilité du camp présidentiel dans la montée de l'extrême droite, et affiché leur soutien à la cause palestinienne.

Ce réquisitoire contre la gestion des finances publiques de l'exécutif s'est ainsi mué en règlements

Dans une diatribe contre la Nupes et le RN, Gabriel Attal les a qualifiés de « pompiers pyromanes de la démocratie »

de comptes sur fond de campagne des européennes. Les oppositions ont prédit aux macronistes et à leur tête de liste, Valérie Hayer, une débânde électorale le soir du 9 juin. « Avec le vote de dimanche commencera l'après-Macron », a tranché Matthias Tavel. « Vous serez battus à Paris, vous serez battus à Bruxelles », a asséné le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, s'étonnant de l'irruption de M. Attal, lundi sur France Info, en pleine interview de Valérie Hayer « comme si elle n'était pas capable de parler elle-même ».

Censure sélective

A droite, le président du groupe LR, Olivier Marleix, s'est bien gardé de lancer toute attaque frontale à l'endroit de l'exécutif. Et aucun des députés LR n'a finalement joint sa voix à celle de l'extrême droite pour renverser le gouvernement. Pourtant, côté pile, la droite dénonce le délitement des finances publiques, menace de censurer le gouverne-

ment, notamment en cas de hausse d'impôts, et lance une commission d'enquête sur l'état de la dette. Côté face, elle a la censure sélective « *en fonction de la personne qui la dépose* », dénoncent les lepénistes. Et voilà les Républicains de nouveau habillés en alliés objectifs de la Macronie par l'extrême droite.

« Vous ne pouvez pas critiquer la dette, le déficit, les hausses d'impôts et au final laisser se négocier la suite entre Gérard Larcher et Emmanuel Macron », a tancé M. Chenu, faisant là allusion aux rumeurs pressantant le président du Sénat comme un potentiel successeur à Gabriel Attal dans le cadre d'une coalition entre la droite et le camp présidentiel après les européennes.

« Une motion de censure des Républicains ne serait pas un pétard mouillé comme celle d'aujourd'hui, mais ouvrirait nécessairement une crise politique importante dans notre pays », a justifié, lundi, Olivier Marleix, faisant le constat de l'absence de « majorité alternative ».

En mars, dans un entretien aux *Echos*, le député LR des Alpes-Maritimes Eric Ciotti avait agité cette menace sur le prochain texte budgétaire du gouvernement qui devrait intervenir courant octobre. Alors que son groupe ne compte que 61 élus, il lui faudra récolter 58 signatures pour en déposer une, tout sauf une formalité. Réponse à l'automne. ■

**MARIAMA DARAME
ET ALEXANDRE PEDRO**

JEUNES

« Alarme » d'élus parisiens face au déficit d'offre de logements pour les étudiants

Des élus de Paris craignent que plusieurs dizaines de milliers d'étudiants ne trouvent pas de logement privé à la rentrée. Jacques Baudrier, adjoint (PCF) chargé du logement, a lancé, lundi 3 juin, un « *cri d'alarme* » face à « *l'inaction de l'Etat* ». En cause : une proportion croissante de logements « *inoccupés* », c'est-à-dire utilisés en résidence secondaire ou vacants, qui représentent près de 20 % du parc parisien. Selon les derniers chiffres de l'Agence parisienne d'urbanisme, plus de 262 000 logements étaient inoccupés en 2020, et l'élu anticipe qu'ils seront 290 000 en 2024. — (AFP)

RELIGIONS

L'archevêque de Dijon entame sa mission d'inspection du diocèse de Bayonne

La gouvernance controversée du diocèse de Bayonne, Lescar et Oloron-Sainte-Marie est au cœur d'une « *visite fraternelle* » qu'effectue cette semaine dans les Pyrénées-Atlantiques l'archevêque de Dijon, chargé par le Vatican de réaliser un audit après des plaintes de fidèles. M^{gr} Antoine Hérouard mènera sept entretiens par jour, dans la circonscription ecclésiastique que dirige M^{gr} Marc Aillet depuis 2008. Il est reproché à cet évêque, connu pour ses positions conservatrices, le peu de place laissée aux laïcs et un tournant « *rigoriste* » insufflé aux paroisses. – (AFP).

Décentralisation : des présidents de région s'inquiètent

Ils contestent la mise en place, proposée par Eric Woerth dans son rapport, d'un élu commun entre la région et le département.

Le rapport Woerth sera-t-il fatal aux régions? Ce n'est pas l'ambition portée par le député Renaissance de l'Oise dans le document qu'il a remis au président de la République, jeudi 30 mai. Eric Woerth souhaite renforcer le rôle des treize conseils régionaux de France dans la transition écologique et le développement économique.

Mais la présidente Les Républicains de la région Ile-de-France s'inquiète. Dans le viseur de Valérie Pécresse : l'idée, avancée par Eric Woerth, de faire renaître des ses cendres le conseiller territorial. Inventé par Nicolas Sarkozy, en 2010, à un moment où Mme Pécresse et M. Woerth étaient membres du même gouvernement, ce nouvel élu local devait siéger en même temps au département et à la région : un élu pour deux collectivités. Mais, en succédant à Nicolas Sarkozy, François Hollande a abrogé la réforme.

Le nœud de l'affaire, c'est la manière dont ce conseiller territorial pourrait être élu. Soit avec le scrutin de la région (par listes régionales et à la proportionnelle), avec le risque que le conseiller territorial soit d'abord un élu régional avant d'être un élu départemental. Soit comme celui du département (un homme et une femme désignés au scrutin majoritaire dans chaque canton), et le nouvel élu pourrait alors surtout être un conseiller cantonal. Or, c'est cette dernière option que propose M. Woerth: sur les deux candidats élus dans le canton, un siégerait à la région et au département, quand l'autre ne serait qu'au département.

Dans un communiqué, publié le 31 mai, la région Ile-de-France dé-

nonce « très vivement » l'idée de M. Woerth de « supprimer » l'élection régionale : en la remplaçant « par 196 élections locales de conseillers territoriaux [en Ile-de-France], cette proposition revient à tuer la région en tant que collectivité territoriale à part entière », accuse le texte. La région ne serait plus qu'une « simple aggrégation de cantons sans aucun pilotage politique ». M^{me} Péresse craint que les citoyens ne puissent plus « s'exprimer sur un projet et une vision politique d'ensemble et partagée à l'échelle de la région tout entière ». Le président de gauche de la Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, ne va pas aussi loin. Mais il rappelle que l'actuel scrutin de liste a « un avantage : il donne de la cohésion à une équipe qui part sur un projet pour la région ».

« Une nouvelle confusion »

Le 30 mai, l'association qui réunit toutes les régions de France avait elle-même exprimé son opposition au conseiller territorial. Ce « *type de manœuvre* » aboutit le plus souvent à « *ajouter de la confusion au moment des scrutins et à favoriser l'abstention* », prévient-elle. La réforme reviendrait à « *cantonaliser* » les enjeux régionaux, craignent les présidents de région, entraînant une « *nouvelle confusion* » entre le rôle des deux échelons. Alors que les départements et les régions, rappelle l'association, sont « *désormais des collectivités spécialisées : à ce titre, leurs compétences sont très différentes* ».

Or, c'est pourtant dans l'objectif de clarifier la répartition des missions des uns et des autres qu'Eric Woerth propose de relancer le

conseiller territorial. Avoir un élu commun éviterait les interventions concurrentes et permettrait une meilleure articulation entre les départements et leur région, considère-t-il. Le conseiller territorial pourrait ainsi « *faire dialoguer les politiques publiques entre elles* », dit-il, prenant l'exemple de la planification de la transition écologique, gérée par le conseil régional, et qui « *nécessite que ses élus soient les porte-voix de leur territoire et qu'ils la déclinent dans les échelons inférieurs* ».

En outre, développe l'ancien maire de Chantilly (Oise), le conseiller territorial est un *«outil pour enrayer le mouvement d'anonymisation des élus locaux»*, maires et présidents du conseil régional exceptés. *«En unifiant les élections régionales et départementales, on donne une plus forte visibilité à ces élus, ce qui ne pourra que favoriser la clarté des choix démocratiques»*, estime M. Woerth. La réforme ferait également passer le nombre total de ces élus à 3 374, contre 3 938 conseillers départementaux et 1 671 conseillers régionaux aujourd'hui.

Or, M. Chesnais-Girard ne croit pas que « ce soit une bonne solution de baisser le nombre d'élus pour résoudre la crise démocratique », considérant cela comme un « joli discours populiste ». Car, « dans nos villes et nos campagnes, qui rencontre les gens, qui prend le temps d'échanger avec les parents de l'enfant handicapé qui n'a pas de soutien scolaire ou avec la personne âgée isolée qui ne peut plus vivre chez elle, si ce ne sont pas les élus locaux ? », interroge-t-il. ■

BENOÎT FLOC'H

En Europe, ces gouvernements favorables au «travailler plus»

Dans l'espoir d'enrayer le décrochage économique du Vieux Continent face aux Etats-Unis, certains pays membres cherchent à augmenter le temps de travail de leurs citoyens. Au risque de poser le mauvais diagnostic

LONDRES, ATHÈNES, MALMÖ (SUÈDE), BERLIN - correspondants

L'affaire semble entendue : économiquement, l'Europe décroche face aux Etats-Unis. En 2000, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la zone euro était l'équivalent de 78 % de celui des Etats-Unis (en parité de pouvoir d'achat), selon l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). En 2019, après la décennie perdue de la crise de l'union monétaire, il était de 72 %. En 2022, après la pandémie de Covid-19 et le début de la guerre en Ukraine, il était de 70,5 %.

Parmi les mille et une raisons évoquées pour expliquer ce fossé croissant, une petite musique de fond monte en Europe. Le patron de l'énorme fonds souverain norvégien, Nicolai Tangen, l'a résumée fin avril dans le *Financial Times* : «*Les Américains travaillent tout simplement plus durs.*» A l'entendre, le Vieux Continent a la dolce vita et les vacances, tandis que les Etats-Unis ont la croissance et le goût du labeur.

De prime abord, les statistiques de l'OCDE semblent donner raison à cette observation : les Américains travaillent 1811 heures par an en moyenne, contre 1528 heures pour les pays de la zone euro. Certes, ces données ne

sont pas parfaitement comparables pour des raisons méthodologiques, mais l'écart est suffisant large pour donner un ordre de grandeur. Et cette différence n'est tant due au rythme de travail hebdomadaire (37,9 heures en Amérique du Nord, contre 37,2 heures en Europe, selon le Bureau international du travail) qu'aux vacances, bien plus nombreuses sur le Vieux Continent.

Inquiets face aux performances décevantes de leur économie, plusieurs gouvernements européens ont, dans ces circonstances, décidé d'augmenter la quantité de travail de leurs citoyens. En Allemagne, «*homme malade*» du moment, la coalition au pouvoir prépare un projet de relance pour juin, qui doit notamment défiscaliser les heures supplémentaires pour encourager les entreprises à y recourir. La Grèce a récemment allongé la durée maximale de travail quotidien autorisé.

D'autres gouvernements envisagent d'augmenter le nombre de personnes qui travaillent, plutôt que le nombre d'heures par personne. La France a ainsi passé l'âge de la retraite à 64 ans, et s'apprête à durcir l'accès aux allocations chômage. Dans une version plus incitative, le Royaume-Uni est en passe d'introduire plus d'heures de crèche subventionnées, afin d'aider le retour au travail des parents – et essentiellement des femmes.

POUR SÉBASTIEN BOCK, ÉCONOMISTE À L'OFCE, LE VIEUX CONTINENT A PRIS DU RETARD À CAUSE DE SON MANQUE D'INVESTISSEMENTS DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Travailler plus, pour enrayer le décrochage économique de l'Europe, donc. Encore faut-il que le diagnostic posé soit le bon. Sébastien Bock, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), est le coauteur d'un récent rapport sur ces questions. Sa principale conclusion n'a rien à voir avec le temps de travail : l'Europe a pris du retard à cause de son manque d'investissements dans les nouvelles technologies. «*Les gains de productivité horaire ont augmenté aux Etats-Unis de 1,5 % par an en moyenne entre 2000 et 2019, contre 0,8 % par an en Europe*», explique-t-il.

Le manque en recherche et développement et la faiblesse du nombre de brevets déposés dans le Vieux Continent sont autant de signaux d'alertes économiques, selon lui. «*Vu les innovations technologiques qui sont en train d'avoir lieu, notamment avec l'intelligence artificielle, si on n'a pas les investissements nécessaires, on risque de louper cette prochaine vague.*»

Quant au temps de travail, si la différence est réelle, elle n'est pas nouvelle : «*Ce n'est pas ça qui a contribué à accroître l'écart de croissance*» entre les Etats-Unis et l'Europe ces deux dernières décennies. D'ailleurs, entre 2000 et 2019, le nombre total d'heures travaillées a légèrement baissé aux Etats-Unis (parce que la participation au marché du travail a légèrement reculé) alors qu'il

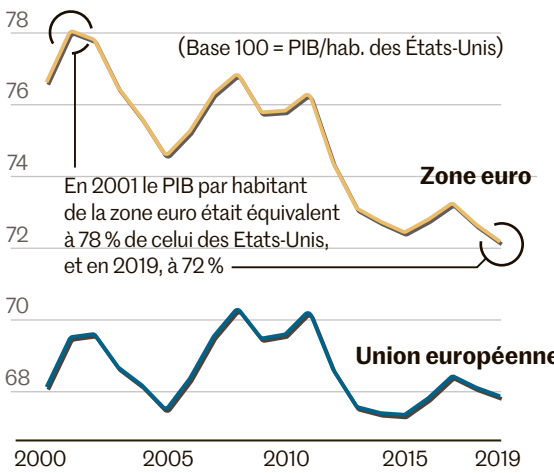
augmentait en Europe (grâce au recul du chômage notamment). Reste que ce n'est pas la leçon retenue par plusieurs gouvernements, qui multiplient les réformes.

En Allemagne, un débat pour le «retour au travail» En Allemagne, l'opposition chrétienne-démocrate a fait du «*retour au travail*» un cheval de bataille politique, brocardant les politiques sociales des sociaux-démocrates et des écologistes menées ces dernières années, jugées désincitatives. Le gouvernement d'Olaf Scholz, de son côté, a mis le thème au cœur du programme de relance économique qu'il compte présenter en juin. Le ministre des finances, le libéral Christian Lindner, plaide pour des réformes sur le marché du travail et une défiscalisation des heures supplémentaires. Son ambition est de doubler dans les deux ou trois années à venir la croissance potentielle de l'économie allemande, estimée actuellement inférieure à 1 %, contre 1,5 % il y a dix ans. Mais l'ambition, soutenue par la plupart des économistes, pourrait se heurter aux aspirations profondes de la société allemande.

Car, outre-Rhin, c'est une réalité à laquelle il faut s'habituer : de plus en plus de restaurants ne servent plus après 21 heures, faute de personnel, même dans les grandes villes. Dans les services et les administrations, beaucoup de bureaux se vident dès le milieu

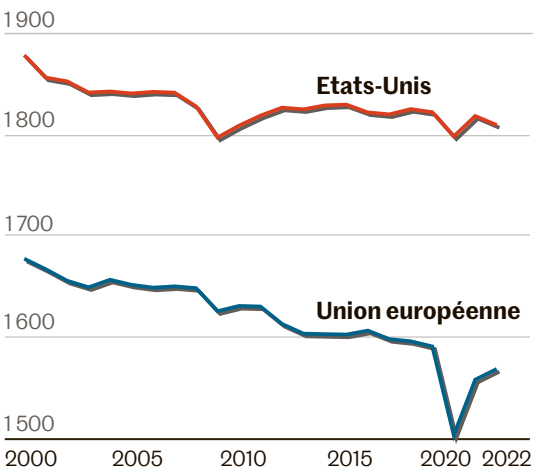
L'économie européenne décroche face à celle des Etats-Unis...

PIB par habitant de la zone euro par rapport aux Etats-Unis



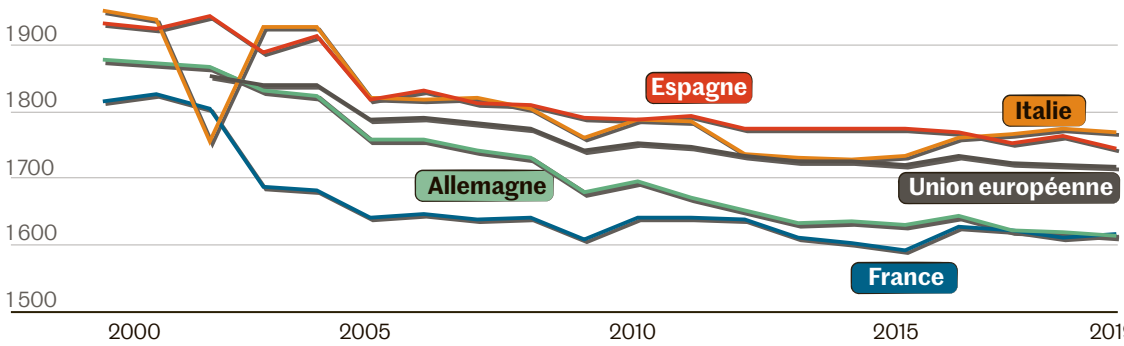
... et le temps de travail y est inférieur

Nombre moyen d'heures annuelles travaillées



Partout en Europe, le temps de travail baisse tendanciellement

Durée effective annuelle moyenne de travail des personnes en emploi



A contre-courant, l'Espagne vise la semaine de 37,5 heures

Le gouvernement pousse les partenaires sociaux à négocier la réduction du temps de travail hebdomadaire, actuellement de 40 heures

MADRID - correspondante

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le patronat, les syndicats et le ministère espagnol du travail ont tenu une réunion, jeudi 30 mai, afin d'aborder le projet du gouvernement de réduire le temps de travail. Actuellement à 40 heures par semaine, il passerait à 38,5 heures dès cette année et à 37,5 heures en 2025, sans baisse de salaire.

C'est une mesure «*du XXI^e siècle*», a déclaré la ministre du travail, Yolanda Diaz, issue du parti Sumar (gauche radicale). Plutôt que «*vivre pour travailler*», M^{me} Diaz propose d'avoir «*du temps pour se promener, pour étudier, pour être avec les personnes aimées*». A terme, son objectif est d'ouvrir des négociations secteur par secteur, afin de poursuivre cette réduction jusqu'à 35 heures, voire 32 heures, par semaine.

Cependant, jeudi, la réunion s'est de nouveau terminée sans avancées. Non seulement les syndicats ne parviennent pas à se mettre d'accord avec le patronat, qui estime que la question doit être abordée secteur par secteur et négociée dans le cadre de conventions collectives, mais la mesure devra encore passer le filtre du Congrès des députés, où plusieurs alliés parlementaires indispensables au gouvernement ont déjà exprimé des réticences, comme le Parti nationaliste basque (PNV, conservateur).

«*Nous allons consacrer tous nos efforts à réduire le temps de travail, dont la durée est gelée depuis plus de quarante ans*», a insisté, le 30 mai, le secrétaire d'Etat au travail, Joaquín Pérez, qui souhaite boucler un accord avant l'été. Près de 12 millions de travailleurs du secteur privé pourraient profiter de cette mesure, selon une étude

de la fédération syndicale des Commissions ouvrières, en particulier dans l'industrie et la construction. Dans la fonction publique, en revanche, le temps de travail est déjà de 37,5 heures. Par ailleurs, de nombreux secteurs ont négocié dans le cadre de leur convention collective une semaine de 38 heures. Selon Eurostat, le nombre d'heures de travail hebdomadaire le plus fréquent en

C'EST UNE MESURE « DU XXI^E SIÈCLE », A DÉCLARÉ LA MINISTRE DU TRAVAIL, YOLANDA DIAZ, ISSUE DU PARTI SUMAR (GAUCHE RADICALE)

Espagne en 2022 était de 37,7, contre une moyenne de 36,6 heures en Europe.

«*Comme le montre l'histoire, libérer du temps libre signifie augmenter la productivité, la consommation et l'activité économique*», a souligné M. Pérez. Pour Lorenzo Amor, vice-président de la Confédération espagnole des organisations entrepreneuriales, il est important de freiner «*la hausse de l'absentéisme*» et d'«*augmenter d'abord la productivité*».

Problème de productivité

L'Espagne traîne depuis longtemps un problème de faible productivité, notamment du fait du manque de formation des salariés et d'investissements dans la modernisation technologique, ou encore du poids des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la construction dans le PIB. Selon un rapport de l'OCDE, la productivité

mesurée en PIB par heure travaillée s'est située en Espagne, en 2022, à 53 dollars (48,6 euros), contre 61 dollars en moyenne dans la zone euro.

Or, «*durant les cinq dernières années, le salaire minimum a augmenté de plus de 50 %, alors que la productivité a stagné*», a souligné le directeur de la Fondation d'études d'économie appliquée, Angel de la Fuente, en février, lors de la présentation d'une étude sur la question. Si ce handicap inquiète les économistes et a poussé le gouvernement à créer, en mars, un conseil de la productivité chargé d'analyser ce défi, la baisse du temps de travail qu'il propose suscite aussi des doutes.

«*Si la réduction du temps de travail est imposée par un changement de régulation*», sans qu'il y ait eu «*d'augmentation de la productivité préalable ou de baisse de salaire*», il existe un risque que

l'augmentation du coût salarial se traduise par une hausse des prix, voire une baisse de l'emploi et de l'activité, a estimé l'institut BBVA Research en mai, dans un article signé par son économiste en chef, Rafael Domenech. Dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, dominé par des micro-PME de moins de dix salariés, l'application de cette mesure fait aussi débat.

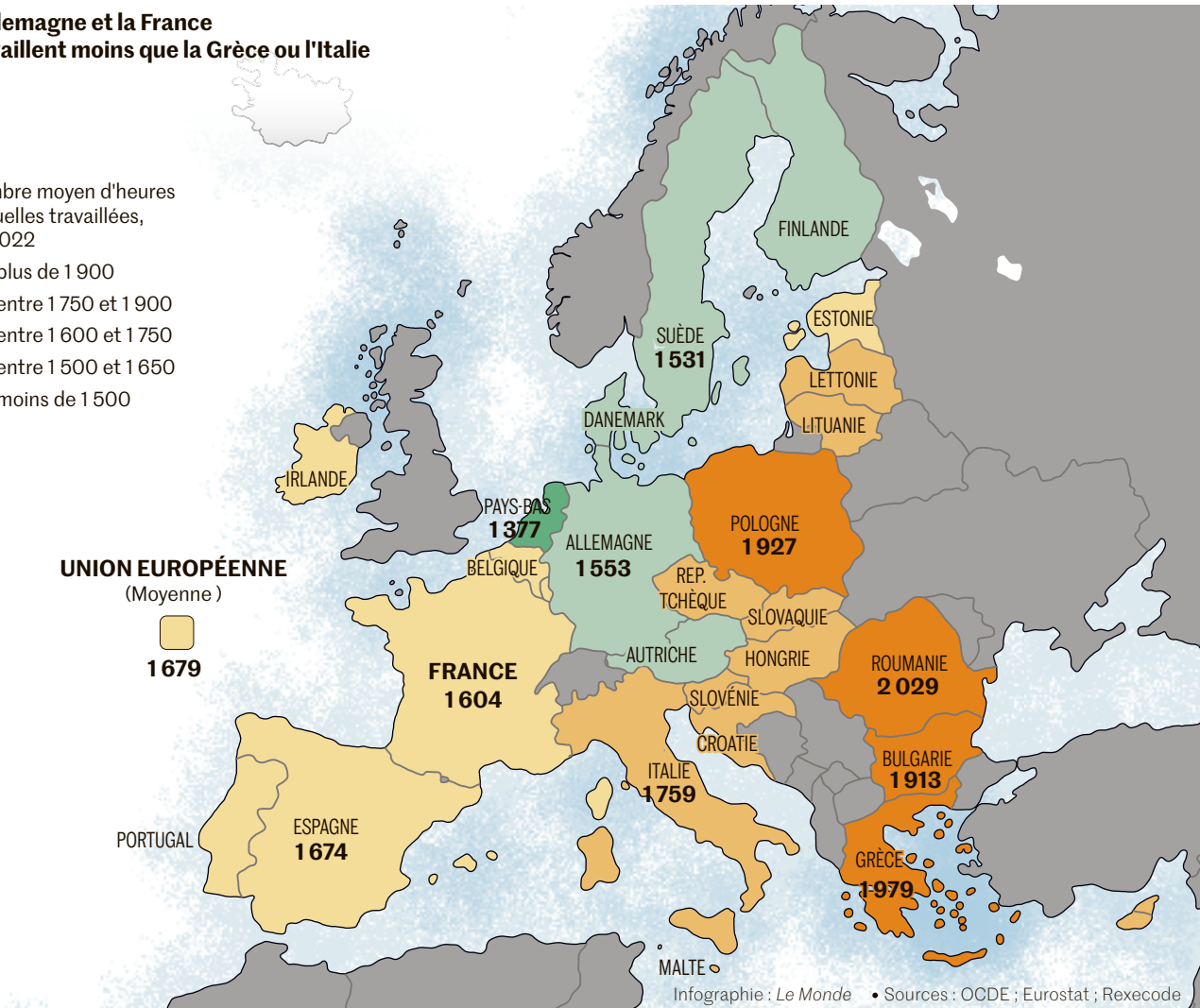
M^{me} Diaz entend cependant mener la réforme à bon port, comme elle l'a fait avec la réforme du travail en 2022 ou la hausse du salaire minimum de plus de 50 %, des mesures que les principaux économistes et les analystes de la Banque d'Espagne considéraient comme risquées, et qui n'ont pas empêché le royaume de créer 1,4 million d'emplois en deux ans et d'afficher un taux de croissance parmi les plus élevés d'Europe de l'Ouest, de 2,5 % en 2023. ■

SANDRINE MOREL

L'Allemagne et la France travaillent moins que la Grèce ou l'Italie

Nombre moyen d'heures annuelles travaillées, en 2022

- plus de 1900
- entre 1750 et 1900
- entre 1600 et 1750
- entre 1500 et 1650
- moins de 1500



EN ALLEMAGNE, LE MANQUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS MET LES SALARIÉS EN POSITION FAVORABLE POUR NÉGOCIER D'AVANTAGE DE TEMPS LIBRE

de l'après-midi. Les conférences de presse n'ont jamais lieu après 16 heures. Bien sûr, certains travailleurs commencent dès 8 heures et le télétravail a renforcé la désertion des bureaux. Il n'empêche : selon les calculs de Rexecode (qui a travaillé sur la comparaison des temps de travail et évite les biais méthodologiques de l'OCDE), après avoir longtemps fait partie des plus besogneux d'Europe, les Allemands font désormais partie de ceux qui travaillent le moins : 1553 heures par an (en comptant les salariés à temps partiel et les personnes à leur compte), légèrement derrière la France (1604 heures), et nettement derrière l'Espagne (1674 heures) et l'Italie (1759 heures). De quoi tordre le cou à certains clichés sur l'Allemagne laborieuse.

Ces statistiques sont cependant en trompe-l'œil. Le nombre d'heures global travaillées est à un haut historique en raison de l'importance de la population active au travail (45,9 millions de personnes étaient en activité fin 2022 outre-Rhin, un record). « *Individuellement, nous n'avons jamais aussi peu travaillé, tous ensemble, jamais autant* », résume Enzo Weber, chef économiste à l'Institut pour le travail et l'activité de Nuremberg.

La faiblesse du nombre d'heures travaillées individuellement tient au recours croissant au temps partiel ces dernières années. Un tiers de la population travaille moins de 40 heures par semaine, la durée hebdomadaire légale du travail. Les femmes sont traditionnellement très nombreuses (50 %) à temps partiel, en raison des limites des structures de garde des enfants. Mais deux autres facteurs jouent un rôle croissant : le vieillissement de la population, et le manque de travailleurs qualifiés, qui met les salariés en position avantageuse pour négocier davantage de temps de loisirs. Même chez les hommes, le temps de travail a baissé continuellement depuis vingt ans, de 38 heures par semaine en 2004 à 33 heures en 2024 en moyenne.

Cette évolution est un paradoxe culturel mal assumé en Allemagne. Le pays se définit traditionnellement comme une société du travail, très marquée par le protestantisme. C'est une des raisons qui expliquent l'acceptation des réformes Schröder de 2003-2005, qui ont baissé le coût du travail et les prestations aux chômeurs : socialement, il était largement admis qu'un emploi, même mal rémunéré, était toujours préférable à l'inactivité.

Vingt ans plus tard, la situation a radicalement changé. Le chômage est devenu rare, 1,7 million de postes sont non pourvus. Les jeunes diplômés sont très courtisés, la santé et la qualité de la vie sont passées au premier rang des préoccupations. Ces dernières années, les syndicats ont préféré négocier des baisses du temps de travail, plutôt que des hausses de salaire. IG Metall, le grand syndicat de la métallurgie, défend depuis un an l'idée d'introduire une semaine de quatre jours (32 heures) dans l'industrie, où le temps hebdomadaire n'est déjà que de 35 heures. Les conducteurs de train ont ob-

tenu eux aussi une semaine à 35 heures au printemps, après une très longue série de grèves. L'idée de la semaine de quatre jours, sans baisse de salaire, fait également son chemin dans les syndicats des services. Pour certains économistes, ces débats sont en décalage avec l'état réel de l'économie. « *Nous sommes allés trop loin en matière de réduction du temps de travail, il faut faire désormais marche arrière* », estime Michael Hüther, président de l'Institut économique de Cologne, proche du patronat. Pour Ulrike Malmendier, membre du conseil des experts économiques du gouvernement, la semaine de quatre jours pour tous est « *économiquement non réalisable* ». Le « *nombre d'heures global travaillées est trop faible* » en comparaison internationale, explique-t-elle au *Der Spiegel*. En clair : le retour à la compétitivité allemande ne pourra se faire sans toucher au temps de travail ou à la productivité.

Les Grecs, les plus travailleurs et les moins bien payés Toujours selon l'étude de Rexecode, en 2022, les salariés grecs sont les troisièmes plus travailleurs de l'UE, seulement derrière la Bulgarie et la Roumanie, avec 1979 heures de travail par an, soit 300 heures de plus que la moyenne européenne. Environ 13 % d'entre eux excèdent 40 heures de travail par semaine. Le secteur du tourisme et de la restauration qui pèse lourd dans l'économie locale et nécessite de longues heures de travail, en particulier en haute saison, est une partie de l'explication. Mais ce n'est pas tout. D'après une étude menée par l'institut de sondages About People en mars sur des jeunes de moins de 34 ans, 35 % d'entre eux travaillent plus de 40 heures par semaine, et plus de 37 % d'entre eux ont au moins deux emplois pour subvenir à leurs besoins.

De nombreux Grecs cumulent les activités en raison de la faiblesse des rémunérations – le salaire minimum est de 830 euros brut et reste l'un des plus bas de l'UE –, mais, jusqu'à il y a peu, ils ne déclaraient pas leur deuxième emploi, la législation ne permettant pas de dépasser les onze heures de travail journalier. Mais, en septembre 2023, une nouvelle loi a augmenté le seuil à 13 heures par jour, ce qui permet désormais de cumu-

ler deux emplois légalement. Le gouvernement conservateur y voit une façon de lutter contre le travail au noir.

Il a d'ailleurs augmenté aussi les amendes pour le travail non déclaré. Cette nouvelle législation, tout en limitant le travail hebdomadaire à 48 heures, prévoit également que les entreprises de l'industrie et de l'agroalimentaire puissent fonctionner six jours sur sept, contre cinq jours sur sept auparavant. Les actions syndicales qui visent à bloquer l'accès aux lieux du travail sont aussi désormais pénalisées sévèrement : les syndicalistes encourrent jusqu'à 5 000 euros d'amende et six mois de prison.

En Suède, durcissement de l'assurance-chômage En Suède, une réforme de l'assurance-chômage est en cours. Mise en place par le gouvernement de droite et son partenaire d'extrême droite, elle devrait entrer en vigueur le 1^{er} octobre 2025. Jusque-là dépendant du nombre de jours travaillés, l'indemnité sera désormais calculée sur la base de la rémunération perçue avant la perte de l'emploi. Surtout, son montant, plafonné à 34 000 couronnes (2 950 euros), va baisser plus rapidement qu'avant : de 10 % après les cent premiers jours, puis de 5 % à nouveau tous les cent jours.

Objectif : accélérer le retour à l'emploi et réduire le chômage de longue durée, qui concernait 155 000 personnes en avril (2,7 %). « *Aujourd'hui, il est possible de conserver une allocation très élevée pendant de nombreuses années et les incitations à chercher un nouvel emploi ou une formation sont trop faibles* », a justifié le ministre du marché du travail, Johan Pehrson.

Le système des retraites a également été modifié pour encourager les Suédois à travailler plus longtemps. A compter de 2026, l'âge à partir duquel ils pourront commencer à toucher leur pension sera indexé sur l'espérance de vie. Si, aujourd'hui, ils peuvent percevoir leur retraite dès leur 63^e anniversaire, ils devront attendre 64 ans après 2026, puis patienter de plus en plus longtemps, sachant que l'espérance de vie moyenne progresse d'environ une année tous les sept ans. Les seniors qui choisissent de retarder leur départ peuvent compter sur une hausse de leur pension pour chaque année supplémentaire travaillée : pour un salaire moyen de 35 500 couronnes, partir à 66 ans au lieu de 64 ans rapporte ainsi 2 200 couronnes supplémentaires par mois (soit environ 200 euros).

Cette réforme produit déjà ses effets : selon l'Agence suédoise des pensions, les Suédois ont attendu en moyenne leur 66^e anniversaire pour commencer à toucher leur pension en 2023, contre 64,8 ans en 2022. Résultat, de plus en plus de personnes âgées travaillent : le taux d'activité des personnes de 65 à 74 ans a augmenté de 70 % ces dix dernières années, pour atteindre 20 % en 2023. ■

ÉRIC ALBERT, MARINA RAFENBERG, ANNE-FRANÇOISE HIVERT ET CÉCILE BOUTELET

En Allemagne, la société se querelle sur l'allocation citoyenne

Le « Bürgergeld », qui a adouci le régime d'assurance pour les chômeurs de longue durée, est sous le feu des critiques

BERLIN - correspondance

C'était l'une des réformes emblématiques du chancelier social-démocrate Olaf Scholz. Et elle est désormais l'une des plus critiquées de la coalition qu'il dirige : l'« *allocation citoyenne* » (*Bürgergeld*). Cette prestation, qui a réformé l'allocation chômage de longue durée, est devenue le synonyme d'une politique sociale jugée trop généreuse par ses opposants, dans le contexte d'une croissance faible, d'une pénurie de main-d'œuvre et de tension sur les finances publiques. Pour le Parti social-démocrate (SPD), la réforme était une promesse centrale de campagne. Elle donnait l'occasion de solder le douloureux épisode des réformes du chancelier Schröder (2003-2005), qui avaient réduit la durée d'indemnisation du chômage à un an. Au-delà de cette période, un demandeur d'emploi basculait vers l'allocation minimum dite « Hartz IV », assortie d'un régime de sanctions en cas de non-acceptation d'un emploi « *raisonnable* » ou de non-présentation à un rendez-vous.

L'ancien système, jugé infantilisant et tatillon par de nombreux chômeurs, avait coûté beaucoup de voix au SPD dans les milieux populaires. Le *Bürgergeld* entendait changer l'« *esprit* » du dispositif de soutien aux demandeurs d'emploi : l'« *encouragement* » et l'« *autonomisation* » étaient les nouveaux mots d'ordre. Les sanctions devaient être réduites au minimum, la formation devenir la priorité afin de « *respecter la dignité de l'individu et de lui permettre de participer à la société* ».

Grande désillusion

Dix-huit mois après son adoption, la réforme concentre les critiques et est accusée d'avoir alimenté la montée de l'extrême droite, qui pointe actuellement à 18 % dans les sondages outre-Rhin. Sur le fond, plusieurs enquêtes ont montré que l'adoucissement des sanctions n'a pas eu les effets escomptés. Les chiffres de l'agence pour l'emploi témoignent d'une augmentation très faible des parcours de formation dans le cadre de l'allocation citoyenne depuis son introduction : 7 % de plus seulement par rapport à l'année précédente.

Mais c'est surtout la hausse record de son montant : + 12 % en 2024 en raison de l'inflation, soit 563 euros par mois pour un adulte seul, en plus du logement et du chauffage, qui a suscité le plus de frustrations. Dans un pays où la forte hausse des prix a affecté la vie de nombreux salariés ces deux dernières années, l'ajustement de l'allocation a été mal vécu.

Une enquête menée par l'Institut de recherche économique de Berlin (DIW), proche des syndicats, a aussi révélé que les agences pour l'emploi, responsables de l'accompagnement des chômeurs, étaient très critiques sur la réforme et doutaient de son efficacité. L'analyse la plus accablante a été réalisée par l'institut de recherche sur le marché du tra-

UNE BAISSÉ DE 6 % DES PRISES DE POSTE A ÉTÉ CONSTATÉE SUR UN AN, SOIT 30 000 POSTES NON POURVUS, SUR 1,6 MILLION D'ALLOCATAIRES

vail et la formation professionnelle (IAB) de Nuremberg, dans une étude publiée début mai. En étudiant les données de l'agence pour l'emploi, les chercheurs ont montré que depuis l'entrée en vigueur de la réforme et l'adoucissement des sanctions, les allocataires du *Bürgergeld* ont été moins nombreux à accepter les emplois qui leur étaient proposés : une baisse de 6 % des prises de poste a été constatée sur un an, soit 30 000 postes non pourvus, sur un total de 1,6 million d'allocataires en capacité de travailler. Autrement dit : la responsabilisation des chômeurs ne fonctionne pas aussi bien qu'espéré.

Le ministre du travail et promoteur du dispositif, le social-démocrate Hubertus Heil, conteste l'accusation des conservateurs, selon lesquels « *le travail ne vaut plus l'effort* », mais il a tout de même renforcé fin avril les sanctions pour les chômeurs non coopératifs. « *L'affirmation selon laquelle celui qui ne perçoit que des prestations sociales reçoit plus en net qu'un travailleur à faible revenu est fausse* », déclare, de son côté, Andreas Peichl, directeur du centre IFO pour la macroéconomie et les enquêtes à l'université de Munich.

Dans le même temps, des associations estiment que le nouveau dispositif est toujours trop sévère : le collectif Sanktionsfrei (« pas de sanction ») réclame ainsi que les allocations sociales soient distribuées « *sans peur* », rappelant qu'en Allemagne un enfant sur cinq grandit dans la pauvreté et qu'une famille monoparentale sur trois est tributaire des allocations sociales.

Les chrétiens-démocrates (opposition), mais aussi les libéraux du Parti libéral-démocrate (FDP), membres du gouvernement, ont fait du *Bürgergeld* l'emblème de leur campagne sur le « *retour au travail* ». Ils jugent le dispositif désincitatif et réclament un rétablissement des sanctions. Signe d'un tournant dans l'opinion, ces deux partis avaient voté en faveur de la réforme, fin 2022.

Si le débat a pris une telle importance politique, en dépit du nombre limité de personnes potentiellement concernées par les sanctions, c'est qu'il est emblématique du malaise de toute la société allemande dans le rapport au travail. Quand certains groupes, en particulier parmi les générations les plus âgées, considèrent toujours le travail comme une obligation morale, d'autres groupes ne sont plus prêts à travailler à n'importe quel prix. ■

C. BT

Le Rwanda se rêve en hub africain des vaccins

BioNTech veut développer ses produits à ARN messenger dans ce pays dépourvu d'industrie pharmaceutique

KIGALI - envoyée spéciale

Ce n'est plus qu'une question de jours avant l'arrivée à Kigali, la capitale rwandaise, d'un nouveau « BioNTainer ». Ces laboratoires mobiles semi-automatisés, conçus par l'entreprise allemande BioNTech, spécialiste de la technologie de l'ARN messenger (ARNm), incarnent l'ambition affichée par le Rwanda de s'imposer comme un futur hub du vaccin en Afrique.

Un premier module, constitué de six salles propres préfabriquées, a déjà été livré en mars 2023. Entre-temps, le travail s'est intensifié pour construire l'infrastructure de support et constituer l'équipe nécessaire au bon fonctionnement des BioNTainers : l'un servira à la fabrication de la substance active, l'autre à la production de vaccins formulés prêts à l'emploi. Avec cet investissement de quelque 150 millions de dollars (138 milliards d'euros), BioNTech affirme vouloir renforcer la résilience d'un continent qui importe aujourd'hui 99 % de ses vaccins et plus de 90 % de ses médicaments.

« Beaucoup de pragmatisme »

Après la pandémie de Covid-19, gouvernements et groupes pharmaceutiques mondiaux avaient multiplié les promesses visant à accroître l'équité vaccinale dans les pays en développement. Mais les engagements pris sont loin de s'être tous concrétisés. En avril, le laboratoire américain Moderna annonçait « mettre en pause » un projet d'usine au Kenya, expliquant n'avoir reçu aucune commande de vaccins anti-Covid en Afrique depuis 2022.

Mais, chez BioNTech, « nous avançons avec une vision de long terme », assure Aneto Okeke, chef du projet industriel, citant la trajectoire fixée par l'Union africaine : couvrir 60 % des besoins du continent par des vaccins d'origine locale, d'ici à 2040. De la fenêtre des bureaux provisoires de la compagnie, le responsable nigérian désigne une colline, au loin. Là-bas, dans la zone économique spéciale de Kigali, a été inauguré en décembre 2023 le futur site de fabrication. Les

travaux s'y poursuivent et devraient s'achever d'ici à la fin de l'année.

Aucune date n'a encore été officiellement fixée pour la production des premiers vaccins rwandais. Mais l'installation devrait à terme pouvoir fournir jusqu'à cinquante millions de doses par an. Des vaccins contre le coronavirus, bien sûr, mais également d'autres traitements pionniers à base d'ARNm contre la tuberculose ou le paludisme par exemple, développés par BioNTech et actuellement en phase d'essai.

La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, une alliance public-privé, a d'ailleurs annoncé, le 29 mai, avoir octroyé au fabricant un financement de 145 millions de dollars pour appuyer ses efforts et lui permettre de mener sur place de la recherche clinique. « Tout l'objectif est d'établir une plate-

forme technologique pour la production de vaccins contre les maladies qui affectent particulièrement l'Afrique », résume M. Okeke.

Si l'intention est difficilement contestable, le choix de la biotech de s'implanter au Rwanda peut en revanche sembler déroutant. Ou follement audacieux. « Il n'y avait même pas une molécule d'aspirine produite sur place quand on s'est mis à parler de BioNTech », rappelle un consultant européen établi à Kigali et qui préfère rester anonyme. Pourtant, dès 2021, Paul Kagame, le président de cette minuscule enclave située en Afrique centrale, affirmait que son pays serait le premier sur le continent à développer de l'ARNm.

« Nous croyons que l'innovation peut être au centre du développement, y compris dans la santé », fait valoir le secrétaire d'Etat rwandais chargé de la santé, Yvan Butera, en se félicitant que le

Rwanda puisse bénéficier de la technologie « prometteuse » de l'ARNm et servir de « pays test » en Afrique. Une stratégie confortée par la récente décision de l'Institut international du vaccin d'installer son bureau africain à Kigali.

Un atout du pays tient à sa petite taille : avec quelque treize millions d'habitants, en cas de future pandémie, la population peut être couverte rapidement, sans épuiser les doses destinées aux pays voisins. L'inverse de l'Inde, premier producteur mondial, qui a brutalement suspendu ses exportations lors de la dernière crise sanitaire afin de parvenir à boucler sa propre campagne de vaccination.

« Mais ce qui a fait pencher la balance en faveur du Rwanda, alors qu'il y avait certainement d'autres candidats plus logiques en Afrique, c'est surtout le niveau

d'engagement politique sur ce dossier, estime Belen Calvo Uyarrá, ambassadrice de l'Union européenne (UE) à Kigali. Ils ont fait preuve de beaucoup de pragmatisme en se montrant prêts à développer l'écosystème nécessaire pour soutenir cet investissement. Même s'il s'agit d'une opération complexe. » Un projet que l'UE a décidé de soutenir en mobilisant 40 millions d'euros pour stimuler l'industrie biopharmaceutique locale.

Transferts de savoir-faire

Car, avec l'arrivée de BioNTech, tout reste à construire. Puisque tout manque encore : même trouver une entreprise habilitée à laver les tenues de protection des laborantins relève quasiment de la mission impossible. Sur le volet de la régulation, l'autorité rwandaise du médicament ne possède pas aujourd'hui le ni-

L'installation devrait à terme pouvoir fournir jusqu'à 50 millions de doses par an

veau de maturité nécessaire pour pouvoir exporter des produits pharmaceutiques. Des jumelages ont été instaurés avec des agences européennes pour renforcer son expertise technique et l'accompagner vers la certification.

L'urgence concerne surtout les ressources humaines. « Il y a un déficit de compétences dans ce domaine de la fabrication de vaccins, reconnaît Gisele Uwase, chargée du recrutement du personnel de BioNTech au Rwanda. Nous essayons d'y remédier avec des solutions efficaces. » Outre les transferts de savoir-faire avec les équipes basées en Allemagne, un partenariat a été noué avec une université luxembourgeoise pour dispenser des formations spécifiques aux nouvelles recrues. Le site rwandais devrait compter à terme une centaine d'employés, et « notre ambition est qu'ils soient pour l'essentiel originaires du continent », insiste M^{me} Uwase.

En parallèle, des efforts sont déployés par les autorités avec l'aide des bailleurs de fonds pour muscler le réservoir de talents, alors que les profils qualifiés font aujourd'hui défaut. Un master en biotechnologie a été lancé en 2023 à l'université du Rwanda, une première dans le pays. Nouveaux programmes universitaires, création d'un institut de biotechnologie, développement d'une offre de formation numérique... Plusieurs options sont sur la table pour répondre aux besoins, y compris dans les métiers auxiliaires ou la recherche médicale. Et tenter d'attirer, au-delà de BioNTech, d'autres entreprises du secteur pharmaceutique. ■

MARIE DE VERGÈS

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

Le secteur aérien, en croissance, ne veut pas de taxation climatique

Le trafic devrait approcher le chiffre record de 5 milliards de passagers en 2024, selon l'Association du transport aérien international

La lutte contre le réchauffement climatique s'affiche comme une priorité pour les compagnies aériennes. Un passage obligé pour une activité de plus en plus attaquée pour son impact sur l'environnement, même si les responsables de l'aviation civile ne cessent de rappeler que celle-ci ne représente que 3 % des émissions mondiales de CO₂. Pour tenter de parer aux critiques, le secteur a lancé l'offensive sur plusieurs fronts, lors de l'assemblée générale de l'Association du transport aérien international (IATA), organisée du 2 au 4 juin, à Dubaï, aux Emirats arabes unis.

Il y a eu d'abord l'attaque préventive. Par avance, Willie Walsh, directeur général de IATA, s'est refusé à une réduction de la croissance du transport aérien pour lutter contre le réchauffement climatique. Pas question de freiner la dynamique du secteur. Il est vrai que 2024 pourrait être l'année de tous les records. Avec près de 5 milliards (4,96 milliards) de passagers transportés, les compagnies vont dépasser les 4,54 milliards de 2019, la dernière année avant la survenue de la pandémie.

Cet afflux de voyageurs annonce aussi un gonflement des bénéfices au point que IATA a revu ses objectifs à la hausse. Alors que l'association, qui représente 320 compagnies aériennes et 83 % du trafic mondial, tablait sur 25,7 milliards de dollars (23,6 milliards d'euros) de profits cumulés, elle compte désormais sur 30,5 milliards de dollars. Quant aux chiffres d'affaires des compagnies, ils flirtent désormais avec les 1 000 milliards de dollars.

Carburants durables

Mais, pour les responsables de IATA, cette bonne santé du transport aérien ne doit pas être l'occasion d'une hausse des prélèvements. « Les politiques parlent d'augmenter les taxes pour accélérer la transition vers la neutralité carbone. Il sera difficile pour les compagnies aériennes d'absorber seules cette hausse sans augmenter le prix des billets d'avion », a souligné Yvonne Manzi Makolo, PDG de Rwandair et membre du conseil d'administration de IATA. Les compagnies aériennes ne manquent pas de rappeler que entre 2020 et 2022, leurs pertes

A Dubaï, les compagnies ont présenté une nouvelle initiative pour lutter contre le réchauffement

cumulées ont été évaluées à 183 milliards de dollars.

Manière de freiner les ardeurs fiscales, le directeur général a signalé qu'« avec seulement 6,14 dollars par passager, les bénéfices sont très faibles ». En effet, les recettes par passager des compagnies sont modestes, car les coûts vont eux aussi battre des records en 2024. Ils devraient atteindre 936 milliards de dollars du fait de la hausse du carburants. La facture devrait s'établir à 291 milliards de dollars, soit en moyenne un tiers, à elle seule, des coûts d'une compagnie.

Mais le secteur ne fait pas que défendre ses positions, il donne aussi des gages. Le sommet de

Dubaï a été l'occasion pour les compagnies aériennes de présenter une nouvelle initiative pour lutter contre le réchauffement climatique. IATA a annoncé, dimanche 2 juin, la création d'un registre qui prendra en compte les réductions d'émissions des gaz à effet de serre grâce à l'introduction des carburants d'aviation durables (SAF, à base de biomasse ou d'huiles usagées). Cet instrument mesurera les efforts des compagnies et calculera le chemin qui leur reste à parcourir avant d'atteindre la neutralité carbone. « Nous ne resterons pas assis en attendant que d'autres résolvent nos problèmes », a fait savoir Marie Owens Thomsen, cheffe économiste de IATA.

La route reste longue avant que les compagnies aériennes ne remplacent leur kérosène par des SAF. « Les projections d'un triplement de la production de carburants d'aviation durables en 2024, à 1,9 milliard de litres, sont bien parties pour se concrétiser », s'est félicitée l'association. Une hausse toutefois modeste car, en 2024, les volumes de SAF ne représenteront que « 0,53 % des besoins en

carburant aérien », a été obligée d'admettre IATA.

Prudente, elle prévoit aussi qu'à l'horizon 2050, où elle fixe son objectif de neutralité carbone, les SAF représenteront « 65 % » des carburants d'aviation. A cette date, ajoute M^{me} Owens Thomsen, il faudrait 500 millions de tonnes de carburants renouvelables pour répondre aux besoins des compagnies aériennes. Pour y parvenir, il faudrait multiplier par 1 000 la production mondiale.

« Maîtriser le niveau de trafic »

La cheffe économiste fait le pari qu'avec « l'aide des pouvoirs publics cet objectif est tout à fait accessible ». Selon elle, le secteur du transport aérien devrait atteindre « les 50 millions de tonnes de SAF en 2029 ». D'après M. Walsh, « l'objectif de zéro émission carbone ne peut être atteint par les seules compagnies aériennes. Nous avons besoin que les autorités mettent en place les bonnes incitations ». En effet, les carburants d'aviation durables coûtent encore de trois à quatre fois plus cher que le kérosène.

Du côté des défenseurs de l'environnement, on salue la volonté

du transport aérien d'utiliser de plus en plus de SAF. « C'est un levier technologique incontournable pour la décarbonation de l'aviation », explique Jérôme du Boucher, responsable aviation France pour l'ONG Transport & Environment. Néanmoins, ajoute-t-il : « Nous pensons qu'il en existe d'autres à actionner en parallèle. Il faut maîtriser la quantité de SAF et donc le niveau de trafic. » A l'en croire, selon « les prévisions de croissance du trafic aérien, il sera impossible de produire autant de SAF que nécessaire ».

Tout cela n'empêche pas le patron de IATA de rester droit dans ses perspectives, même compte tenu des ennuis multiples et récurrents de Boeing. Selon lui, « les prévisions de IATA intègrent déjà les retards de livraison » de l'avionneur américain. En revanche, ces déboires pourraient à terme faire un peu de place à la concurrence. Notamment chinoise. Avec le premier vol du moyen-courrier C919, le 28 mai 2023, « les Chinois ont saisi l'occasion pour aller de l'avant », a constaté M. Walsh. ■

GUY DUTHEIL

Comment CNews a détrôné BFM-TV dans les audiences

La chaîne du groupe Canal+, propriété de Vivendi, a totalisé 2,8 % de part d’audience au mois de mai, contre 2,7 % pour sa concurrente

Redouté depuis plusieurs mois au sein de BFM-TV, le couperet a fini par tomber : CNews a pris la tête des chaînes d’information en termes d’audience. En mai, la chaîne ultraconservatrice du Groupe Canal+, propriété du groupe Vivendi (dont la famille Bolloré est l’actionnaire majoritaire), a atteint 2,8 % de part d’audience, selon les chiffres de Médiamétrie, annoncés en fin de matinée lundi 3 juin.

C’est la première fois que BFM-TV, créée en 2005 par Alain Weill, largement en tête dans sa catégorie des chaînes d’information depuis 2011, est reléguée à la seconde place, avec 2,7 % des parts, devant LCI (1,7 %) et Franceinfo (0,7 %). Pour autant, ce nouveau podium n’est pas une surprise : à deux reprises jusqu’ici, en décembre 2023 et au mois de mars, CNews – créée sur les cendres d’i-Télé en février 2017, alors comptabilisée à 0,6 % de part d’audience – était venue chaotouiller BFM-TV, les deux chaînes terminant ex aequo.

« On est un miroir de la société », estime Gérard-Brice Viret, directeur général de Canal+ France, tout comme Serge Nedjar, le directeur général de la chaîne d’info sur laquelle officient les animateurs droitiers Pascal Praud, Christine Kelly, Sonia Mabrouk et Laurence Ferrari.

La performance de la chaîne se produit alors qu’un processus inédit de sélection pour quinze fréquences en 2025 par l’Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) est en cours. Et que CNews est régulièrement sanctionnée par le régulateur, en raison des propos tenus sur son antenne.

L’autorité de régulation a encore infligé, le 23 mai, une amende de 50 000 euros pour

une séquence diffusée en septembre 2023. Le directeur de la rédaction du *Journal du dimanche* (JDD), Geoffroy Lejeune, avait affirmé sur le plateau que l’antisémitisme et la surpopulation carcérale étaient des conséquences de « l’immigration arabo-musulmane ».

Pour autant, M. Nedjar a fait savoir à l’Agence France-Presse (il n’a pas souhaité répondre à nos questions), qu’il avait « très peu de doutes » sur le renouvellement de fréquence de CNews – qui nourrit son antenne de débats autour de l’immigration, de l’islam, ou encore d’insécurité – jugeant qu’il répondait « à tous les critères ». « L’intérêt manifeste du public est un atout pour notre candidature », confirme M. Viret, revendiquant par ailleurs l’équilibre financier de CNews depuis le mois de février.

Incarnations fortes

Si BFM-TV conserve un écart important en nombre de téléspectateurs quotidiens avec 12,1 millions de personnes, face à 8,2 millions pour CNews ou 5 millions pour LCI, c’est la baisse de sa durée d’écoute qui a fragilisé en mai la future acquisition du milliardaire franco-libanais Rodolphe Saadé, PDG de CMA CGM, en discussion avec Patrick Drahi pour la revente de la branche médias d’Altice depuis le 15 mars.

La chaîne a régressé de vingt-cinq minutes et trente-sept secondes en avril à vingt-quatre minutes et dix-sept secondes en mai, alors que celle de CNews a augmenté, passant de trente-cinq minutes et cinquante-six secondes en avril à trente-six minutes et cinquante-six secondes.

A contrario des moments d’actualités chaudes, qui ont favorisé la chaîne du groupe Altice ces der-

« L’intérêt manifeste du public est un atout pour notre candidature »

GÉRALD-BRICE VIRET
directeur général
de Canal+ France

niers temps, le mois de mai a été moins riche en actualités suffisamment puissantes pour intéresser dans la longueur, expliquet-on à BFM-TV. Aussi, la campagne des élections européennes provoquerait une désaffection des téléspectateurs, au moment où la liste du Rassemblement national poursuit sa progression, avec 33 % d’intentions de vote selon le dernier sondage du Monde.

Malgré tout, la direction de BFM-TV se veut rassurante, promettant que cela ne remet pas en cause le modèle économique de la chaîne, toujours compétitive sur les cibles commerciales. « Chez les 25-49 ans, la cible reine, il n’y a pas photo : nous faisons le double de l’audience de CNews, avec 2 930 000 téléspectateurs contre 1 454 000, soit 2,9 % de part d’audience contre 1,4 % », a écrit Marc-Olivier Fogiel, le directeur général, dans un mail interne envoyé lundi.

« Nous sommes devenus, depuis cinq ans, un média global au service du public dont la force et l’impact ne peuvent pas être résumés à une mesure Médiamétrie », minimise encore le patron, bien conscient malgré tout qu’il est nécessaire de « progresser » sur la durée d’écoute « pour retrouver la première place sur tous les critères ».

Après une saison marquée par les départs de plusieurs de ses incarnations (Bruce Toussaint pour TF1, Jean-Baptiste Boursier pour LCI, Aurélie Casse pour France 5, ou encore celui de Laurent Ruquier après l’échec de son émission, BFM-TV a annoncé, la semaine du 27 mai au 2 juin, le recrutement de l’animateur Eric Brunet après quatre saisons sur LCI. Le journaliste, qui a pris la suite de Pascal Praud sur RTL, animera à partir du mois d’août un rendez-vous « d’info et de débats » partageant « ses coups de cœur et coups de gueule » en soirée du lundi au jeudi.

Est-ce une manière de courir après CNews ? BFM-TV a toujours mélangé « news et talk », évacue la direction, rappelant que M. Brunet a été à l’un des visages de la chaîne entre 2012 et 2020. La direction assure travailler « sereinement » à la constitution de sa grille de rentrée tandis que le « mercato » est particulièrement tardif cette saison.

« Il pourrait y avoir quelques modifications mais toutes les incarnations de CNews seront évidemment présentes à la rentrée », prévient de son côté M. Viret, confirmant ainsi que la direction prise par la chaîne de Vincent Bolloré n’est pas prête de changer. ■

BRICE LAEMLE



PERTES & PROFITS | EXOSENS

PAR PHILIPPE ESCANDE

Du blocage d’Etat au succès boursier

L’Etat fait peu de bonnes affaires quand il se mêle d’investissements privés, mais il peut permettre à d’autres d’en faire, et de très bonnes. Ce vendredi, la société Exosens va s’introduire en Bourse à Paris. Le succès est assuré, puisque le carnet d’ordres ouvert aux investisseurs institutionnels lundi 3 juin a été rempli à la vitesse de l’éclair et promet une entrée sur le marché avec une valorisation dépassant le milliard d’euros. Pas mal, pour une société de 319 millions d’euros de chiffre d’affaires et de 1600 employés.

Mais c’est son histoire récente qui est singulière, et instructive quant au destin des entreprises françaises de technologie. Car cette entrée en fanfare est le résultat d’un blocage de l’Etat.

En décembre 2020, le gouvernement interdit la vente de cette société, qui s’appelait alors Photonis, au groupe américain Teledyne. Elle est spécialisée dans la vision nocturne. Ses composants équipent les lunettes des combattants. Photonis est leader sur ce marché, en dehors des Etats-Unis. Le propriétaire de l’époque, le fonds d’investissement Ardian, pensait pourtant avoir trouvé un bon candidat. Teledyne est une société industrielle réputée, très présente dans l’Hexagone et fournisseuse de l’armée française. Mais l’Etat, sous la pression des députés, craignait une aspiration du savoir-faire et des conséquences sur l’emploi, notam-

ment pour son usine de Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Cette décision imprévue va changer le destin de l’entreprise... au détriment de son propriétaire. Teledyne proposait plus de 500 millions d’euros, ce qui aurait permis à Ardian de rentrer dans ses frais à un moment où l’entreprise se redressait. Elle a dû se résoudre à accepter l’offre du seul français intéressé le fonds HLD, dirigé par Jean-Bernard Lafonta : 370 millions d’euros.

Série d’acquisitions ciblées

Bien lui en a pris. Devenue Exosens, la firme s’est lancée dans une série d’acquisitions ciblées pour élargir sa palette hors de la défense et dans le domaine de l’imagerie, vers la santé, l’industrie, le nucléaire... Le retour des investissements militaires avec le conflit ukrainien a fait le reste. Le chiffre d’affaires progresse désormais de 20 % à 30 % par an. Il a doublé depuis le rachat, et devrait encore doubler en 2027. Le fonds HLD restera majoritaire après l’introduction en Bourse, mais récupère déjà, en matière de valorisation, presque trois fois sa mise.

L’Europe de la technologie ne parvient pas à concurrencer les Etats-Unis, non pas faute de finances, ni même de start-up, mais faute d’audace et de constance pour les aider à entrer dans la cour des grands. C’est ce qu’a, involontairement, provoqué l’Etat. ■

La prolongation de la ligne 14 du métro sur la bonne voie

La date a été fixée. Le 24 juin, un mois avant le début des Jeux olympiques (JO), le président de la République, Emmanuel Macron, inaugurera le double prolongement – au nord et au sud – de la ligne 14 du réseau métropolitain de Paris. Cette « nouvelle épine dorsale de l’Ile-de-France », comme la désigne Valérie Pécresse, présidente (Les Républicains) de la région, reliera la nouvelle station Saint-Denis-Pleyel à l’aéroport d’Orly. Et elle le fait déjà, sans usagers.

La RATP a reçu, vendredi 31 mai, l’autorisation de mise en service des extensions et a invité, lundi, l’élue et la presse à participer à une « marche à blanc » jusqu’au nouveau terminus Aéroport-d’Orly, situé dans la commune de Paray-Vieille-Poste. « Ce n’est pas seulement l’aéroport, mais aussi l’Essonne que l’on dessert », souligne Valérie Pécresse. Jusqu’à présent, la ligne s’arrêtait dans le 13^e arrondissement de Paris, à la station Olympiades. Son prolongement ajoute sept nouvelles stations, concrétisant pour les Franciliens le Grand Paris Express, projet lancé en 2009 par Christian Blanc et l’ancien président Nicolas Sarkozy.

A terme, en 2025, lorsqu’elle sera connectée aux nouvelles lignes 15, 16, 17 et 18, qui doubleront la longueur du réseau historique, la ligne 14 pourrait transporter jusqu’à 1 million de passagers par jour, rappelle la présidente de la région et d’Ile-de-France Mobilités, l’autorité organisatrice des transports.

Pour les JO, la ligne 14 accueillera les visiteurs qui arriveront à l’aéroport de Paris-Orly. « Au lancement du Grand Paris Express, cette étape était planifiée pour 2027. Tout a été accéléré pour les JO », rappelle Stéphane Garreau, directeur du projet pour la RATP, en reprenant la phrase fétiche de Jean Castex, son PDG : « La ligne 14 servira les JO, mais les JO ont bien servi

la 14. » Les travaux des tunneliers n’ont été arrêtés qu’une semaine durant les confinements liés au Covid-19. La RATP, la région et le gouvernement ont mis la pression sur Alstom pour qu’il livre dans les temps les nouvelles rames. Siemens et la RATP ont réussi à reconfigurer le système informatique et de signalisation pour que tout fonctionne.

« Il ne reste plus qu’une gare à homologuer sur les six qui vont ouvrir fin juin : celle de Maison-Blanche. La commission de sécurité passe le 12 juin », se félicite Stéphane Garreau.

La septième, Villejuif-Gustave-Roussy, sous laquelle se croisent les lignes 14 et 15, ouvrira fin 2024. La plus impressionnante, la gare Saint-Denis-Pleyel – la seule du prolongement nord – est déjà prête. Ce sera la plus grande des soixante-huit gares du Grand Paris Express.

Elle a été conçue par l’architecte Kengo Kuma, dont la présence du bois, sa signature, apaise les espaces où, à terme, 200 000 voyageurs se croiseront chaque jour. « J’espère que l’on gardera l’impulsion des Jeux, la bienveillance de l’Etat et l’énergie de tous pour toutes les autres lignes », espère Valérie Pécresse, qui, en ces temps de dégradation de la note de la France par Standard & Poor’s, envoie un petit message : « Le double prolongement de la 14 a été intégralement financé par les Franciliens. » Ile-de-France Mobilités a investi 1,3 milliard d’euros dans le matériel roulant et la Société du Grand Paris 2,8 milliards d’euros dans l’infrastructure. ■

EMELINE CAZI ET SOPHIE FAY

Dis papa, tu sais comment je peux trouver un stage ?

Parce qu’en troisième, on a 5 jours de stage d’observation à faire.

DIRIGEANTS DE PME,
ACCUEILLES VOS SALARIÉS DE DEMAIN, PRENEZ-LES EN STAGE !

Infos stages sur CPME.fr

cpme
CONFÉDÉRATION DES PME

LE RÉSEAU PRÉFÉRÉ DES ENTREPRENEURS

Mbappé à Madrid, une évidence et des défis

Le club espagnol a officialisé l'arrivée de l'attaquant français pour les cinq prochaines saisons

FOOTBALL

L'annonce publiée sur les réseaux sociaux du Real Madrid, lundi 3 juin à 19 h 30, est venue officialiser ce que tout le monde savait déjà depuis longtemps. Elle n'en sera pourtant pas moins commentée, visionnée, relayée : Kylian Mbappé sera, à compter du 1^{er} juillet, un joueur du Real Madrid pour les cinq prochaines saisons. Après sept années au Paris Saint-Germain (PSG), l'attaquant a signé avec le club espagnol. Libre de s'engager avec l'équipe de son choix depuis le 1^{er} janvier, son contrat avec le club de la capitale arrivant à son terme le 30 juin, le capitaine de l'équipe de France va toucher une importante prime à la signature.

Le Real Madrid, au surlendemain de sa quinzième victoire en Ligue des champions, après la finale remportée face au Borussia Dortmund (2-0), samedi, au stade de Wembley, à Londres, offre à ses supporters une nouvelle dose de dopamine – au point que le site du club a lâché face à l'afflux de connexions. L'annonce officielle du départ de Mbappé du PSG, le 10 mai, avait donné un peu plus de consistance à la probabilité du « deal ». Ne manquaient plus que les quelques mots du club espagnol pour finaliser ce qui sera, avant même l'ouverture du mercato, le mouvement le plus important de l'intersaison.

L'affaire était conclue depuis longtemps. Le choix de Kylian Mbappé de rejoindre le Real Madrid à l'issue de son contrat avec le PSG était un secret de Polichinelle. C'était le cas depuis un an, quand il avait confié à ses dirigeants son intention de ne pas prolonger au-delà de la saison 2023-2024 son aventure avec le club de la capitale. Depuis plusieurs années même, car l'attaquant français n'a jamais caché sa fascination pour le Real et sa volonté de suivre les traces de son idole, Cristiano Ronaldo, dont les posters tapissaient les murs de sa chambre d'adolescent. Lundi, le Français a exprimé sur X sa joie de « rejoindre le club de [s]on rêve ».

En quête d'un Ballon d'or
Mbappé au Real, c'était écrit donc. L'histoire a commencé en décembre 2012 lorsque le Bondynois, 14 ans, est invité par Zinedine Zidane à effectuer un stage d'une semaine au centre d'entraînement du club espagnol. Les premiers liens sont noués.

En mars 2017, après sa deuxième sélection avec l'équipe de France, contre l'Espagne, le joueur de 18 ans avait été pris d'assaut par des journalistes espa-

Au fil de ses arrivées avortées, il ne s'est pas fait que des amis chez les supporters madrilènes

gnols, en zone mixte, pour parler d'une possible arrivée chez les Merengue. « *Le Real Madrid, on verra plus tard*, avait rétorqué Mbappé, qui jouait alors à l'AS Monaco et s'apprêtait à rejoindre le PSG. *C'est un grand club et il faut y aller quand on est au sommet de son art. Je ne le suis pas encore.* »

A son apogée, Mbappé ne l'est pas réellement en ce moment. Le capitaine des Bleus a, certes, terminé la saison en club avec 44 buts inscrits – son record personnel –, mais il semble moins aérien, moins dévastateur qu'il y a quelques mois. Malgré tout, le moment était venu pour lui de se lancer dans un nouveau défi, pour une première expérience à l'étranger, après plusieurs rendez-vous manqués avec le Real Madrid.

« *Va-t-il venir cette année? Je ne sais pas, sincèrement. On doit être patients* », assurait Florentino Pérez, le président du Real, en juin 2017. Le dirigeant espagnol n'est pas du genre à se faire mener en bateau et seul un joueur de la trempe de Mbappé était en mesure de le faire mariner si longtemps. En 2014, en 2021, comme en 2022, le Français aurait pu rejoindre le club madrilène. C'est finalement à 25 ans, toujours en quête d'un Ballon d'or et d'un titre en Ligue des champions, qu'il a décidé de se lancer.

A son âge, Lionel Messi avait déjà remporté quatre fois le premier et deux fois la deuxième. Cristiano Ronaldo, moins précoce, en était à un de chaque. Compétiteur-né, débordant d'ambition depuis ses premières années en tant que professionnel à l'AS Monaco, Kylian Mbappé a pris du retard sur ses objectifs personnels. Troisième du dernier Ballon d'or 2023, il va désormais pouvoir légitimement en rêver, car le Real possède un savoir-faire en la matière et l'expérience des grands rendez-vous. Le palmarès de la Ligue des champions est très clair : six des onze dernières éditions ont été remportées par la Maison blanche.

Tout Mbappé qu'il est, son arrivée à Madrid suscitera des interrogations sur sa capacité à s'adapter au football espagnol et au fonctionnement du Real. Au sommet de son art à son arrivée au FC Bar-



Kylian Mbappé, au Parc des Princes, à Paris, le 24 septembre 2023. FRANCK FIFE/AFP

celone, en 2007, à l'âge de 30 ans, Thierry Henry n'avait-il pas rencontré des difficultés – qu'il a partagées publiquement par la suite – à trouver ses marques dans son nouveau club, après huit années passées à Arsenal? Il avait, certes, dû intégrer les principes novateurs de Pep Guardiola. Mbappé est tout sauf maladroit, mais il devra se faire une place au sein d'une équipe qui n'a pas eu besoin de lui pour briller cette saison.

Il maîtrise déjà l'espagnol
Champion d'Espagne et vainqueur de la C1, le vestiaire madrilène est composé de grands joueurs en devenir et de stars installées depuis plusieurs années. Où Mbappé jouera-t-il sur le terrain? Dans sa position préférée, sur le côté gauche de l'attaque, le Brésilien Vinicius s'est imposé comme l'un des meilleurs joueurs au monde. Le poste d'attaquant de pointe, qui lui sied naturellement moins, pourrait donc lui être réservé.

Loin des pelouses, Mbappé ne devrait pas avoir de mal à trouver ses marques. Il devrait s'installer à la Finca, le quartier résidentiel très chic de Madrid où vivent de nombreux footballeurs du Real et de l'Atlético, comme son parte-

naire chez les Bleus Antoine Griezmann. Communiquer avec ses nouveaux coéquipiers ne devrait pas non plus être trop compliqué : Mbappé retrouvera les Français Ferland Mendy, Aurélien Tchouaméni et Eduardo Camavinga au sein d'un effectif très cosmopolite.

L'attaquant des Bleus maîtrise très bien l'espagnol, pour l'avoir pratiqué avec ses coéquipiers hispaniques du PSG ces dernières années. Ses interviews en zone mixte dans la langue de Cervantes ont souvent impressionné et laissé penser que Mbappé se préparait à rejoindre le Real Madrid. Dans son nouveau club, le Bondynois vivra aussi et surtout une nouvelle forme de pression, que des années d'attente ont fait croître.

Au fil de ses arrivées avortées, Mbappé ne s'est pas fait que des amis chez les supporters madrilènes, très exigeants et qui, pour une partie d'entre eux, n'ont jamais compris qu'un joueur puisse se permettre de refuser à plusieurs reprises les appels du pied du Real. Ses premiers pas seront scrutés de près et Mbappé, qui a déjà démontré sa capacité à résister à la pression, devra rapidement répondre à d'immenses attentes.

L'attaquant vedette va pouvoir se concentrer sur l'Euro, où les Bleus font partie des favoris

Sa présentation aux fans du Real Madrid devrait être à la hauteur du marché qui vient d'être officialisé. Celle qui avait marqué l'arrivée de Cristiano Ronaldo dans la capitale espagnole est souvent citée en exemple. Le 6 juillet 2009, le Portugais avait paradé dans le stade Santiago Bernabeu, devant 80 000 spectateurs venus apercevoir ce nouveau Galactique. Le cérémonial réservé à Kylian Mbappé ne devrait cependant pas avoir lieu tout de suite. Du moins, pas avant la fin de l'aventure de l'équipe de France lors de l'Euro en Allemagne (du 14 juin au 14 juillet).

Surtout le Français est encore un joueur du PSG jusqu'au 30 juin et les relations conflictuelles entre les deux parties pourraient l'empêcher de s'afficher avec ses nouvelles couleurs au stade Santiago Bernabeu. Le sélectionneur

de l'équipe de France, Didier Deschamps, s'est dit, lui, « prêt à s'adapter » si Mbappé devait se rendre à Madrid pour y être présenté pendant la préparation que les Bleus suivent actuellement à Clairefontaine (Yvelines) en vue du championnat d'Europe.

Cette officialisation vient alléger le contexte autour de l'équipe de France, débarrassée des interrogations sur l'avenir de son capitaine, qui souhaitait préserver les Bleus avant leur premier match de préparation contre le Luxembourg, mercredi 5 juin. Depuis le début du rassemblement, le 29 mai, le cas Mbappé avait parasité les premières conférences de presse. Désormais, l'attaquant vedette va pouvoir se concentrer sur l'Euro, où les Bleus font partie des favoris.

Concernant son avenir en club, le joueur avait déjà laissé entendre son excitation à rejoindre l'une des plus grandes institutions du football mondial : « *Je sais que ce qui m'attend va être magique* », déclarait-il, le 13 mai, à l'occasion de la remise des trophées de l'Union nationale des footballeurs professionnels. Kylian Mbappé a devant lui un nouveau défi : transformer les belles paroles en buts et en victoires sur le terrain. ■

DENIS MÉNÉTRIÉR

Le rêve olympique de Thierry Henry confronté à la réalité du foot

Le sélectionneur de l'équipe de France olympique a dû s'adapter à de multiples contraintes au moment d'annoncer sa préliste de 25 joueurs

Thierry Henry en avait conscience, composer son équipe pour le tournoi de football olympique serait un casse-tête. Mais l'ancien attaquant star des Bleus ne s'imaginait sûrement pas devoir à ce point raturer sa partition. Lundi 3 juin, après avoir annoncé une « *liste virtuelle élargie* » de 25 joueurs pour Paris 2024, le sélectionneur de l'équipe de France olympique l'a verbalisé : il « *n'avait plus pris autant de rejets depuis le collège* ».

Bien que seul maître à bord de cette équipe, « Titi » n'a pas les pleins pouvoirs. Le tournoi masculin des Jeux olympiques (JO) ne faisant pas partie des créneaux où les règles de la Fédération internationale de football association (FIFA) contraignent les clubs à mettre leurs joueurs à disposition

des équipes nationales, ceux-ci ont le droit de refuser de libérer leurs éléments. Ce qui oblige l'entraîneur tricolore à composer, lui qui a expliqué avoir été contraint de « *retirer deux joueurs* » de sa préliste « *vingt-cinq minutes* » avant de la dévoiler.

L'objectif de ces Jeux à la maison a toujours été assumé par Philippe Diallo, président de la Fédération française de football (FFF) : permettre à Thierry Henry d'avoir « *la meilleure équipe possible* ». Et quoi de mieux, pour ce faire, que d'appeler ses meilleurs joueurs? A l'image du Brésil, en 2016, qui avait fait appel à Neymar pour viser l'or olympique à domicile – mission accomplie, avec un but de la star en finale.

Dans la même logique, Thierry Henry aurait aimé pouvoir comp-

ter sur Kylian Mbappé comme l'un des trois « *jokers* » de plus de 23 ans dans son groupe. Mais le nom du capitaine des Bleus, qui évoluera désormais au Real Madrid, n'a pas franchi ses lèvres, lundi. Se voulant optimiste, mais paraissant désabusé, l'ancien joueur d'Arsenal a assuré « *ne pas tirer de trait sur la présence de Mbappé* [aux JO] », car il y a « *l'espoir que la situation évolue d'ici le 3 juillet* », date à laquelle la liste officielle des 22 « *olympiens* » (18 + 4 réservistes) doit être transmise à la FIFA. Reste que le rêve de Kylian Mbappé de disputer les Jeux chez lui s'éloigne, en dépit des tentatives du président de la République, Emmanuel Macron, de convaincre Florentino Pérez de rendre disponible la star tricolore. Depuis plusieurs semaines,

le président du Real a fait savoir que son club ne libérerait aucun Français cet été.

Si Kylian Mbappé était un cas isolé, le quotidien de Thierry Henry serait presque tranquille. Mais depuis des mois, l'entraîneur essuie les refus de nombreux clubs étrangers. Souvent sans explications. « *C'est la même sensation que lorsque vous allez parler à quelqu'un, mais vous savez que vous ne pourrez pas argumenter* », a-t-il confié. Les Anglais de Chelsea lui ont ainsi dit qu'il ne « *pourrait avoir que* [Lesley] Ugochukwu », jeune joueur prometteur, mais qu'il devrait faire une croix sur les plus expérimentés Benoît Badiashile et Malo Gusto.

Des nœuds au cerveau que d'autres pays, comme l'Espagne, s'épargnent grâce à une législa-

tion obligeant clubs et joueurs à honorer toutes les convocations en équipe nationale. Le député (Les Républicains, Pas-de-Calais) Pierre-Henri Dumont a déposé, lundi 3 juin, une proposition de loi obligeant les clubs à libérer leurs joueurs, mais l'initiative semble bien tardive pour les JO 2024.

« La donne peut changer »
Les équipes de l'Hexagone ne sont pas en reste. Si Thierry Henry a assuré « *ne pas avoir encore pris de refus de clubs français* », plusieurs d'entre elles ont laissé entendre qu'elles retiendraient leurs joueurs, alors que la saison reprend pour certaines en plein tournoi olympique. Fin mars, Florian Maurice, directeur sportif de Rennes, affirmait ainsi refuser de « *se déshabiller pour habiller*

l'équipe de France », même en année de Jeux à la maison.

Confronté à la réalité du football moderne, l'ancien attaquant des Bleus « [se] réveille chaque jour en regardant si rien n'a changé » sur le marché des transferts, car il est difficile de négocier avec un club dont le joueur est susceptible de changer d'équipe d'ici aux JO. Et là, « *la donne peut changer* », a soufflé Thierry Henry : « *La liste peut évoluer. Ce n'est pas évident car tu ne peux pas préparer quoi que ce soit.* » Si tout le football français assure vouloir éviter de revivre la déroute de Tokyo 2021, où une équipe de bric et de broc n'avait pas franchi les phases de groupes, l'horizon de l'équipe olympique est, en tout cas, largement obscurci. ■

MATHIEU MAINE

Dans « La Face cachée des JO » (Ed. JC Lattès), un ancien membre du comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, Sébastien Chesbeuf, avec les journalistes Thierry Vildary et Jean-François Laville, dévoile les coulisses de cette structure. Nous en publions quelques extraits

La cérémonie d'ouverture des Jeux n'est plus une affaire d'organiseurs mais bien une affaire d'Etat

De 2016 à 2020, Sébastien Chesbeuf a travaillé au sein du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) de Paris 2024, d'abord comme consultant puis comme responsable des affaires publiques et des relations institutionnelles. Licencié pour faute, il a contesté ce licenciement et obtenu une requalification en licenciement sans cause réelle et sérieuse. Dans son livre, coécrit avec les journalistes Thierry Vildary et Jean-François Laville, il évoque les rouages du Cojop, ses « dysfonctionnements », le « manque de transparence » de son comité de direction, mais aussi « le réveil tardif » de l'Etat.

J

ne prendrai pas part au vote.» Guy Drut vient de jeter un froid. L'audience, stupéfaite, ne s'attendait pas à cette sortie du champion olympique du 110 mètres aux JO de Montréal en 1976 et actuel membre du Comité international olympique. Tony Estanguet, le président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 (Cojop), l'assassine du regard.

Nous sommes le 13 décembre 2021, en pleine séance du conseil d'administration du Cojop, qui doit entériner le lieu choisi pour la cérémonie d'ouverture des JO de Paris 2024 : la Seine.

La cérémonie d'ouverture hors du stade olympique ? Ce serait une première. L'idée est alléchante et surtout très bien vendue. (...) Tout le monde est sous le charme, définitivement conquis. Anne Hidalgo, la maire de Paris, se voit déjà en maîtresse de cérémonie accueillant les cent vingt chefs d'Etat étrangers venus pour l'occasion.

(...) Pourquoi diable a-t-il fallu que Guy Drut vienne casser l'ambiance, ce 13 décembre 2021 ? Pas à cause de l'idée elle-même, qu'il trouve « tout à fait séduisante, voire exceptionnelle », mais plutôt parce qu'il considère que sa mise au vote en conseil d'administration, sans avoir au préalable répondu aux questions qu'elle soulève, notamment en matière de budget et de

sécurité, est « prématurée ». Pour ne pas dire irresponsable. C'est mettre la charrue avant les bœufs en quelque sorte. (...)

En clair, les administrateurs de Paris 2024 sont appelés à voter, ce 13 décembre 2021, pour acter définitivement que la cérémonie d'ouverture aura lieu sur la Seine, tout en ad-

mettant qu'on ne sait rien, à date, des conséquences budgétaires.

(...) A la question budgétaire, il faut ajouter celle de la sécurité. Est-on en capacité d'assurer la sûreté d'un tel événement ? Sécuriser les quais de Seine sur 6 kilomètres de défilé, pour plusieurs centaines de milliers de spectateurs présents dans un périmètre ouvert et non un stade fermé plus « simple » à maîtriser : qu'en pensent les experts ? Ont-ils été sollicités en amont ?

Le préfet de police de Paris d'alors, Didier Lallement, l'a été, par Guy Drut, encore. Le préfet de police se dit, à l'époque, « assez préoccupé par ce sujet » et, « comme il l'avait fait savoir en présence d'Anne Hidalgo », ajoute que « cela lui paraît déraisonnable ».

(...) Mais le concept a été bien vendu au président de la République : « La première fois que Tony [Estanguet] m'a présenté l'idée, il y a un an, j'ai trouvé qu'elle était folle et j'ai dit banco », s'enthousiasme Emmanuel Macron. Puisqu'il a donné son accord, l'intendance de l'Etat doit suivre. Le préfet Lallement est remplacé par Laurent Nuñez, moins anguleux dans ses prises de parole.

(...) Après les premières annonces délirantes d'une jauge possible à 1 million de spectateurs, le chiffre qui fait rapidement référence devient 600 000 : 100 000 places payantes (de 90 euros à 2700 euros) sur les quais bas de la Seine, et 500 000 gratuites sur les quais hauts. (...) De décembre 2021 à janvier 2024, Paris 2024 communique sur une cérémonie d'ouverture avec une jauge de 600 000 spectateurs. Le ministre de l'intérieur, lui, parie plutôt sur 500 000.

(...) Le mercredi 3 janvier 2024 sur France 2, Gerald Darmanin, ministre de l'Intérieur, tranche : « L'idée, c'est qu'il y a 100 000 personnes sur les quais bas et plus de 220 000 personnes sur les quais hauts ». 320 000 en tout. (...) Comment Paris 2024 a pu claironner, pendant deux ans, que la cérémonie d'ouverture des Jeux se tiendrait devant 600 000 spectateurs ? Sur la base de quelles études ?

(...) Pour autant, peut-on dire que, avec une jauge autour de 300 000 spectateurs, tout est réglé pour le 26 juillet 2024, non pas à 20 h 24 comme prévu initialement mais à 19 h 30 ? Pour comprendre la complexité extrême de la gestion sécuritaire d'un tel événement, il faut se pencher sur trois aspects : l'accès, le flux, la détection.

On s'apprête donc à accueillir quatre Stade de France sur les bords de Seine. Un peu d'arithmétique : pour gérer les flux d'entrée et de sortie et réduire les temps d'attente, le Stade de France dispose de dix-sept portes d'accès. Va-t-on pouvoir en installer au moins soixante-dix sur les berges de la Seine ?

(...) 32 000 spectateurs à contrôler, sur cinquante portes d'accès dotées de cinq points d'inspection chacune, requièrent, en théorie, plus de quatre heures d'inspection, le double en pratique. Si on multiplie par deux les points d'accès, on atteint, en théorie là encore, un peu plus de deux heures d'attente. Concrètement, il faudra compter au moins trois heures de filtrage, à condition que les spectateurs arrivent de manière étalée et programmée sur invitation.

(...) Tous ces chiffres donnent des sueurs froides aux spécialistes de la sécurité publique qui continuent, en privé, de juger le projet de cérémonie d'ouverture « déraisonnable ». Et quand ils se penchent sur les cas concrets de « risques potentiels », les sueurs froides se transforment en bouffées de chaleur...

(...) Avec un formateur aux métiers de la sécurité, nous avons passé certains aspects de la cérémonie d'ouverture des JO au crible. Nous avons retenu deux cas de figure très différents. Il ne s'agit pas là de verser dans le scénario catastrophe, de jouer sur la peur, ni de donner des plans clé en main à des apprentis terroristes, mais de regarder la réalité en face.

Le premier exemple qu'évoque un formateur en sécurité, ancien pompier de Paris, est surprenant : celui des drones. Le criminologue Alain Bauer l'a déjà soulevé sur France 5,

le 31 mai 2022 (...). Malgré des systèmes de brouilleurs et d'interception, il doute de la capacité d'empêcher une attaque simultanée de dix ou vingt drones.

Le formateur, lui, se fait plus artisanal et pragmatique : « S'installer chez quelqu'un qui a loué un appartement, depuis un balcon, à quelques centaines de mètres d'un point de palpation du public. Profiter d'un attroupelement, d'une file d'attente pour attaquer par drone, même avec une faible charge explosive. Cela fonctionne aussi aux abords des stations de métro et RER à proximité de la zone neutralisée, puisqu'il y aura forcément de l'engorgement. Une, deux, trois attaques seulement, les heures précédant la cérémonie d'ouverture, suffisent à poser la question de l'annulation de cette dernière... »

(...) L'autre exemple que nous avons étudié avec notre enseignant est celui d'une lame en plastique ou en céramique cachée dans une semelle de chaussure. Elle serait très difficilement décelable lors de la fouille, sans rayons X. Les portiques magnétiques ne détectent que les matières contenant du métal. Idem pour les raquettes magnétiques, ces sortes de manches noirs avec des diodes qu'on vous passe le long du corps.

(...) La fragilité de la manifestation tient au fait que de petits moyens peuvent remettre en cause une méga-organisation de sécurité aux complexités multiples. Des risques qui sont improbables et rapidement maîtrisables dans un stade ou un endroit clos. Voilà pourquoi le véritable plan B qui chemine est celui d'une cérémonie place du Trocadéro sur la terre ferme, avec éventuellement un mini-défilé sur l'eau.

De fait, le 5 mars 2024, en audition devant le Sénat, le ministre de l'intérieur, Gerald Darmanin, annonce que non seulement la jauge est ramenée à 320 000 spectateurs (voire moins), mais que les 200 000 places gratuites seront désormais accordées sur invitation « à des tiers de confiance ». Entendez, principalement des collectivités qui devront en quelque sorte s'en porter garantes.

Une nouvelle preuve que la version grand public de la cérémonie d'ouverture, telle qu'envisagée par Paris 2024, n'était pas maîtrisable. Désormais, c'est l'Etat qui prend la main sur l'événement. Depuis le début du printemps 2024, le chef de l'Etat est de plus en plus souvent alerté par des spécialistes de la sécurité, des hauts fonctionnaires et des fins connaisseurs des JO. Ils lui expriment leurs craintes sur les risques d'actes terroristes, à la cérémonie d'ouverture notamment.

(...) Le 15 avril, au micro d'Apolline de Malherbe sur RMC, Emmanuel Macron pulvérise la phrase totem de Tony Estanguet, « Il n'y a pas de plan B. » A propos de la cérémonie d'ouverture, le président de la République affirme : « On fera une analyse en temps réel. Pour tout vous dire, on a une cérémonie qu'on prépare qui serait limitée au Trocadéro, où on ne ferait pas toute la Seine, voire qui serait rapatriée dans le Stade de France, parce que c'est ce qui se fait classiquement. Il n'y a pas de naïveté. Il y a une très grande lucidité, on partage toutes les informations. On va se donner les moyens de faire une très grande cérémonie d'ouverture. Si on pense qu'il y a des risques, on a des scénarios de repli. Il y a des plans B et même des plans C et on les prépare en parallèle. »

Cette déclaration a deux objectifs. D'abord ouvrir la porte à un éventuel repli, y préparer l'opinion et donc éviter une situation de crise politique. Elle doit aussi soulager la pression qui monte en interne, jusqu'au bureau du président à l'Elysée, et envoyer, en somme, le message suivant : je vous entends, je ne suis pas jusqu'au-boutiste.

(...) Dans la longue liste des problèmes à régler, nous ne pouvons passer sous silence celui des berges de Seine, des quais en particulier. Le 20 février 2024, Thomas Jolly, le jeune et talentueux metteur en scène de la parade sur l'eau, glisse, au détour d'une interview au magazine *Télérama*, qu'il ne peut installer de structure ni amarrer de barge au quai de

Béthune sur l'île Saint-Louis. La raison ? « On ne parvient toujours pas à connaître la structure et la solidité. » A l'endroit même où est prévu le début du spectacle.

(...) Comme pour le reste, le principe de la cérémonie d'ouverture sur le fleuve a été acté, voté, sans aucune étude préalable sur la solidité des quais. Ni sur ce qu'il faudrait éventuellement mettre en œuvre pour les renforcer et sur le coût des travaux.

(...) 22 500 tonnes réparties sur 12 kilomètres de berges et sur deux niveaux... Les quais n'accueillent jamais autant de public, c'est-à-dire jamais autant de poids en même temps sur une si petite surface. Le niveau de danger est accru pour les quais bas, avec les 7 000 tonnes des 100 000 spectateurs à fleur d'eau. On imagine que la répartition sera calculée pour éviter une trop forte concentration sur des périmètres étroits.

Restons optimistes : même si les normes officielles ne sont pas respectées (50 kg/m²) et les calculs de masses inquiétants, parions sur la capacité de résistance des quais au public piéton. En revanche, l'installation de tribunes inquiète beaucoup plus les spécialistes. Chargée de spectateurs, une tribune fait reposer des masses importantes sur quelques supports de 1 mètre carré chacun. (...) Thomas Jolly avait bien cerné le problème : « Ça aurait été plus simple peut-être de faire la cérémonie entière au Trocadéro, comme j'y avais pensé un temps. »

Quant à l'inévitable question « combien ça coûte ? », impossible d'y répondre pour l'instant. (...) Le coût officiel d'une cérémonie d'ouverture « classique » dans un stade, comme celle de Londres en 2012, est de 34,5 millions d'euros. Sans compter la sécurité. Celle de Paris 2024 sera forcément plus chère. (...) Les meilleurs spécialistes indépendants estiment la note globale de la cérémonie d'ouverture entre 350 millions et 500 millions d'euros.

(...) Au moment de l'impression de cet ouvrage fin avril 2024, il devient évident que cette cérémonie d'ouverture n'est plus une affaire d'organiseurs mais bien une affaire d'Etat. Comme à son habitude, Paris 2024 a lancé en l'air une idée, sans aucune étude préalable, avec laquelle l'Etat doit jongler pour tenter d'assurer la réussite du numéro.

La fébrilité qui monte jusque dans les plus hautes sphères transpire par des failles inattendues. Ainsi, on tente, par toutes sortes de moyens, de garnir les bateaux d'athlètes. Il est vrai que ce serait ennuyeux d'avoir déployé toute cette organisation pour demander à des figurants de jouer les sportifs et éviter de présenter des embarcations à moitié vides.

(...) Alors, bien conscientes du risque de manquer de stars françaises autour des porte-drapeaux, les plus hautes instances de l'Etat, ainsi que nous le confirment plusieurs sources, passent des coups de fil. Pour convaincre telle fédération internationale d'aménager en catastrophe le planning d'une compétition ou telle fédération française de persuader ses médaillables de monter à bord d'une péniche le 26 juillet au soir. Même s'ils entrent en lice le samedi 27 ou le dimanche 28 juillet.

(...) Au fil des contacts et des rencontres noués pour nourrir ce livre, une même phrase nous a marqués. Prononcée à trois semaines d'intervalle par deux personnes qui ne se connaissent pas. Tous deux spécialistes de la sécurité, ils bénéficient de hautes habilitations et d'informations privilégiées qu'ils nous ont distillées au compte-gouttes. « De toute façon, j'ai interdit à ma famille d'assister à la cérémonie d'ouverture. » ■

SÉBASTIEN CHESBEUF, JEAN-FRANÇOIS LAVILLE ET THIERRY VILDARY



LA FACE CACHÉE DES JO de Sébastien Chesbeuf, Jean-François Laville et Thierry Vildary, JC Lattès, 216 pages, 20 euros

Nora Cortiñas

Fondatrice de l'association Les Mères de la place de Mai

Nora Cortiñas, figure emblématique de l'association des Mères de la place de Mai, qui recherchent leurs enfants disparus pendant la dictature argentine (1976-1983), est morte jeudi 30 mai, à 94 ans, sans savoir ce qu'il était advenu de son fils. Carlos Gustavo Cortiñas, 24 ans et militant de la jeunesse péroniste (gauche), avait été enlevé le 15 avril 1977 par les militaires sur le quai de la station de train de Castelar, dans la banlieue ouest de Buenos Aires.

Nora s'était immédiatement mise à sa recherche, sans succès, à une poignée de kilomètres de là, à la « Mansion Seré », une bâtisse bourgeoise où fonctionnait un centre clandestin de détention et de torture. C'est dans cette propriété, transformée en lieu de mémoire, qu'une cohorte de personnalités politiques et de citoyens engagés ont défilé vendredi 31 mai pour rendre un dernier hommage à la « mère de toutes les batailles ». La disparition de « Norita », comme l'appellent celles et ceux, nombreux, qui font référence à elle avec affection, laisse orphelines plusieurs générations de militants.

Née en 1930 à Buenos Aires dans une famille modeste de classe moyenne, Nora Irma Morales se marie à 19 ans. Avec Carlos Cortiñas, ils auront deux enfants, Gustavo et Marcelo. Alors que son mari, « très machiste », dira-t-elle, ne souhaite pas qu'elle travaille, elle se contente de donner discrètement quelques cours de haute couture chez elle.

Dans une interview à la chaîne Canal Encuentro en 2017, Nora Cortiñas se souvenait d'une vie de famille « simple » mais heureuse dans le cadre d'« un Etat providence » péroniste qui sera bientôt écrasé par les militaires. A cette époque, chez les Cortiñas, les discussions familiales étaient éloi-

gnées de la politique. La disparition de son fils aîné fera basculer sa vie. La mère de famille sort alors « des quatre murs de sa maison », comme l'invitait à le faire Gustavo, qui s'était engagé auprès des habitants de la Villa 31, un bidonville du centre de Buenos Aires. Après sa disparition, elle se lance à sa recherche et découvre petit à petit ce monde dont il lui parlait.

Elle retourne ciel et terre, frappe à toutes les portes. « *Je ne faisais plus rien d'autre*, confessa-t-elle des années plus tard. *Du matin au soir, je me consacrais à chercher Gustavo.* » Ce sont sa belle-fille, son mari et son second fils, Marcelo, qui reprennent le flambeau des tâches domestiques. Dès mai 1977, sur les conseils de son beau-frère, elle rejoint une poignée de femmes qui ont décidé de descendre dans la rue pour réclamer auprès de la junte militaire au pouvoir des informations sur leurs enfants et petits-enfants, qui disparaissaient chaque jour par dizaines.

Foulards blancs sur la tête
« *Le mot "disparu" n'était pas dans notre vocabulaire à l'époque. (...) On ne pouvait pas imaginer qu'on ne reverrait jamais nos enfants* », dira-t-elle. Ces mères et ces grands-mères que la dictature avait surnommées « les folles de la place de Mai », foulards blancs sur la tête symbolisant les langes de leurs enfants, commencent à faire le tour du monument central situé face au palais présidentiel, la Casa Rosada.

Elles défient les militaires en bravant l'interdiction des mobilisations. Elles déposent aussi un premier *habeas corpus*, une démarche qui permet de vérifier la légalité d'une arrestation, auprès de la justice. « *Un officier a dit à mon mari, qui travaillait au ministère de l'économie : "Cortiñas, vous feriez mieux d'attacher votre femme au pied du lit. Sinon, il va lui arriver la même chose qu'à son*



22 MARS 1930 Naissance à Buenos Aires (Argentine)
15 AVRIL 1977 Enlèvement de son fil Gustavo, à Buenos Aires
MAI 1977 Création de l'association Les Mères de la place de Mai
30 MAI 2024 Mort

« *fil* » », racontera-t-elle. Mais Norita ne pliera pas face aux menaces, pas même après la disparition de trois « Mères », elles aussi enlevées en décembre 1977.

Elle se rendra tous les jeudis sur la place de Mai, jusqu'aux derniers moments de sa vie. Seuls sa santé ou un voyage pouvaient l'empêcher d'être au rendez-vous pour réclamer la vérité et demander l'ouverture des archives pour savoir ce qu'il était advenu de Gustavo et des 30 000 disparus et détenus par la junte, selon les organisations de défense des droits humains. « *Je veux des réponses mais rapidement. Il reste peu de temps pour les mères* », implorait-elle en 2017.

Infatigable, ce petit bout de femme d'un mètre cinquante à la stature frêle, que la vie n'avait pas préparé au combat, épousera finalement celui de son fils pour plus de justice sociale. D'abord aidée d'une canne puis d'un fauteuil roulant, elle aura été de toutes les manifestations, les plus massives comme les plus modestes, embrassant toutes les causes, en Argentine et par le monde. Norita n'était jamais trop fatiguée pour ne pas se rendre « *là où il y avait une injustice* ». Avec ce singulier don d'ubiquité, elle était

présente aux hommages rendus à Che Guevara, auprès des salariés licenciés, des populations autochtones et des femmes demandant la légalisation de l'avortement, aux manifestations pour la Palestine et à la Marche des fiertés, dans les quartiers précaires et avec les familles des victimes de bavures policières.

Même ces dernières années, alors que son corps faiblissait, il n'était pas rare de la croiser dans un bar, une bière à la main, entourée de camarades militants ou aux abords d'un terrain de football pour encourager l'équipe féminine qui avait endossé son nom, Las Noritas. « *Etre féministe est un truc génial* », dira-t-elle, lorsqu'elle prendra conscience que sortir de son foyer était déjà un acte féministe.

« Politique mais pas partisane »
Partout où elle allait, Norita arborait l'emblématique foulard blanc noué sur sa tête, auquel elle avait récemment ajouté le foulard vert de la lutte pour le droit à l'avortement à son poignet, et la photographie de son fils en bandoulière. La douceur irradiante de cette femme coquette, la puissance de sa voix alors même qu'elle parlait presque en susurrant et son omni-

présence ont fait d'elle une référence pour tous les mouvements politiques et sociaux argentins.

Toujours sceptique vis-à-vis des pouvoirs en place, elle ne s'est jamais affiliée à aucun parti. « *Je suis "politique" mais pas partisane* », aimait-elle répéter. Alors, lorsque les assemblées de préparation des mobilisations devenaient houleuses, quand la guerre des noms pour lire la déclaration finale faisait rage, l'évocation de celui de Norita faisait taire les divergences.

Vendredi, dans un dernier salut, un arc-en-ciel de foulards et de drapeaux symbolisant toutes les causes s'est amoncelé au pied de son cercueil. Les milliers de personnes venues lui rendre hommage évoquaient ce sourire puisé dans une douleur irréparable et l'énergie du désespoir. Un désespoir que seule la quête de son fils dans le regard de quiconque portait une revendication avait permis de soulager.

A la sortie du stade multisport Diego Armando Maradona, converti en chambre funéraire pour accueillir la foule, sur une banderole, on pouvait lire : « *Face à la douleur la plus profonde, ton amour s'est converti en remède : le sommet le plus haut mesure un mètre cinquante.* » ■

ANAÏS DUBOIS

Colette Escoffier-Martini

Résistante

La mort de Colette Escoffier-Martini aura été aussi anonyme que l'histoire de ces femmes soldates qui participèrent à la libération de la France. Celle qui est morte à 101 ans, le 26 mai, à La Fare-les-Oliviers (Bouches-du-Rhône), faisait partie du millier de volontaires qui intégrèrent en 1943 le corps féminin des transmissions. Elles étaient surnommées les « Merlinettes ».

Colette Martini est née le 1^{er} novembre 1922 à Tanger, au Maroc. Sa famille cultive une longue tradition patriotique. Son père, Sylvestre, est un instituteur d'origine corse, rescapé des tranchées de la Première guerre, où il a laissé une jambe. Ses états de service lui valent la Légion d'honneur. Sa mère, Suzanne, est infirmière militaire à l'arrière, comme sa grand-mère le fut pendant la guerre de 1870.

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, Colette veut suivre leur exemple. Alors en deuxième année de médecine, elle plaque ses études et postule comme ambulancière dans les rangs de la

France combattante. Au même moment, le colonel Lucien Merlin propose d'intégrer des femmes dans le service des transmissions. Des affiches sont placardées dans toute l'Afrique du Nord. L'appel à candidature dépasse les espérances.

Au cœur de l'action
Colette Martini est acceptée. Elle rejoint un centre de formation à Hydra, près d'Alger, en 1943. Elle est volontaire pour être parachutée derrière les lignes allemandes et épauler la Résistance comme opératrice radio, rattachée au service de renseignement gaulliste. L'emploi est à haut risque. Les occupants traquent avec une particulière pugnacité ces hommes et donc ces femmes qui établissent le lien entre les maquis et Londres. L'espérance de vie est faible. Une dizaine de femmes sont parachutées. Six sont capturées. Cinq sont fusillées ou périssent en déportation.

Alors qu'elle finalise un stage de parachutisme avant d'être envoyée en France, Colette Martini se voit réaffecter à un autre poste, au sein du service de renseigne-

ment en opération. Elle est chargée de recevoir les informations envoyées du terrain par les agents spéciaux ou la Résistance. Elle se retrouve ainsi détentrice de bien des secrets. Mais elle ne tarde pas à se retrouver, selon son souhait, au cœur de l'action.

Elle participe à la libération de la Corse, en février 1944. Puis elle est envoyée à Naples, en mars de la même année, au sein du corps expéditionnaire français en Italie. Quand Rome est libérée, une délégation militaire est reçue par le pape Pie XII. Colette Martini en fait partie. Pie XII ne cache pas sa surprise en découvrant une femme en uniforme.

Lors du débarquement de Provence, en août 1944, Colette Martini se retrouve sur la plage de Saint-Tropez, au sein de la première division française libre. Toulon, Marseille, Autun (Saône-et-Loire), Dijon, Belfort, Strasbourg : elle participe à bien des étapes de la libération de la France. Elle traverse le Rhin. Elle est à Baden-Baden, en Allemagne, au moment de la capitulation du Reich.

Elle est démobilisée en février 1946. Elle n'a pas encore

24 ans. L'armée n'a plus besoin d'elle, ni des autres « Merlinettes ». « *Hier femmes soldats que tous doivent respecter, puissent-elles être demain des épouses et des mères heureuses* », déclarait alors celui qui était devenu le général Merlin. Ce congédiement est, en bonne et due forme, un renvoi au foyer et au rôle traditionnel dévolu aux femmes. Le retour à la vie civile est brutal. Nombre de ces combattantes raconteront ce sentiment d'abandon.

Colette Martini n'est pas épargnée par ce spleen. Elle renonce à reprendre ses études de médecine suspendues en 1942. Elle se marie avec un lieutenant, René Escoffier, un veuf plus âgé qu'elle. Elle élève les trois enfants nés du premier mariage de cet homme et les quatre que le couple a ensuite. La famille vit à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), puis déménage à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), en 1965.

Colette Escoffier-Martini ne racontera jamais, même à sa famille, son parcours pendant la guerre. Elle consacre une partie de sa vie à des œuvres humanitaires. Elle vient notamment en aide



En 2021. BAPTISTE DE VILLE D'AVRAY
POUR « M LE MAGAZINE DU MONDE »

aux sans-abri de sa région. Il faudra attendre longtemps avant que l'armée se souvienne de son rôle pendant la guerre. En 2017, l'école militaire des transmissions choisit de donner à une promotion le nom de cette femme qui aura modestement ouvert la brèche vers la féminisation des armées. ■

BENOÎT HOPQUIN

1^{ER} NOVEMBRE 1922 Naissance à Tanger (Maroc)
AOÛT 1944 Participe au débarquement de Provence
1946 Démobilisation
2014 Nommée chevalier de la Légion d'honneur
26 MAI 2024 Mort à La Fare-les-Oliviers (Bouches-du-Rhône)

TIMISOARA (ROUMANIE) - envoyé spécial

Le maire de Timisoara a un passe-temps favori quand il reçoit des visiteurs d'Europe occidentale dans sa ville de l'ouest de la Roumanie. Observer le « choc sur leurs visages lorsqu'ils constatent à quel point les images qu'ils avaient de la Roumanie avant d'arriver ici divergent de la réalité », confie, le regard amusé, Dominic Fritz au sujet de son étonnante cité d'environ 250 000 habitants, devenue la meilleure vitrine du développement qu'a connu ce pays d'Europe orientale depuis son adhésion à l'Union européenne (UE), en 2007.

Ici, pas de nids-de-poule, pas de voitures garées sauvagement sur les trottoirs, peu d'habitations délaissées. Au contraire, des avenues propres, des immeubles à l'architecture moderne, des usines actives, et même un joli centre-ville riche en cafés depuis qu'il est devenu piétonnier, avec l'aide de financements européens. Quoi qu'il reste du travail pour rénover toutes les façades héritées de l'Empire austro-hongrois, on pourrait presque se sentir dans une ville moyenne d'Allemagne.

Mais c'est surtout dans le gigantesque centre commercial Iulius Town que l'« effet Timisoara » joue à plein. Dans ce complexe ultramoderne entouré de bureaux et de restaurants, construits autour d'un jardin suspendu, on se croirait encore plus à l'ouest qu'en Europe de l'Ouest. « J'étais surprise en allant en Allemagne : ils n'utilisent pas leurs centres commerciaux comme lieux de rencontre, alors que, pour nous, c'est devenu vraiment important », s'amuse Laura, une pharmacienne de 36 ans, venue déjeuner avec sa mère dans ce symbole du mode de vie à l'américaine adopté par la grandissante classe moyenne roumaine.

Si Timisoara a toujours cultivé sa différence dans ce pays de 19 millions d'habitants parmi les plus pauvres de l'UE, ses habitants s'accordent à dire que l'élargissement de 2007 a profondément transformé leur ville. A proximité des frontières serbe et hongroise, la cité a profité de son emplacement géographique si particulier, totalement excentrée du reste de la Roumanie, à sept heures de route de la capitale, Bucarest, mais toute proche de cette Europe centrale danubienne devenue le nouveau cœur battant de l'industrie européenne.

TERREAU HISTORIQUE FAVORABLE
« Timisoara n'est qu'à une heure de la Hongrie, qui est elle-même très connectée avec les marchés d'Europe de l'Ouest », détaille Alexander Klein, le directeur, autrichien, d'une usine de sous-traitance électronique appartenant à l'américain Flex depuis 2007. Comme Continental, Nokia, Atos ou Bosch, Flex s'est installé à Timisoara au tournant des années 2000, pour profiter de l'adhésion de la Roumanie au marché unique. Arrivées, à l'origine, pour produire des pièces bas de gamme, notamment pour l'industrie automobile, beaucoup de ces entreprises occidentales ont dû ensuite monter en gamme.

« Historiquement, la Roumanie était un pays à bas coût, mais cela a complètement changé. Avec des hausses de salaire qui atteignent de 10 % à 15 % par an, c'est toujours moins cher, mais la différence se résorbe », constate M. Klein en faisant visiter son usine. Près de 4 000 salariés y fabriquent désormais des produits médicaux comme des échographes pour l'américain GE Healthcare ou des circuits électroniques à haute valeur ajoutée. De petits robots circulent avec les fournitures entre les lignes de production pour remplacer des bras devenus impossibles à trouver, alors que le chômage est tombé à presque zéro.

A Timisoara, 110 000 des 175 000 emplois dépendent des entreprises étrangères. Même si cette internationalisation extrême peut présenter un risque pour l'économie locale, elle a permis au produit intérieur brut par habitant de s'aligner quasiment, en dix-sept ans, sur celui de la moyenne de



ISABEL ESPANOL

Timisoara, ville ouverte

EUROPE, LES BIENFAITS DE L'ÉLARGISSEMENT 2/5 Ces dernières années, cette ville de l'ouest de la Roumanie a connu un essor spectaculaire, en attirant notamment de nombreuses entreprises étrangères. L'Allemand Dominic Fritz, son maire, incarne son ouverture sur le reste de l'Europe

l'UE. Matthieu Legrand, un Français arrivé du Loir-et-Cher en 2009 et qui dirige l'usine locale du sous-traitant automobile Akwel (550 salariés), adore lister les petits signes visibles de l'enrichissement : l'ouverture de librairies dans le centre, l'inauguration d'un magasin Decathlon – « les gens ont les moyens de faire du sport » – ou le « tout premier Ikea de Roumanie situé hors de Bucarest ». « Tous ces changements doivent beaucoup à l'UE et aux entreprises étrangères », estime-t-il.

Le succès de Timisoara s'explique aussi par un terreau historique favorable. La cité a déjà connu un premier développement industriel au XIX^e siècle, sous l'effet des Habsbourg et de leurs sujets germanophones venus s'installer dans cette région conquise au XVIII^e siècle à l'Empire ottoman. Parmi les premières villes d'Europe à disposer d'un éclairage public électrique, elle est alors qualifiée de « petite Manchester » pour ses usines et de « petite Vienne » pour son architecture qui copie celle de la capitale autrichienne.

Centre de la région multiethnique du Banat, aujourd'hui à cheval sur la Roumanie, la Serbie et la Hongrie, la ville profite aussi de sa diversité légendaire. « Il y avait plus de vingt groupes ethniques différents dans le Banat », rappelle Adriana Babeti, 71 ans, figure intellectuelle locale. « Vu son histoire, Timisoara a toujours été une ville ouverte. Ici, les frontières physiques et identitaires sont poreuses, la rencontre avec autrui est dédramatisée. Et, quand on n'a pas peur de l'autre, on est plus ouvert à l'innovation, et on était naturellement déjà prêts pour l'UE. » N'est-ce pas ici, rappelle Adriana Babeti, que démarra la révolution de décembre 1989, avant de gagner Bucarest et de finir par renverser le dictateur Nicolae Ceausescu et le communisme ?

« Cette révolution était résolument européenne par les valeurs qu'elle défendait, abonde le maire, Dominic Fritz. Agé de 40 ans, ce blond à lunettes est lui-même une

« JE NE CONSIDÈRE PAS AVOIR ÉTÉ ÉLU POUR APPORTER DE L'ORDRE ALLEMAND, MAIS POUR FAIRE VIVRE LES ÉNERGIES EUROPÉENNES QUI ONT TOUJOURS EXISTÉ DANS CETTE VILLE »

DOMINIC FRITZ
maire de Timisoara

parfaite incarnation de cet esprit européen. Né dans le Bade-Wurtemberg, ce citoyen allemand a été élu maire en 2020, alors même qu'il n'a pas la nationalité roumaine, ce qui constitue, à notre connaissance, un cas unique dans toute l'UE. Lui confie être « tombé amoureux » de Timisoara à 19 ans, à l'occasion d'un service civique réalisé dans un orphelinat d'une ville qu'il admire pour avoir été « européenne deux cents ans avant l'UE, tant l'Europe est ici palpable et tangible, avec ses habitants qui peuvent naturellement passer du hongrois au roumain, à l'allemand, et peut-être même au serbe ».

Après son service civique, M. Fritz n'a d'abord cessé d'y revenir en parallèle de ses études, notamment à Sciences Po Paris – où il a rencontré son épouse, une Chinoise –, puis de faire de la politique chez les Verts allemands. Mais, en 2019, dans une Roumanie alors secouée par de massives protestations anticorruption, il se dit qu'il a « envie de contribuer à façonner le destin de cette ville » et qu'il y a peut-être moyen de « conquérir la mairie », alors aux mains d'un politicien à l'ancienne. Après des années d'allers-retours, ce polyglotte s'installe donc définitivement à Timisoara, prend la tête de la liste du parti anticorruption Union Sauver la Roumanie et remporte, à la surprise générale, le scrutin avec plus de 54 % des voix.

Face aux arguments nationalistes ou à ceux qui estiment que son élection est le résultat d'une forme de complexe d'infériorité des Roumains, il a une réponse toute faite : « Je ne considère pas avoir été élu pour apporter de l'ordre allemand dans l'administration roumaine, mais pour faire vivre les énergies européennes qui ont toujours existé dans cette ville. » Il s'enorgueillit de maximiser l'usage des fonds européens que le reste de la Roumanie a parfois tant de mal à absorber. « Grâce à eux, je remplace tous les trams et tous les bus. Je rénove les grands boulevards,

nos écoles, nos hôpitaux. » M. Fritz a fini par lancer les démarches pour prendre la nationalité. S'il est réélu aux élections municipales organisées dimanche 9 juin en Roumanie, beaucoup lui prédisent une carrière politique nationale.

PREMIERS SIGNES DE GENTRIFICATION
En plus de faire revivre le passé industriel, son succès est d'avoir su opérer un virage culturel. En 2023, Timisoara a été désignée Capitale européenne de la culture et a organisé à cette occasion une exposition remarquée du sculpteur roumain naturalisé français Brancusi. La ville vibre d'une créativité bouillonnante et alternative, animée par des activistes dont beaucoup sont des femmes. Citons Alexandra Falconi, 35 ans, qui a lancé son association de préservation d'un patrimoine « trop longtemps ignoré » et s'inquiète des premiers signes de gentrification en faisant la visite des jolies façades anciennes.

Mais le meilleur exemple de ce bouillonnement est probablement Faber, un ancien complexe industriel abandonné transformé en café, espace de coworking et lieu d'événements culturels. Avec ses conteneurs aménagés en studios d'enregistrement et ses cafés flat white, ce tiers-lieu n'a rien à envier à ses homologues branchés des grandes capitales d'Europe de l'Ouest. Là aussi, une femme est derrière tout ça : Oana Simionescu. « Nous étions une équipe de gens de Timisoara avec une expérience à l'étranger qui voulaient revenir pour faire quelque chose à la maison », raconte cette quadragénaire passée par un gros cabinet d'architecture de Copenhague.

« C'était très intéressant, mais je me suis demandé en permanence ce que je pouvais en tirer pour ma ville. » De retour à Timisoara, elle déniche, avec son collectif, une ancienne usine de peinture à l'abandon, sur les bords de la rivière Bega, et lance son projet de rénovation. Trouver des financements publics pour un tel projet est impossible en Roumanie, mais elle réussit à obtenir l'aide de deux hommes d'affaires locaux enrichis dans les nouvelles technologies et qui mettent 1,6 million d'euros sur la table. Après un chantier considérable, Faber ouvre juste à temps pour l'année de la Capitale européenne de la culture, dont elle fut un des hauts lieux.

Pour Oana, Faber incarne parfaitement les « valeurs européennes ». « Ici, nous croyons vraiment en la devise "Unis dans la diversité", insiste-t-elle. L'UE n'a pas fait que rénover les infrastructures, elle a tiré vers le haut nos politiques culturelles, elle nous a permis d'aller chercher l'inspiration ailleurs, et nous a ouverts à la collaboration avec des gens venant de toute l'Europe. » Parfaitement convaincue que son lieu aurait été impossible sans la construction européenne, elle se sent « vraiment chanceuse de faire partie de l'UE ». Difficile de la contredire en quittant la ville par la grande gare, en pleine rénovation grâce aux fonds européens. C'est peut-être ça aussi, l'effet Timisoara. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Prochain article Győr, en Hongrie





Thomas Goudou, le chef costumier, et Orlando (Ruben Rizza). JOUR2FETE

« J’ai eu le sentiment que Virginia Woolf avait écrit ma biographie »

Le philosophe Paul B. Preciado raconte la fabrique d’« Orlando : ma biographie politique », le film qu’il a tourné avec des acteurs non professionnels, trans et queer

ENTRETIEN

Orlando (1928), de Virginia Woolf, a fait des petits. Relire presque cent ans plus tard l’histoire de ce poète qui traverse les siècles (du XVI^e au XX^e) et change de sexe, c’est reconnaître des personnes trans ou queer d’aujourd’hui, nous dit le philosophe Paul B. Preciado, homme trans, né en 1970 en Espagne, dans son premier film, *Orlando : ma biographie politique* – déjà diffusé sur Arte. L’auteur de *Dysphoria mundi* (Grasset, 2022), qui appelle à un dépassement du féminin et du masculin, a fait appel à des acteurs trans et queer, afin qu’ils incarnent chacun un Orlando contemporain.

Quelle a été votre analyse en relisant « Orlando », en vue de la réalisation du film ?

Je l’ai d’abord découvert à l’adolescence, dans une école catholique [en Espagne], et je pense que les bonnes sœurs n’avaient pas du tout mesuré la puissance de transformation politique de l’œuvre ! En le relisant, j’ai eu le sentiment que Virginia Woolf avait écrit ma biographie quelques décennies avant ma naissance...

Pour moi, Virginia Woolf est la première écrivaine non binaire, dans le sens où, pour écrire *Orlando*, elle se place à l’extérieur du système de différenciation sexuelle hommes-femmes. Il est clair qu’elle est très influencée par le mouvement suffragiste, ainsi que par la culture lesbienne et garçonne de l’époque. Elle a traversé toutes ces cultures sans s’y identifier totalement.

En lisant ses autres livres, et ses journaux, je me suis également rendu compte à quel point elle a

« Il y avait comme une urgence littéraire et politique à adapter le livre »

été objet d’une terrible violence psychiatrique, mais aussi familiale – elle a été violée par son frère quand elle était enfant. Elle a été plusieurs fois internée, elle a résisté. Elle est en dissidence, et avec la masculinité, et avec la féminité.

Votre film, dites-vous, est une adaptation documentaire du roman, qu’entendez-vous par là ?

C’est parti de cette conviction qu’*Orlando* est vivant, comme si le personnage était sorti de la fiction. Il y avait comme une urgence

littéraire et politique à adapter le livre : dans mon film, les différents Orlando prennent la parole et produisent un savoir sur eux-mêmes, grâce au témoignage des acteurs trans et non binaires. L’un des adolescents venu au casting, Ruben Rizza, m’a dit : « Je vais être sincère, je n’ai pas du tout lu *Orlando*, de Virginia Woolf, mais j’ai lu la page Wikipédia, et c’est moi ». A ce moment-là, j’ai compris que le film était possible.

Les répliques mêlent parfois les témoignages des acteurs et la langue de Virginia Woolf. Comment avez-vous procédé ?

J’ai beaucoup travaillé avec les acteurs pour arriver à mixer l’écriture de Virginia Woolf, très poétique et sophistiquée, et la langue des Orlando. Il y a cette idée que l’écrivaine a écrit notre biographie. Philosophiquement, c’est

très important : la fiction précède la réalité. De même, ce que nous considérons comme « naturel » (la binarité masculin-féminin...) est en train de changer. Pour moi c’est un moment révolutionnaire, mais aussi de réaction.

On l’a vu à l’extrême droite, lorsque Marion Maréchal a dénoncé le fait que le Prix d’interprétation féminine, à Cannes, ait été donné à Karla Sofia Gascon, femme trans et actrice du film « Emilia Perez », de Jacques Audiard. Sur France Inter, elle a ajouté que « les chromosomes XX ou XY sont indépassables »...

Est-ce que Marion Maréchal connaît sa carte chromosomique ? Je défie Marion Maréchal de nous présenter sa carte chromosomique. Faut-il le rappeler ? Dans certaines cultures précolombiennes, avant la colonisa-

tion, en Amérique, en Inde, mais aussi en Afrique, etc., il existait des épistémologies différentes dans lesquelles le genre n’était pas à ce point segmenté. Il y avait au contraire un continuum, des points de porosité entre la masculinité et la féminité.

Il est intéressant de noter que le récit d’*Orlando* commence à la Renaissance, à l’époque où débute la colonisation, et au moment où ce nouveau régime de la différence sexuelle va devenir tout un système social et politique – jusqu’à être totalement cristallisé au XIX^e et au début du XX^e siècle. Au début des années 1900, on a vu aussi des activistes, des médecins, commencer à mettre en cause la naturalité supposée de ce régime binaire. Notamment en Allemagne, avec le docteur Magnus Hirschfeld [l’un des fondateurs du mouvement de libération homosexuelle], qui pour la première fois posait la question de la reconnaissance d’une multiplicité d’êtres. Hirschfeld travaillait avec les premières personnes trans, en vue de favoriser le passage d’un sexe à l’autre grâce aux hormones, à la chirurgie, à l’habillement. Je pense que Virginia Woolf a eu connaissance de ces premières expériences trans, et que celles-ci l’ont profondément marquée.

Votre film est joyeux. Est-ce une manière de conjurer l’atmosphère ambiante ?

Pas seulement. Virginia Woolf elle-même joue des codes de la littérature picaresque, plutôt que d’emprunter un ton victimaire, comme on pouvait le trouver dans la littérature de l’époque. Je pense notamment au *Puits de solitude* (1928), de l’autrice Radclyffe Hall, l’histoire très douloureuse d’une lesbienne.

La caméra peut-elle déconstruire les normes ?

On parle beaucoup du *male gaze*, comme si le regard masculin était mauvais, et que le *female gaze* était bon. C’est réducteur : le *male gaze* s’inscrit à l’intérieur d’un régime visuel binaire qui m’a frappé énormément, quand j’ai commencé à travailler sur le film. Des gens me demandaient : là, c’est une fille ou un garçon ? Comme si la caméra était là comme appareil de vérification de la différence sexuelle. Finalement je me suis entouré d’un chef opérateur, Victor Zébo, et d’un monteur, Yotam Ben-David, qui sont familiers de la culture queer et décoloniale. Peut-être, à la fin du film, les spectateurs se posent cette question : est-ce qu’on ne pourrait pas regarder un corps sans immédiatement l’assigner à un genre, mais plutôt l’envisager comme un paysage ? Qui change constamment. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLARISSE FABRE

Une joyeuse et libertaire traversée des genres

Pour son premier film, Paul B. Preciado réussit l’adaptation, sur un mode documentaire, de l’ouvrage de l’écrivaine anglaise

ORLANDO : MA BIOGRAPHIE POLITIQUE

■■■■

Cela commence avec un collage d’affiche, où apparaît cette question : « *Orlando, où es-tu ?* » Ils sont partout, les Orlando contemporains, queer, non binaires, répond le philosophe trans Paul B. Preciado, dans son premier long-métrage, *Orlando, ma biographie politique*, œuvre inclassable, entre documentaire et adaptation du roman culte de Virginia Woolf (1882-1941), *Orlando* (1928) – le film a été créé et d’abord diffusé par la chaîne Arte, laquelle développe une programmation queer. Pour mémoire, *Orlando* suit l’itinérance (et aussi l’errance) d’un poète et jeune aristocrate anglais au XVI^e siècle, qui traverse les ans et change de sexe – Orlando femme étant la transposition fan-

tasmée de la romancière, poète et amante de Virginia Woolf, Vita Sackville-West (1892-1962).

On n’attendait pas moins de Preciado qu’il invente un ovni cinématographique en passant derrière la caméra avec cette adaptation documentaire d’un roman. Près d’un siècle après *Orlando*, Preciado a embauché des acteurs non professionnels, trans, queer, pour donner vie à une multitude d’Orlando, dans une mise en scène ludique et politique, mêlant témoignages et voyage à travers le roman – comme si on portait à l’écran *Madame Bovary* (1856), de Flaubert, avec des femmes non comédiennes, qui se reconnaîtraient dans le personnage. Né Beatriz en 1970, dans l’Espagne franquiste, Paul B. Preciado milite pour le dépassement des catégories masculine et féminine, qu’il qualifie de « *fictions politiques* ».

En voix off, tout au long du film, le réalisateur s’adresse à « *Virgi-*

nia », avec une pointe d’accent espagnol : « *Je voulais t’écrire pour te dire que je suis un de tes Orlando* », dit-il, tout en s’interrogeant : « *Comment filmer la biographie d’une personne trans, aujourd’hui ? Ou, pour le dire autrement, comment construire une vie orlandesque, une vie de poète du genre, au milieu d’une société binaire et normative ?* »

Histoire parallèle

La réponse est des plus libres et débridées. Tout en suivant la trame de l’ouvrage, Preciado tisse une histoire parallèle, nourrie du réel, en donnant la parole à ses comédiens portant la collerette. Ces derniers, de tous âges et aux parcours divers, se racontent devant la caméra : de l’adolescent Ruben, garçon trans qui a procédé à un blocage de la puberté, à l’icône transgenre Jenny Bel’Air, ancienne « physio » du Palace, à Paris, à la charnière des années 1970-1980.

Parfois, la parole bifurque, le témoignage cède la place aux mots de Virginia Woolf, les répliques des comédiens intégrant des extraits d’*Orlando*. Le spectateur est suspendu aux lèvres de ces interprètes qui le mènent d’une rive à l’autre, du vécu de personnes queer au roman, lequel apparaît d’une extraordinaire modernité, dans sa manière d’accueillir les fluctuations du genre. En maître de cérémonie, Preciado se plaît à mixer les époques : « *Il était assailli de messages haineux sur ses comptes. Pour échapper à la vie de la Cour et au harcèlement digital, iel demanda au Roi de l’envoyer aussi loin que possible* ».

En dévoilant la fabrique du tournage et des différents tableaux, à l’esthétique kitsch, façon Pierre et Gilles (lesquels jouent dans le film), Preciado crée un processus mouvant : on assiste à l’installation de l’immense poster symbolisant un paysage de forêt, devant

lequel deux jeunes gens (incarnant Orlando) se rencontrent et se parlent. De même, plusieurs Orlando se retrouveront chez le psy, le clou du spectacle. Car « *les trans en sont réduits à être des patients des psychiatres* », explique Preciado à l’attention de l’écrivaine anglaise, les psys ayant le pouvoir (entre autres) de prescrire ou non des hormones dans le cadre d’une transition.

Dans *Orlando*, le thérapeute est interprété par Frédéric Pierrot, le psy de la série *En thérapie*. Le voici grimpé en vieux professeur binaire et sourcilieux, très perplexe devant cette patiente trans habillée en rose. De l’autre côté de la porte, dans la salle d’attente, souffle un vent de liberté : une Vénézuélienne sort de son sac sa boîte d’œstrogènes, avale un comprimé, en donne un à sa voisine en attente d’hormones, et lui donne ce conseil : « *Ne dis surtout pas au psy que tu es non binaire, si-*

non il va te renvoyer chez toi. Dis-lui que tu rêves d’être une vraie fille », dit-elle en substance.

Cette joyeuse et libertaire traversée, ponctuée d’un tube disco – « *Les catégories sont pathétiques/ Tu es tellement plus poétique* » –, se veut aussi porteuse d’espoir : Virginia Despentes, ancienne compagne de Preciado, y fait une apparition dans le rôle d’une juge dans un monde futur. A Virginia Woolf, qui s’est suicidée le 28 mars 1941, en se jetant dans une rivière, Preciado exprime une dernière parole, consolatrice : « *Contrairement à ce que tu as imaginé, Virginia, Orlando n’était pas seul* ». Quant à l’autrice d’*Orlando*, dont la prose si délicate renaît à l’écran, elle nous paraît bien vivante. ■

CL. F.

Film français de Paul B. Preciado. Avec Paul B. Preciado, Oscar S. Miller, Janis Sahraoui, Liz Christin, Elios Lévy (1 h 38).

Une vision trop kaléidoscopique du génocide cambodgien

Rithy Panh poursuit son travail de mémoire sur les massacres perpétrés par les Khmers rouges

RENDEZ-VOUS
AVEC POL POT

■■■■

Rithy Panh, 60 ans, né à Phnom Penh, interné dans un camp de réhabilitation à 11 ans, orphelin réfugié à Paris à 16 ans, entré à l'Idhec à 21. Lorsqu'il en sort en 1988, après l'avoir occultée, il n'aura plus de cesse que de travailler, par les moyens du cinéma, cette mémoire du génocide cambodgien. Un chef-d'œuvre en ressort en 2003, *S21. La machine de mort khmère rouge*, qui offre au Shoah de Claude Lanzmann un tribut et une variation à nouveaux frais.

Plus encore, c'est une œuvre entière – de *Site 2* (1989) à *Rendez-vous avec Pol Pot* (2024) – qui naît de cette même volonté, obsessionnellement remise sur le métier, et dont la persistance ne semble pas avoir d'équivalent dans le monde. Plus de vingt films réalisés en l'espace d'une trentaine d'années, tous consacrés – frontalement ou, de manière plus médiate, par la fiction et plus souvent le documentaire – au génocide.

Le critique de cinéma, forcément, s'interroge. Panh n'a-t-il pas épuisé, à la longue, tous les ressorts narratifs et tous les dispositifs de mise en scène susceptibles

de s'y confronter? N'est-ce pas trop? Et puis le critique de cinéma réfléchit, et questionne son questionnement, à la lumière de deux faits irréductibles. Le premier est que le parcours du cinéaste force immensément le respect. Le second est que son désir d'y revenir ne se questionne pas. Il est une donnée de son être, comme homme et comme artiste. De toute évidence, une sorte de défi porté très haut, sur la double scène de son histoire intime et de l'Histoire. Il va un peu de soi, en revanche, que ses films sont – dans l'ordre sinon de la réussite, terme inadéquat en l'espèce, mais de leur intensité – sujets à variation.

Rendez-vous avec Pol Pot est à cet égard un film déconcertant, dont la diversité de ses approches qui semble vouloir synthétiser plusieurs «manières» mises en œuvre dans ses films précédents.

**L'action se situe
trois ans après la
prise de pouvoir
des Khmers
rouges et met
en scène trois
visiteurs français**



Camarade Sung
(Bunhok Lim)
et Lise Delbo
(Irène Jacob).
DULAC DISTRIBUTION

L'action se situe en 1978, soit trois ans après la prise de pouvoir des Khmers rouges, et le pays est d'ores et déjà victime d'un génocide et ruiné.

Machine de propagande

Trois visiteurs français, dans une plus ou moins grande ignorance, ou aveuglement, de cette cause, n'en font pas moins le voyage au rebaptisé «Kampuchéa démocratique». Il s'agit de Paul Thomas (Cyril Gueï), un photographe; Lise Delbo (Irène Jacob), une journaliste; et Alain Cariou (Grégoire Colin), l'intellectuel maoïste qui eut jadis en France Pol Pot comme compagnon d'études.

Soit trois manières différentes (et c'est un peu le sujet du film) d'appréhender l'empire du faux et la monstrueuse machine de propagande qui les accueille sur place. Faux villages. Faux artisanat. Fausse concorde. Fausse authenticité. Fausse simplicité. Fausse va-

leurs. Vraie barbarie. La réaction occidentale est, à cet égard, graduée. Le plus vif à déceler le sordide mensonge, parce que sans doute le pouvoir des mots n'a que peu de prise sur lui et qu'en revanche il sait capter les mises en scène du visible, est le photographe. Il ne tardera pas, à fausser compagnie à ses guides inquiétants avant de disparaître corps et biens.

La plus torturée est Lise Delbo, qui continue de chercher dans la confrontation avec ses hôtes la vaine confirmation des soupçons terribles qui l'assaillent. Quant à Cariou, qui n'est pas assez bête

pour ne pas constater l'extrême brutalité du régime, l'idéologie l'aveugle à ce point qu'il la met sur le compte des contingences de la révolution et espère en trouver, dans la rencontre sans cesse différée avec son vieil ami Pol Pot, l'approbation ultime.

Inspiré de l'ouvrage de la journaliste américaine Elizabeth Becker *Les Larmes du Cambodge* (Presse de la Cité, 1988), le film – ce serait sa signature stylistique – fait feu de tout bois. Fiction, archives, marionnettes, installations, tout ici se voit requis pour délimiter en un cercle de représentations et de

régimes variés ce qui, en son centre, demeurera à jamais hors du regard filmé: le crime en lui-même. Ainsi considéré, le film justifie théoriquement son approche. Sur le plan pratique, il accuse toutefois sa faiblesse: le passage d'un registre à l'autre, dont la logique échappe souvent, fragilise à la fois la puissance propre des registres auxquels il recourt, nuit à l'organicité du film, et partant à notre croyance en son propos. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film français de Rithy Panh. Avec Irène Jacob, Grégoire Colin (1 h 52).

Un vampire dans le clair-obscur d'une zone pavillonnaire

La réalisatrice Céline Rouzet renouvelle le genre en transposant le thème vampirique au sein d'une famille installée dans une petite ville

EN ATTENDANT LA NUIT

■■■■

En attendant la nuit, de Céline Rouzet, n'est pas un film de vampire comme on l'entend. La réalisatrice à qui l'on doit un documentaire sur les Papous (*140 kilomètres à l'ouest du paradis*, 2020) entre dans le genre par un biais singulier. Elle renonce à l'obscurité pour filmer la pénombre et remplace la succion par la perfusion sanguine. Cela contribue à renouveler le romantisme noir et l'esthétisme expressionniste dont *Nosferatu le vampire* (Allemagne, 1922) de Murnau a fixé les règles pour des siècles.

Les Féral emménagent à la montagne avec leurs enfants, Philémon (Mathias Legout Hammond), 17 ans, et sa petite sœur. La mère (Elodie Bouchez, remarquablement inquiète) a trouvé une place d'infirmière au centre de collecte de sang où elle met à exécution son plan: voler des poches de sang pour les transfuser à son fils. Sa survie en dépend depuis que nouveau-né, il a tété un sein sanguinolent. A moins qu'il ne l'ait croqué. Jusqu'à présent sa mère se débrouillait avec ses réserves biologiques, mais se saigner pour son fils l'a fatiguée.

En inscrivant le motif vampirique au sein de la famille, la réalisatrice déplace la solitude du jeune blême assoiffé de sang vers l'effort

collectif, conférant au film une dimension complotiste palpitante. La précision du découpage, l'intelligence du cadre, l'acuité des dialogues rendent visibles les dynamiques de suspicion et de surveillance du voisinage vis-à-vis des nouveaux arrivants.

Jouer avec la lumière

Le tableau général s'inscrit au cœur d'un quartier pavillonnaire dont la propreté éclatante et les jardinets hypersoignés rappellent la représentation hollywoodienne des faux-sembants, popularisée par la série *Desperate Housewives* (2004-2012). «*L'herbe est verte parce qu'on n'a pas le droit de marcher dessus sauf quand il y a des invités*», explique une jeune habitante rompue à la discipline. Ce décor bien sous tous rapports témoigne de la fascination persistante du cinéma français de genre pour les Etats-Unis.

Le grand défi du film de vampire consiste à jouer avec la lumière. Alors que de tout temps, il s'est repu de contrastes durs façonnés en studio, *En attendant la nuit* – titre révélateur – joue avec le demi-jour et la lumière naturelle. En subtil vampire, Philémon peut vivre grâce à un bandana tendu sur la vitre arrière de la voiture, des rideaux semi-opaques tirés sur la baie vitrée du salon, l'ombre d'un arbre ou celle de sa casquette. Cette souplesse-là

offre au film une marge de manœuvre non négligeable et un accès à ce que les autres vampires ont peu connu: la zone grise.

Philémon se tient à la frontière de l'ombre et du soleil. Il se situe à la porte du visible, là où il faut beaucoup de conformisme pour entrer sans déranger, ce qui rend d'autant plus sensible sa mise à l'écart. Cette zone grise, floue, fait écho aux us et coutumes de notre monde – même si l'action se situe dans les années 1980 – peu apte à chérir les objets qui se dérobent aux normes.

La chronique familiale se double d'une histoire d'amour entre le pâlot et Camilla (Céleste Brunnquell, trésor du cinéma français), une adolescente qui ne rêve que de ténèbres tandis qu'il ne cherche que la lumière. On sent ici le point de fusion. Au-delà des séquences mirifiques que leur camaraderie occasionne – Camilla en Lolita se prêlassant au bord de la piscine quelques mètres devant Philémon, retenu sous l'ombre du toit de la maison, renvoyé malgré lui à la place du voyeur. On se passionne de les voir se rencontrer dans des clairs-obscurs qui investissent ce *teen movie* vampirique d'un pudique érotisme. ■

MAROUSSIA DUBREUIL

Film français de Céline Rouzet. Avec Mathias Legout Hammond et Céleste Brunnquell (1 h 44).

CG CINÉMA & THÉO FILMS PRÉSENTENT

FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2024
CANNES PREMIÈRE

DRÔLE ET POÉTIQUE,
LIBRE ET JOUEUR.
L'OBS

UN
PUR MOMENT
DE
BONHEUR.
FRANCEINFO

PASSIONNANT
ET ÉTONNANT.
LE MONDE

C'EST PAS MOI
LEOS CARAX

LE 12 JUIN AU CINÉMA

Télérama

Le Monde

SANS CRITIQUE

culture

CC BY-NC-SA

THÉO FILMS

arte

CHANEL

FRANCE 2

FRANCE 3

FRANCE 4

FRANCE 5

FRANCE 6

FRANCE 7

FRANCE 8

FRANCE 9

FRANCE 10

FRANCE 11

FRANCE 12

FRANCE 13

FRANCE 14

FRANCE 15

FRANCE 16

FRANCE 17

FRANCE 18

FRANCE 19

FRANCE 20

FRANCE 21

FRANCE 22

FRANCE 23

FRANCE 24

FRANCE 25

FRANCE 26

FRANCE 27

FRANCE 28

FRANCE 29

FRANCE 30

FRANCE 31

FRANCE 32

FRANCE 33

FRANCE 34

FRANCE 35

FRANCE 36

FRANCE 37

FRANCE 38

FRANCE 39

FRANCE 40

FRANCE 41

FRANCE 42

FRANCE 43

FRANCE 44

FRANCE 45

FRANCE 46

FRANCE 47

FRANCE 48

FRANCE 49

FRANCE 50

FRANCE 51

FRANCE 52

FRANCE 53

FRANCE 54

FRANCE 55

FRANCE 56

FRANCE 57

FRANCE 58

FRANCE 59

FRANCE 60

FRANCE 61

FRANCE 62

FRANCE 63

FRANCE 64

FRANCE 65

FRANCE 66

FRANCE 67

FRANCE 68

FRANCE 69

FRANCE 70

FRANCE 71

FRANCE 72

FRANCE 73

FRANCE 74

FRANCE 75

FRANCE 76

FRANCE 77

FRANCE 78

FRANCE 79

FRANCE 80

FRANCE 81

FRANCE 82

FRANCE 83

FRANCE 84

FRANCE 85

FRANCE 86

FRANCE 87

FRANCE 88

FRANCE 89

FRANCE 90

FRANCE 91

FRANCE 92

FRANCE 93

FRANCE 94

FRANCE 95

FRANCE 96

FRANCE 97

FRANCE 98

FRANCE 99

FRANCE 100

LES AUTRES FILMS

■□□□ POURQUOI PAS
La Gardav
Film français de Thomas et Dimitri Lemoine (1 h 27).
Mathieu, jeune acteur, peine à boucler sa « bande démo ». Quand son ami Ousmane lui propose un petit rôle dans son clip de rap, il saute sur l'occasion. La scène : une équipe de la brigade anticriminalité chahutée par une bande de jeunes. Mais le tournage tourne court lorsqu'une vraie équipe de policiers arrête la bande... S'ensuit une interminable et rocambolesque garde à vue, qui tente de marier le cauchemar kafkaïen à la comédie populaire. Inspiré d'une histoire vraie, *La Gardav* se donne un programme ambitieux, mais pêche par trop d'amateurisme : jeu d'acteur approximatif, gags assénés jusqu'à l'overdose et péripiéties acrobatiques. ■ M. JO.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT
Bad Boys. Ride or Die
Film américain d'Adil El Arbi (1 h 55).
Dissidente
Film français, canadien de Pier-Philippe Chevigny (1 h 29).
Or de vie
Documentaire français, burkinabé, béninois de Boubacar Sangaré (1 h 24).
Tunnel to Summer
Film d'animation japonais de Tomohisa Taguchi (1 h 23).
Une femme pour Gianni
Film français, italien de Kartik Singh (1 h 20).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
<i>Un p'tit truc en plus</i>	5	1 030 786	1052	↑ + 15 %	5 595 610
<i>Furiosa. Une saga...</i>	2	209 193	838	↓ - 30 %	567 997
<i>La Planète des singes...</i>	4	205 230	795	↓ - 11 %	2 060 876
<i>Blue & Compagnie</i>	4	127 542	898	↑ + 23 %	977 829
<i>Abigail</i>	1	68 898	330		68 898
<i>Le Deuxième Acte</i>	3	66 714	576	↓ - 11 %	405 254
<i>Memory</i>	1	47 981	207		47 981
<i>Marcello mio</i>	2	43 597	454	↓ - 38 %	1 294 388
<i>Salem</i>	1	37 439	191		37 439
<i>Back to Black</i>	6	34 782	410	↓ - 24 %	1 053 165

AP : avant-première
Source : «Écran total»

* Estimation
Période du 29 mai au 2 juin inclus



Franck (Daniel Auteuil), Jocelyn (Bruno Podalydès) et Justine (Sandrine Kiberlain).
UGC DISTRIBUTION

La croisière fluviale s’amuse

Bruno Podalydès renoue avec ce qu’il sait faire de mieux, à savoir le récit sur l’amitié et l’enfance, et la fiction tissée avec des bouts de ficelle

LA PETITE VADROUILLE

■□□□
Chez Bruno Podalydès, faire des films, c'est regarder sa troupe vieillir avec soi : Isabelle Candelier, Florence Muller, Denis Podalydès, Jean-Noël Brouté. C'est ce premier plaisir qui est à la source de *La Petite Vadrouille*, déclinaison collective de son magnifique *Comme un avion* (2015), où l'acteur-réalisateur embarquait seul pour une croisière fluviale. La fic-

tion y était ainsi ouverte aux quatre vents, offerte à tous les hasards. Même principe ici, où fil de l'eau et fil de la fiction ne font qu'un. Justine (Sandrine Kiberlain), cadre dynamique, se voit confier par Franck (Daniel Auteuil), son patron, une mission un peu délicate : il lui remet la coquette somme de 14 000 euros pour planifier un week-end romantique afin qu'il puisse conquérir une femme qu'il convoite. Justine y voit l'occasion toute trouvée de sortir son couple et ses amis de leurs ennuis financiers : ensemble, ils organisent donc une modeste excursion fluviale à bord de *La Pénichette*, dans l'idée de soutirer un maximum d'argent au riche investisseur – et d'empocher au moins la moitié de l'enveloppe.

Rendez-vous avec les copains

Mais c'était compter sans une découverte, le jour de l'embarquement : la mystérieuse femme à conquérir n'est autre que Justine, qui doit accepter l'escapade et se laisser draguer par son chef, sous les yeux d'Albin (Denis Podalydès), son mari jaloux, et d'un équipage de bras cassés qui tente de faire les poches du patron. Il y a dans *La Petite Vadrouille* l'heureuse impression que Bruno

Un film de casse sur l'eau tout autant qu'un frêle théâtre où se joue un genre de vaudeville un peu bordélique

Podalydès, après une virée dans la satire sociologique, renoue avec l'amitié, l'enfance, la fiction avec des bouts de ficelle, les tournages comme une manière de prendre rendez-vous avec les copains. Ici, un film de casse sur l'eau tout autant qu'un frêle théâtre où se joue un genre de vaudeville un peu bordélique : le mari qui surveille sa femme, sa femme qui doit se laisser faire, le capitaine en toc et son mousse (le cartoonesque Dimitri Doré), l'hôtesse malhabile, l'éclusier et ses gros pourboires, sans oublier le couple de riverains qui, à chaque halte et sous des identités toujours différentes, vend au prix fort ses spécialités locales. Tous sont comme des enfants tentant de se faire passer pour des adultes sous le regard de Franck. Daniel Auteuil,

nouveau venu dans cet univers, y est comme un bizut effectuant son examen de passage, spectateur et victime de l'entourloupe. Il faut dire là que *La Petite Vadrouille* laisse un sentiment partagé. On y voit Podalydès faire ce qu'il sait faire de mieux, cet humour géométrique tramé de gags visuels et de détails poétiques, ce monde de l'enfance joué par des grands. Et, en même temps, le tour de magie a ici quelque chose de factice, de rouillé. C'est à la fois le sujet du film et son problème : tout le monde fait semblant, et la magie n'opère qu'en de rares occasions. Dans des détails, des idées, quelques scènes, mais qui ne parviennent jamais à trouver leur unité, ni cette pureté émotionnelle à laquelle parvenait, sans crier gare, *Comme un avion*. D'où cette tension, ce jeu de forces contradictoires entre une petite troupe qui vieillit sous nos yeux et une mécanique fictionnelle qui tente de réinvoquer l'enfance d'un art podalydesque, sans y parvenir complètement. ■

MURIELLE JOUDET

Film français de Bruno Podalydès. Avec Sandrine Kiberlain, Daniel Auteuil, Isabelle Candelier, Denis Podalydès (1 h 36).

Une course contre la montre pour sauver des scientifiques irradiés

Le réalisateur serbe Dragan Bjelogrljic s’est inspiré d’une histoire vraie

L'AFFAIRE VINCA CURIE

■□□□
En octobre 1958 débarquent à l'aéroport d'Orly quatre scientifiques aussitôt transférés à l'hôpital Curie à Paris. Gravement irradiés, à la suite d'un dépassement de niveau critique du réacteur expérimental du centre de Vinca, en Yougoslavie, ils sont attendus dans le service du docteur Henri Jammet (Lionel Abelanski) et du professeur Georges Mathé (Alexis Manenti), connu pour ses recherches sur les leucémies. A ce jour, ses expériences contre l'irradiation, menées sur des souris, n'ont pas abouti. La survie des quatre patients dont il a désormais la charge tient à presque rien. C'est sur ce fil ténu que le réalisateur serbe Dragan Bjelogrljic joue sa partition, orchestrant un thriller plus qu'un film politique. Lequel n'est pas tout à fait mis de côté, intervenant par bribes, au gré de flash-back un tantinet sommaires et peu convaincants. A l'inverse, ce qui

se joue entre les murs de l'hôpital met en place une dramaturgie plus complexe, à partir de laquelle s'élabore progressivement une course contre la montre.

Greffe de moelle osseuse

Dans ce huis clos, où la vie se débat avec la mort, les hommes avec leur conscience, les enjeux se resserrent. Les lieux (volumes de cathédrale, blancheur immaculée), prenant alors une dimension quasi théâtrale, grâce au travail du réalisateur (qui a tourné en CinémaScope) et de son chef opérateur, Ivan Kostic. Parti pris formel qui a le mérite de donner une forme de solennité aux instants de pure et grande humanité qui naîtront au cœur de la tragédie. Ceux-ci sont d'autant plus émouvants, voire sidérants, qu'ils relèvent de faits réels. Bien que peu (ou pas) connue, l'histoire rapportée ici s'est réellement produite, en pleine guerre froide, au moment où la Yougoslavie prit ses distances avec le bloc soviétique et décida de se doter de l'arme nucléaire. Ce à quoi tra-

vaillaient les cinq atomistes qui, après avoir reçu une dose létale d'uranium, furent envoyés en France où ils bénéficièrent d'abord de plusieurs transfusions sanguines dont les bienfaits furent chaque fois de courte durée. C'est alors que le professeur Mathé tenta le tout pour le tout, en opérant sur ses patients une greffe de moelle osseuse, prélevée sur des donneurs volontaires et instruits du risque mortel auquel les exposait l'opération. Toute cette aventure, altruiste et héroïque, que met en scène Dragan Bjelogrljic aurait pu facilement sombrer dans le mélodrame. Ecueil évité de justesse, en partie grâce à une forme d'austérité qui à la fois touche la réalisation, le caractère rugueux des personnages principaux et le jeu réservé, parfois taciturne, des acteurs. ■

VÉRONIQUE CAUHAPE

Film français et serbe de Dragan Bjelogrljic. Avec Alexis Manenti, Lionel Abelanski, Radivoje Bukvic (2 heures).

ODÉON

THÉÂTRE DE L'EUROPE

direction
Stéphanie Braunschweig

Saison

24/25

Abonnez-vous !

theatre-odeon.eu

MINISTÈRE DE LA CULTURE

CERCLE DE L'ODÉON

Festival d'Automne 2024

TROISCOULEURS

arte

Le Monde

Télérama

france.tv

« La photo de mode, c’est la beauté et les rêves »

Le photographe Paolo Roversi est salué par une première rétrospective française au Palais Galliera, à Paris

ENTRETIEN

Au Palais Galliera, à Paris, le photographe italien Paolo Roversi, 76 ans, figure majeure de la photo de mode, expose ses images intemporelles, fruit de ses collaborations avec les stylistes Yohji Yamamoto ou Rei Kawakubo, dans une scénographie pleine d’ombres. Cet artiste singulier, qui a fait du studio son terrain d’expérimentation et du Polaroid sa signature, reçoit dans le studio parisien Luce, où il s’est installé il y a plus de quarante ans.

Ce qui vous caractérise, c’est le studio. Comment cela a-t-il commencé ?

J’ai fait mes premières photos chez moi, dans la cuisine, en Italie. Le studio a toujours été ma maison. Quand je suis arrivé ici, à Paris, j’habitais au deuxième étage et je travaillais au premier et au rez-de-chaussée. Maintenant, j’habite ailleurs, mais il y a toujours un aspect domestique dans mes photos.

N’avez-vous jamais fait de photos en extérieur ?

Ça n’a jamais marché très fort. Quand je suis dans la réalité toute crue, ce n’est pas chez moi. J’ai besoin d’être dans l’imaginaire. Le studio est l’espace idéal pour ça. C’est un lieu très ouvert, où il n’y a pas de temps, pas de saisons, pas de limites, même si, en réalité, ça fait... 16 mètres carrés, 18 ? C’est l’espace infini. Le lieu où tout est possible.

Comme une page blanche ?

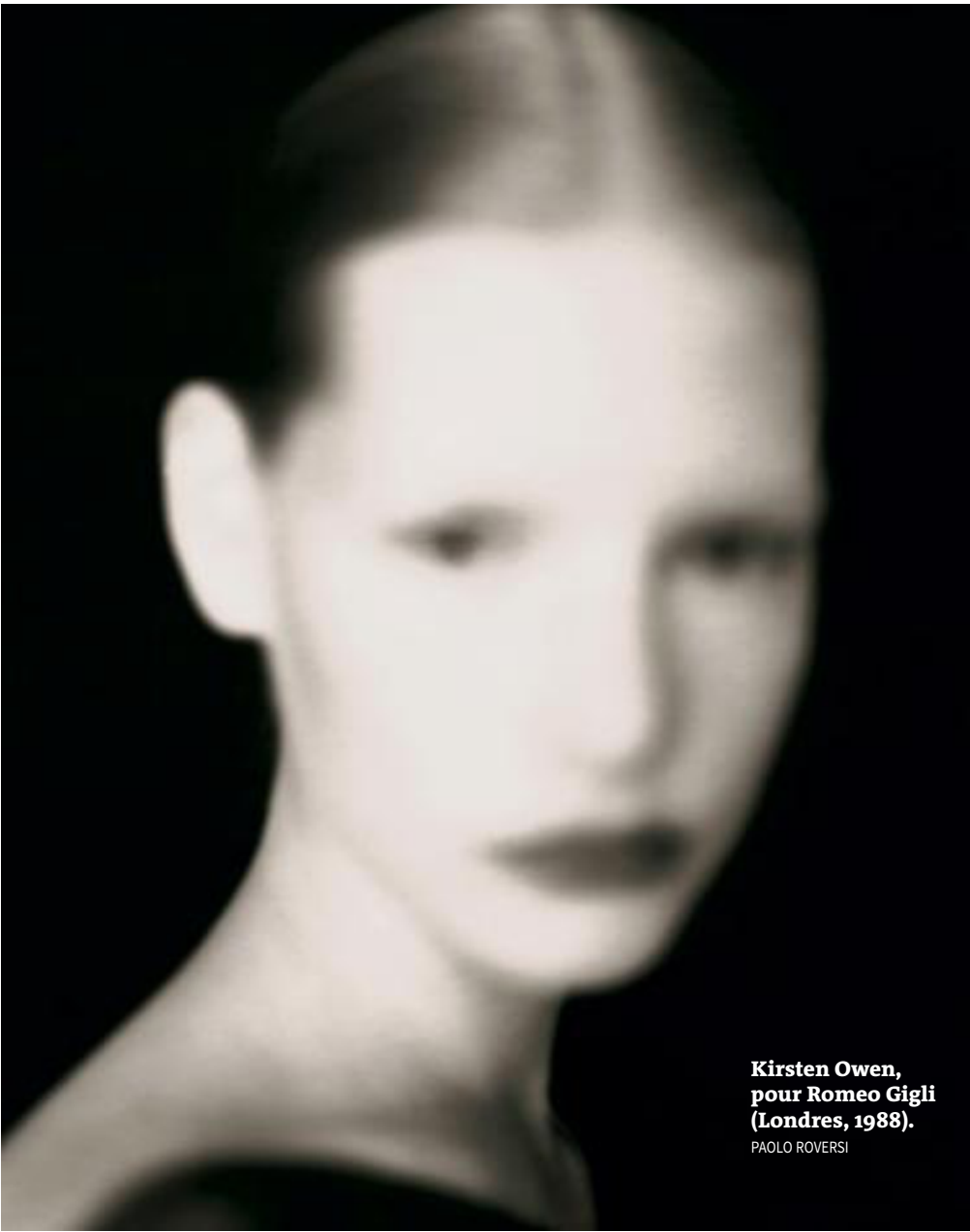
Oui, sauf que la page blanche du photographe, elle est noire, et il écrit avec la lumière.

Vous vous inscrivez moins dans la tradition des photographes de mode que dans celle des grands portraitistes, comme Nadar...

Le studio appelle le portrait. J’admire le travail des portraitistes comme Nadar, comme August Sander, comme Diane Arbus. Mais aussi Irving Penn, Richard Avedon... On fait toujours des photos à partir d’autres photos, on n’invente rien.

Dans la photo de mode, on dit souvent que vous êtes décalé. Pourquoi avoir choisi ce domaine ?

C’est arrivé à travers des rencontres. Mais ça m’a plu. Ce n’est pas documentaire : il n’y a pas d’événement, pas d’histoire. Juste la beauté et les rêves.



Comment travaillez-vous avec les stylistes ?

La partition est écrite par un autre artiste qui dessine le vêtement. Et qui décrit aussi un peu l’esprit de la femme qu’il fait vivre dans ces robes. Moi je suis un interprète. Je ne photographie pas Comme des garçons de la même façon que je photographie Dior ou Jean Paul Gaultier...

Vous avez marqué par votre collaboration avec Rei Kawakubo, de la marque japonaise Comme des garçons, depuis les années 1980. Comment cela s’est-il passé ?

Comme des garçons, quand c’est arrivé à Paris, c’était vraiment un changement total. Je me rappelle le premier défilé, ce n’était même pas un défilé, plutôt une petite exposition à l’Hôtel de

Crillon, à Paris. A l’époque, la mode, c’était Montana, Mugler, Sonia Rykiel... Mais Rei Kawakubo avait présenté des pulls avec des trous, des chaussures sans lacets... Défilé après défilé, j’aimais sa créativité, sa façon d’amener sa culture orientale vers notre culture européenne. Et, quand elle m’a demandé de faire des photos, ça m’a stimulé. En allant au-delà des conventions de la mode, elle m’a poussé à aller au-delà des conventions de la photo. Et elle m’a toujours fait confiance.

Vous avez fait du Polaroid votre signature. Comment cette histoire a-t-elle commencé ?

En 1980, Polaroid a sorti un format plus grand. Les photographes qu’il utilisaient étaient surtout ceux qui faisaient de la nature morte, avec la chambre pho-

tographique : ils s’en servaient pour vérifier le cadrage, la lumière. Un jour, j’ai commencé à l’utiliser et j’ai trouvé que les Polaroid étaient plus beaux que l’Ektachrome [diapositive de chez Kodak] : le test était plus beau que le produit final ! Le Polaroid me plaisait par sa couleur, ses contrastes, sa surface... et puis le fait que ce soit une photo unique. J’ai travaillé pendant plus de trente ans avec seulement les Polaroid.

Avez-vous réussi à l’imposer facilement ?

Les magazines et les journaux ne voulaient pas en entendre parler. Ils pensaient que c’était comme un sous-produit de la photographie. Un Polaroid, c’était pour faire un test, ou alors pour les photos de famille et les photos intimes. C’était un peu vulgaire.

« J’ai besoin d’être dans l’imaginaire. Le studio est l’espace idéal pour ça. Le lieu où tout est possible »

Comment avez-vous vécu l’arrêt de la production des Polaroid ?

J’ai trouvé que c’était ignoble de faire mourir ces films comme ça et une boîte qui avait créé la plus belle invention en photographie de tout le XX^e siècle.

Vous en reste-t-il ?

J’en ai beaucoup acheté, mais ça se périme vite. Mon livre sur les oiseaux [Des Oiseaux, 2023], publié aux éditions Atelier EXB, je l’ai fait avec des vieux Polaroid. Ça se voit : il manque des morceaux, il y a des traces sur la photo. Depuis, je suis passé au numérique. Mais j’essaie de ne pas faire la même chose qu’avant. Et la photographie ne doit pas être une affaire de technique.

Vous avez souvent travaillé avec les mêmes mannequins, comme Kirsten Owen. Que recherchez-vous chez elles ?

J’aime bien me trouver avec des sujets qui ont une vraie profondeur, pas juste des mannequins qui savent trouver une bonne pose, un joli sourire. Je préfère des personnages qui ont une vraie humanité. C’est le mot juste, je crois. Elles m’ont donné et appris beaucoup.

Dans l’exposition, une salle présente les nus blancs et fantomatiques que vous avez publiés dans un livre, « Nudi » (Stromboli et Steidl, 1999). Comment ont-ils été faits ?

A la fin d’une séance de mode, je demandais à une fille si elle était d’accord pour poser nue. Pour

moi, ces photos sont des portraits qui révèlent leur personnalité, leur caractère, leur intimité, ce n’est pas une recherche érotique ou anatomique. J’ai toujours pensé que les portraits nus, c’est la façon la plus élégante de faire un portrait.

Dans la photo de mode aujourd’hui, les mannequins se déshabillent beaucoup moins... Pourrait-on encore faire des nus comme les vôtres ?

Je ne sais pas, moi, je peux continuer. Mais c’est vrai que le monde a changé là-dessus. Il y a toute une éthique qui a changé complètement après #metoo.

Quelle est votre position sur ce mouvement, qui a remis en question le regard des hommes sur les femmes ?

Ça ne m’intéresse pas du tout de parler de #metoo, je suis désolé. Moi, je suis photographe et je prends des photos. J’appelle ça une amitié photographique, c’est fondé sur une confiance réciproque. Et, ces nus, c’est vraiment un geste d’amitié de la fille envers moi. C’est un cadeau mutuel.

Inscrivez-vous ces images dans un rapport à l’histoire de l’art ?

Oui. Et à la peinture religieuse. Pour moi, elles sont des anges, des madones.

Etes-vous croyant ?

Je ne sais pas si je suis croyant. J’ai eu une éducation catholique, comme presque tous les enfants en Italie. Le poète Charles Simic dit que la photographie transforme la matière en esprit et l’esprit en matière. Chacun voit avec les yeux qu’il a. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLAIRE GUILLOT

« Paolo Roversi ». Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, Paris 16^e. Jusqu’au 14 juillet. Catalogue aux éditions Paris Musées, 208 pages, 45 euros. [Palaisgalliera.paris.fr](http://palaisgalliera.paris.fr)

A Paris, les débuts remarqués d’Edith Proust

La comédienne joue « La Dernière Nuit de Don Juan » au Studio de la Comédie-Française

THÉÂTRE

Elle vient d’être engagée à la Comédie-Française, et la voici déjà propulsée dans un rôle qui donne peut-être le « la » de son futur parcours à l’intérieur des murs. Pensionnaire depuis le 2 avril, Edith Proust, 35 ans, virtuose et précise interprète, incarne avec une réjouissante ironie l’Ombre blanche. Soit toutes les femmes en une seule, qui, ses talons aiguilles expédiés en coulisses, entreprend de venger ses 1 003 sœurs d’armes victimes d’un Don Juan (Baptiste Chabauty) arrivé au seuil de la mort. Maryse Estier a eu la bonne idée d’adapter et de mettre en scène le texte d’Edmond Rostand. Un poème dramatique inachevé de l’auteur de *Cyrano de Bergerac*, qui meurt, en 1918. Ce qui expli-

que sans doute les claudications de cette version posthume établie à partir de fragments.

Déconstruction du mythe

Sur le plateau du Studio de la Comédie-Française, dans un espace évoquant la Venise du XVII^e siècle, trône une table de festin : un bloc de pierre que surveille d’un regard suspicieux une masse compacte d’hommes et de femmes, peints sur une toile accrochée au mur. Ils sont vêtus à l’ancienne, mais tiennent dans leurs mains des smartphones. La scénographie de Lucien Valle glisse un peu de XXI^e siècle. C’est d’ailleurs en tirant son castelet dans un chariot de course que le Diable (Jordan Rezgui), rejoint Don Juan pour sa dernière nuit sur la terre.

Le moment des comptes a sonné. En une heure, le libertin

qui se pavane du haut de son narcissisme va tomber de Charybde en Scylla. Incapable de relever les défis que lui soumettent ses contradicteurs, il fait à marche forcée le deuil de ses certitudes. Il ne sait nommer avec justesse aucune de ces 1 003 femmes qu’il pense pourtant avoir possédées corps et âme. Pas une n’a versé de larmes sincères par sa faute. Quant à la pièce d’or que, un jour, il a donnée à un miséreux, elle lui est jetée au visage par ce même miséreux. C’est à une déconstruction du mythe masculin que se livre un Rostand facétieux qui pousse le vice jusqu’à envoyer le héros, non aux Enfers mais dans la boîte à marionnettes. L’humain ne vaut guère mieux qu’un pantin.

Il faut attendre cette mise au point opérée par l’entremise des personnages du Diable et de

l’Ombre blanche pour s’arrimer à une représentation dont la forme théâtrale initiale pêche par trop d’artificialité. Profération outrée et corps sans densité : ces écueils se dissipent lorsque apparaît Edith Proust, qui fait souffler le vent de la modernité. Le naturel de son jeu contamine ses partenaires, qui cessent de déclamer. Alors nous parvient la vision prenante d’un Don Juan. S’il sonnait faux dans l’arrogance, l’échec le rend, à l’inverse, crédible et (presque) attachant. ■


JOËLLE GAYOT

La Dernière Nuit de Don Juan, d’après Edmond Rostand. Adaptation et mise en scène de Maryse Estier. Studio de la Comédie-Française, Paris 1^{er}. Jusqu’au 7 juillet. [Comedie-francaise.fr](http://comedie-francaise.fr)




Amandla Stenberg
incarne les jumelles
Mae et Osha, dans
« The Acolyte ».
LUCASFILM LTD./DISNEY+

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : $P_{Tot} = 0,0083 \text{ kg/tonne de papier}$




en vente
actuellement


En kiosque



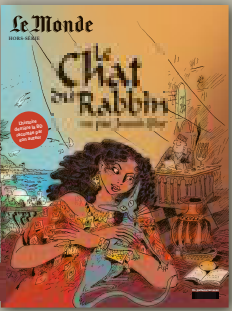
Hors-série




Hors-série



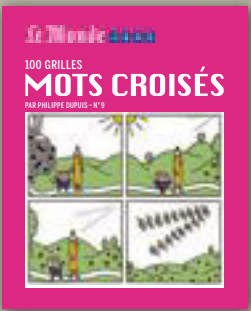
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs

Abonnements


Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)


Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.souspresse.fr






Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)
soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Julian

est né le 31 mai 2024.

Merci à nos deux chefs,
Camille et **Joffrey FENAILLON**,
pour cette sublime réalisation !

Pour la plus grande joie de
Corinne et **Patrice HIRSOUT**,
Sylvie et **Jean-Claude FENAILLON**
(les grands-parents),
des familles **HIRSOUT** et **FENAILLON**
et des très nombreux amis !

Décès

Monique,
son épouse,
Florence, Olivier et Nathalie,
ses enfants,
Jean-Michel et Françoise, Catherine,
Claire,
ses frère et sœurs,
Louise et Vincent, Simon et Camille,
Maud et Mathieu, Clément,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Francis BIQUARD,
ancien professeur
de l'université d'Aix-Marseille,

survenu le 24 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 31 mai,
dans l'Yonne, dans l'intimité
familiale.

Mireille, Charles et Jean-Pierre,
ses enfants,
Patrice et Leticia,
son gendre et sa belle-fille,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin d'annoncer le décès,
survenu le 29 mai 2024, dans sa quatre-
vingt-dix-huitième année, de

Marie Paule BOUZOLS,
née **TEISSIER** de **CADILLAN**.

La cérémonie religieuse aura
lieu le mercredi 5 juin, à 14 h 30,
en l'église Notre-Dame-d'Auteuil,
Paris 16^e, avant l'inhumation dans
le caveau familial du cimetière
de Saint-Étienne-du-Grès (Bouches-
du-Rhône), où elle reposera auprès
de son époux,

Louis,

décédé le 10 mai 1988.

Eric Vu-An Binh,
Axelle Gall
Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu de

Hugues R. GALL,
membre de l'Institut,
commandeur
de la Légion d'honneur,

le 25 mai 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-
Honoré, Paris 1^{er}, le mardi 11 juin, à
16 heures.

L'inhumation aura lieu le jeudi
13 juin, à 11 h 30, au cimetière de
Giverny.

Ni fleurs ni couronnes.

Paris. Pétion-Ville (Haïti).

Laurence et Marc,
ses enfants
et leurs conjoints, Charles et Valentina,
Léa, Charles, Aurélie, Olivia et Matéo,
ses petits-enfants,
Ses neveu et nièces,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

Denise JEAN-MARIE,
née **BESSIRARD**,
veuve du
docteur Michel JEAN-MARIE,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 22 mai 2024, à Pétion-Ville,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie religieuse a été
célébrée le 1^{er} juin, à 9 heures, à Pétion-
Ville (Haïti).

« Aimez-vous les uns les autres. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

lrascho411@gmail.com

Quimper. Le Vieux-Marché.

Pierre Lautridou,
son époux,
Anna et Pierre Edern,
ses enfants
et leurs compagnons,
Mado,
sa petite-fille adorée,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Marie Alice LAUTRIDOU,
née **PIRIOU**,
avocat,

survenu le 12 mai 2024,
à l'âge de soixante-quatorze ans.

Marie Alice reposera au Vieux-
Marché dans son Trégor natal.

Contact : ma.lautridou@gmail.com

Buguélès. Penvénan.

Annie Junter,
sa compagne,
Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Paul Jean LE ROUX,
président honoraire
de la Coopérative immobilière
de Bretagne,

survenu le 1^{er} juin 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
le 6 juin, à 11 heures, en l'église de
Penvénan (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

Fleurs et/ou dons au fond de
dotation Kernaë pour le logement
(www.Kernaë.bzh).

Pompes funèbres Keriguy,
22710 Penvénan.

annie.junter@wanadoo.fr

Frédéric et Véronique Gagey,
Philippe Marchais,
Isabelle et Valère Moutarlier,
ses enfants,
Mathilde et Stéphane, Nathalie
et Joan, François et Anne-Laure,
Antoine et Mélanie, Eléonore et
Augustin,
Pierre et Clémence, Marie et Niels,
Paul et Vesna,
Charlotte et Jonathan, Juliette
et Clément, Augustin et Louise,
Clémence,
ses petits-enfants,
Timothée, Clara, Margaux, Zoé,
Nathan, Alix, Joachim, Arthur, Félix,
Léopoldine, Philippa, Charlotte, Simon,
Anatole,
Rose, Léonie, Joseph, Oscar, Violette,
Léon,
Constantin, Gaspard,
ses arrière-petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Monique MARCHAIS,
née **CHAPRON**,

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le 6 juin, à 10 h 15, en l'église
de Garches.

Nous associons à notre chagrin le
souvenir de son époux,

Henry MARCHAIS,

décédé le 20 janvier 2024.

Bergerac. Paris. Tonnerre. Réville.

M^{me} Thérèse Nallet,
son épouse,
Vincent Nallet,
son fils,
Alice-Sophie,
sa belle-fille,
Baptiste, Candice, Perrine, Basile,
ses petits-enfants,
Andrée Leroux,
sa belle-sœur,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Lacaze, Lafon, Leconte,
Perdereau, Darbeau et Nallet,

ont la tristesse de faire part du décès
de

M. Henri NALLET,
ancien secrétaire général de la JEC
(1963-1964),
directeur de recherches à l'INRA,
conseiller à la présidence
de la République (1981-1985),
ministre de l'Agriculture
(1985-1986 puis 1988-1990),
garde des Sceaux (1990-1992),
député de l'Yonne
(1986-1988 puis 1997-1999),
maire de Tonnerre (1989-1998),
conseiller général de l'Yonne
(1988-2001),
président du Haut Conseil
de la coopération agricole
(2015-2020),
président de Droits d'urgence
(2021-2022),
président
de la Fondation Jean-Jaurès
(2013-2022),

survenu le 29 mai 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées
en l'église Saint-Martin de Réville
(Manche), ce mardi 4 juin, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

(Le Monde du 3 juin.)

Marylise Léon
Et la Commission exécutive de la
CFDT,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Philippe PORTIER,
secrétaire national,

survenu le 31 mai 2024,
à l'âge de cinquante-neuf ans,
des suites d'une longue maladie.

Ils saluent la mémoire d'un grand
militant.

Philippe faisait partie de la
Commission exécutive confédérale
depuis 2018. Il a notamment été en
charge des questions de transition
écologique, de recherche et d'industrie,
et de dialogue social.

Son arrivée à la Commission
exécutive s'inscrivait dans un parcours
militant très riche : délégué du
personnel, secrétaire de CE, délégué
syndical, conseiller prud'homme,
secrétaire général de l'Union mines
métaux Ain-Deux Savoies, secrétaire
national puis secrétaire général de
la Fédération des Mines et de la
Métallurgie - CFDT.

Ses obsèques auront lieu dans
l'intimité, le jeudi 6 juin.

La famille ne souhaite pas de fleurs.

Paris.

La Fédération des Mines et de la
Métallurgie - CFDT,

a la profonde tristesse de faire part
du décès de

Philippe PORTIER,
son secrétaire général
de 2014 à 2018.

La FGMM-CFDT salue ses vingt ans
d'engagement au service du dialogue
social, de la défense de l'industrie et
de ses salariés.

Ses obsèques seront organisées dans
l'intimité familiale.

Nous nous associons au deuil de
sa famille et de ses proches.

Claire Torracinta-Pache,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès,
survenu le 29 mai 2024, à Genève, à
l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

Claude TORRACINTA,
journaliste,

ancien directeur de l'information
à la Télévision Suisse Romande,
ancien membre du comité
des programmes de la Sept-Arte,
prix francophone de l'information,
chevalier de l'ordre
des Arts et des Lettres,
il était un lecteur fidèle du *Monde*
depuis ses vingt ans.

Souvenirs

Le 4 juin 2020,

Daniel BONNECHÈRE.

Notre amour est vivant.

Michèle.

Il y a douze ans, disparaissait

Claude BOUKOBZA,
psychanalyste,
fondatrice de l'unité Mère-Enfant
du centre hospitalier de Saint-Denis.

Sa mémoire et ses écrits restent
présents.

Une pensée pour sa fille,


Sarah,

disparue en 2014.

Dominique Claudet,
son époux,
leurs fils, Joachim et Ariel.

Communications diverses

Les Mardis de la Philo
et les Facultés Loyola Paris
proposent une journée de réflexion,
le 13 juin 2024,
de 9 heures à 17 h 30
L'Intelligence Artificielle
et l'humain :
des liaisons dangereuses ?
Focus sur la défense et la santé
réunissant praticiens de l'IA
et philosophes,
Alexei Grinbaum,
le général (2S) Charles Palu,
Asma Mhalla,
le professeur Guillaume Assié,
Le docteur Julien Vibert,
Laurence Devillers,
Jean-Michel Besnier,
Eric Charmetant,
Romain Leroy-Castillo,
Raphaëlle Taub,
Stéphane Ragusa.
Informations et inscription :
lesmardisdelaphilo.com
ou Tél. : 06 77 66 09 55.




Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !


Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants
bénévoles
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Un
événement
heureux
doit être partagé !





Le Carnet

Pour toute information : carnet@mpublicite.fr - Prix à la ligne : 24,60 € TTC.

Agnès Desmazières

Les violations de la justice sociale dans l'Eglise font le lit des violences sexuelles

Alors que le Vatican connaît un conflit social inédit, l'historienne pointe l'incohérence de l'Eglise catholique portant un discours sur les pauvres tout en s'appuyant sur un modèle interne favorisant les « abus »

Événement inédit, le Vatican est en proie à un conflit social. Des salariés du plus petit Etat du monde menacent de traduire en justice les autorités ecclésiales. Cette affaire révèle l'existence de conditions de travail dégradées dans l'Eglise catholique. Elle atteste également un changement de culture qui s'opère par le bas. Désormais, des employés d'institutions ecclésiales sont disposés à entamer des démarches en justice pour que l'Eglise catholique mette en application sa propre doctrine sociale. La cohérence de l'Eglise catholique se trouve ici questionnée.

A la fin du XIX^e siècle, dans le contexte d'une industrialisation débridée, le pape Léon XIII [1878-1903] avait forgé en effet les principes d'une doctrine sociale de l'Eglise dans l'encyclique *Rerum novarum* (1891). Le document revêt une telle importance que Jean Paul II [1978-2005] juge nécessaire de le célébrer encore cent ans après dans une autre encyclique, *Centesimus annus*. La naissance de la doctrine sociale de l'Eglise coïncide avec le développement d'un christianisme dit « social », qui vise à remédier aux inégalités criantes dans le monde. Le propos n'est pas sans arrière-pensée apologétique : l'Eglise

catholique est alors en train de perdre le contact avec les masses ouvrières.

Pour autant, la mise en œuvre de la doctrine sociale au sein même de l'Eglise demeure un point aveugle. Si elle investit largement les champs de la morale sexuelle et de la morale sociale, elle déserte celui de la morale dans ses propres institutions. La prise de conscience de la nécessité que l'Eglise doit elle-même fonctionner, en interne, en accord avec sa promotion de la justice sociale dans la société civile est relativement récente, et encore inachevée – le refus d'assumer le caractère politique de son organisation institutionnelle n'y est pas étranger.

Le synode des évêques de 1971, qui a traité de la justice dans le monde, constitue une pierre milliaire de cette prise de conscience. Sous l'égide de l'économiste britannique Barbara Ward (1914-1981), laïque et première femme à prendre la parole lors d'un synode, l'assemblée reconnaît alors que « l'égalité de traitement et de promotion doit être donnée aux laïcs » dans l'Eglise catholique (*Justitia in Mundo* n. 44). Le code de droit canonique de 1983 signale encore que les laïcs qui travaillent pour l'Eglise catholique ont « le droit à une honnête rémunération se-

lon leur condition et qui leur permette de pourvoir décemment à leurs besoins et à ceux de leur famille, en respectant aussi les dispositions du droit civil » (can. 231 § 1).

Le pontificat du pape François a sans doute contribué à raviver cette prise de conscience, tout au moins chez les salariés du Vatican. Son plaidoyer en faveur d'une Eglise plus inclusive, où les pauvres seraient au centre, n'y est pas étranger. La crise sociale au Vatican met cependant l'Eglise catholique, à Rome comme ailleurs, au défi de cette inclusion concrète des pauvres dont il ne s'agit pas tant d'exalter la misère, mais bien de leur permettre d'en sortir. Cette crise invite également l'Eglise catholique à prêter attention aux discriminations sociales présentes en son sein, particulièrement prégnantes s'agissant de la place accor-

dée aux femmes. Le pontificat du pape François ne sera ainsi pas jugé à l'aune de sa seule réponse à la crise des violences sexuelles, mais également à celle donnée aux atteintes portées à la justice sociale.

De manière significative, dans le cadre de la préparation du concile Vatican II (1962-1965), des religieux salésiens avaient déjà alerté sur la nécessité de réprimer davantage tant la pédocriminalité cléricale et religieuse que les « violations de la justice sociale » par les prêtres. Cette association inattendue met en évidence la façon dont les violences sexuelles ont été alimentées par un plus ample système d'abus, entravant la dignité de la personne humaine. En ce sens, on peut considérer que les violations de la justice sociale dans l'Eglise font le lit des violences sexuelles. Ce n'est qu'en s'attaquant à l'ensemble de ces abus que l'Eglise catholique pourra véritablement répondre de manière pertinente à la crise des violences sexuelles.

Revaloriser les critères d'expertise

Toutefois, le chemin est encore long. Il passe, en particulier, par une revalorisation du droit, au Vatican comme dans les différents diocèses et institutions ecclésiales. Sous prétexte de charité et de miséricorde, le droit – de l'Eglise, comme celui des Etats – a été largement ignoré en contexte catholique, contribuant en particulier à l'impunité des pédocriminels. A la justice est préféré l'arbitraire du prince. Dans cette perspective, le respect des « dispositions du droit civil », mentionnées par le code de droit canonique et qui

comprennent aussi le droit à saisir la justice civile en cas de conflit social, est primordial. Alors que les salariés du Vatican sont conduits à se tourner vers la justice du petit Etat, les autres salariés de l'Eglise, dispersés dans le monde entier, peuvent s'adresser à celle de leur propre pays.

Ce chemin de maturation d'une conscience sociale implique également la sortie d'un modèle fondé sur un bénévolat imposé – ou masqué sous la forme d'un salariat à bas coût – qui favorise l'avancement de personnes issues de milieux privilégiés. L'Eglise catholique est invitée à revaloriser les critères de l'expertise, de la compétence et du respect de la déontologie professionnelle dans ses processus de recrutement et de progression de carrière.

Une telle évolution suppose aussi un changement de culture ecclésiale, laissant davantage de place à la liberté – liberté d'expression, libertés syndicales, libertés académiques, etc. – ainsi qu'à la transparence dans ses modes de fonctionnement et, par conséquent, à en rendre compte. C'est en reconnaissant ses propres carences en matière de justice sociale que l'Eglise catholique pourra témoigner de la cohérence entre ses actes et son discours. ■

Agnès Desmazières est historienne et théologienne. Elle est l'autrice, entre autres, de « L'Heure des laïcs. Proximité et coresponsabilité » (Salvator, 2021)

Julian Fernandez et Serge Sur L'impossibilité pour la CPI de juger par contumace la condamne au rôle de spectateur engagé

Afin que la Cour pénale internationale ne soit pas qu'une tribune sans effets concrets, la révision des statuts de sa principale instance s'impose afin d'autoriser des procédures en l'absence des responsables incriminés, estiment les deux professeurs

Longtemps cantonnée aux terrains africains, la Cour pénale internationale (CPI) tente depuis quelque temps une montée en gamme salutaire. Les poursuites que souhaite maintenant engager Karim Khan, le procureur de la Cour, contre Benyamin Nétanyahou – l'actuel premier ministre israélien – ou Yahya Sinouar – le chef du Hamas – portent un message universel dont il faut se féliciter. Tous ceux qui foulent au pied les règles de la guerre devraient en répondre. Le droit humanitaire est un garde-fou contre les passions tristes, contre la tentation de la montée aux extrêmes sur les différents terrains conflictuels.

Quelle que soit la justesse de sa cause, il faut résister aux pulsions de vengeance, à toute cette violence débridée qui « rend mauvais le plus raisonnable », pour reprendre la réaction d'Achille, ses larmes et sa colère, à l'annonce de la mort de son compagnon, Patrocle (*Illiade*, chant XVIII). La justice est aussi là pour préserver l'avenir. Mais s'intéresser en temps réel

aux actes de tous les belligérants, y compris les plus puissants, expose à des opérations d'intimidation et à des procès en disqualification.

En vingt ans d'existence, la CPI a ainsi dû affronter l'hostilité des Etats-Unis lorsqu'elle s'est penchée sur les crimes commis par leurs officiels dans des centres de détention en Afghanistan, au cœur de la « guerre contre le terrorisme » lancée par l'administration de George W. Bush. Elle a aussi subi d'intenses pressions quand elle a voulu discuter des allégations visant des ressortissants britanniques dans le cadre du conflit irakien et de l'occupation de ce pays de 2003 à 2008. Et la Cour se heurte aujourd'hui à l'opposition russe en raison des poursuites engagées contre Vladimir Poutine. Le procureur et plusieurs juges de la Cour, particulièrement menacés, vivent sous protection rapprochée. Est-ce alors bien raisonnable d'ouvrir un nouveau front ?

Le *Guardian*, *Le Monde* et d'autres médias viennent d'ailleurs

de dévoiler toute l'ampleur des pressions déjà exercées par Israël contre les différents organes de cette juridiction pénale internationale. La situation en Palestine constitue pour la CPI une nouvelle épreuve de vérité. Mais, avec sa mobilisation dans la situation en Ukraine, la passivité de la Cour à l'égard de l'autre grande situation de crise dans le monde n'était plus acceptable. Quicon-

que a voyagé en Afrique, au Moyen-Orient, dans ce qu'on appelle le « Sud global », sait à quel point les procès en double standard pèsent sur la légitimité de la Cour et les valeurs défendues par les Occidentaux.

Un moment charnière

Dans ces conditions, chacun comprend les multiples précautions prises par le procureur dans sa communication sur la situation à Gaza et les mandats d'arrêt qu'il souhaite obtenir. Il lui fallait dépersonnaliser les démarches, trouver de précieux appuis. Au tour d'Amal Clooney, avocate et conseillère spéciale du procureur de la Cour, un groupe de six personnalités, juristes réputés pour la plupart, a été mobilisé pour défendre la démarche de Karim Khan. Elles ont publié maintes tribunes et rapports en parallèle.

On s'étonnera quand même de la présence d'anciens juges de la Cour pénale internationale et du manque de diversité de ce panel, dont les membres sont tous formés par la tradition juridique

anglo-saxonne. Les formations actuelles de la Cour qui se prononceront en toute indépendance sur les demandes du procureur apprécieront. Mais la démarche de Karim Khan et sa communication offensive à ce stade de la procédure les exposent sans doute excessivement.

En toute hypothèse, la justice pénale internationale se trouve bien à un moment charnière. Si les poursuites ont des effets indéniables sur les récits des responsables visés, sur leurs déplacements et sur les soutiens dont ils bénéficient, c'est avant tout sur le plan judiciaire qu'on est en droit d'en attendre des suites. Il n'y a pas pire glaive qu'un sabre de bois. Mais l'absence de possibilité pour la CPI de juger par contumace la condamne au rôle de spectateur engagé.

Pas un suspect dont les charges ont ensuite été confirmées ne lui a été remis depuis plus de trois ans et on voit mal comment Vladimir Poutine, Yahya Sinouar et Benyamin Nétanyahou pourraient, à terme, être conduits de-

vant la Cour pour répondre des actes qui leur sont reprochés. Sans procès, l'accusation n'est qu'une imprécation. La CPI est-elle condamnée à n'être qu'une tribune ? Ce rôle ne va-t-il pas épuiser rapidement son autorité ? C'est maintenant aux Etats de prendre leurs responsabilités, en soutenant la Cour contre les attaques qu'elle pourrait de nouveau subir, en lui remettant les suspects qu'elle réclame et en révisant son statut afin d'autoriser les procédures *in absentia* [« en l'absence de la personne concernée »]. ■

Julian Fernandez, professeur à l'université Paris-Panthéon-Assas, en détachement à l'université Galatasaray, à Istanbul, en Turquie ; Serge Sur, membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques) et professeur émérite de l'université Paris-Panthéon-Assas

Anthony Hussenot La logique méritocratique pourrait créer de plus en plus de diplômés insatisfaits

Dans une économie qui fait la part belle à la connaissance et à l'innovation, les plus diplômés restent les grands gagnants du marché du travail. Ils y sont statistiquement les mieux lotis : dix-huit mois après la fin de leurs études, 75,1 % des diplômés de master occupent un emploi salarié et sont en contrat à durée indéterminée pour la majorité d'entre eux, selon le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais des tendances de fond pourraient entacher cette situation favorable.

Une première incertitude provient de l'augmentation continue du nombre d'étudiants de master ces deux dernières décennies, pour s'établir à environ 140 000 par an. On peut, bien sûr, se réjouir de la démocratisation de l'enseignement supérieur, même si, malheureusement, les étudiants de master ressentent principalement issus des classes favorisées, comme le montre le Centre d'études et de recherches sur les qualifications. Cette augmentation du nombre de diplômés de master sur le marché du travail fait cependant peser un risque de dévalorisation des diplômes, surtout si les administrations et les entreprises ne créent pas suffisamment d'emplois à la hauteur des attentes. Et cela semble déjà être, en partie, le cas.

On sait déjà que tous les diplômes de master n'ont pas la même valeur aux yeux des entreprises, et que certains établissements (grandes écoles, écoles de commerce, etc.) ont plus la cote que d'autres auprès des employeurs. Mais le succès actuel du double master risque de renforcer cette discrimination entre les diplômés et pourrait augmenter le coût des études. De plus, il entraînera sans doute un durcissement des critères de recrutement dans les entreprises et,

Le nombre toujours croissant de lauréats et l'arrivée de nouveaux outils risquent de créer des disparités entre ceux disposant d'un capital culturel et social et les autres, s'inquiète le professeur en sciences de gestion



LE SUCCÈS ACTUEL
DU DOUBLE MASTER
RISQUE DE RENFORCER
LA DISCRIMINATION
ENTRE LES DIPLÔMÉS
ET POURRAIT
AUGMENTER LE COÛT
DES ÉTUDES

à terme, la liste des diplômés à obtenir pour décrocher un poste pourrait s'allonger encore plus. Si cet engouement montre que les étudiants essaient d'ores et déjà de se prémunir contre le risque de dévalorisation de leur diplôme, ceux ne disposant que d'un seul diplôme de master risquent d'être les grands perdants de cette tendance.

Incertitudes grandissantes

D'autres éléments pointent une dégradation des conditions de travail pour les diplômés : citons, par exemple, la baisse du taux des cadres et l'augmentation du taux de chômage parmi les diplômés de master, relevées par Philippe Lemistre dans un entretien au *Monde*. On ob-

serve également un décalage entre les conditions de travail offertes par les entreprises et les attentes des diplômés du supérieur.

Les nombreux témoignages de jeunes regrettant que leur entreprise refuse de leur accorder la possibilité de faire du télétravail sont un exemple, parmi d'autres, de l'écart qui semble se creuser entre les plus diplômés et leurs managers. Or, si les entreprises n'offrent pas des conditions de travail à la hauteur des attentes des diplômés de master, pourquoi le feraient-elles pour les diplômés de licence, de BTS et du baccalauréat ? Et que dire alors des non-diplômés, dont les mauvaises conditions de travail sont régulièrement dénoncées ?

Enfin, les évolutions technologiques en cours ne font que renforcer ces incertitudes grandissantes : l'intelligence artificielle est d'ores et déjà en train de modifier en profondeur la façon dont nous réalisons les tâches courantes (courrier, présentations, notes de synthèse, etc.), mais également celles qui demandent des compétences techniques et de l'expertise (recrutement, analyse financière, codage...). Que restera-t-il dans quelques années de la valeur des compétences des diplômés de master ?

Le risque est de voir émerger un marché du travail à deux vitesses. Les personnes dont les tâches professionnelles mêleront à la fois des compétences techniques pointues et de la créativité pourront sans doute tirer profit des progrès technologiques, sans voir leurs métiers

dévalorisés – certains ingénieurs, développeurs, designers, etc. Le marché du travail leur est plutôt favorable et devrait le rester. Il en sera de même pour ceux dont l'activité repose autant sur leur expertise que sur la qualité des liens sociaux et émotionnels : ce sont certains managers, chargés d'affaires, chargés de grands comptes, chefs de projet. On ne voit pas, à ce jour, la technologie concurrencer l'humain sur le plan des relations interpersonnelles.

Double concurrence

Le problème se pose plutôt pour les diplômés du supérieur dont les compétences sont principalement génériques (ceux, par exemple, qui travaillent dans les services supports et dont les activités consistent principalement à collecter et analyser de l'information). Ces personnes feront face à une double concurrence : l'arrivée d'un nombre toujours plus élevé de diplômés sur le marché du travail ayant peu ou prou la même formation, et les progrès de la technologie. Elles risquent de devenir interchangeables, amoindissant leur valeur sur le marché du travail, et seront en concurrence avec des outils capables de réaliser partiellement ou totalement leurs tâches.

Certes, il faudra bien quelqu'un pour utiliser ces outils et vérifier la pertinence des résultats obtenus, mais si leurs compétences résident principalement dans la capacité à écrire des prompts (commandes envoyées aux intelligences artificielles), leurs condi-

tions de travail se dégraderont rapidement. Les diplômés du supérieur ont pendant longtemps été synonymes de sécurité professionnelle, et si c'est encore vrai aujourd'hui, la situation pourrait se dégrader dans les années à venir. Le danger est que les jeunes issus des classes moyennes et populaires subissent l'essentiel de cette précarisation : ceux disposant d'un capital culturel et social important trouveront plus facilement les ressources pour l'éviter, en faisant notamment de meilleurs choix d'orientation. Mais pour les autres, le choix du master et de l'établissement se fait souvent par défaut, notamment par manque de moyens financiers.

Comme l'avaient montré il y a quelques années des intellectuels comme David Goodhart ou Michael Sandel, la course aux diplômes crée des frustrations et un manque de reconnaissance pour ceux qui ne peuvent pas se former, entraînant des divisions et des inégalités dans la société. A présent, cette logique méritocratique pourrait aussi créer de plus en plus d'insatisfaits parmi les plus diplômés.

Alors que nous vivons déjà dans une société d'héritiers, comme le note le Conseil d'analyse économique, la dévalorisation des diplômes nous ferait basculer davantage dans une époque sans perspectives pour tout un pan de la jeunesse, qu'elle soit diplômée ou non. ■

Anthony Hussenot est professeur des universités en sciences de gestion à l'université Côte d'Azur, spécialiste des évolutions des pratiques de travail, de collaboration et de management

Marine Babonneau Il est devenu difficile pour la presse judiciaire de faire son travail

La présidente de l'Association de la presse judiciaire déplore l'habitude prise par de nombreux parquets de ne plus révéler certaines informations et de faire ainsi obstacle à la liberté d'informer

Une bonne justice se rend dans les tribunaux, publiquement, au nom du peuple français. Dès lors, elle ne devrait rien avoir à craindre en se découvrant devant les citoyens. On connaît la formule : « Si vous n'avez rien à cacher, vous n'avez rien à craindre. »

Depuis plusieurs années, il est pourtant de plus en plus difficile pour la presse judiciaire d'accomplir son travail. Insidieusement, la justice devient un monde opaque, tourné vers lui-même, qui considère en intrus tous ceux qui osent poser des questions sur son fonctionnement. Un journaliste qui n'a pas accès à l'information, c'est un citoyen mal – ou pas – informé. Et un citoyen qui est mal informé, c'est un citoyen abreuvé de fausses informations et qui perd confiance dans les institutions. Nul ne peut se satisfaire de voir la communication confisquée, faute de sources fiables, par les syndicats de policiers, les dirigeants politiques, et les polémistes qui occupent le terrain que la justice leur abandonne.

Or, certains parquets – pas tous, heureusement ! –, dépositaires d'une parole encadrée par la loi, prennent l'habitude de livrer au compte-gouttes des non-informations pour calmer de manière artificielle la curiosité des journalistes et donc des citoyens. De quoi ont-ils peur ? Le premier d'entre eux par le nombre de magistrats, celui de Paris, refuse désormais de simplement confir-

mer le placement en garde à vue de telle ou telle personnalité, au nom de la présomption d'innocence. Absurde : ce mutisme contribue à encourager les ragots, rumeurs et imprécisions dont se plaignent tant les procureurs.

Par ailleurs, il est aujourd'hui fréquent de donner à la presse consigne de ne pas révéler l'identité des magistrats qui siègent aux procès. Absurde, encore, d'autant plus que tous ne le réclament pas. Ainsi, lors des audiences consacrées aux tueries islamistes de novembre 2015, les représentants du Parquet national antiterroriste n'ont pas demandé à se dissimuler derrière l'anonymat, non plus le président de la cour d'assises.

Autrefois, les magistrats spécialisés étaient même, parfois, célèbres : François Molins, Marc



LA JUSTICE DEVIENT
UN MONDE
OPAQUE
QUI CONSIDÈRE
EN INTRUS TOUS
CEUX QUI OSENT
QUESTIONNER SON
FONCTIONNEMENT

Trévidic, par exemple, n'ont jamais redouté de remplir leur office à identité et visage découverts. Pourquoi, au XXI^e siècle, cette volonté de faire de la justice une administration peuplée de fantômes interchangeables ? Pourquoi est-il souvent si compliqué d'obtenir des jugements motivés, seul moyen d'expliquer au public les raisons d'une condamnation ou d'une relaxe ? Et au nom de quelle présomption nous refuse-t-on ici ou là de nous livrer les calendriers des assises non anonymisés ?

Magistrats inaccessibles

En 2024, la justice se bunkérise. Les informations judiciaires dirigées par des juges d'instruction indépendants constituent l'exception, la plupart des procédures sont conduites à la discrétion des parquets, au mépris du contradictoire. Les magistrats deviennent inaccessibles, leur parole est cadencée, malheur à celui qui se fait prendre en compagnie d'un journaliste : les communicants sont les nouveaux chiens de garde d'une institution qui se vit comme assiégée, au point que l'on se demande quand le code pénal s'enrichira d'un article réprimant le non-respect des « éléments de langage ».

Les journalistes qui enquêtent sur les sujets les plus sensibles sont soumis à une pression inédite. Certains ont été convoqués par des services de renseignement, ce qui s'apparente à une manœuvre d'intimidation

d'Etat. Les données de leurs ordinateurs ont été « aspirées » par des policiers, de sorte que le secret de leurs sources, condition fondamentale qui garantit une information précise et de qualité, est menacé.

Plus la justice se verrouille, plus elle s'expose aux controverses. Il existe pourtant des pistes de réflexion pour infléchir ce mouvement : développer davantage les interactions entre les journalistes et les futurs magistrats au cours de leur formation à l'Ecole nationale de la magistrature ; intégrer la charge de l'information au public dans la fonction du procureur ; installer des magistrats délégués à l'information dans chaque cour d'appel ; redéfinir le champ d'application du secret de l'instruction ; et mettre à disposition de la presse les décisions de justice dès leur prononcé.

Les journalistes n'écrivent pas pour le plaisir, mais pour informer le plus grand nombre : il est ahurissant de devoir, en France, exiger de pouvoir remplir notre mission quand l'institution judiciaire s'emploie à mettre des bâtons dans les roues de la liberté d'informer. ■

Marine Babonneau est présidente de l'Association de la presse judiciaire et journaliste au « Canard enchaîné »

La BCE prête à desserrer l'étai qui entrave l'économie

SAUF ÉNORME
SURPRISE,
LA BANQUE
CENTRALE
EUROPÉENNE
DEVRAIT RÉDUIRE
SES TAUX D'INTÉRÊT
DE 4 % À 3,75 %

ANALYSE

La Banque centrale européenne (BCE) fonctionne à la manière d'un énorme paquebot. Très puissante – elle dirige la politique monétaire des vingt pays membres de la zone euro, qui compte 350 millions d'habitants –, elle est aussi difficile à manœuvrer. Au risque d'être trop lente et d'étrangler l'économie européenne ? Comme pour un paquebot, les changements de cap s'amorcent longtemps à l'avance. Sauf énorme surprise, la BCE devrait réduire ses taux d'intérêt d'un quart de point, de 4 % à 3,75 %, lors de sa réunion jeudi 6 juin. Avec ses méthodes très prudentes, elle a entamé le mouvement dès la fin de 2023, avançant à coups de déclarations calibrées. Désormais, ses dirigeants se sont pratiquement engagés à un geste le 6 juin : Christine Lagarde, sa présidente, évoque une « forte probabilité » d'une baisse des taux ; Luis de Guindos, son vice-président, va jusqu'à parler d'un « fait accompli ».

Il s'agit d'un tournant. A partir de l'été 2022, la BCE a mené le plus fort durcissement monétaire de son histoire. En seulement quatre mois, le taux d'intérêt est passé de – 0,5 % (il était négatif depuis 2014) à 4 %. Il s'agissait de lutter contre le grand retour de l'inflation, le mandat de la BCE étant de maintenir la hausse des prix autour de 2 % par an. Pari réussi ? De prime abord, le bilan est satisfaisant. L'inflation, qui a frôlé 11 % en zone euro en octobre 2022, est redescendue à 2,6 %

en mai (sur un an). Mais cet atterrissage, malgré un léger rebond en mai, est avant tout mécanique. Les prix se sont envolés parce que les chaînes logistiques se sont dérégées à la sortie de la pandémie, puis parce que le prix du gaz a flambé quand le président russe, Vladimir Poutine, a fermé les vannes des gazoducs à l'été 2022. Ces deux dysfonctionnements sont essentiellement résolus, ce qui a fait retomber les prix, sans que la BCE y soit pour quelque chose.

« Si elle n'avait pas agi, elle aurait été accusée d'être laxiste », réplique Mabrouk Chetouane, responsable de la stratégie à Natixis Investment Managers, une société de gestion d'actifs. Tout le travail de l'institution a consisté à éviter le risque d'un emballement de l'inflation. Philip Lane, le chef économiste de la BCE, cite un exemple : le désordre de la sortie de la pandémie a rendu très chers les matériaux du secteur de la construction, le prix des travaux a donc augmenté et, plus récemment, le prix des assurances immobilières a progressé. « C'est un exemple classique [d'inflation] de troisième tour », explique-t-il au *Financial Times*. C'est pour enrayer ce genre de phénomène que la BCE a serré la vis.

Son inquiétude concerne en particulier les salaires, avec l'obsession d'éviter la dérive de la fin des années 1970, quand le choc pétrolier avait provoqué une boucle prix-salaires (les prix augmentent, ce qui pousse les salariés à demander des augmentations, si bien que les entreprises augmentent leurs prix pour compenser, etc.).

La BCE surveille donc l'évolution des rémunérations comme le lait sur le feu. De ce point de vue, les dernières statistiques sont plutôt rassurantes : les salaires ont progressé d'un peu moins de 5 % sur un an au premier trimestre en zone euro, un niveau historiquement élevé, mais qui ralentit par rapport aux trimestres précédents. « Les inquiétudes concernant une boucle prix-salaires font fausse route », estime dans une note Frederik Ducrozet, directeur de la recherche économique dans la société de gestion d'actifs Pictet Wealth Management.

« On se satisfait de peu »

Inversement, s'il n'y a pas d'emballement, la question inverse se pose : la BCE n'est-elle pas coupable d'avoir étouffé l'économie ? Depuis le quatrième trimestre 2022, la croissance de la zone euro stagne. En 2023, elle a péniblement atteint 0,4 %. Le décrochage face aux États-Unis, démarré lors de la crise de 2008, accentué pendant la crise de la zone euro, se poursuit. La politique monétaire a participé à cette faiblesse. En augmentant ses taux d'intérêt, la BCE a asphyxié les crédits : les prêts aux entreprises n'ont augmenté que de 0,4 % sur les douze derniers mois, et ceux aux ménages, de 0,2 %.

Était-ce vraiment la meilleure chose à faire, alors même que le pouvoir d'achat des ménages s'est fortement réduit, que l'économie chinoise a ralenti et que les secousses géopolitiques font craindre un ralentissement du commerce mondial ? « S'il n'y avait pas eu le

choc inflationniste de ces deux dernières années, la BCE aurait tort de ne pas baisser les taux plus vite, mais, après ce choc, elle craignait de perdre sa crédibilité », répond Matthieu Savary, stratège pour l'Europe au cabinet de conseils BCA Research.

Pour une institution dont le mandat est justement la maîtrise de l'inflation, il n'était pas question de laisser le doute s'installer sur sa compétence avec une envolée des prix durable. De son point de vue, il était urgent de tout faire pour mettre fin au problème.

Ce risque semble écarté, la BCE peut donc enfin commencer à desserrer l'étai qui entrave l'économie. Les marchés financiers parient que la baisse des taux du 6 juin sera suivie d'au moins une ou deux autres baisses d'ici à la fin de l'année, suivies d'une accélération du mouvement en 2025.

Dans le même temps, avec le ralentissement de l'inflation, le pouvoir d'achat a cessé de baisser, et les salaires commencent à rattraper le retard accumulé ces deux dernières années. La plupart des indicateurs économiques ont commencé à s'améliorer. La croissance a atteint 0,3 % dans la zone euro au premier trimestre. Les signaux passent doucement au vert, souligne M. Chetouane : « Hausse des salaires, économie chinoise stabilisée, une politique monétaire qui se desserre... » Mais il tempère aussitôt : « On se satisfait de peu. » Il prévoit une croissance de 0,9 % pour la zone euro cette année, un niveau qui reste faible. ■

ÉRIC ALBERT (LONDRES, CORRESPONDANCE)



CHRONIQUE | PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Les milliardaires au secours de Donald Trump

Jeudi 30 mai, dans la foulée de la condamnation de Donald Trump, le site du Parti républicain WinRed est tombé en rade. Les militants républicains se ruient dessus pour faire des dons à la campagne de Donald Trump, et il n'a pas tenu. Vendredi, l'ancien président condamné pouvait annoncer un record de levée de fonds, 34,8 millions de dollars (32,1 millions d'euros), à la suite du jugement. En un jour, il a collecté la moitié de ce qu'il avait récolté en avril (76 millions de dollars). Si la presse mondiale a salué la condamnation de Donald Trump, l'argent a volé au secours du candidat républicain. Les petits donateurs, mais aussi Wall Street et le « big business ». Et cela pour trois raisons.

D'abord, le procès lui-même est controversé à droite, comme en témoigne l'agacement d'Elon Musk, qui pourrait devenir conseiller de Donald Trump, selon le *Wall Street Journal*. « La confiance du public dans le système juridique américain a été gravement ébranlée aujourd'hui. Si un ancien président peut être condamné pénalement pour une affaire aussi triviale – motivée par des raisons politiques plutôt que par la justice –, alors tout le monde risque de subir le même sort », écrit Elon Musk sur X, en réponse à un post de Geiger Capital, un compte anonyme.

Celui-ci semble avoir fait mouche puisqu'il a été vu par 70 millions d'internautes et retwitté 36 000 fois : « La première condamnation pour crime d'un ancien président américain n'a pas concerné les guerres d'Irak ou d'Afghanistan [George Bush fils], les coups d'Etat illégaux de la CIA [Harry Truman, Dwight Eisenhower, Richard Nixon...], les drones frappant les mariages ou l'espionnage des Américains [Barack Obama...]. C'est parce que Trump a mal classé un paiement de 130 000 dollars pour l'accord de confidentialité d'une star du porno », écrit Geiger Capital. Donald Trump est condamné sur une affaire secondaire, faute d'être jugé pour sa tentative de coup d'Etat le 6 janvier 2021.

Ensuite, le conflit à Gaza et la montée de l'antisémitisme sur les campus

américains, qui ont braqué de nombreux milliardaires contre la gauche démocrate et Joe Biden, jugés trop conciliants avec les Palestiniens. C'est le cas de Bill Ackman, patron de Pershing Square Capital Management, qui devrait finalement voter Trump, selon le *Financial Times*.

Intérêts bien compris

Stephen Schwarzman, fondateur de Blackstone, juif comme M. Ackman, a lui aussi fini par se rabibocher avec son vieil ami Trump. « La montée spectaculaire de l'antisémitisme m'a conduit à me concentrer sur les conséquences des prochaines élections avec une plus grande urgence », déclarait-il, le 24 mai, à Bloomberg. « Je partage l'inquiétude de la plupart des Américains selon laquelle nos politiques économiques, d'immigration et étrangères mènent le pays dans la mauvaise direction. Pour ces raisons, j'ai l'intention de voter pour le changement et de soutenir Donald Trump à la présidence », a ajouté le milliardaire.

Enfin, les intérêts bien compris de Wall Street et des milliardaires, alors que les baisses d'impôts décidées sous Donald Trump en 2017 arrivent à échéance en 2025. Les ralliements se multiplient. Miriam Adelson, veuve d'un magnat des casinos et grande donatrice du Parti républicain, va financer Trump, tout comme les magnats du pétrole, comme Harold Hamm, qui lui ont versé quelque 40 millions lors d'un meeting de levée de fonds au Texas, le 22 mai. Trump les a pris par les sentiments, promettant de revenir sur les mesures environnementales de Joe Biden. Le montant approche les 50,5 millions de dollars levés en avril à Palm Beach, en Floride, lors d'une soirée organisée par le financier milliardaire John Paulson.

Avec 192 milliards de dollars, Joe Biden a deux fois plus de cash que Donald Trump, mais, pour la première fois, en avril, ce dernier a levé plus de fonds que le président démocrate (76 millions, contre 51). Donald Trump instrumentalise chaque crise judiciaire pour renflouer ses caisses. Las, le candidat républicain en a déjà dépensé 80 millions pour payer ses frais d'avocat. Il n'empêche, le critère de l'argent est jugé au moins aussi important pour attester de la vitalité d'une campagne que les sondages bien peu fiables aux États-Unis. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

UNE FRESQUE DE L'ÉTAT ET DE SA DIASPORA

LIVRE



LE DIPLOMATE
ET LES FRANÇAIS
DE L'ÉTRANGER
de Christian
Lequesne, Presses
de Sciences Po,
176 pages, 19 euros

Au Quai d'Orsay, on aime à rappeler que le ministère des affaires étrangères est « la plus grande mairie de France ». Les plus caustiques ironisent même volontiers sur cette « diplomatie nurserie ». Depuis 2019, les consulats français n'assurent plus de fonction notariale, mais tout le reste des services perdure, depuis l'état civil jusqu'à la distribution d'aides sociales.

La diplomatie française garantit une assistance consulaire sans équivalent aux ressortissants français installés à l'étranger – un peu moins de 1,7 million sont enregistrés comme tels, mais ils seraient au moins 2,5 millions. On parle néanmoins assez peu des Français de l'étranger, d'autant que la France n'a jamais été une terre d'émigration, à la différence, par exemple, de l'Italie ou de l'Irlande.

« L'administration consulaire française reste la plus dotée en services d'Europe », souligne Christian Lequesne dans son livre *Le Diplomate et les Français de l'étranger* (Presses de Sciences Po,

176 pages, 19 euros), dont l'objectif est « de comprendre les pratiques des représentants de la France officielle à l'égard des Français de l'étranger ». Ce professeur de sciences politiques à Science Po Paris avait, dans son précédent ouvrage, *Ethnographie du Quai d'Orsay* (CNRS Éditions, 2017), analysé avec finesse la sociologie du monde diplomatique tricolore, ses représentations et son fonctionnement.

Diplomatie d'influence

Reprenant les mêmes méthodes, il a mené 88 entretiens avec des consuls, des agents consulaires, des élus français de l'étranger, des professeurs des écoles français et des Français de la diaspora pour raconter en quoi consiste le travail consulaire. Cette diplomatie de terrain moins prestigieuse, mais tout aussi essentielle, est définie par certains de ses interlocuteurs comme une « diplomatie de ligne de front ».

Dans l'histoire, la fonction de consul, c'est-à-dire la représentation d'intérêts très pratiques, notamment économiques et commerciaux, est apparue bien avant

celle, beaucoup plus politique, d'ambassadeur. Bien qu'il soit effacé, c'est un vrai métier, qui nécessite une formation appropriée. L'étude de l'auteur montre l'ampleur et la diversité des tâches que doivent assurer les consuls généraux, sous la houlette du Quai d'Orsay, de la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire, qui montra son efficacité lors de la pandémie liée au Covid-19. Cela va de l'organisation des élections pour les scrutins nationaux à la supervision du vaste réseau des écoles françaises.

La priorité pour Paris est celle de la diplomatie d'influence afin de renforcer l'image et l'attractivité de la France. Mais quel est le meilleur moyen ? « Le choix de l'Etat de miser soit sur une diplomatie consulaire protectrice, soit pour une diplomatie de diaspora libérale, renvoie à une variable essentielle : la nature même de l'Etat », note Christian Lequesne, qui observe qu'en France « l'idéologie de l'intérêt général, construite pour marquer la domination de l'Etat sur la société, se méfie de l'utilisation des intérêts particuliers ». ■

MARC SEMO

L'homme de l'année | PAR SERGUEÏ



LE CANDIDAT RÉPUBLICAIN
INSTRUMENTALISE CHAQUE
CRISE JUDICIAIRE POUR
RENFOUER SES CAISSES



FRANCE | CHRONIQUE
PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Européennes : avis de tempête

Au regard des dernières enquêtes d'intentions de vote, la principale incertitude qui touche au scrutin du 9 juin ne porte pas sur la réalité de la tentation populiste en France, mais sur le niveau auquel elle va se concrétiser. La rapidité avec laquelle la liste du Rassemblement national (RN) conduite par Jordan Bardella s'est installée loin devant toutes les autres, sa capacité à rester durablement en pole position sans connaître jusqu'à présent le moindre trou d'air décrédibilisent les scénarios d'inversion de tendance. Le seul espoir de ses adversaires, à commencer par le parti présidentiel, qui fait figure de fragile challenger, est de profiter des quelques jours de fin de campagne pour tenter de réduire le handicap.

Dans l'enquête Ipsos-*Le Monde* publiée lundi 3 juin, l'écart entre la liste RN (33 % des intentions de vote) et celle de Renaissance (16 %) atteint 17 points, ce qui est considérable, en comparaison avec le petit point qui séparait les deux listes il y a seulement cinq ans.

La probabilité d'une victoire bardello-lepéniste est telle que pour tous les acteurs politiques va se poser, dimanche 9 juin, la question du statut qu'il convient d'accorder à ces élections européennes, les seules à se dérouler, sur la scène nationale, au scrutin proportionnel à un tour. Préfigurent-elles une possible victoire de Marine Le Pen à la présidentielle en 2027, après trois échecs successifs ? Restent-elles, au contraire, un scrutin atypique dont il serait hasardeux de tirer la moindre leçon nationale ? On se doute que l'interprétation ne dépendra pas que du résultat. Elle sera intimement liée au jeu tactique des acteurs et au degré de lucidité qu'ils sont en mesure de produire.

A priori, la relativité s'impose dans l'appréciation des résultats, tant la logique du scrutin majoritaire à deux tours qui préside à l'élection présidentielle diffère de celle du mode de scrutin européen. Dans le premier cas, il s'agit d'acquiescer une dynamique suffisante au premier tour pour viser le rassemblement le plus large au second. Dans l'autre, le jeu consiste à affirmer de bout en bout sa singularité, dans l'espoir d'être celui qui captera le mieux les attentes de l'opinion à l'instant T.

Vote sanction sans effet

Il en résulte un nombre important de listes – elles sont trente-huit –, souvent assorti d'une forte concurrence à l'intérieur de chaque camp, avec un risque non négligeable de déstabilisation des positions acquises. Deux écologistes, Daniel Cohn-Bendit en 2009, Yannick Jadot dix ans plus tard, ont ainsi réalisé une percée à l'occasion de scrutins européens. Mais, lorsqu'ils ont tenté de tirer parti de l'aubaine pour unifier leur famille politique et essayer de prendre le leadership sur la gauche, tout s'est débandé. Ils n'avaient pas les reins suffisamment solides pour parvenir à leurs fins.

L'autre dimension du scrutin européen est qu'il peut facilement servir d'exutoire aux mécontents, jouer le rôle d'un vote défouloir sans frais, dans la mesure où l'enjeu est beaucoup moins identifié que dans le cadre d'une élection présidentielle. Par ricochet, les gouvernants sont conduits à en

LE VOTE DU 9 JUIN PRÉFIGURE-T-IL UNE POSSIBLE VICTOIRE DE MARINE LE PEN EN 2027 ?

minimiser l'impact. Cela a été le cas en 1984 et en 2014, deux élections durant lesquelles le vote sanction a joué à plein, sans pour autant conduire François Mitterrand puis François Hollande à infléchir leur politique, ni à changer de premier ministre, puisqu'ils venaient de le faire, comme d'ailleurs Emmanuel Macron.

Jusqu'à présent, la sanction la plus grave dans l'histoire des européennes n'est jamais allée au-delà des chefs de parti qui souffraient par ailleurs d'une fragilité de départ. Evincé de la direction du Parti socialiste en 1994, Michel Rocard a fait les frais de la défiance que lui manifestait depuis des années François Mitterrand. Démissionnaire en pleine campagne des élections européennes de 1999, Philippe Séguin a payé pour ses relations exécrables avec Jacques Chirac. Poussé à abandonner la direction du parti Les Républicains en 2019, après le très mauvais score de François-Xavier Bellamy, Laurent Wauquiez y avait été d'emblée contesté par ses rivaux.

Cette fois, pourtant, il sera difficile de minimiser la portée du scrutin européen, tant il s'inscrit dans une dynamique d'ensemble : depuis sa première candidature à l'Elysée, Marine Le Pen a élargi son audience : 6,4 millions de voix au premier tour de la présidentielle de 2012 ; 7,6 millions en 2017 ; 8,1 millions en 2022. Les enquêtes portant sur les intentions de vote en faveur de la liste Bardella attestent que le plafond de verre qui bloquait son ascension se fragilise à mesure que le parti polit son discours pour tenter, au-delà de sa base traditionnelle, de s'élargir aux professions intermédiaires, aux cadres, aux plus de 60 ans.

Ses deux thèmes de prédilection – l'immigration et le pouvoir d'achat – ont dominé la campagne. Le contexte européen lui est par ailleurs favorable parce qu'il est marqué par l'offensive des partis situés à l'extrême droite de l'Hémicycle européen qui, en dépit de leurs divisions, partagent l'objectif de dynamiser l'Union européenne pour tenter de lui substituer une Europe des nations. La conjugaison de ces deux phénomènes, l'un français, l'autre européen, est potentiellement explosive. Observateur attentif de la poussée du national-populisme en Europe, l'historien et sociologue Marc Lazar identifie trois principales causes : le niveau toujours très élevé de la défiance politique qui se traduit par l'envie de sortir les sortants, une prise en considération insuffisante de la justice sociale alors qu'une partie non négligeable de la population est en situation de précarité, les craintes culturelles liées à l'immigration.

Dans la configuration politique actuelle, non seulement aucun parti prétendant contrer Marine Le Pen n'est en mesure d'apporter une réponse crédible à ces insatisfactions, mais tous contribuent à alimenter la défiance : le pouvoir par manque d'empathie sociale, l'opposition de gauche et de droite par incapacité à prouver leur utilité en situation de majorité relative. Si, le 9 juin, la liste de Jordan Bardella arrive largement en tête, les prétendants à la succession d'Emmanuel Macron ne pourront pas regarder ailleurs. Ils devront se demander pourquoi ils sont devenus si vulnérables. ■

UN NOUVEAU PALIER FRANCHI DANS L'AIDE OCCIDENTALE À KIEV

ÉDITORIAL

En autorisant les forces ukrainiennes à utiliser les armes occidentales pour frapper des cibles militaires en territoire russe, les alliés de Kiev ont franchi un nouveau cap, mesuré mais significatif, dans leur engagement dans le conflit. L'aide militaire qu'ils apportent à l'Ukraine depuis que l'armée russe a massivement envahi son territoire le 24 février 2022 est caractérisée par des paliers que l'intensification de l'agression les amène à franchir les uns après les autres. Le temps est loin où certains pensaient s'en tirer avec la livraison de casques et de lunettes de vision nocturne aux Ukrainiens : aujourd'hui, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark offrent à Kiev leurs avions de chasse F-16.

Entre-temps il y a eu le débat sur les canons, les chars – légers, puis lourds –, puis

les missiles à longue portée. La prochaine mesure devrait être l'envoi d'instructeurs pour l'armée ukrainienne sur place. Chaque étape a été évaluée, parfois dans la douleur, en fonction de deux facteurs principaux : les difficultés croissantes rencontrées par les forces ukrainiennes pour repousser l'agresseur, exigeant des armements de plus en plus sophistiqués, et les risques d'escalade que comportait, vis-à-vis de Moscou, un degré supplémentaire d'implication des Occidentaux.

La question d'autoriser les forces ukrainiennes à utiliser les missiles à longue portée pour frapper l'ennemi à l'intérieur de son territoire, et non plus seulement celui du pays agressé, n'a pas échappé à cet examen. Les bombardements massifs visant, depuis le mois de mai, dans le nord-est de l'Ukraine, Kharkiv, deuxième ville du pays, menés depuis la Russie et non plus depuis les territoires ukrainiens occupés par la Russie, ont changé la donne. Plusieurs alliés de Kiev ont fini par admettre que l'Ukraine ne pouvait plus se défendre sans avoir la possibilité de frapper les infrastructures militaires d'où opèrent les forces russes pour lancer ces attaques, y compris lorsque celles-ci sont menées depuis le territoire russe.

Le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Jens Stoltenberg, le Royaume-Uni puis la France ont été

à l'initiative sur ce nouveau palier, en s'appuyant sur le droit à la légitime défense de l'Ukraine. Sous la pression, Washington, à l'issue d'un intense débat au sein de l'administration Biden, a également annoncé, jeudi 30 mai, que les missiles américains à longue portée fournis aux forces ukrainiennes pourraient être utilisés contre des cibles militaires en Russie, rejoignant ainsi une douzaine de pays alliés.

Bienvenues et parfaitement justifiées par le droit international, ces décisions sont cependant tardives, et limitées. Le souci d'éviter l'escalade et la crainte d'un engagement plus profond dans le conflit restent un facteur majeur dans l'approche de la plupart des pays alliés. C'est ce qui explique que plusieurs d'entre eux, dont la France et les États-Unis, n'autorisent l'armée ukrainienne à ne réaliser ces frappes que dans la région frontalière de Kharkiv, et uniquement contre les cibles militaires d'où partent les attaques russes.

Cette préoccupation est évidemment légitime. Mais en franchissant chaque palier en ordre dispersé sous la pression de l'agresseur plutôt que dans le cadre d'une stratégie commune et cohérente, les alliés donnent l'impression de laisser l'initiative de l'escalade à Moscou. Le Kremlin ne s'en prive pas, comme le montre l'intensification de la guerre hybride ces dernières semaines, notamment contre la France. ■



Ils arrivent.... A l'aube du 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquent sur les plages de Normandie pour ouvrir un second front face à l'armée nazie. Les Alliés, soutenus par la Résistance, vont libérer la France et lui permettre de retrouver son honneur après l'infamie du régime de Vichy. Le général de Gaulle sortira en grand vainqueur de cette année décisive.

1944

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 11,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

LES GOUVERNANTS SONT CONDUITS À MINIMISER L'IMPACT DES EUROPÉENNES

STAR DAYS

Profitez de nos offres
Jusqu'au 30 juin*



Mercedes-Benz



A 12 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

*Voir nos offres sur www.mercedes-benz.fr à partir du 01/06/24. Ouverture le dimanche selon autorisation préfectorale. Données WLTP cycle mixte au 07/05/24 selon homologation en Allemagne conformément à la réglementation en vigueur du GLC 300 e Hybride Rechargeable : **Consommation : 0,5-0,7 L/100 km. Autonomie électrique : 119-132 km.** Star Days = Journées étoilées. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



Bourdon mangeant le nectar et le pollen d'une fleur, en Illinois (Etats-Unis), en juillet 2020. JJ GOUIN/GETTY IMAGES

La conscience animale bouscule la recherche

Le 19 avril était publiée la « déclaration de New York », signée depuis par 287 chercheurs, qui reconnaît la « possibilité réaliste » que tous les animaux, vertébrés et invertébrés, ont une conscience. Entretien avec Martin Giurfa, neuroéthologiste, et Athanassia Sotiropoulos, directrice de recherche à l'Inserm, sur la portée de cet événement

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANIEL HERZBERG ET HERVÉ MORIN

Il existe une « possibilité réaliste » que tous les animaux vertébrés, mais aussi de nombreux invertébrés, dont les céphalopodes, certains crustacés et même des insectes, possèdent une forme de conscience. En conséquence, il serait « irresponsable d'ignorer cette possibilité » dans la façon dont nous traitons ces animaux, qu'il s'agisse notamment d'élevage ou d'expérimentation animale. C'est le cœur du message de la « déclaration de New York », un texte publié le 19 avril et signé à ce jour par 287 philosophes, éthiciens, éthologistes et neurobiologistes spécialistes de la conscience animale. Martin Giurfa (Sorbonne Université) étudie les abeilles et a signé cette déclaration. Athanassia Sotiropoulos (Inserm) dirige le groupement d'intérêt scientifique FC3R, créé en 2021, dont la mission est d'encourager l'adoption par les laboratoires français de méthodes de remplacement, de réduction et de raffinement (les 3R) – au sens de recherche du bien-être –

concernant les animaux de laboratoire. Nous les avons réunis pour évoquer la portée et les implications de cette déclaration de New York.

Martin Giurfa, pourquoi avez-vous signé cette déclaration ?

Martin Giurfa : Cela fait un moment que je participe à des discussions sur ce sujet, notamment avec un des initiateurs du texte, le philosophe Jonathan Birch [London School of Economics], très intéressé par la cognition chez les insectes. Et cela fait des années que j'étudie leurs capacités cognitives absolument surprenantes, comme l'apprentissage de concepts et de règles, la catégorisation et la transitivité, le fait de compter et de manipuler des notions numériques abstraites telles que le zéro, chez les abeilles notamment. Toutes ces études montrent qu'on ne peut pas dire que les insectes sont des robots ou des machines associatives, ils sont bien plus que cela. Cela interpelle forcément, et cela pousse à se poser des questions. Dans mon laboratoire, nous avons ainsi lancé il y a deux ans une thèse sur la possibilité qu'il y ait une conscience chez les abeilles.

Et vous, Athanassia Sotiropoulos, auriez-vous signé ce texte ?

Athanassia Sotiropoulos : Oui et non. Directrice de recherche à l'Inserm, je ne travaille pas du tout sur la cognition, mais sur le muscle squelettique, donc je ne pense pas avoir la légitimité pour signer une telle déclaration. En tant qu'ambassadrice des 3R en France, je ne pourrais signer un texte sans engager mes tutelles. Mais je trouve intéressant de réfléchir à cette idée d'un principe de précaution, car cela peut amener à une évolution des pratiques dans les laboratoires, en France et en Europe.

La déclaration utilise le terme générique de « conscience ». De quoi s'agit-il concernant les animaux ?

M. G. : La personne qui prétendrait vous dire ce qu'est la conscience à partir d'une définition unique serait bien arrogante. En revanche, on peut distinguer différents niveaux, dont la sentience, définie comme la capacité d'avoir une expérience subjective telle que des émotions en rapport avec le monde qui nous entoure.

➔ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Stimuler le cerveau profond sans chirurgie

Une nouvelle technique de stimulation électrique permet d'atteindre de façon non invasive le striatum, pour le contrôle des émotions

PAGE 2



Découverte d'un astéroïde et de son satellite double

La sonde américaine Lucy a photographié, au cours de son périple vers un objectif plus lointain, un objet qui intrigue les experts

PAGE 3



Portrait Michel Sadelain, tête visionnaire face au cancer

L'immunologiste n'avait pas été pris au sérieux en 1992, quand il avait présenté son idée de programmer les globules blancs contre les tumeurs

PAGE 8

Les profondeurs du cerveau stimulées sans chirurgie

NEUROLOGIE - Une nouvelle méthode de stimulation électrique cible des zones précises enfouies dans l'encéphale, mais sans geste invasif

GENÈVE - envoyée spéciale

La tête coiffée d'un bonnet de Néoprène criblé de trous, Nicole patiente. Autour de son crâne, deux doctorants s'affairent, ruban centimétrique en main. Leur tâche : repérer les quatre points où ils positionneront, sur le cuir chevelu de cette jeune femme, les quatre électrodes qui cibleront, sans recours à la chirurgie, une structure nichée au centre de son cerveau, le striatum. De la taille d'une grosse prune, cette zone joue un rôle crucial dans la motricité automatique, la prise de décision et la motivation, le contrôle des émotions et des impulsions – mais aussi dans les addictions ou la maladie de Parkinson, par exemple.

Nous sommes dans un laboratoire de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), hébergé à Genève, où les chercheurs explorent l'intérêt d'une technique innovante de modulation de l'activité des neurones : la stimulation électrique par interférence temporelle transcrânienne (tTIS). Ses atouts ? Sa capacité à cibler des structures profondes du cerveau sans chirurgie. Ses promesses ? Traiter de façon non invasive la dépression, un déficit de contrôle des émotions, des addictions, voire un manque profond de motivation.

Une étude conduite par ce laboratoire, publiée le 29 mai dans la revue *Nature Human Behaviour*, démontre la capacité de cette technique, chez des volontaires humains, à stimuler le striatum à une fréquence telle – 80 hertz – qu'elle module un processus d'apprentissage moteur. Plus précisément, un apprentissage « par renforcement », qui mobilise le système de récompense du cerveau.

Améliorer les troubles cognitifs

Jusqu'ici, trois grandes techniques de stimulation cérébrale non invasives étaient disponibles : la stimulation magnétique transcrânienne (rTMS), la stimulation électrique à courant continu (tDCS) ou à courant alternatif (tACS). Un corpus d'études a montré leur intérêt potentiel – avec des niveaux de preuves très variables, selon les techniques et les indications – pour augmenter les capacités de mémoire, d'attention ou de raisonnement de personnes jeunes en bonne santé, ou améliorer les troubles cognitifs de personnes âgées ou atteintes de maladies psychiatriques ou neurodégénératives. La rTMS, par exemple, présente une efficacité rapide, quoique souvent transitoire, sur des dépressions résistantes. La tDCS, de son côté, pourrait atténuer la dépression et l'anxiété de personnes âgées, ou améliorer les capacités langagières de patients atteints d'aphasie.

Mais ces trois techniques, le plus souvent, ne stimulent que la partie superficielle de l'encéphale, ou cortex. Et si elles peuvent parfois atteindre des zones profondes, elles stimulent alors, dans le même temps, toutes les régions entre le cortex et ces zones enfouies. Pour cibler des aires précises du centre du cerveau, il faut faire appel à la stimulation cérébrale profonde, qui consiste à implanter, par chirurgie,



Une volontaire, pendant une expérience de stimulation « par interférence temporelle transcrânienne », à l'EPFL, à Genève, en mai. PIERRE VASSILIADIS/EPFL

des électrodes jusqu'à la zone ciblée. Dans les formes évoluées de la maladie de Parkinson, par exemple, la stimulation du noyau sous-thalamique (de la taille d'un petit pois) inhibe les tremblements, la difficulté à engager le mouvement et la rigidité musculaire des patients.

La stimulation électrique par interférence temporelle transcrânienne, pour sa part, repose sur un concept proposé puis validé sur l'hippocampe de rongeurs en 2017. « C'est une double ruse », explique Friedhelm Hummel, qui dirige ce laboratoire de neuro-ingénierie de l'EPFL. Dans cette technique, deux paires d'électrodes sont posées sur la tête. Première finesse, chaque paire délivre un courant alternatif de haute fréquence, mais l'une d'elles est réglée à 2 000 hertz, l'autre à 2 080 hertz. « Les neurones ne répondant qu'aux basses fréquences, ils restent insensibles à ces hautes fréquences », continue le neuroscientifique. Seconde astuce, « quand ces deux fréquences se croisent dans les profondeurs du cerveau, elles interfèrent – un peu comme deux ondes mécaniques créées à la surface de l'eau, quand nous y jetons deux pierres ». Finalement, la légère différence de 80 hertz devient la fréquence de stimulation effective des neurones, dans la zone ciblée.

En matière de sécurité, des études menées chez la souris puis chez l'homme ont montré que « l'application de hautes fréquences, jusqu'à 5 000 hertz, n'induit pas d'échauffement ni de dommages cellulaires dans le cerveau », indique Pierre Vassiliadis, postdoctorant, premier auteur du nouveau travail. Dans la stimulation cérébrale profonde invasive, le courant est appliqué

au contact des tissus cérébraux : il active directement les neurones. « Dans la tTIS, il est appliqué sur le scalp : il n'active pas directement les neurones, mais module leur activité », ajoute le chercheur.

Mais où positionner les deux paires d'électrodes, sur le crâne, pour que les champs électriques se croisent dans la région enfouie visée ? Les chercheurs font appel à des modèles informatiques qui simulent, à partir de milliers de configurations anatomiques, les champs électriques qui se propagent dans les différents tissus du crâne et du cerveau.

Pianotage rapide sur un clavier

En octobre 2023, une équipe britannique a montré la capacité de cette technique à moduler l'activité de l'hippocampe, chez des volontaires humains en bonne santé, pour affûter leur mémoire épisodique. En novembre 2023, l'EPFL établissait l'aptitude de la méthode, ciblant le striatum, à améliorer la précision d'une tâche de pianotage rapide sur le clavier chez les personnes âgées. « Au bout de seulement 20 minutes d'entraînement, l'amélioration motrice des plus de 60 ans atteignait 34 % », souligne Friedhelm Hummel.

Dans la nouvelle étude, 24 participants en bonne santé (dont 15 femmes, moyenne d'âge 25,3 ans) ont été soumis à une tTIS ciblant leur striatum. Tout en étant placés dans un appareil d'IRM, ils devaient moduler la force appliquée sur un capteur par leur main droite (dominante) pour suivre une cible mobile sur un écran. Tantôt ils étaient informés en temps réel du

succès ou de l'échec de leur essai (apprentissage par « renforcement »), tantôt non.

Résultat, « lors de cet apprentissage par renforcement, les participants s'amélioraient en moyenne de 25 %, même sans stimulation », résume Pierre Vassiliadis. La tTIS, quand elle ciblait le striatum à la fréquence de 80 hertz, abolissait le bénéfice de cet apprentissage moteur. Un effet lié, montre l'IRM, à une modulation sélective de l'activité des neurones du striatum. Mais pourquoi chercher à abolir ce qui semble être un bénéfice ?

En réalité, perturber par cette méthode un processus neuronal excessif pourrait être « une approche intéressante pour réduire des symptômes liés à des altérations du système de récompense du cerveau », explique le chercheur : par exemple, des conduites addictives ou une apathie sévère. C'est ce qu'espère Jean-Luc Duval, qui a fait une grave chute de vélo en mai 2020, à 55 ans, provoquant un sévère traumatisme crânien. « Je ne reconnaissais plus ma femme. Rire ou pleurer, je ne sais plus faire ! » Fin 2021, il a participé aux premières expériences de tTIS, à l'EPFL. Si les chercheurs ont pu en mesurer les effets, ce patient n'a pas, pour l'heure, ressenti de bénéfice clinique.

« Cette technique, par son caractère non invasif et sa capacité à moduler l'activité de structures cérébrales profondes, ouvre de nouvelles perspectives », estime Emmanuel Haffen, chef du service de psychiatrie adulte du CHU de Besançon. Mais les données chez l'homme sont émergentes, il faut encore attendre un peu. ■

FLORENCE ROSIER

Une amnésie post-concert rapportée par des fans de Taylor Swift

NEUROSCIENCES - Nommé « amnésie globale transitoire », ce phénomène est décrit en lien avec des événements chargés d'émotions

Si je devais décrire ma sensation, je dirais que le concert ne s'est pas encore produit », raconte Guenaëlle, 22 ans. Et pourtant l'étudiante en master achats était bel et bien à La Défense Arena, à Paris, le 9 mai, pour assister à l'événement qu'elle attendait depuis presque un an : le concert de Taylor Swift, pop star américaine, sa chanteuse préférée. « Je suis incapable de me rappeler la couleur des tenues qu'elle a portées, par exemple. Par contre, je me souviens très bien de chaque détail du chemin retour et de mon hôtel », explique Guenaëlle. Une situation qu'elle n'est pas la seule à avoir vécue, en France ou ailleurs, au cours de l'Eras Tour, la tournée de la star, qui a débuté en mars 2023 aux Etats-Unis. Non, Taylor Swift n'est pas une sorcière qui hypnotiserait ses spectateurs, comme l'affirment certaines théories complotistes sur les

réseaux sociaux. Des explications scientifiques existent.

Psychiatre au Jersey Shore University Medical Center, dans le New Jersey (Etats-Unis), Nathan Carroll apprécie la musique de Taylor Swift, mais ne se qualifie pas de « Swiftie », fan inconditionnel, contrairement à certains de ses collègues. « Quand ils sont allés à son concert dans le New Jersey et qu'ils m'ont raconté le lendemain qu'ils en avaient oublié des portions entières, je me suis dit que cela avait un intérêt scientifique », explique le médecin, qui avait également noté ce type de témoignage dans les médias.

En se plongeant dans la littérature, il est tombé sur un syndrome : l'amnésie globale transitoire, ou ictus amnésique, qui se caractérise par une perte de mémoire sur une courte période. « Le trop-plein d'excitation est vécu par le cerveau comme du stress, et

cela impacte sa capacité à encoder les souvenirs », poursuit le psychiatre qui, avec son équipe, a rédigé un article (en cours de publication) sur cette vague d'amnésie globale transitoire en lien avec la tournée de Taylor Swift. « Notre mémoire est extrêmement sensible au stress, qu'il provienne d'une expérience positive ou négative », souligne-t-il.

Montée d'adrénaline

Selon une étude menée chez plus de 200 personnes en Argentine, publiée dans la revue de l'Académie brésilienne de neurologie *Arquivos de Neuro-Psiquiatria*, il s'agit pourtant d'un syndrome bien plus commun chez des individus plutôt âgés, entre 50 et 80 ans.

« On pourrait comparer ce phénomène à ce que font les états de stress post-traumatiques. L'intensité du souvenir, la sursollicitation de l'amygdale, les mécanismes à

l'œuvre pour encoder la mémoire émotive sont sensiblement similaires », avance Yann Humeau, chercheur CNRS à l'Institut interdisciplinaire de neurosciences (IINS) de Bordeaux. L'anticipation extrême peut induire de l'anxiété. La montée d'adrénaline et de cortisol, l'hormone du stress, peut contribuer au phénomène. Depuis une vingtaine d'années, la recherche sur les pertes de mémoire post-traumatiques s'est focalisée sur l'hippocampe, une zone du cerveau particulièrement impliquée dans le stress.

L'amnésie globale transitoire est une expérience « beaucoup plus commune qu'on le pense », selon Nathan Carroll. Car les concerts ne sont pas les seuls événements concernés : rendez-vous sportifs, mariages, cérémonies de remise des diplômes... Tous les moments susceptibles de rendre le cerveau « débordé » par l'anticipation,

l'excitation, la pression ou l'émotion peuvent causer ce type d'amnésie. « Ce genre de moment dont on se répète qu'il va changer notre vie », résume Nathan Carroll. Selon Robert N. Kraft, professeur émérite de psychologie cognitive à l'université Otterbein dans l'Ohio (Etats-Unis), « les événements modérément excitants renforcent globalement la mémoire. Mais, à mesure que l'excitation augmente, l'attention se réduit, et nous nous souvenons de moins en moins des détails et du contexte ».

Anxiété et dépression

Nous ne sommes pas tous égaux face au risque d'oublier des portions d'une soirée que l'on considère comme importante, voire sa totalité. « Les personnes souffrant d'anxiété ou de dépression sont bien plus susceptibles de subir cette perte de mémoire »,

avance Nathan Carroll. C'est le cas de Guenaëlle, qui dit « souffrir d'anxiété depuis petite » et « avoir très peu dormi les quatre ou cinq nuits précédant le concert ».

Selon Yann Humeau, le rôle du sommeil est « fondamental pour consolider les informations qui ont pu être encodées ». Or, l'excitation induite par l'anticipation d'un événement particulier peut le perturber.

Pour Robert Kraft, avoir parfois des difficultés à se souvenir signifie avant tout que le cerveau a pleinement enregistré la diversité d'émotions qui pouvait le traverser au moment de l'expérience. « Ne pas se souvenir est en fait la certitude d'avoir pleinement et réellement été dans le moment présent », conclut le professeur. De quoi rassurer Taylor Swift sur le fait que ses concerts sont quelque part inoubliables. ■

YNÈS KHOUDI

TÉLESCOPE

MISSIONS SPATIALES

Change 6 s'est posée sur la face cachée de la Lune

La sonde chinoise Chang'e 6 a atterri comme prévu dimanche 2 juin sur la face cachée de la Lune, a annoncé l'Administration spatiale nationale chinoise (CNSA). Elle s'est posée dans le bassin Pôle Sud-Aitken, l'un des plus grands cratères d'impact connus du Système solaire. L'objectif de la mission qui a décollé le 3 mai est de rapporter sur Terre des échantillons récoltés sur place. Ce serait une première en provenance de la face cachée dont la géologie offre un visage très différent de celle tournée vers la Terre. L'activité volcanique y ayant été moindre, les roches anciennes n'ont pas été recouvertes de coulées de lave récentes. Le retour sur Terre est prévu vers le 25 juin.

MÉDECINE

Une tentative de chirurgie contre le cancer datée de 4000 ans en Egypte

L'analyse de crânes conservés à l'université de Cambridge suggère que les anciens égyptiens avaient testé des procédures chirurgicales contre le cancer. Edgard Camaros (université de Saint-Jacques-de-Compostelle) et ses collègues décrivent des interventions effectuées sur le crâne d'un homme d'une trentaine d'années mort d'un néoplasme environ 2500 ans avant l'ère chrétienne : son crâne présentait une trentaine de lésions métastatiques, autour desquelles les chercheurs ont observé de petites incisions. Le second crâne analysé appartenait à une femme de plus de 50 ans et portait la trace d'une destruction osseuse de nature cancéreuse. Elle semblait aussi avoir survécu à deux blessures traumatiques, ce qui conduit les chercheurs à supposer qu'elle aurait bénéficié d'un traitement. (PHOTO: TONDINI/ISIDRO/CAMARO) > Tondini et al., « Frontiers in Medicine », 29 mai



Coma : une approche multimodale affine le pronostic

Combiner de multiples examens (cliniques, électroencéphalographiques, de neuro-imagerie tels des PET-scan et des IRM fonctionnelles...) permet de mieux établir le pronostic de récupération cognitive chez des personnes admises en réanimation avec des troubles de la conscience, comme un coma. C'est le résultat d'une étude française, menée chez 349 patients, entre 2009 et 2021. A l'issue de chaque évaluation dite « multimodale », les chercheurs ont formulé un avis pronostique « bon », « incertain » ou « défavorable ». Avec un an de recul, aucun des patients et patientes classés dans la catégorie « défavorable » n'avait retrouvé la conscience. La performance du pronostic était corrélée au nombre de modalités utilisées, soulignent les auteurs. > Rohaut B. et al., « Nature Medicine », 30 mai

Un astéroïde doté d'un satellite double

ASTRONOMIE - La sonde américaine Lucy a découvert, presque par hasard, ce corps céleste à deux formes qui gravite autour de Dinkinesh. Il reste à comprendre l'origine de sa formation

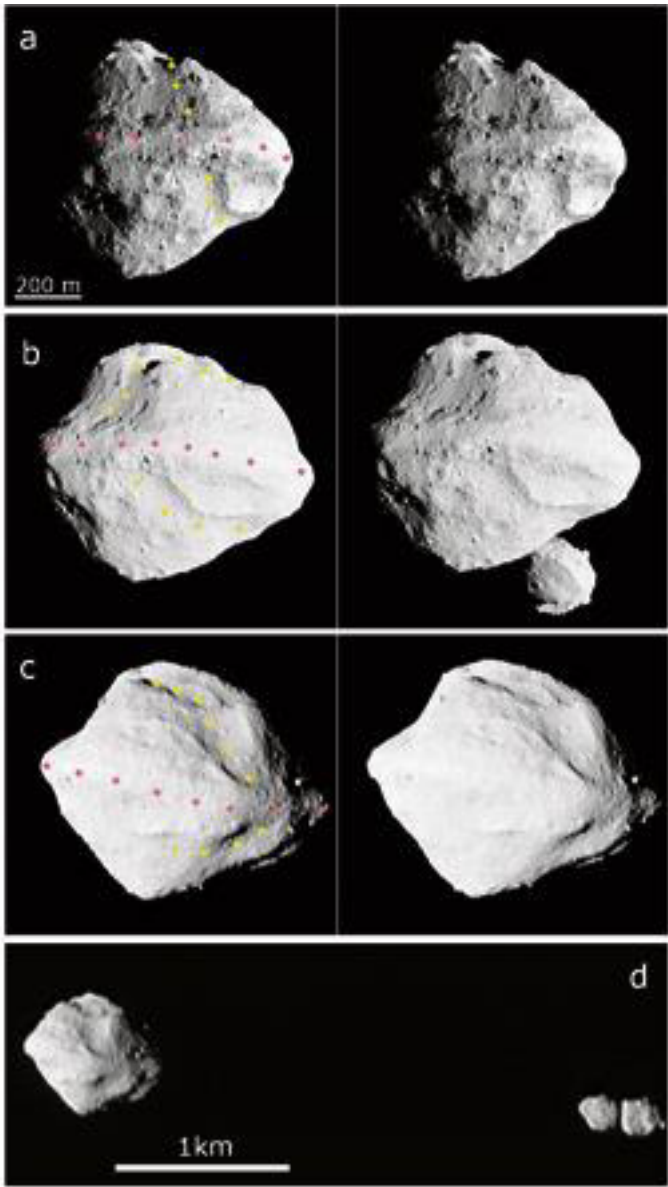
Mercredi 29 mai, la revue *Nature* a présenté une découverte astronomique inédite que rien ne laissait présager et qui, à dire vrai, n'aurait jamais dû avoir lieu. Des photographies que la sonde américaine Lucy a prises de l'astéroïde Dinkinesh ont montré que non seulement ce petit corps de 719 mètres de diamètre était doté d'un satellite non détecté depuis la Terre, mais surtout que ce dernier était double. Baptisé Selam par l'équipe internationale qui a analysé les images de Lucy, ce satellite se présente sous la forme de deux boules à peu près équivalentes (212 et 234 mètres de diamètre) collées l'une à l'autre. Ce que les experts nomment dans leur jargon un « binaire de contact ».

Pourquoi écrire que cette découverte n'aurait pas dû se produire ? Parce que, à l'origine, il n'était pas prévu que Lucy s'intéresse à Dinkinesh. Lancé en octobre 2021, ce vaisseau a pour objectif les astéroïdes dits « troyens », deux groupes de cailloux célestes bloqués de part et d'autre de Jupiter dans des zones pièges. Mais, comme le voyage est long – Lucy ne visitera le premier groupe de troyens qu'en 2027 –, la NASA a ajouté, un peu à la dernière minute, Dinkinesh (situé dans la ceinture principale d'astéroïdes, entre les orbites de Mars et de Jupiter) comme cible intermédiaire, avant tout pour tester certains systèmes de la sonde.

Effet YORP

Bien lui en a pris car, même si le survol a été effectué de loin, à 431 kilomètres de distance, il a permis cette découverte surprenante. Qu'a vu Lucy exactement ? D'abord que Dinkinesh a, tout comme Ryugu et Bénou, les astéroïdes dont les sondes japonaise et américaine Hayabusa-2 et Osiris-Rex ont rapporté des échantillons, une forme de toupie avec un bourrelet équatorial proéminent. Les images montrent aussi un creux assez prononcé, perpendiculaire à cette crête mais recouvert par elle, ce qui signifie que celle-ci est plus récente.

Selam est en orbite à 3,1 kilomètres de l'astéroïde et il en fait le tour en cinquante-deux heures. Sa période de rotation étant de la même durée, les chercheurs en concluent



Photos de l'astéroïde Dinkinesh et de son satellite double, Selam, prises par la sonde Lucy, le 1^{er} novembre 2023. NASA/SWRI/JOHNS HOPKINS APL/NOIRLAB

que, tout comme la Lune présente toujours la même face à la Terre, Selam montre toujours le même côté à Dinkinesh. Ce dernier a, en revanche, une période de rotation nettement plus courte puisqu'il fait un tour sur lui-même en moins de quatre heures.

Cette volte rapide pourrait s'expliquer par l'effet YORP, dont le nom est composé par les initiales des quatre chercheurs qui l'ont mis en évidence : Ivan Yarkovsky, John O'Keefe, Vladimir Radzievsky et Stephen Paddack. « L'effet YORP est produit par le fait qu'un astéroïde reçoit sur sa surface la chaleur

du Soleil et, comme il tourne sur lui-même, le temps qu'il la réémette, il la réémet dans une autre direction, explique Patrick Michel, directeur de recherche au CNRS à l'Observatoire de la Côte d'Azur et grand spécialiste des astéroïdes. S'il n'est pas de forme parfaitement sphérique, cela génère un couple qui peut accélérer ou décélérer la rotation – le fait que la vitesse de rotation augmente ou diminue dépend intimement de la topographie de surface. »

Si l'effet YORP produit une accélération durable et de plus en plus forte, cela a une conséquence sur

la forme même de ces petits astéroïdes, qui ne sont pas des corps compacts mais plutôt des amas de gravats maintenus entre eux par une gravité faiblarde : « La matière située aux deux pôles descend vers l'équateur, où la force centrifuge est maximale, ce qui produit la boursoufflure caractéristique des astéroïdes en forme de toupie », poursuit Patrick Michel. Et, si l'accélération se poursuit, l'astéroïde peut voir une partie de sa matière être éjectée dans l'espace et former autour de lui un disque de cailloux capables ensuite de donner naissance à un satellite en se réagglomérant.

Trois hypothèses

Les auteurs de l'étude parue dans *Nature* envisagent trois scénarios différents pour expliquer la formation de Selam le bilobé. Première idée, la plus simple : deux satellites différents se constituent à partir de ce disque et s'accrochent par la suite. La deuxième hypothèse fait bégayer l'effet YORP : un premier disque est formé qui livre un premier satellite, puis le cycle se répète. La troisième et dernière possibilité n'est pas sans charme : un satellite naît et se scinde ensuite en deux après avoir lui-même été soumis à l'effet YORP !

Quelle que soit la manière dont sont apparues les deux boules de Selam, leur réunion n'est pas sans poser quelques problèmes aux chercheurs. Patrick Michel travaille sur le sujet avec son post-doctorant américain Harrison Agrusa : pour se coller, il faut que les deux lobes rocheux réussissent « à se rentrer dedans à très basse vitesse. Nous essayons de trouver des cas où cela se produit dans nos simulations et ce n'est pas si évident. Pourtant, cela a bien dû se passer, mais il y a encore quelque chose qui nous échappe... »

« Franchement, conclut Patrick Michel, pour un survol qui n'avait pour but que de tester les instruments, on a encore fait une découverte et on a encore eu des surprises, comme à chaque fois qu'on a des images d'un nouvel astéroïde. Ces objets célestes ne cessent de nous défier. » L'astrophysicien est conscient de vivre, grâce aux missions spatiales qui ciblent désormais régulièrement les astéroïdes, l'âge d'or de sa discipline. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

Vider un réservoir sans faire glou-glou...

PHYSIQUE - Le tourbillon qui se forme lors d'une vidange est d'une étonnante complexité

Voici une expérience réalisable à la maison ou dont le récit peut égayer des discussions. Le problème est simple : à quelle vitesse une baignoire se vide lorsque l'on ouvre la bonde ? Facile ! répondront les plus physiciens. Une formule de 1644 due à l'Italien Evangelista Torricelli, et démontrée par le Suisse Daniel Bernoulli en 1738, dit que la vitesse de vidange est proportionnelle à la racine carrée de la hauteur d'eau dans la baignoire.

Mais, un tourbillon se crée aussi, aux conséquences inattendues, jusqu'aux travaux d'Aurore Caquas, jeune recrue du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) qui a consacré sa thèse à ce phénomène. « Ces tourbillons n'apparaissent pas que dans la baignoire. Dans les réacteurs nucléaires à sodium liquide, par exemple, ils peuvent entraîner

du gaz susceptible de perturber le fonctionnement. Cette physique était mal comprise », souligne la physicienne.

Dans un article de 2023, elle a montré que plus le tourbillon est intense, plus la vidange est lente. Ce 4 juin, dans *Physical Review Fluids*, elle passe d'une baignoire à une bouteille, un réservoir fermé, avec ses collègues du CEA et de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées. Chacun peut le constater, retourner une bouteille pour la vider ne crée pas de tourbillon mais de grosses bulles qui font glou-glou, engendrant un écoulement intermittent. Tourner la bouteille semble faciliter la vidange, mais pas toujours. « Je n'attendais pas quelque chose d'aussi subtil », note-t-elle.

La chercheuse a multiplié les expériences dans un réservoir transparent en Plexiglas de 39 cen-

timètres de haut et de 29 de large, percé au fond de trous de tailles ajustables et posé sur un plateau tournant jusqu'à 10 tours par minute. Une caméra filmait pour repérer l'apparition de bulles ou de tourbillons. Voici ce qu'elle a vu.

Un mince jet d'air cylindrique

Sans rotation, comme avec une bouteille, c'est le glou-glou. Le liquide s'écoule, baissant la pression d'air dans la partie supérieure et au niveau du goulot. La pression devenant plus faible que la pression atmosphérique permet ainsi à l'air de rentrer par le goulot. Des bulles gonflent, remontent et redonnent un peu de pression, ce qui arrête les bulles et fait couler l'eau. L'écoulement est très lent et intermittent.

A l'opposé, à grande vitesse de rotation du réservoir, le cœur gazeux formé par le tourbillon est large ce qui réduit l'écoulement.

La vidange est jusqu'à 30 % plus lente qu'au repos. En abaissant la vitesse de rotation, la vidange accélère. Le tourbillon s'évase moins et peut se transformer en jet d'air cylindrique très fin, qui bloque moins le goulot. La vidange peut être jusqu'à deux fois plus rapide qu'au repos ! Hélas, ce jet est très instable, il se casse en bulles, qui ralentissent à nouveau l'écoulement dans un glou-glou sonore.

La chercheuse espère maintenant mieux comprendre la phase la plus efficace grâce au mince jet d'air qui la caractérise, mais qui est aussi la plus instable et délicate à obtenir. Elle voudrait aussi changer la géométrie du dispositif pour se rapprocher d'une bouteille avec un goulot plus large. Avant que des étudiants ne se cassent le nez sur ce nouveau problème de baignoire qui se vide. ■

DAVID LAROUSSE

160

C'est, en milliards de paires de bases, la taille du génome de *Tmesipteris oblancoolata*, une petite fougère originaire de Nouvelle-Calédonie, qui détient désormais le record en ce domaine. Son patrimoine génétique est cinquante fois plus vaste que celui de notre espèce, et il surpasse de 11 milliards de paires de bases celui de *Paris Japonica*, une plante qui détenait ce record depuis 2010. Jaume Pellicer (Institut botanique de Barcelone), qui était à l'origine de cette découverte, est un des coauteurs de la nouvelle étude sur la fougère néo-calédonienne, publiée le 31 mai dans la revue *iScience*. Les chercheurs ont mesuré l'intensité de la fluorescence émise par un marqueur qui se fixe sur l'ADN pour déduire la taille du génome, qui n'a pas encore été séquencé – c'est-à-dire que l'ordre des bases nucléiques qui composent ses gènes n'est pas encore connu. Le record de séquençage est détenu par le gui (90 milliards de paires de bases).

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Cela renvoie à la capacité des animaux à éprouver ou non, par exemple, de la douleur – ce que nient encore certains chercheurs. Est-ce qu'il y a de la peur, ou une forme d'excitation qu'on pourrait assimiler à de la joie – sans faire d'anthropomorphisme ? Peut-on les objectiver physiologiquement ? Et, si oui, comment les prendre en compte dans les pratiques de laboratoire ? Au-delà, il y a d'autres niveaux plus élaborés. La conscience de soi : savoir que je suis moi, ici, dans cette réalité. Savoir aussi que je sais, ce qu'on appelle la métacognition, l'évaluation introspective de notre vécu et de nos connaissances. Des protocoles ont été développés pour étudier cette dernière dimension chez l'animal.

Chez quelles espèces ?

M. G. : Cela a été montré chez les primates. Il y a eu une tentative chez l'abeille, qui nécessite plus de contrôle, que nous cherchons actuellement à reproduire. Le protocole s'appuie sur ce qu'on appelle l'*opting out* (« option de retrait »). Il s'agit de demander à l'animal de discriminer des stimuli très proches, avec des récompenses, mais aussi des pénalités importantes s'il se trompe – et la possibilité de quitter l'expérience s'il n'est « pas sûr » de la réponse. En quittant l'expérience en cas de doute face à la difficulté, l'animal rapporte une incertitude sur ses capacités à résoudre le problème qui lui est posé. On peut aussi citer l'attention, une capacité plus basale, mais qui a été associée à des états de conscience, que l'on peut aussi tester chez les abeilles.

Ces catégories, ces différentes définitions de la conscience, sont-elles prises en compte dans la réglementation actuelle qui protège le bien-être animal ?

A. S. : La première réglementation sur les animaux de laboratoire date de 1986, et, en 2010, la directive européenne sur le sujet a inclus les céphalopodes, à la suite d'études en éthologie. Ce sont les données scientifiques qui font évoluer la législation. En 2010, il avait été question d'inclure les crustacés décapodes : crabes, homards... Ils seront peut-être les prochains à l'être.

M. G. : Tout à fait. J'ai eu la chance de participer à la prise en compte des céphalopodes, à travers un groupe de travail piloté par l'Italien Graziano Fiorito [*station biologique de Naples*], qui a fait des travaux absolument remarquables sur la capacité des poulpes à résoudre des problèmes, à ouvrir des récipients, à apprendre les uns des autres, alors que ce ne sont pas des animaux sociaux. Il avait fait appel à des « non-céphalopodistes » pour examiner la richesse cognitive de ces animaux, afin de faire évoluer la législation. Si on adopte la même démarche pour les insectes pour lesquels on a des données, on pourrait aboutir à une conclusion similaire.

La conscience des insectes, est-ce donc la grande nouveauté ?

M. G. : Il faut encore la prouver par des expériences solides. Certaines sont déjà là, mais il reste du travail à faire. Pour les invertébrés, notamment les insectes, depuis une quinzaine d'années, il y a eu un changement de paradigme. Historiquement, ils ont été étudiés pour comprendre l'apprentissage et la mémoire. L'aplysie, un mollusque gastéropode, a conduit au prix Nobel d'Eric Kandel, en 2000, par exemple. La mouche drosophile reste aussi beaucoup cantonnée à des problématiques d'apprentissage élémentaire. Et c'est vrai que tout un monde de circuits nerveux, de molécules, qui sous-tendent ces capacités, reste à décrire. Mais il y a bien plus que cela. Ces animaux sont dotés de capacités de cognition de haut niveau, en dépit de leur petit cerveau.

Pouvez-vous nous en citer des preuves ou des indices ?

M. G. : Nous avons par exemple montré que les abeilles peuvent s'affranchir de la nature des stimuli qu'on leur présente pour prendre en compte des règles abstraites, qu'elles transposent à des situations et des objets jamais vus, tant qu'ils respectent la règle apprise. Par exemple, toujours choisir l'objet montré en premier, ou celui du dessus, ou même combiner plusieurs règles afin de faire des choix. Ce qu'un enfant humain sait faire à partir de 4 ans. L'observer chez l'abeille a été pour moi une révélation. D'autres équipes ont montré que les abeilles pouvaient maîtriser le concept numérique du zéro, et pas seulement compter, ce qui est surprenant pour un petit animal.

A. S. : On peut aussi citer les travaux de Lars Chittka, à Londres, qui montrent que les abeilles peuvent anticiper la douleur, qu'il ne s'agit pas seulement d'un arc réflexe lié à la nociception [*la perception d'une attaque contre l'organisme*], et

Poulpes, abeilles, homards... les invertébrés ont aussi une forme de conscience

qu'elles le prennent en compte dans leur processus de décision. Il faut aussi souligner que la manière dont on construit les tests pour évaluer la conscience animale peut-être biaisée, parce que nous sommes humains et ne percevons pas le monde comme un chien ou un insecte. Le fameux test de la reconnaissance du miroir ne peut pas fonctionner sur des espèces qui s'appuient sur l'odorat ou d'autres modalités sensorielles. Il faut réinterroger beaucoup de conclusions qui ont été tirées à la lumière de ces expérimentations anciennes. Rappelons qu'il y a encore quelques années on estimait que les poissons n'avaient pas conscience d'eux-mêmes, et, finalement, on a appris qu'une espèce pouvait passer ce test du miroir.

M. G. : En effet, j'ai participé à une réunion récente sur la conscience animale où étaient présents le chercheur japonais Masanori Kohda, qui a fait cette démonstration, mais aussi nombre de signataires de la déclaration de New York, et le discours général était d'appeler à faire le tri, à réévaluer la littérature scientifique. Nous allons poursuivre ces réunions.

La première s'était tenue à Dharamsala (Inde), à l'initiative du dalai-lama. Les motivations ne seraient-elles pas aussi religieuses ?

M. G. : Je suis agnostique et, quand j'ai reçu l'invitation, j'ai cru qu'il s'agissait d'une fake news. Mais ce n'était pas le cas. Le dalai-lama, qui a organisé cette réunion, a bien spécifié qu'il ne s'agissait pas de religion, d'imposer des croyances, mais de faire le tour des connaissances scientifiques pour voir en quoi elles pouvaient ou non valider ses positions sur les animaux. Il y avait une ouverture d'esprit énorme. Ces réunions se poursuivent hors de ce cadre.

La déclaration ne s'inscrit-elle pas dans un mouvement qui voit un rabougrissement progressif du fameux « propre de l'homme » ?

M. G. : C'est évident pour tous les signataires qu'elle remet en question une part de notre exceptionnalité.

A. S. : C'est aussi pour cela qu'on parle désormais de primate non humain ou d'animal non humain, pour rappeler que nous sommes aussi des animaux.

Les scientifiques qui font de l'expérimentation animale sont-ils toujours conscients du niveau de sentience des animaux qu'ils manipulent ?

A. S. : Les animaux protégés de manière réglementaire dans la recherche sont uniquement les vertébrés et les céphalopodes. Pour pouvoir travailler sur ces modèles animaux, il faut suivre une formation obligatoire, où est évoqué le principe des 3R. Il faut soumettre une procédure expérimentale, examinée par un comité d'éthique, avant de procéder à ces expérimentations.

Pour les invertébrés, qui ne sont pas même dénombrés, c'est plus flou, il n'y a pas de formation, la question de la conscience est beaucoup plus ouverte, sans qu'il y ait encore de consensus. La directive elle-même recommande ce qu'on appelle le remplacement relatif, c'est-à-dire de passer des vertébrés aux invertébrés, considérés comme moins sentients.

Mais il y a une évolution avec le temps. C'est un peu une caricature, mais je pense que les jeunes générations de chercheurs et d'étudiants sont beaucoup plus sensibles au bien-être animal.

A quoi pourrait ressembler un laboratoire qui prendrait en compte la conscience et le bien-être des insectes ?

A. S. : Des recommandations pour les décapodes et les insectes ont été rédigées par l'*Insect Welfare Research Society* pour décrire des modalités d'hébergement et de mise à mort. S'ils étaient inclus

dans la directive européenne, il faudrait définir de telles normes, et les chercheurs devraient suivre des formations, initiale et continue. Ils verraient peut-être cela comme une contrainte supplémentaire, mais je l'envisage plutôt comme une piste d'améliorations possibles aussi en termes de recherche : cela oblige à se poser des questions sur les protocoles, les études statistiques, la taille de l'échantillon... Il y a deux plus-values, l'une sur l'éthique et l'autre sur la qualité de la recherche.

M. G. : Il est vrai qu'on voit encore passer des études contestables du point de vue éthique, comme récemment un article décrivant combien de temps un bourdon survit en cas d'inondation, en le noyant littéralement...

A. S. : Chez la souris, cela ne passerait pas le stade du comité d'éthique.

Martin Giurfa, votre propre pratique a-t-elle évolué ?

M. G. : Oui, clairement. Non pas tant pour l'élevage en ruches, mais parce que les questions posées sont un peu différentes. Je tiens à dire qu'il ne s'agit pas pour moi d'empêcher de faire de la recherche scientifique. Soyons clairs, je ne suis pas dans une posture animaliste. Je suis scientifique, j'essaie de comprendre les circuits nerveux sous-

jacents, ce qui demande des approches invasives, pour aller au-delà de l'observation et de l'anecdote. Mais on peut le faire en limitant le nombre d'individus, en étant attentif aux procédures. Il y a quelques années, nous avons étudié la mémoire aversive, avec un protocole qui ne repose pas sur une récompense – du sucre –, mais sur des chocs électriques. Je ne le fais pratiquement plus, sauf si la question est strictement nécessaire.

Faut-il aussi les mettre à mort ?

M. G. : Oui, car l'abeille ne sait pas que l'expérience est terminée et elle va revenir constamment au laboratoire, interférant avec l'expérience suivante. On les sacrifie donc, en les endormant par le froid. Au début de ma carrière en Allemagne, on les immergeait dans du liquide vaisselle, qui dégrade la cuticule. C'était très rapide, mais barbare : on pense désormais que cela pourrait impliquer de la souffrance.

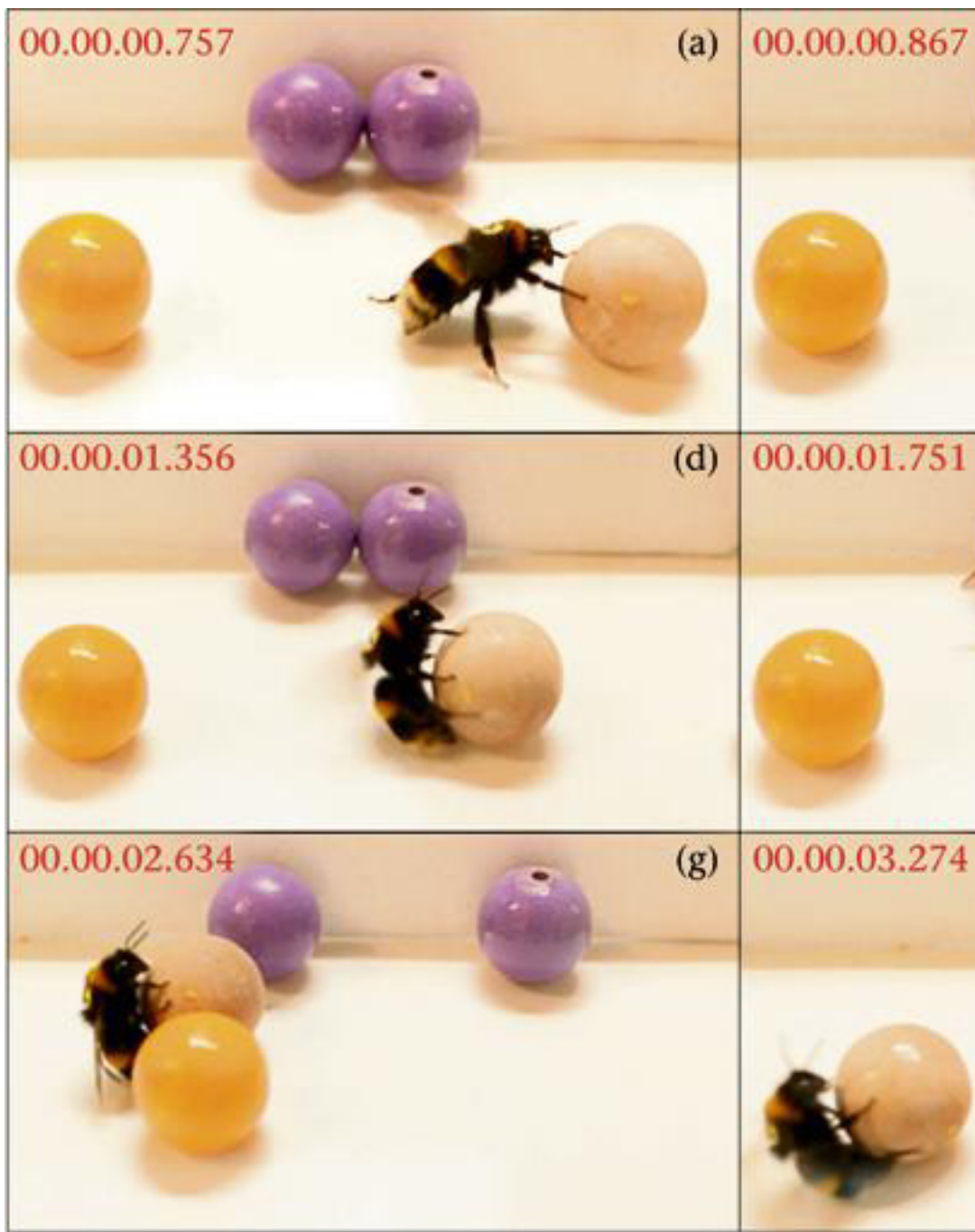
La déclaration n'invite-t-elle pas aussi à poser la question du bien-être animal en amont des projets actuels d'élevage d'insectes comme source de protéines ?

M. G. : C'est aussi une question qui mériterait d'être explorée plus avant à l'avenir. Et je veux souligner que la déclaration de New York a pour vocation d'interroger chacun d'entre nous sur ses relations avec l'animal et l'environnement.

Par exemple, il y a une question que je ne me posais pas il y a vingt ans : quel est l'impact des pesticides dans le phénomène de disparition des insectes non ciblés, comme les abeilles ? Nous avons montré qu'aux doses d'utilisation préconisées, dites sublétales, elles présentent des lésions cérébrales significatives indétectables de l'extérieur. La déclaration appelle à nous interroger sur ce que l'humanité inflige à des êtres avec lesquels on partage l'environnement, et plus largement sur notre responsabilité vis-à-vis du vivant.

A. S. : Pour moi, cette réflexion s'inscrit aussi dans la mouvance du One Health [*« une seule santé »*]. Cette déclaration internationale est une autre façon de rappeler au grand public que la santé animale, celle des écosystèmes et la nôtre sont interconnectées. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANIEL HERZBERG ET HÉRVÉ MORIN



LES INSECTES, NOUVELLE FRONTIÈRE DE LA SENTIENCE ANIMALE

La déclaration de New York

Le 19 avril, lors d'une conférence à la New York University, une « Déclaration sur la conscience animale », signée initialement par quarante philosophes et scientifiques, a été rendue publique. Elle est désormais signée par 287 experts du domaine. En voici la traduction : « Quels sont les animaux qui ont la capacité d'avoir une expérience consciente ? Bien que de nombreuses incertitudes subsistent, certains points de consensus ont émergé. Premièrement, l'attribution de l'expérience consciente à d'autres mammifères [que notre espèce] et aux oiseaux bénéficie d'un solide appui scientifique. Deuxièmement, les preuves empiriques indiquent au moins une possibilité réaliste d'expérience consciente chez tous les vertébrés (y compris les reptiles, les amphibiens et les poissons) et de nombreux invertébrés (y compris, au minimum, les mollusques céphalopodes, les crustacés décapodes et les insectes). Troisièmement, lorsqu'il existe une possibilité réaliste d'expérience consciente chez un animal, il est irresponsable d'ignorer cette possibilité dans les décisions concernant cet animal. Nous devons prendre en compte les risques pour le bien-être et utiliser les preuves pour éclairer nos réponses à ces risques. »

Les neuf images suivent une séquence de quatre secondes pendant laquelle un bourdon fait rouler une bille de bois. Pour les scientifiques, la pratique réunit toutes les conditions du « jeu » et constitue pour l'insecte une récompense en soi. RICHARD RICKITT

Les insectes, cette multitude grouillante, rampante, nageante et volante, seraient donc des êtres sensibles, capables de ressentir douleur et plaisir, et d'avoir une forme de conscience minimale de soi ? C'est ce que suggèrent des travaux conduits au cours de la dernière décennie, qui en donnent de nombreux indices. Ils ont par exemple montré que des bourdons peuvent faire rouler des billes apparemment pour le seul plaisir du jeu, ou que le sommeil des mouches drosophiles est perturbé lorsqu'on les isole de leurs congénères. Ces observations troublantes s'ajoutent à des preuves toujours plus solides de la capacité des vertébrés à accéder à une expérience consciente.

L'accumulation de ces résultats a conduit des philosophes et des experts du domaine à publier le 19 avril une « déclaration de New York sur la conscience animale », signée depuis par 287 chercheurs, qui appelle à les prendre en compte dans la façon dont nous traitons les animaux, que ce soit dans un contexte de recherche expérimentale ou d'élevage. Elle va au-delà de la déclaration de Cambridge (2012), selon laquelle on pouvait déjà affirmer « sans équivoque » que « les humains ne sont pas les seuls à posséder les substrats neurologiques qui génèrent la conscience ».

Jonathan Birch (London School of Economics), qui fait partie des trois philosophes à l'origine de cette initiative, rappelle que la thématique du bien-être des animaux n'est pas nouvelle : elle était déjà abordée par Jeremy Bentham (1748-1832), pour qui la question n'était pas « Peuvent-ils raisonner ou peuvent-ils parler ? », mais « Peuvent-ils souffrir ? » « Depuis une décennie, une vaste gamme d'animaux a été étudiée sous ce rapport, et nous voulions créer un point

de référence, avec des chercheurs du domaine, pour affirmer que c'est un sujet sur lequel philosophes et scientifiques travaillent ensemble et progressent », dit-il.

La déclaration, très courte, mais assortie de riches annexes, rappelle d'abord que l'attribution d'une expérience consciente aux mammifères et aux oiseaux bénéficie déjà d'un « solide appui scientifique ». « Nous nous concentrons sur ce que les philosophes appellent la conscience phénoménale, précise Jonathan Birch. Elle recouvre la couche de base de conscience, la plus fondamentale, la plus élémentaire et la plus ancienne du point de vue de l'évolution, en ce sens qu'il ne s'agit que d'une expérience subjective, des sens et des émotions. »

Les signataires estiment que des preuves empiriques de cette forme d'expérience consciente s'appliquent aussi à de nombreux invertébrés, « y compris, au minimum, les mollusques céphalopodes, les crustacés décapodes [écrevisses, homards, crabes, crevettes...] et les insectes », des données « qu'il serait irresponsable d'ignorer », insistent-ils. Alors que l'éthique du bien-être animal et ses traductions réglementaires ont été principalement pensées à partir des animaux qui nous étaient les plus proches – primates non humains et

« L'IDÉE QUE NOUS AYONS DES DEVOIRS ENVERS LES INSECTES EST DIFFICILE À COMPRENDRE »

JONATHAN BIRCH
PHILOSOPHE BRITANNIQUE

autres mammifères –, la déclaration de New York invite à parcourir le chemin inverse, en partant d'animaux qui nous sont bien plus éloignés. « L'idée que les insectes aient des droits ou que nous ayons des devoirs envers eux est incroyablement confuse et difficile à comprendre, reconnaît le philosophe britannique. Mais les résultats scientifiques révèlent que le monde sensible est extrêmement vaste, et il importe que nous ayons une discussion sur les concepts les plus appropriés pour le penser. »

Dans les annexes, une dizaine d'« exemples récents frappants » a été sélectionnée dans la littérature scientifique afin de montrer l'étendue du panel. Du succès d'un petit poisson, le labre nettoyeur, au test de reconnaissance dans le miroir, à celui d'une couleuvre (du genre *Thamnophis*) dans une version olfactive de ce même examen ; de la curiosité établie chez le poisson-zèbre, chouchou des laboratoires, aux états proches de l'anxiété détectés chez les écrevisses (et amoindris par la prise d'anxiolytiques...) ; des stratégies d'évitement de la douleur élaborées par les poulpes aux capacités de la seiche à indiquer quel type de proie elle a senti dans son environnement (poisson, crevette, crabe), la littérature s'est considérablement enrichie ces dernières années. Sans compter les cas des drosophiles et des bourdons déjà cités.

La déclaration ne s'assortit par de recommandations politico-techniques concrètes. Notamment parce que les signataires n'étaient pas forcément sur la même ligne concernant par exemple les limites à donner aux élevages d'insectes, de crevettes ou de poulpes, reconnaît Jonathan Birch. Pour autant, il espère qu'elle conduira à faire évoluer la législation sur le bien-être animal, comme récemment au Royaume-Uni, où une nouvelle loi sur la sensibilité des animaux a intégré des mollusques et crustacés – mais pas encore les insectes. « Nous espérons que ce texte sera un catalyseur qui conduira les chercheurs, mais aussi les décideurs politiques et le grand public, à réfléchir à des questions relatives au bien-être animal auxquelles ils n'avaient peut-être jamais pensé auparavant. »

Un « principe de précaution »

Le pari semble en partie réussi, car la déclaration n'est pas passée inaperçue dans les laboratoires faisant de l'expérimentation animale. « C'est une question que l'on sentait venir. La nouveauté, pour nous, concerne les crustacés décapodes et surtout les insectes », note ainsi le vétérinaire Ivan Balansard (CNRS), qui préside le Gircor, une association regroupant des acteurs publics et privés de la recherche et de l'enseignement supérieur ayant recours aux animaux à des fins scientifiques. « Si les connaissances montrent que ces animaux peuvent ressentir, comme les vertébrés, cela paraît légitime de le prendre en compte pour faire évoluer la réglementation », convient-il. Mais il s'interroge, citant une expertise collective de 2009 de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA, aujourd'hui Inrae), sur le distinguo à apporter entre douleur et nociception, sorte de système d'alarme protégeant l'organisme en déclenchant des réponses réflexes. La priorité reste pour lui de « garantir le bien-être de tous les animaux dont on est sûr qu'ils peuvent vivre une expérience négative ». « Je souhaiterais déjà que nous soyons exemplaires pour tous ces animaux-là, tels que mammifères et autres vertébrés », dit-il.

Il note que si un élargissement réglementaire devait intégrer les insectes, bataillons de mouches drosophiles en tête, qui ne sont pour l'heure même pas comptabilisés dans les statistiques ministérielles sur l'expérimentation animale, « il faudrait des référentiels, une idée précise de leurs besoins ». Et rappelle que les choses

AU ROYAUME-UNI, UNE NOUVELLE LOI SUR LA SENSIBILITÉ DES ANIMAUX A INTÉGRÉ DES MOLLUSQUES ET DES CRUSTACÉS

évoluent lentement : les recommandations concernant les méthodes acceptables d'hébergement et de mise à mort des céphalopodes (680 individus en France en 2022) n'ont été définies que cette année, soit près de quatorze ans après l'inclusion de ces animaux dans la directive européenne 2010-63 sur la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

Pour Louis Schweitzer, qui préside La Fondation Droit animal, cette déclaration est une « très bonne nouvelle », même s'il s'avoue surpris que « sur la conscience, et pas seulement sur la sensibilité, elle [aille] au-delà de ce que je pensais sur certains animaux ». « Les progrès de la science font que la limite à l'indifférence à la douleur animale se déplace sans cesse », constate-t-il, et « amènent à une réflexion sur les insectes qui n'était pas dans notre champ ». Pour lui, le problème principal concerne l'élevage, où l'amélioration du bien-être animal comporte des contraintes économiques « majeures », bien plus fortes que dans les laboratoires de recherche. L'appel de la déclaration à une forme de « principe de précaution » pour les espèces où la conscience n'est pas totalement établie lui semble « légitime ».

Un problème de taille

Concernant la recherche, il précise qu'« aujourd'hui on ne peut se passer d'expérimentation animale. Ce qu'on peut faire, doit faire, et qu'on ne fait pas assez en France, c'est appliquer la règle des 3R ». C'est-à-dire le remplacement, la réduction et le raffinement – au sens de recherche du bien-être – des animaux de laboratoire. Les moyens du groupement d'intérêt scientifique FC3R, créé à cet effet en 2021, et dont il préside le conseil d'orientation et de réflexion, ne sont selon lui « pas à la hauteur du problème ». Il constate cependant une évolution dans le bon sens dans le monde scientifique : « Il y a dix ans, j'avais l'impression d'être un emmerdeur quand j'évoquais le sujet auprès des chercheurs... »

Ceux-ci vont-ils prendre à bras-le-corps les recommandations de la déclaration de New York ? Professeur de psychologie sociale à l'université Grenoble-Alpes, auteur de *Face aux animaux* (Odile Jacob, 2022), Laurent Bègue-Shankland a exploré les obstacles psychologiques qui contrarient la prise en compte de leur sensibilité. Dans ce domaine, la taille compte, et la souffrance des petits animaux est plus négligée, rappelle-t-il. La façon dont leurs compétences sont présentées aussi. Dans une étude en cours, qui résonne précisément avec cette déclaration, il a constaté que des consommateurs potentiels d'insectes étaient prêts à faire varier en fonction de leurs compétences le nombre de gendarmes (*Pyrrhocoris apterus*) qu'ils étaient prêts à sacrifier.

« Il est important que cette déclaration émane de scientifiques, car ce sont eux qui ont l'autorité et la connaissance pour affirmer l'état de conscience des animaux », dit-il. Il note qu'elle reste orientée sur des capacités mentales ou sensibles qui nous sont proches. « On pourrait aller plus loin en considérant les capacités spécifiques de chaque animal, tel qu'il est », avance-t-il. Une telle déclaration introduit « une capacité dissonante supplémentaire, une sorte d'intranquillité : on ne peut plus sacrifier ces animaux de la même façon. La connaissance nous oblige ». ■

N. H. ET H. M.

LE LIVRE

Energie : les vieilles idées ont de l’avenir

La deuxième édition d’un ouvrage collaboratif revisite des inventions méconnues ou oubliées

Connaissez-vous le photophone ? Le cynosphère ? Ou le gyrobus ? Toutes ces inventions ont marché à leur époque, sans percer, mais pourraient bien retrouver un certain lustre à la faveur de l’urgence climatique, en bénéficiant des progrès techniques. Elles sont recensées dans la deuxième édition d’un livre original par son contenu et par sa construction collective.

Plus d’une soixantaine de véhicules, sources d’énergie, appareils astucieux en lien avec le thème de l’énergie, sont présentés chronologiquement depuis 1780, sous forme d’une double page, pour montrer l’imagination des anciens et stimuler la créativité de leurs successeurs. « Explorer le passé pour répondre aux enjeux de l’avenir » est le leitmotiv défendu par la quinzaine d’auteurs qui ont fouillé dans les archives pour exhumer ces innovations. Ils ont même poussé l’engagement jusqu’à parfois en remettre certaines au goût du jour. En imprimant un journal papier à la force du soleil, comme la démonstration avait été faite à Paris, en 1882, ou en relançant la fabrication d’une machine à recharger les piles non rechargeables. Certains d’entre eux ont aussi fait pédaler des fétards pour alimenter leur sono grâce au SolarSoundSystem, inspiré d’une invention suisse, le cyclodrome de 1896.

Recyclage d’idées

Au fil des pages, grâce aussi à de courts textes aidant à la réflexion, le lecteur découvre que le progrès n’est pas linéaire et est fait de « recyclage » d’idées et de superposition des techniques plus que de leur remplacement. La voiture à hydrogène ou électrique, ou bien l’Hyperloop (ce système de propulsion dans des tubes à vide), ou encore l’autopartage ou le covoiturage, qui semblent aujourd’hui à la mode, ont en réalité déjà eu leur heure de gloire. De belles trouvailles refusent de mourir et marchent encore, pour des applications de niche, comme le bélier hydraulique, le moteur Stirling... Les dernières pages montrent aussi que la frugalité technique fonctionne, avec un bâtiment inspiré des termitières, ou des vélos solaires ou encore un restaurant autonome en énergie.

La mise à jour fait « sortir » de la liste des trouvailles de l’édition 2018 un moteur de Nicéphore Niépce (1806), une cheminée solaire de 1903 ou un vélo électrique de 1979. Entrent, en revanche, une installation éolienne danoise pour se chauffer (1975), un four solaire colombien qui fonctionne depuis 1983 ou des structures flottantes de l’artiste Tomas Saraceno. Le personnage méconnu de Maria Telkes, pionnière du solaire pour fabriquer de l’eau potable à partir d’eau salée ou pour chauffer des habitations dès 1948, fait aussi son entrée.

Un chapitre a été ajouté pour démonter l’un des mythes des technophiles, les villes intelligentes ou smart cities ; les auteurs préférant explorer le concept de « villes low-tech », qui n’est pas un rejet de la technologie, mais plutôt son utilisation un peu plus réfléchie. De drôles d’objets et d’intéressantes leçons. ■

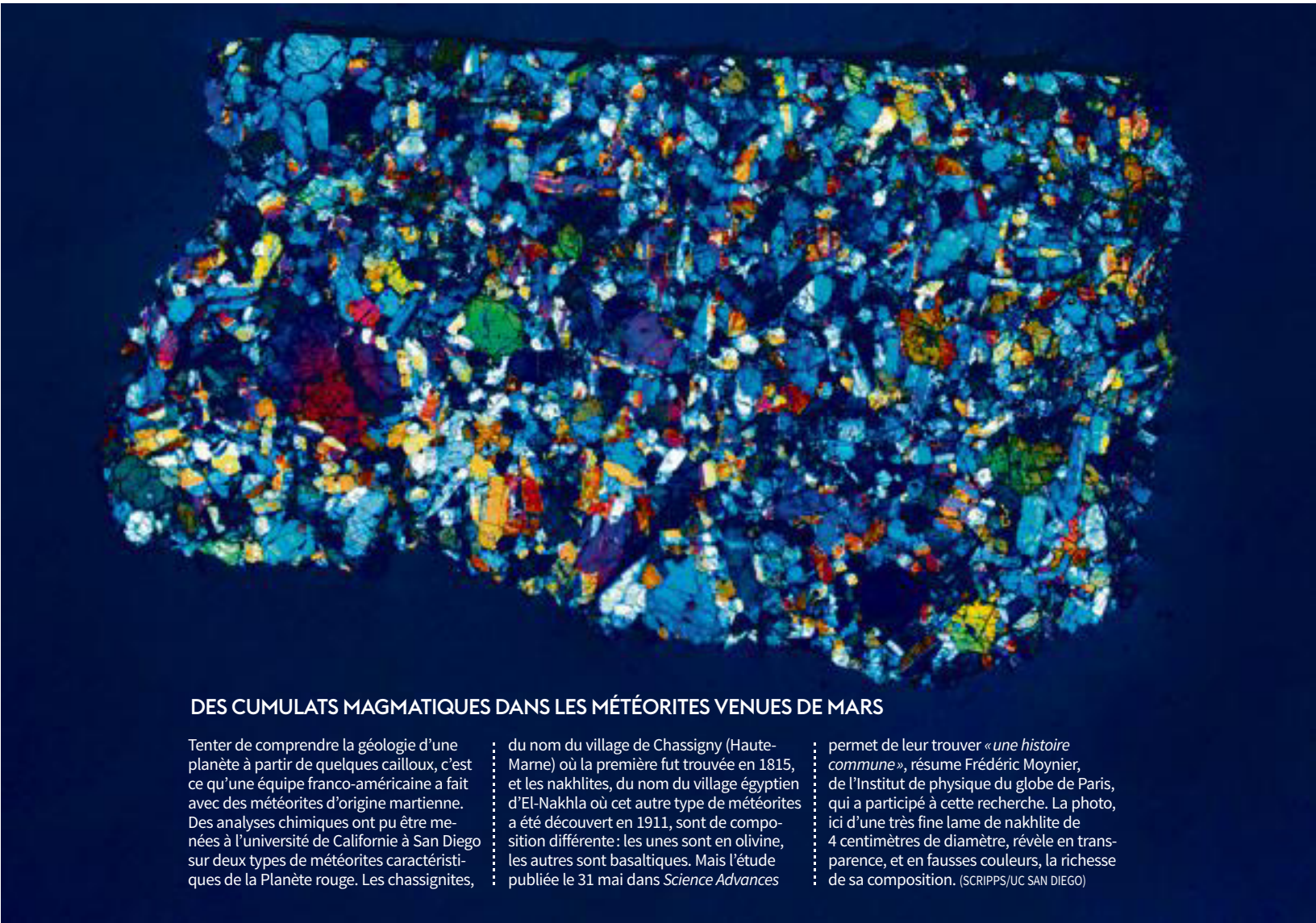
DAVID LAROUSSE

Rétrofutur. Une autre histoire des innovations énergétiques, sous la direction de Cédric Carles, Thomas Ortiz et Eric Dussert, Buchet-Chastel, 222 p., 28 €. Parution le 6 juin.

L’AGENDA

FESTIVAL Double-Science

La deuxième édition du festival de la vulgarisation scientifique revient les 8 et 9 juin à Paris 12^e, au Ground Control, pour un programme original et gratuit : procès fictif des PFAS, quiz scientifique, escape game, spectacles, karaoké, expositions... Plusieurs tables rondes sont aussi prévues sur les femmes et les sciences, la lutte contre la désinformation, l’intelligence artificielle... > *Information détaillée en ligne : Festivaldoublescience.fr*



DES CUMULATS MAGMATIQUES DANS LES MÉTÉORITES VENUES DE MARS

Tenter de comprendre la géologie d’une planète à partir de quelques cailloux, c’est ce qu’une équipe franco-américaine a fait avec des météorites d’origine martienne. Des analyses chimiques ont pu être menées à l’université de Californie à San Diego sur deux types de météorites caractéristiques de la Planète rouge. Les chassignites, du nom du village de Chassigny (Haute-Marne) où la première fut trouvée en 1815, et les nakhlites, du nom du village égyptien d’El-Nakhlà où cet autre type de météorites a été découvert en 1911, sont de composition différente : les unes sont en olivine, les autres sont basaltiques. Mais l’étude publiée le 31 mai dans *Science Advances* permet de leur trouver « une histoire commune », résume Frédéric Moynier, de l’Institut de physique du globe de Paris, qui a participé à cette recherche. La photo, ici d’une très fine lame de nakhlite de 4 centimètres de diamètre, révèle en transparence, et en fausses couleurs, la richesse de sa composition. (SCRIPPS/UC SAN DIEGO)



DIX MILLE PAS ET PLUS
LE SPORT AGIT AUSSI SUR LES CELLULES

Par SANDRINE CABUT

Le refrain est bien connu : l’activité physique est le meilleur des médicaments. Elle préserve notre santé cardio-vasculaire, respiratoire, mentale..., réduit le risque et aide à soigner de nombreuses pathologies dont les cancers, le diabète de type 2. Mais comment cette pilule universelle qui ne s’avale pas agit-elle au cœur de nos cellules, à l’échelle moléculaire ? Jusqu’à présent, les études dans ce domaine étaient très parcellaires. En 2016 a débuté le plus vaste programme jamais consacré à ce sujet, avec des recherches chez des rats et des humains. Prévu sur dix ans, et financé notamment par les instituts nationaux de la santé (NIH) américains – à hauteur de 170 millions de dollars (plus de 150 millions d’euros), le projet implique vingt-cinq universités américaines.

Il y a quelques semaines, les travaux de ce groupe nommé Consortium des adaptateurs moléculaires de l’activité physique (MoTrPAC) ont fait l’objet de plusieurs articles publiés dans des revues du groupe *Nature*. L’une des études, qui a recensé les modifications moléculaires induites par l’endurance chez le rat, a même fait la couverture de la revue *Nature*.

Les chercheurs ont utilisé une approche puissante dite « multiomique », un ensemble de technologies qui permet d’analyser le fonctionnement du vivant à

plusieurs niveaux en combinant bio-informatiquement des quantités colossales de données : ensemble de gènes (génomique et épigénomique), d’ARN messager (transcriptomique), de protéines (protéomique) et de métabolites (métabolomique). Ils ont soumis 344 rats adultes, mâles et femelles, à des exercices progressifs d’endurance, pendant une, deux, quatre ou huit semaines. Des analyses ont été réalisées dans le sang, le plasma et 18 tissus (collectés quarante-huit heures après le dernier entraînement), et comparées à celles d’animaux sédentaires.

Un atlas moléculaire

Plus de 15 millions de paramètres biologiques ont été mesurés. Après analyse, plus de 35 000 s’avèrent modifiés de façon statistiquement significative en lien avec les exercices d’endurance, l’ampleur de l’effet étant le plus souvent modeste. Des changements ont été observés dans tous les tissus étudiés.

Autre surprise, des différences beaucoup plus importantes que prévu ont été retrouvées entre rats mâles et femelles, par exemple, au niveau des poumons, des glandes surrénales, du foie ou encore du tissu adipeux.

Le néphrologue et chercheur à l’Inserm Pierre-Louis Tharaux souligne deux autres résultats intéressants : des effets très marqués de l’entraînement d’endurance

sur la modulation de l’inflammation dans le tube digestif et sur le fonctionnement rénal. « C’est un travail remarquable, qui va faire date. Il permet de constituer un atlas moléculaire de l’adaptation à l’activité physique », se réjouit-il. Le chercheur français souligne toutefois les prochains défis : identifier les communications inter-organes qui synchronisent les modifications biologiques induites par l’activité physique, mais aussi trouver des moyens de représenter des données aussi foisonnantes et complexes. « Le projet MoTrPAC dans son ensemble est très original, s’enthousiasme Claire Laurens, chercheuse Inserm et maître de conférences à l’université Paul-Sabatier de Toulouse. Avec ces études conduites chez l’animal et en clinique, nous pourrions mieux cartographier les effets moléculaires de l’activité physique dans quantité de situations : selon les modalités de l’exercice, le profil des personnes (âge, sexe, niveau de sédentarité...). » A terme, prévoit-elle, il deviendra ainsi possible de prescrire de l’« activité physique de précision », selon les effets recherchés et le profil des personnes concernées. Pourrait-on aller jusqu’à envisager de reproduire ces résultats avec une pilule ? « Il semble peu probable de reproduire l’ensemble des bénéfices de l’exercice avec un médicament, mais certains de ses effets pourraient être ciblés, dans des cas particuliers », nuance Claire Laurens. ■

L’ÉNIGME MATHS – N°17

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LES DOMINOS

Sept dominos sont rangés dans une boîte rectangulaire. Sur chacun d’entre eux, on peut voir deux symboles mathématiques, qui peuvent être des chiffres, des opérations ou des signes égal. Sur la figure ci-dessous, on peut ainsi lire deux égalités. Sur la première ligne, on trouve 19 – 10 = 9, ce qui est parfaitement exact. En revanche, l’égalité de la seconde ligne est fausse : 16 + 15 ne font pas 2, mais 31.

► **Pouvez-vous mieux ranger les dominos dans cette boîte, de telle sorte que les deux lignes affichent des égalités correctes ?**

INDICE

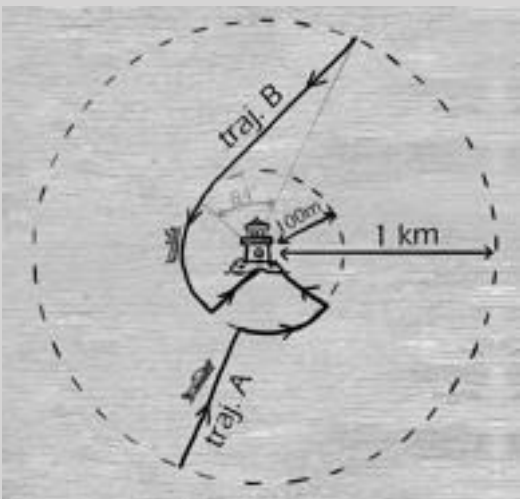
.renruot tnasiáf sel ne sertua’d ne tnmrofsnart es selobmys sniatreC.



SOLUTION DE L’ÉNIGME N° 16

Le deuxième bateau a filé en ligne droite jusqu’à se trouver à 100 mètres du phare. Alors que le faisceau était sur le point de le rattraper, il a viré pour tourner autour du phare, comme indiqué par la trajectoire A sur la figure. Ce cercle de rayon 100 mètres a un périmètre égal à 2×π×100, soit environ 628 mètres, le bateau en fait donc le tour complet en moins d’une minute. En suivant ce cercle, il peut donc prendre de l’avance sur le faisceau, puis finir les 100 mètres qui restent quand ce dernier est suffisamment loin.

Le troisième bateau peut partir légèrement en biais pour atteindre le cercle de rayon 100 mètres de façon tangente, comme sur la trajectoire B. Par le théorème de Pythagore, cette ligne droite mesure environ 995 mètres, il faut donc



une minute douze secondes au bateau pour la parcourir. Mais, en partant en biais, le bateau gagne un peu de temps : après avoir fait un tour, le faisceau devra encore tourner d’environ 84° (angle dont le cosinus vaut

100/1000) avant d’atteindre le point où le bateau rejoint le cercle, ce qui lui prendra environ quatorze secondes de plus. Le bateau atteindra donc ce point deux secondes avant le faisceau, puis pourra adopter la stratégie précédente.



CARTE BLANCHE

Aux limites de l'IA générative

Par JEAN PONCE et ISABELLE RYL

Vivatech a réuni à Paris pendant quatre jours, fin mai, spécialistes et fans de la tech en mettant cette année encore l'intelligence artificielle (IA) à l'honneur. Les « grands modèles de langue » (Large Language Models, LLM) que nous avons déjà évoqués ont, sans surprise, occupé le devant de la scène. Or, depuis quelque temps, certains experts du domaine, dont le Français Yann LeCun, déclarent que les prochaines avancées, en particulier la quête de l'« intelligence », ne viendront pas de la poursuite du développement de ces LLM. Leur capacité à produire des phrases extrêmement naturelles nous fait oublier qu'ils ne sont que des outils, incapables, pour le moment, de décomposer une tâche en sous-problèmes ou d'élaborer un plan d'action complexe.

Pourquoi ? On entraîne un LLM en lui fournissant une grande quantité de données, livres et articles numérisés, en lui demandant de prédire le mot (techniquement, une portion de mot appelée « jeton ») qui suit des fragments de texte prélevés dans ces données. Par exemple dans le début de l'*Illiade*, « *Déesse, chante-nous la colère d'Achille, de ce fils de* », proposer le nom « Pélée » comme étant la suite la plus probable, et en ajustant ses paramètres pour minimiser le nombre d'erreurs qu'il commet.

Une fois le LLM entraîné, il peut créer la suite d'une phrase par un processus d'inférence autorégressif, les mots les plus probables étant prédits un par un à partir d'un fragment de texte de longueur constante mis à jour à chaque pas. Imaginons par exemple que le texte fourni au LLM soit les deux premiers paragraphes de cette chronique, le dernier mot manquant : « Vivatech... élaborer un plan d' », le modèle pourrait proposer « action ».

Un risque sérieux de dérive

A la prochaine étape, le texte fourni au LLM sera cette fois « a réuni à Paris... d'action » (« Vivatech » en moins, « action » en plus), le LLM prédisant par exemple cette fois le mot « complexe » ou « sophistiqué », mais il pourrait aussi prédire « simple », qui donnerait à la phrase un sens différent. Le fait que chaque mot ainsi obtenu soit le plus probable à une étape donnée du processus ne garantit évidemment pas que la séquence entière exprime un fait réel ou soit tout bêtement cohérente.

Diverses stratégies peuvent être utilisées pour rendre le processus plus robuste. Par exemple, en explorant l'arborescence formée par les prédictions réalisées à chaque étape (soit tous les choix possibles après le premier mot, puis tous les choix possibles après le deuxième, etc.), pour choisir la solution qui est globalement la plus plausible. Même s'il était possible d'explorer toutes les combinaisons possibles (avec seulement cinq mots, on peut déjà construire plus de 12 millions de séquences de dix mots), la séquence jugée la plus plausible ne serait pas forcément correcte.

Il existe donc un risque sérieux de dérive dans une approche purement autorégressive, où la solution idéale, elle-même peu probable parmi toutes les séquences possibles, risque fort d'être « manquée », conduisant aux « hallucinations » dont on accuse souvent les systèmes d'IA générative. Des approches récentes tentent de corriger ces phénomènes en mêlant IA générative et recherche dans des sources de données fiables – la « génération augmentée de récupération » (Retrieval Augmented Generation, RAG) – pour améliorer la qualité des réponses. Mais, elles restent proches de la régurgitation de contenu.

La prochaine génération de l'IA devra donc être dotée de nouvelles facultés, notamment de planification, avant d'arriver à une véritable capacité de raisonnement, en s'appuyant peut-être sur la connaissance de la structure des données et des lois physiques qui président à leur création plutôt que par simple mimétisme. Avec l'espoir sous-jacent d'aboutir à des techniques plus performantes mais aussi moins coûteuses en ressources énergétiques ! ■

Jean Ponce et Isabelle Ryl

Professeur d'informatique à l'Ecole normale supérieure-PSL et professeure d'informatique, en détachement à l'université PSL

Recherche : harmoniser les réglementations internationales de biosécurité

TRIBUNE - Le virologue Etienne Decroly alerte sur certaines pratiques qui augmentent le risque de nouvelles zoonoses et plaide pour davantage de sécurité dans les laboratoires

Quatre ans après le début de la pandémie de Covid-19, l'origine du virus reste incertaine. L'hypothèse zoonotique, privilégiée par la mission conjointe Organisation mondiale de la santé (OMS)-Chine, manque de preuves. Ni le virus progéniteur de l'épidémie ni l'animal responsable des premières infections humaines n'ont été identifiés. L'hypothèse d'une émergence liée à un accident de recherche reste plausible, mais n'a pu être étayée faute d'investigations. Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, résumait ainsi la situation en 2021 : « *Toutes les hypothèses restent sur la table et nous devons au monde d'en établir la source afin de pouvoir prendre collectivement des mesures pour réduire le risque que cela se reproduise.* »

Malgré l'absence de conclusions, il est possible de limiter le risque de nouvelles émergences. Il est nécessaire d'agir simultanément sur les risques zoonotiques et sur certaines pratiques de recherche.

Les risques de nouvelles émergences zoonotiques sont très élevés. La propagation actuelle du virus de la grippe aviaire (H5N1) chez de nombreuses espèces de mammifères et l'importante épidémie bovine en cours aux Etats-Unis sont alarmantes. La dissémination du virus chez les bovins a été détectée tardivement, empêchant son contrôle. La présence du virus dans le lait et les eaux usées de grandes villes, ainsi que les premières infections humaines, sont-ils les prémices d'une future pandémie ? Un meilleur contrôle

des risques zoonotiques implique de développer des approches dites « One Health » avec une surveillance accrue de la circulation des pathogènes dans les élevages, et dans la nature, le contrôle des marchés dits « humides », de la vente d'animaux sauvages, ainsi que la préservation de la biodiversité.

Quant aux risques liés à la recherche, ils sont largement sous-évalués. Il est urgent de repenser les règles de biosécurité internationales pour un meilleur rapport bénéfices/risques.

Les bénéfices des recherches en virologie sont considérables, car elles permettent le développement de vaccins et de traitements antiviraux. Les vaccins constituent un outil de santé publique permettant le contrôle des pathogènes viraux et contribuent significativement à l'augmentation de l'espérance de vie. Les antiviraux ont montré leur efficacité dans le contrôle des épidémies du sida et de l'hépatite C, en l'absence de vaccin. La recherche en virologie doit donc pouvoir se poursuivre en sécurité afin de développer de nouvelles approches thérapeutiques.

Mais les risques liés aux recherches doivent également être mieux pris en compte afin d'adapter le niveau de biosécurité (laboratoires de type P1 à P4, le plus sécurisé) aux virus dangereux. Plusieurs accidents de recherche ont été rapportés. Les virus SARS-CoV-1 et 2 ont échappé, après leur émergence, quatre fois de laboratoires P3 et une fois d'un laboratoire P4 et, en 1977, un accident de laboratoire a provoqué une épidémie de grippe avec plus de 700 000 cas sur plusieurs années.

CONCERNANT LES VIRUS RESPIRATOIRES À POTENTIEL PANDÉMIQUE, FORCER LE PASSAGE DE BARRIÈRE D'ESPÈCE VERS L'HOMME DEVRAIT ÊTRE INTERDIT

Le niveau de biosécurité des laboratoires a largement augmenté ces trente dernières années avec la construction d'environ 40 laboratoires P4 civils dans le monde. Parallèlement, l'avènement de la biologie moléculaire permet de synthétiser des virus infectieux sur base de données de séquences, tandis que les méthodes de mutagenèse à haut débit augmentent les risques biologiques. Les chercheurs étudient aussi la pathogenèse de virus de dangerosité croissante afin d'identifier de nouvelles thérapeutiques.

Un type particulier d'expériences, appelées de « gain de fonction » (GoF), vise à faire acquérir aux virus de nouvelles fonctions qui peuvent augmenter le pouvoir de transmission et/ou le pouvoir pathogène d'un virus. Ce type d'expériences a suscité des débats en 2012, lorsque des mutations connues ont été introduites dans le génome du virus de la grippe aviaire pour augmenter sa transmission chez les mammifères.

Aujourd'hui, ce type d'expériences perdure dans certains laboratoires. Les chercheurs forcent par exemple le fran-

chissement de la barrière d'espèce en construisant des virus chimériques capables d'infecter des cellules humaines ou en infectant des souris transgéniques « humanisées ». Ce type d'expériences, réalisé aux Etats-Unis jusqu'en 2015 en laboratoire P3, a été mené en Chine sur les coronavirus en laboratoire P2. Leurs bénéfices sont contestables : elles n'ont jamais permis de prévoir une émergence virale ou de préparer par anticipation des approches vaccinales ou thérapeutiques, alors que leur dangerosité est extrême lorsqu'elles concernent des virus respiratoires se transmettant par aérosol.

Si les expériences de GoF doivent être pensées, débattues, elles devraient être réalisées dans des conditions confinées en laboratoire P4 lorsqu'elles concernent des virus respiratoires à potentiel pandémique, et forcer le passage de barrière d'espèce vers l'homme devrait être interdit. Il est urgent d'harmoniser les réglementations internationales de biosécurité car les virus n'ont pas de passeport. Comme pour l'aviation, la communauté internationale pourrait envisager l'utilisation de « boîtes noires biologiques » dans les laboratoires P3 et P4, et se doter d'une agence internationale régulant la biosécurité, à l'image de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine du nucléaire. ■

Etienne Decroly, directeur de recherche, laboratoire Architecture et fonction des macromolécules biologiques (CNRS/Aix Marseille Université).

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

L'EAU SALÉE, NOUVELLE SOURCE D'ÉLECTRICITÉ

1 Entre fleuve et mer

Un démonstrateur de **centrale osmotique** de Sweetch Energy est en construction près de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône). Il utilise le **différentiel de concentration en sel entre l'eau douce du Rhône et l'eau de la mer Méditerranée pour générer du courant électrique**.

2 La séparation des charges électriques

Dans chaque module, **deux membranes poreuses** chargées l'une positivement et l'autre négativement séparent un réservoir d'eau salée de deux réservoirs d'eau douce. Naturellement, les ions de chlore et de sodium, par osmose, se déplacent vers les compartiments d'eau douce. **Les membranes bloquent selon leur charge un des ions et laissent passer l'autre**.

Infographie : Le Monde, Victoria Denys, David Larousserie

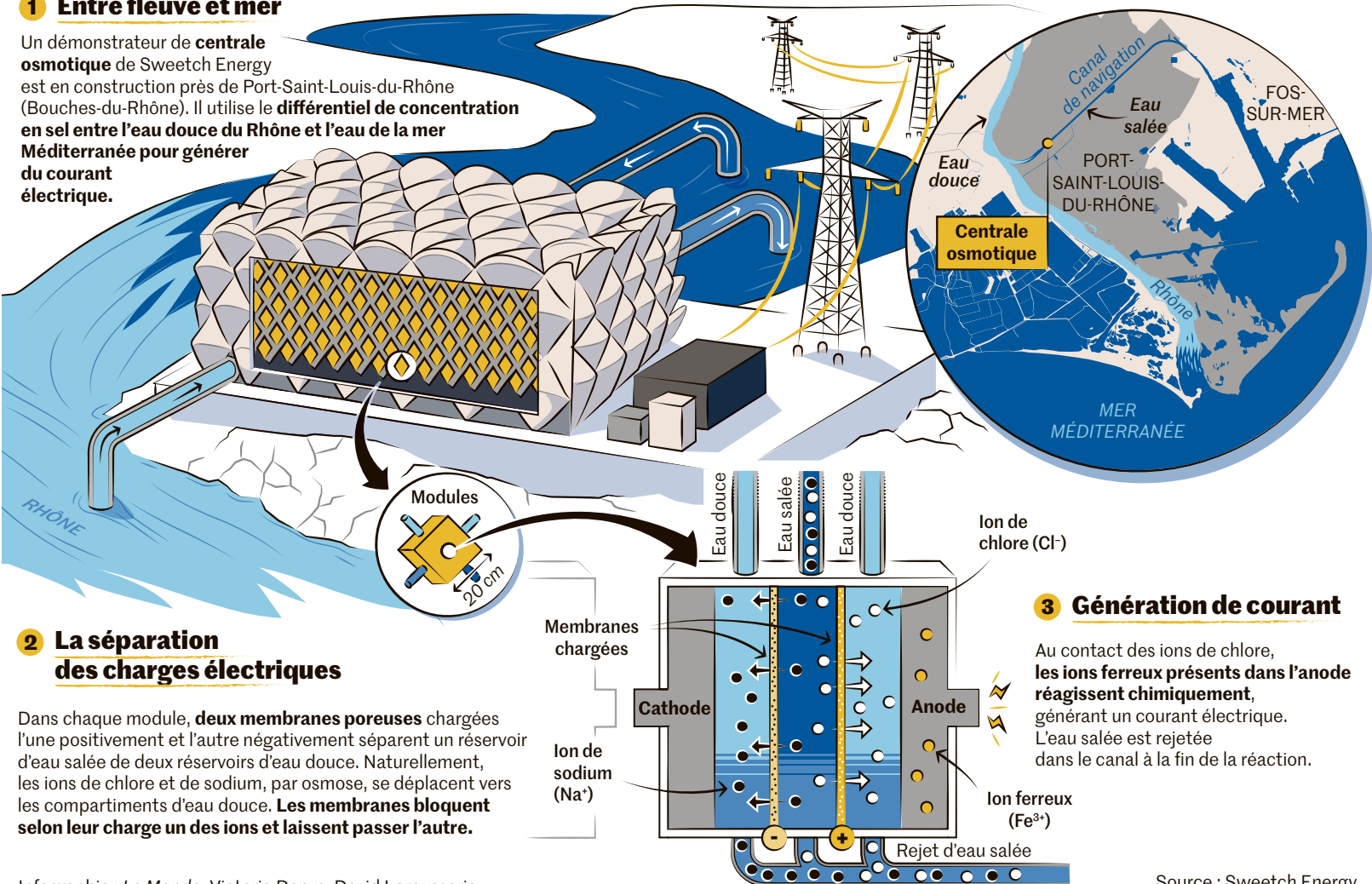
Dans l'estuaire du Rhône, l'entreprise Sweetch Energy, associée à la Compagnie nationale du Rhône, construit un démonstrateur de centrale électrique d'un nouveau genre. Le courant est produit en utilisant le différentiel de

concentration de sel entre l'eau de la Méditerranée (30 grammes par litre) et l'eau douce (moins d'un gramme) prise dans le Rhône. Le seul coût énergétique vient des pompes pour gérer les flux de liquides. Le principe est

vieux d'un demi-siècle mais n'était guère utilisé faute de disposer de pièces essentielles efficaces, les membranes poreuses permettant aux ions de l'eau salée de circuler. Les inventeurs de ces membranes, Lydéric Bocquet,

chercheur CNRS à l'Ecole normale supérieure de Paris, et Bruno Mottet, directeur de l'innovation de Sweetch Energy, sont finalistes du concours du prix de l'inventeur européen. ■

DAVID LAROUSSE



Michel Sadelain, inventeur de chimères tueuses de tumeurs

PORTRAIT - L'immunologiste français et canadien, travaillant à New York, est à l'origine de thérapies innovantes, les « cellules CAR-T ». Longtemps raillé, il est aujourd'hui reconnu

Un demi-sourire aux lèvres, une souplesse dans la démarche et cette singulière façon d'être au monde, l'air à la fois un peu ailleurs et très attentif... En cette fin de mai, Michel Sadelain promenait sa longue silhouette et sa fausse nonchalance à travers Paris – et sous son ciel gris.

Un retour aux origines, pour ce médecin chercheur français et canadien de 64 ans, établi à New York depuis trente ans. « *Je suis né et j'ai grandi en France, à Paris puis à Dieppe* [Seine-Maritime]. *Sans ancêtres gaulois, mais avec la culture française* », dit-il d'une voix lente et douce, où chaque mot est pesé – élégance du verbe et de la pensée. C'est en 1958, en effet, que ses parents sont arrivés en France : son père, réfugié politique, venait de Pologne ; sa mère était d'origine ukrainienne.

« *C'est la curiosité intellectuelle qui me fera choisir la médecine* », précise-t-il. À l'hôpital Tennon puis à Saint-Antoine, à Paris, il découvre les finesses de l'immunologie et le goût de la recherche. En 1984, c'est l'envol pour le Canada, où son stage de six mois se transforme en thèse. Cinq ans plus tard, direction le Massachusetts Institute of Technology (MIT), aux États-Unis, où il entame un postdoctorat, avant de rejoindre, en 1994, le Memorial Sloan Kettering Cancer Center (MSKCC), centre de traitement et de recherche sur le cancer parmi les plus renommés, à New York. Il y poursuivra toute sa carrière. « *Améliorer la condition humaine, c'est un de mes moteurs*, confie-t-il. *Et la santé, c'est un bien de l'humanité.* »

À peine descendu de l'avion, lundi 27 mai, Michel Sadelain était convié à assister à la projection d'un documentaire relatant l'aventure de sa vie, *Living Drugs* (« des médicaments vivants », V & Co, non encore diffusé). Ou comment l'immunologiste, durant plus de trois décennies, a forgé et poli un nouvel outil de traitement du cancer, d'une folle inventivité et d'une redoutable puissance.

« Inutile », « sans avenir », « stupide »

Savant mélange de thérapie génique et cellulaire, cet outil au nom étrange, « cellules CAR-T », a déjà permis de traiter quelque 35 000 patients atteints d'un cancer du sang à travers le monde. C'est « *une révolution dans le traitement de ces cancers* », témoigne l'oncologue Gilles Salles, du MSKCC, qui souligne « *la supériorité de cette thérapie pour guérir des patients, par rapport aux traitements lourds [greffes] établis depuis des années.* »

Rien, pourtant, n'était gagné d'avance. « *Dès 1986, j'ai pensé qu'il faudrait aider les cellules immunitaires à combattre les tumeurs en leur donnant une instruction génétique*, raconte Michel Sadelain. *Quand j'ai présenté cette idée en 1992, lors d'un congrès, personne n'a montré le moindre intérêt, c'était loufoque.* » Le concept semble alors si « *subversif* » que l'establishment des oncologues et des immunologistes le juge « *inutile* », « *sans avenir* », « *stupide* ». « *Tous ces mots, je les ai entendus. Et cela a beaucoup affecté ma vie, créant un état psychologique un peu particulier.* »

Est-ce par défi, face à ce qui était vu comme une chimère ? Michel Sadelain nommera « *récepteur chimérique à l'antigène* » (CAR) le produit de cette instruction génétique, qui donne à certaines de nos cellules immunitaires, les lymphocytes T, leur « *ordre de mission* » : débuts, cibler et éliminer le cancer, cet ennemi qui se propage masqué. Des lymphocytes T prélevés chez le patient, génétiquement éduqués en laboratoire, puis réinjectés à ce même patient, chez qui ils traqueront et détruiront leurs cibles cancéreuses, tout en grossissant leurs rangs.

Donnant corps à ses chimères, le chercheur transformera cette idée en « *médicaments vivants* », et le rêve deviendra réalité en 2017, quand l'agence du médicament américaine autorisera le premier d'entre eux. « *Sans Michel, cette recherche aurait été une impasse*, relève Jonas Mattsson, professeur de médecine à l'université de Toronto (Canada). *C'est l'être le plus intelligent que je connaisse.* »

Depuis une dizaine d'années, les railleries ont cédé le pas aux honneurs. Ainsi du prestigieux prix Breakthrough pour les sciences de la vie, qui lui a été remis en avril, ainsi qu'à Carl June, de l'université de Pennsylvanie : en 2011, leurs deux équipes ont montré la puissance de tir de cette thérapie chez de premiers patients. Mi-avril encore, le non moins prestigieux prix Gairdner, ce « Nobel canadien », lui



Michel Sadelain, à l'Académie nationale de médecine, à Paris, le 28 mai. JULIE BALAGUÉ POUR « LE MONDE »

était attribué – cette fois avec Zelig Eshhar, de l'Institut Weizmann des sciences en Israël, autre architecte moléculaire du CAR.

Une reconnaissance qu'il savoure. « *Ce qui compte aujourd'hui, c'est que beaucoup voient dans cette approche un potentiel énorme. Des immunologistes, des industriels qui jugeaient ce concept "idiot" il y a dix ans, y travaillent maintenant. C'est un petit plaisir.* »

Un travail d'architecture moléculaire

Dans la concrétisation du projet, une rencontre, en 1991, sera déterminante : celle d'Isabelle Rivière, Française venue au MIT pour sa thèse. « *Je parlais très mal anglais, et mon directeur de thèse a jugé bon de placer ma paillasse à côté de celle de Michel. Il n'a pas semblé particulièrement heureux de me voir envahir son espace de travail...* », s'amuse aujourd'hui celle qui deviendra son épouse et la mère de ses deux enfants. Ils ne tarderont guère à se rapprocher. Recrutée en 1998 au MSKCC, Isabelle Rivière devient le meilleur artisan de la mise en œuvre de l'idée. Et la suite de l'aventure s'écrit en lettres de l'ADN dans le génome des lymphocytes T... Des cellules souvent prélevées, pour les besoins de la recherche, sur des étudiants du labo. « *Dans mon équipe, tout le monde est pâle ! Nous sommes des vampires* », observe Michel Sadelain.

Une chose frappe, dans ce long travail d'architecture moléculaire : rien n'y est dû au hasard. « *Tout a été intentionnel*, confirme le chercheur : *le choix des fragments d'anticorps qui forment la tête du CAR, le choix des cibles visées selon les cancers et le choix des molécules actives dans la queue de ce récepteur.* » Avant de trouver les bonnes combinaisons, les chercheurs ont dû en tester « *des centaines* ».

Un travail d'une folle minutie, où la rigueur scientifique et la créativité, chez ce fervent admirateur de Descartes, feront merveille.

« *Michel est très précis dans sa façon de penser, de prévoir les expériences et de les interpréter*, relève Sebastian Amigorena, de l'Institut Curie, à Paris. *Il sait aussi s'extraire des détails pour tracer une vue d'ensemble, s'ouvrir à un imaginaire.* » L'homme cultive la discrétion. « *Il ne cherche pas la lumière, mais s'efforce toujours d'aller de l'avant* », dit Gilles Salles. « *Extrêmement humble et chaleureux*, selon Jonas Mattsson, *il est aussi terre à terre et prend soin de sa famille.* » Aimant l'échange et le partage, il sait être un mentor pour les jeunes chercheurs.

Face au scepticisme ambiant, la plupart auraient jeté l'éponge. Pas lui. « *C'est vrai qu'il faut avoir la peau dure, se prendre des claques, ne pas flancher. Quand une demande de fonds est rejetée ou qu'une promotion est en jeu, c'est difficile. C'est toute une construction psychologique. Mais il faut croire à son idée.* » Il faut aussi savoir « *se salir les mains* », ajoute Michel Sadelain à l'intention des scientifiques « *dans leur tour d'ivoire* ».

Pour garder le cap, il a dû louvoyer. « *Nous avons un financement pour un sujet donné et nous en dépensions une partie sur notre projet... en douce.* » Deux qualités du système de recherche américain, selon lui, ont été essentielles à la réussite du projet : la liberté accordée aux jeunes équipes et le rôle des donateurs privés. « *C'est triste à dire, mais je ne pense pas que j'aurais pu faire ce travail en France ou au Canada.* » Résister, « *c'est aussi une question de valeurs inculquées par l'éducation* », glisse le chercheur new-yorkais.

Si l'immunologiste trouve à peine le temps de jouer du violon, il voit dans les collages du plasticien américain Robert Rauschenberg, par exemple, des « *passerelles vers les chimères* ». Des combinaisons inédites qu'il collectionne dans son bureau. L'art, aussi, lui est source d'inspiration. ■

FLORENCE ROSIER



ZOOLOGIE

Les coraux, des bêtes sexuelles

La science le sait depuis toujours : les apparences sont trompeuses. Les coraux en constituent un des plus parfaits exemples. À observer ces récifs multicolores, leur qualification minérale apparaît naturelle. Mais comme les humains ne manquent pas de sens de l'observation, dès l'Antiquité, les plus fûtés d'entre eux – Aristote, Pliny l'Ancien, Ovide – vont le ranger parmi les plantes. Qu'un caillou puisse croître chaque année au fond de la mer semblait déjà peu commun. Mais qu'il se ratatine et meure une fois extrait de l'eau ne laissait plus de doute. Une « plante pierreuse », tranchent les sages grecs. Un végétal, donc.

Jusqu'à ce qu'en 1726, Jean-André Peyssonnel, médecin de son état, naturaliste par passion, correspondant de l'Académie des sciences en Guadeloupe, lance une bombe. Dans une lettre à ses collègues, il annonce qu'après observation, il a acquis la conviction qu'il s'agit d'un animal. Tempête sous les perruques, hurlement de Réaumur et de Jussieu. L'iconoclaste est prié d'aller voir ailleurs. C'est donc en Angleterre qu'il publiera ses conclusions. Jussieu fera amende honorable et Buffon mettra fin au débat en 1749 en les élevant « *pour toujours* » au rang d'animal.

De la nature des cellules au mode d'alimentation, la science moderne ne manque pas d'arguments en ce sens. La reproduction figure en bonne place. Car même si ce groupe de près de 800 espèces présente une certaine diversité quand vient l'heure de former descendance, les deux principaux acteurs ici en jeu ne nous sont pas inconnus : des ovules et



« *Alcyonium sp.* », un corail mou. LEEMAGE VIA AFP

des spermatozoïdes. Ici, les pluriels ont leur importance. Les scientifiques parlent officiellement de « *ponte de masse* », officieusement d'orgie. « *Une des plus belles choses que l'on puisse voir* », souligne l'océanographe Pascale Joannot, ancienne directrice de l'aquarium de Nouméa et spécialiste des coraux.

Le phénomène survient au début de l'été. Dans l'immense récif, un premier polype libère son ovule et ses spermatozoïdes, puis un autre. Et de plus en plus. Pendant les quelques jours qui suivent, ils sont des centaines de milliers à suivre le mouvement. La nuit océanique prend des airs de ciel enneigé. La suite est presque banale : un ovule rencontre un spermatozoïde. L'œuf qui en découle devient larve. Sauf que celle-ci gagne alors le fond, prend racine – pardon, s'accroche au sol, et développe un exosquelette en carbonate de calcium qui finira, par clonage successif, par constituer le fameux « récif ».

Mais comment tous ces polypes synchronisent-ils leur action ? Depuis plus de trente ans, différentes études ont mis en avant l'importance de la température de l'eau, de la marée et du vent. Pas facile toutefois d'étudier le phénomène au fond des océans pendant de nombreuses années. L'équipe du Japonais Shinichiro Maruyama, à l'université de Tokyo, a profité de quinze ans de mesures réalisées à l'aquarium d'Okinawa sur des coraux du genre *Acropora* pour confirmer le rôle essentiel de la température de l'eau. C'est elle qui ouvre ce qu'il nomme « *la fenêtre de ponte* ». Ensuite, le rayonnement solaire et la pluie vont rythmer l'activité sexuelle des polypes, affirme l'article, publié le 28 mai dans *Royal Society Open Science*, avec « *un pic de frai plus précoce lorsque les précipitations ou l'ensoleillement sont plus élevés* ».

Ces résultats sont-ils transposables dans l'océan ? Sans aucun doute, tranchent les chercheurs, qui ont comparé sur quelques années la grande débauche dans les immenses bassins découverts et en pleine mer. La synchronisation est presque parfaite. Il faut dire que l'aquarium d'Okinawa puise son eau, à flux continu, à 6 kilomètres au large. Ce qui fait s'interroger Pascale Joannot : « *Les polypes émettent-ils des phéromones qui déclenchent le phénomène chez leurs congénères, dans l'océan comme en aquarium ?* » L'équipe de Tokyo devrait pouvoir y répondre. ■

NATHANIEL HERZBERG